

La mort de SALT 2

M. Reagan, qui avait déjà bien assez d'ennuis avec le scandale des ventes d'armes à l'Iran, vient d'être assailli d'embarras supplémentaires en prenant une mesure qui ne pourra que choquer la majorité démocrate du Congrès et aussi ses alliés européens. En décidant la mise en service, le vendredi 28 novembre, d'un nouveau bombardier B-52 équipé de missiles de croisière sans compenser par une réduction dans un autre domaine cette augmentation de l'arsenal stratégique américain, il franchit les limites imposées par le traité SALT 2, signé en 1979 par MM. Carter et Brejnev. C'est donc officiellement la mort de ce traité, qui certes n'avait jamais été ratifié mais qui n'en constituait pas moins le seul cadre imposé - et toujours si gros respecté jusqu'alors - à la course aux armements entre les Deux Grands.

Cette décision n'était pas vraiment inattendue, puisque M. Reagan, dès le 27 mai de cette année, avait proclamé son intention d'agir en ce sens. On était pourtant en droit d'espérer autre chose, compte tenu des importants événements survenus depuis et surtout de ce qui s'était passé à Reykjavik. M. Reagan n'était-il pas alors tombé d'accord avec M. Gorbatchev sur le principe d'une réduction de 50 % en cinq ans des arsenaux stratégiques, voire d'une élimination totale des armes nucléaires et pour commencer des missiles balistiques ?

Ces perspectives étaient sans doute un peu trop optimistes, mais avec l'annonce faite jeudi, Washington, après cette fois par accord dans l'autre sens. Il y a quelques jours, M. Perle, principale tête pensante du Pentagone, était venu expliquer à Paris que les missiles balistiques, arme déstabilisante et menaçant pour l'Amérique, devaient être éliminés des arsenaux : la fameuse « triade » (missiles terrestres, sous-marins et aériens) qui avait constitué la règle d'or de la dissuasion nucléaire pendant un quart de siècle devait désormais s'effacer au profit de la composante aérienne (avions et missiles de croisière), seule « bonne » arme pour l'avenir.

Or si les États-Unis jettent par-dessus bord aujourd'hui les accords SALT, c'est parce qu'ils refusent de démanteler, pour compenser ce cent trente et une tonnes de missiles, un de leurs anciens sous-marins équipés de missiles Poseidon, ou encore un de leurs quarante avions Titan encore plus vieux enfouis dans des silos : c'est-à-dire précisément ces mêmes armes balistiques que l'on disait dépassées et dangereuses. M. Reagan ayant lui-même dénoncé le double emploi excessif dans les arsenaux, on ne voit vraiment pas quel avantage militaire compense pour lui le grave risque politique qu'il prend en rompant les accords.

La réaction du porte-parole soviétique, qui a averti que cette décision « influence de la manière la plus négative » les pourparlers de Genève et rappelle que l'URSS « se considère également libérée de ses obligations », n'est pas pour surprendre. Celle des Européens non plus, qui, tout en mettant en garde Washington contre ses illusions sur la fin de la dissuasion nucléaire, soulignent, comme on vient de le rappeler à Londres, le maintien du « statu quo ».

Il ne reste décidément plus grand-chose de l'esprit de Reykjavik, même à Moscou, où, en l'attente de la réussite des négociations au fond, la politique a repris son droit. Mais avec l'affaire d'Iran et maintenant à propos des armements, on a de plus en plus de mal à voir la logique de la politique américaine.

Après les manifestations d'étudiants

Le gouvernement décide de réécrire le texte de la réforme universitaire

M. Jacques Chirac a reçu vendredi 28 novembre en fin de matinée MM. Monory et Devaguet, avec lesquels il a arrêté la position du gouvernement sur le projet de réforme universitaire. Celui-ci devrait être réécrit par voie d'amendements préalablement soumis à la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, sur les trois points qui ont provoqué la mobilisation des étudiants et des lycéens : les droits d'inscription,

l'orientation et le caractère national des diplômes. Le premier ministre a demandé personnellement au rapporteur du texte, M. Couaneau (UDF), de retirer les amendements qu'il avait présentés, et particulièrement celui qui visait à élargir la « fourchette » des droits d'inscription. Le débat devait s'ouvrir vendredi à 15 heures à l'Assemblée nationale, aux abords de laquelle deux cent mille étudiants et lycéens avaient manifesté jeudi.

LIRE PAGES 6 à 8

- Du quartier Latin à l'Assemblée nationale, par Philippe Bernard et Gérard Courtois.
- En province.
- Devant les grilles du Palais-Bourbon, par Pierre Servant.
- L'impatience du RPR et l'insatisfaction de l'UDF, par Thierry Bréhier.

Les commentaires d'Yves Agnès et de Philippe Boucher.



Un marché mondial en pleine surproduction

Fin de l'âge d'or pour les armes françaises

Surproduction, déséquilibre, baisse du pouvoir d'achat des pays acheteurs : l'âge d'or semble toucher à sa fin pour les exportateurs d'armes françaises.

Le groupe Dassault-Breguet a un rhume passager, de l'aveu de son nouveau président-directeur général, M. Serge Dassault, et c'est l'ensemble de l'industrie aéronautique française qui risque de tousser : la vente de cinquante Mirage crée directement ou indirectement, sur vingt ans, quarante mille emplois, dont seulement trois mille cent chez Dassault-Breguet.

Avec ses dix arsenaux répartis un peu partout en France, le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) est mal en point, et au rythme où va la dégradation de ses ventes, ses pertes industrielles cumulées jusqu'en 1990 s'élevaient à 3 milliards de francs : l'équivalent du coût de la modernisation de quatre cents chars AMX-30, soit le tiers de la panoplie actuelle des blindés de l'armée de terre française.

Longtemps, l'opinion a été entretenu dans l'idée que l'indus-

trie française de l'armement était florissante et, comme installée dans la réussite. En 1986 encore, cette image paraît vraie. Globalement, ce secteur réalisera un chiffre d'affaires supérieur à 100 milliards de francs. Il devrait dégager un solde positif de 25 milliards de francs dans la balance commerciale, grâce à des exportations qui l'emportent largement sur les importations. Il occupe trois cent mille personnes, et même quatre, cent mille, si l'on compte les emplois induits par les activités en amont dans l'économie nationale.

Et, pourtant, l'âge d'or de l'industrie française d'armement est derrière elle, si l'on croit une analyse de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, consignée dans un rapport de M. Jean-Pierre Bechtler, député RPR de la Corrèze. La période faste prend fin, est-il écrit en substance.

Deux événements importants ont marqué, en 1985 et 1986, le tournant : d'abord, la perte, par la France, du contrat d'avions de combat commandés par l'Arabie saoudite à la Grande-Bretagne, à

l'Italie et à l'Allemagne fédérale (le Monde du 17 septembre 1985), soit 35 milliards de francs ; ensuite, la perte, par la France, du marché de canons commandés par l'Inde à la Suède (le Monde du 27 mars 1986), soit 9 milliards de francs. « Il n'y a pas actuellement de grand contrat en négociation dont on espère la signature dans les prochains dix-huit mois », constate le rapporteur de la commission.

Les deux sociétés concernées ont pris cet échec de plein fouet. Dassault-Breguet évoque le départ anticipé de sept cents de ses travailleurs - plus de 4 % de ses effectifs totaux. Le GIAT se plaint d'un surcoût de l'ordre de trois mille deux cents salaires - soit le quart de son contingent d'ouvriers.

En réalité, même si d'autres causes de crise se sont ajoutées, dans ces deux cas, à la mévente enregistrée à l'exportation, Dassault-Breguet et le GIAT ne sont pas les seules entreprises à être menacées par la récession des ventes.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 12.)

Le Monde

DES LIVRES

- Un automne italien.
- Rencontre avec George Steiner.
- Actualité de Kant.
- Sur un inédit de Paul Morand, le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.
- « Russie folie poésie », la chronique de Nicole Zand.

(Pages 17 à 25.)

SUPPLÉMENT CADEAUX

Quarante idées pour séduire, quatre cents façons d'offrir ; un magazine de quatre-vingts pages en couleurs.

En raison de l'actualité, la page Jeux paraîtra dans le prochain « Monde sans visa » (daté samedi 6 décembre) ; la rubrique Gastronomie paraîtra demain (numéro daté dimanche 30 novembre-lundi 1^{er} décembre).

Cessez-le-feu provisoire aux Philippines

Un accord est intervenu entre le gouvernement et la guérilla communiste. Mais le plus dur reste à faire...

PAGE 2

La brouille germano-soviétique

Violente diatribe de la « Pravda » contre le chancelier Helmut Kohl.

PAGE 40

Les remous à Washington

Le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan, à son tour sur la sellette à propos des ventes d'armes à l'Iran.

PAGE 3

L'ajournement du procès Bokassa

« Le patron est revenu... »

PAGE 4

Carrefour du développement

Les auditions de MM. Guy Peme et Yves Châlier font apparaître de nombreuses contradictions.

PAGE 12

Le plan anti-SIDA de M^{me} Barzach

La lutte contre la maladie déclarée « cause nationale ».

PAGE 11

Elections au Pays basque espagnol

La famille nationaliste divisée...

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 40

LE MONDE SANS VISA

Orsay, le dix-neuvième siècle mis à neuf

La vieille gare de Victor Laloux, qui Anatole France a transformée en musée du dix-neuvième siècle ouvrira ses portes au public le 9 décembre.

Pensé sous le septennat de Georges Pompidou, mis en chantier sous celui de M. Valéry Giscard d'Estaing, le musée inauguré le lundi 1^{er} décembre par M. François Mitterrand est l'exemple même d'une politique culturelle cohérente, au-delà des crises partiales. Chaque jour aura imprimé sa marque. Le premier a empêché la destruction de la vieille gare de Victor Laloux, le deuxième a retenu l'idée d'un ensemble consacré au dix-neuvième siècle, le troisième lui a insufflé une bonne dose d'histoire.

C'est aussi le premier grand musée ouvert à Paris depuis la fin de la dernière guerre, si l'on excepte - et l'exception est de taille - l'hôtel Salé dédié au seul Picasso. A

Orsay, en revanche, l'éclectisme est roi. Le mélange est la règle : genres, styles et signatures. Tous les arts sont présents : peinture, sculpture, architecture, musique, photo et même cinéma. L'unité est assurée par les dates : 1848-1914. Pour remplir l'énorme nef et ses abords, 15000 mètres carrés, on a vidé deux musées, celui du défunt Luxembourg et le Jeu de Paume tout entier. On a fait venir, en outre, des œuvres du Louvre, de Versailles, de Fontainebleau, de Sévres et d'innombrables musées de province. Sans parler de l'énergie politique d'achat menée pour combler les lacunes des collections.

Enfin, pour la première fois, le problème du goût est posé dans un tel lieu. On a ressorti des réserves où ils étaient oubliés les héros des « pompes » que l'on n'avait pas vus depuis un demi-siècle. Et comble du scandale, ils sont exposés

face à leurs adversaires d'antan, les impressionnistes. La confrontation est constante.

Derniers motifs de satisfaction : l'enveloppe financière - 1 080 millions de francs - prévue en 1981 après les ultimes études architecturales n'a pas été dépassée et la date d'ouverture, à l'extrême, respectée. Jacques Rigaud, pilote de ce chantier difficile, y est sans doute pour beaucoup. Les Français qui, dans les récents sondages, plébiscitent massivement les grands travaux présidentiels pourront conforter leur opinion. Orsay est le lien naturel entre le Louvre et le Musée d'art moderne. De son succès dépendent, en grande partie, l'avenir du Grand Louvre, aujourd'hui boyau informel, et l'extension du second, étouffé par sa richesse.

E. de R.
(Lire pages 27 à 31.)

RENÉ BELLETO
L'ENFER
PRIX FÉMINA
P.O.L.

Etranger

ESPAGNE : la consultation régionale du 30 novembre

La famille nationaliste basque affronte les élections dans la division

BILBAO

de notre envoyé spécial

Les Basques se rendront aux urnes, le dimanche 30 novembre, pour élire leur Parlement régional, le troisième depuis le rétablissement de l'autonomie dans cette région en 1980. Loin de clarifier la situation politique, cette consultation risque de l'embrouiller encore un peu plus : aucune majorité cohérente ne devrait en effet se dégager de cette consultation. Pour la première fois, la force politique traditionnellement majoritaire dans la région, le PNV (parti nationaliste basque), n'apparaît pas en mesure de former à elle seule le prochain gouvernement autonome. Non que la « grande famille » nationaliste ait perdu de terrain par rapport aux dernières élections : selon les sondages, elle devrait maintenir globalement ses positions si l'on additionne les voix de toutes ses composantes.

Mais parce que la scission qu'a connue le PNV en septembre dernier s'est traduite par la création d'une nouvelle formation nationaliste, Euzko Alkartasuna (Solidarité basque), dirigée par l'ancien président du gouvernement basque, M. Carlos Garaikotxea. Cette scission est d'ailleurs à l'origine de la convocation anticipée de ces élections, près de deux ans avant le terme normal de la législature.

Solidarité basque semble avoir le vent en poupe : les sondages indiquent que le nouveau parti, après deux mois à peine d'existence, pourrait enlever au PNV plus d'un quart de ses électeurs. Peu de chose, pourtant, semble séparer ces deux frères ennemis. Certes, M. Garaikotxea affirme représenter un nationalisme plus novateur, qu'il

définit comme « à mi-chemin entre l'option conservatrice du PNV et l'option révolutionnaire ». Mais les programmes des deux formations ne divergent réellement que sur des thèmes techniques — telle la répartition des compétences entre le gouvernement basque et les organes de gestion provinciaux — dont on peut douter qu'ils passionnent réellement les électeurs. Ceux-ci sont plutôt invités à choisir entre deux hommes aussi nationalistes l'un que l'autre, M. Xavier Arzallus, président du PNV, et M. Garaikotxea, et non entre deux options politiques bien différenciées.

Les socialistes arbitres de la situation

Les querelles au sein de la famille nationaliste font évidemment l'affaire du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) : pour la première fois, il talonne le PNV dans les sondages. Son candidat, M. José María Benegas, est conscient de se retrouver en position d'arbitre. Ce sont les socialistes qui déterminent la couleur du prochain gouvernement basque. Loin de dévoiler leurs cartes à l'avance, ils se maintiennent poliment dans l'ambiguïté, se déclarant prêts à converser avec tous, à l'exception toutefois de ceux qui appuient la violence.

Une « grande coalition » entre le PNV et le PSOE apparaît comme la formule la plus logique. C'est en tout cas celle que proposera le PNV s'il arrive en tête le 30 novembre. « Nous devons nous entendre avec les socialistes parce que c'est eux qui détiennent le pouvoir à Madrid, et c'est donc d'eux que dépend en grande partie le futur du Pays basque », souligne M. Arzallus. Soucieux toutefois d'éviter la surenchère nationaliste de M. Garaikotxea, le PNV entend exiger dans ce cas du PSOE un calendrier précis sur le développement de l'autonomie basque durant toute la législature.

Une telle coalition a les faveurs des socialistes. Etre admis pour la première fois dans le gouvernement basque serait pour eux une victoire et une manière de réduire cet antagonisme traditionnel entre « espagnolistes » et nationalistes qui empoisonne depuis des décennies l'atmosphère politique basque.

Si le PNV, toutefois, se montrait trop exigeant pour parvenir à un accord, on se retrouverait en deuxième position, il préférerait passer à l'opposition, les socialistes joueraient alors une autre carte : celle d'une coalition tripartite qui unirait au parti de M. Garaikotxea et à Euzko Alkartasuna, une autre formation nationaliste de gauche. Une coalition qui bouleverserait la scène politique basque, puisqu'elle relèguerait, fait sans précédent, le PNV dans l'opposition. Reste qu'une telle formule serait fragile : les trois partis apparaîtraient d'avantage unis par leur désir d'écarter le PNV du pouvoir que par une philosophie de gouvernement commune. On voit mal notamment les socialistes, traditionnellement réticents face à l'autonomie basque, s'entendre facilement avec M. Garaikotxea, qui se veut sur ce chapitre plus radical que le PNV.

Comme l'affirme le dirigeant socialiste M. Ricardo García Damborena, « le prochain gouvernement basque risque en tout cas d'être un simple gouvernement de gestion sans grand pouvoir de décision ».

Une perspective qui fait au moins un heureux à Bilbao : la coalition radicale Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire. Ses dirigeants ne se trompent sans doute guère lorsqu'ils affirment que les contradictions croissantes au sein du nationalisme modéré ne peuvent à la longue que leur apporter de nouveaux adeptes. Et qu'un gouvernement basque faible ou divisé contribuerait au discrédit d'institutions régionales qu'Herri Batasuna et l'ETA ont toujours rejetés en les qualifiant d'insuffisantes. En un mot, que les partisans de la « rupture révolutionnaire » ont tout à gagner à la situation actuelle.

Entre la violence qui ne cesse pas et la crise économique qui s'aggrave (le chômage atteint 24,6 % de la population active), le Pays basque semble aujourd'hui ne plus savoir à quel saint se vouer.

THÉRIY MALINIAX.

RFA : après la condamnation d'Ahmad Hasi et de Farouk Salameh

Bonn expulse trois diplomates syriens et suspend son aide économique à Damas

BONN

de notre correspondant

Vingt-quatre heures après la condamnation des auteurs de l'attentat contre le siège de la société germano-arabe de Berlin-Ouest, le gouvernement ouest-allemand a pris, jeudi 27 novembre, une série de mesures contre la Syrie. Il a décidé d'expulser trois diplomates de l'ambassade syrienne à Bonn, de réduire de quatre à deux le nombre des attachés militaires syriens en RFA et de ne plus reconnaître les passeports diplomatiques syriens. En outre, toute aide économique est suspendue (1) et Bonn ne renouvellera pas, jusqu'à nouvel ordre, d'ambassadeur à Damas.

Dès ce vendredi, par mesure de rétorsion, Damas a annoncé l'expulsion de trois diplomates allemands, qui ont une semaine pour quitter le territoire syrien. Le sursis de son ambassadeur à Bonn ainsi que la rédaction de l'acte de la mission militaire syrienne en RFA.

Ces mesures ont été présentées comme un investissement destiné à obliger le gouvernement syrien à montrer par des actes qu'il ne son-

tient pas le terrorisme et qu'il est prêt à coopérer en matière de lutte antiterroriste. Cependant, ni le président Assad ni son ambassadeur à Berlin-Est ne sont directement mis en cause dans l'attentat contre la société germano-arabe de Berlin-Ouest.

Dans sa déclaration, le gouvernement n'a seulement condamné « la participation d'organismes syriens à des attentats contre des installations situées sur le territoire allemand ». Il a demandé à Damas « de donner des preuves du sérieux de sa condamnation verbale du terrorisme international en prenant des mesures concrètes, notamment à l'encontre de ses propres services secrets ». Le président de la commission des affaires étrangères du Bundestag, M. Störcken (CDU), avait estimé mercredi qu'il s'agissait pour le moment « de donner à la Syrie une chance de prendre ses distances vis-à-vis d'un acte terroriste où elle est apparemment impliquée et de demander des comptes aux responsables ».

Le tribunal criminel de Moabit avait condamné mercredi les deux auteurs de l'attentat commis le 29 mars dernier contre la société germano-arabe de Berlin-Ouest, Ahmad Hasi et Farouk Salameh, à quatorze et treize ans de prison (nos dernières éditions du 28 novembre). Dans ses attendus, le juge avait reconnu que « l'établissement d'une participation directe d'organismes syriens reposait seulement sur les aveux des deux accusés ». « La cour, avait-il estimé, est sûre que ces aveux et les faits sur lesquels ils sont basés sont exacts. En tout cas, aussi sûre qu'un tribunal peut l'être quand il s'agit d'une affaire avec un arrière-plan politique et qui intéresse aussi les services secrets ».

Le tribunal a condamné les deux hommes comme « exécutants » et non comme responsables du complot. Si le juge a estimé que Hasi avait agi sous l'influence de son

frère pour des raisons politiques, il a souligné que Salameh avait fait pour des motivations d'ordre matériel. Il s'est efforcé de faire ressortir le rôle central du frère de Hasi, Nizar Hindawi, condamné à Lonsdorf à quarante-cinq ans de prison pour une tentative d'attentat contre un appareil d'ETAL.

Mandat d'arrêt contre Haytham Said

Juste avant l'annonce du verdict, le ministre de la justice de Berlin-Ouest avait indiqué qu'un mandat d'arrêt international avait été lancé à la demande du procureur contre le citoyen syrien Haytham Said, alias Abou Ahmed, né le 15 mai 1949 à Damas, pour tentative de meurtre. Selon les deux juges chargés de l'instruction, il s'agit d'un officier supérieur membre d'un des services de renseignement syriens. Haytham Said, dont il avait été longuement question également à Londres, est l'homme qui a remis la bombe à Hasi à l'ambassade syrienne de Berlin-Est et qui a accueilli à Damas, pour préparer l'attentat, Hindawi et Salameh.

HENRI DE BRESSON.

(1) La suspension de l'aide économique à la Syrie concerne essentiellement un crédit de 55,9 millions de deutschemarks qui devait être versé à Damas pour financer ses importations en provenance de RFA. Les programmes d'aide à la Syrie atteignent ces dernières années moins de 10 millions de deutschemarks par an. Les relations commerciales ont cessé pour leur part, cette année une nouvelle dégradation (au cours des six premiers mois, les exportations allemandes n'ont atteint que 262 millions de deutschemarks).

URSS

Le KGB incite le dissident Anatoli Martchenko à émigrer

Les autorités soviétiques semblent résolues à se débarrasser de plusieurs de leurs dissidents les plus connus en les incitant à émigrer. L'épouse d'Anatoli Martchenko, un ancien ouvrier devenu écrivain, s'est vu ainsi suggérer par le KGB d'émigrer en Israël avec son fils Pavel et son mari, actuellement détenu à la prison de Tchistopol, après une condamnation à dix ans de détention à régime sévère.

Auteur d'un livre saisissant, *Mon témoignage*, paru en 1968, Anatoli

Martchenko, quarante-huit ans, est l'un de ces « grands prisonniers » sur lesquels se sont abattues des condamnations en série. S'il devait purger sa peine jusqu'au bout, il passerait au total trente années en détention ou en relégation. Souffrant de troubles cardiaques consécutifs aux coups reçus en prison, il est détenu dans des conditions très dures. Sa femme a cependant émis le désir de pouvoir s'entretenir avec lui avant d'accepter la « proposition » du KGB. — (AFP, AFP.)

Asie

PHILIPPINES : le cessez-le-feu provisoire avec les communistes

« Le plus dur reste à faire »

MANILLE

correspondance

Le gouvernement philippin et les représentants de la guérilla communiste ont signé, jeudi 27 novembre, un accord de cessez-le-feu pour une durée de soixante jours, reconductible, qui entrera en vigueur le 10 décembre.

Les négociations, qui avaient débuté le 3 août, ont failli échouer à plusieurs reprises — notamment, en septembre, lorsque M. Rodolfo Salas, qui passe pour être le chef de la Nouvelle Armée du peuple (communiste), a été arrêté à Manille, puis, à la mi-novembre, après l'assassinat du syndicaliste Rolando Olalia. Mais, à la suite d'un ultimatum de M. Aquino fixé au 30 novembre, les deux camps ont voulu faire preuve de bonne volonté et se sont mis d'accord mercredi sur deux textes : l'un instaurant le cessez-le-feu proprement dit, l'autre fournissant des garanties d'immunité aux négociateurs rebelles pour la suite des pourparlers. La trêve, la première en dix-sept ans de lutte armée, couvrira la période du référendum, prévu le 2 février, sur la nouvelle Constitution, dont l'adoption devrait, le cas échéant, confirmer M. Aquino dans ses fonctions jusqu'en 1992.

L'accord n'est, officiellement, qu'un simple échec : les pourparlers doivent en principe reprendre pour la rédaction d'un texte plus complet. La trêve repose, dans ses termes actuels, sur des comités de surveillance composés de cinq membres, « mutuellement acceptables » par les deux parties, dans les localités affectées par la guérilla, avec un organe central de contrôle dans la capitale.

Les points majeurs de désaccord ont été passés sous silence. Ainsi, la question des « impôts révolutionnaires » prélevés par la guérilla dans les territoires qu'elle contrôle n'a pas été résolue. Le gouvernement s'arroge le droit d'empêcher cette pratique, mais un des représentants de la guérilla, M. Satur Ocampo, assure que les insurgés continueront à percevoir ces taxes. De même, la question des pétroleuses militaires

sur le terrain reste litigieuse. Le représentant de la guérilla a réclamé que l'armée préviene les militaires de ses intentions lorsqu'elle se lance « à la poursuite d'éléments criminels » en territoire insurgé, une formulation inacceptable pour les autorités. L'accord évite toute référence à la notion de territoire « libéré » et, autre concession de communistes, ne reconnaît pas à ceux-ci la qualité d'entité belligérante. Les autorités militaires s'étaient engagées, avant sa signature, à respecter les termes de l'accord.

La volonté de rompre l'isolement

Outre le Parti communiste, fondé en 1969 sur des thèses marxistes, et sa branche armée, la Nouvelle Armée du peuple, la guérilla comprend une dizaine d'organisations de gauche, avec des préfixes et des suffixes variés : « libération », « libération », « libération », etc. Les autorités militaires s'étaient engagées, avant sa signature, à respecter les termes de l'accord.

Les concessions consenties par les communistes résultent de leur volonté de rompre l'isolement dans lequel ils se sont eux-mêmes placés en appelant au boycott des élections de février 1986, pour avoir contesté la popularité de M. Aquino. Celle-ci, depuis, plusieurs mesures destinées à faire sortir de la jungle les insurgés les moins endurcis.

Les autorités ont soigneusement évité de citer victorieusement la signature de ces textes. Comme les représentants de la guérilla, ceux du gouvernement reconnaissent que le plus dur reste à faire. Les pourparlers doivent reprendre avant un mois, et les autorités vont déléguer des représentants à cinquante délégués des insurgés qui, pour la première fois, seront autorisés à ouvrir un bureau de représentation à Manille.

KIM GORDON-BATES.

INDE : la fin de la visite de M. Gorbatchev

Un « festival de l'amitié » mais des résultats sans surprise

NEW-DELHI

de notre correspondant

Au nom du milliard d'êtres humains qu'ils représentent, MM. Gorbatchev et Gandhi ont prononcé, jeudi 27 novembre, l'établissement d'une « convention internationale interdisant l'usage et la menace d'usage de l'arme nucléaire ». Pour le reste, les dix principes de la « déclaration de New-Delhi pour l'établissement d'un monde sans arme nucléaire et non violent », reprenant en gros les idées de Moscou sur le désarmement et s'appuyant sur la trinité habituelle de la paix dans le monde. Le dernier article du document signé conjointement recommande cependant « la destruction complète des arsenaux nucléaires avant la fin du siècle (...), l'arrêt total des essais nucléaires en attendant (...), la destruction des stocks d'armes chimiques (...), la réduction des armements conventionnels » et, bien sûr, l'interdiction d'introduire ces armes dans l'espace. « Héritage commun de l'humanité ».

Le dirigeant soviétique, dans son discours au Parlement indien, a également proposé la création d'un « centre permanent international pour l'utilisation pacifique de l'espace », dont l'Inde, « si elle accepte, pourrait être l'hôte territorial ». Le chef du Kremlin a aussi déclaré qu'il soutenait l'idée chère à New-Delhi concernant la convocation « pas plus tard qu'en 1988 » d'une conférence visant à transformer réellement l'Océan Indien en zone de paix.

On chercherait en vain, dans les millions de mots qui ont été prononcés, écrits et diffusés, ces quatre derniers jours, la moindre réserve à l'égard d'une amitié soviéto-indienne aussi officiellement « indispensable » aux deux pays qu'à la cause de la paix mondiale.

Mais les discours ne font pas, pour autant, la moindre allusion directe à ce qui fit la substance des dix heures de conversation en tête à tête qu'ont eues les deux chefs de gouvernement : ce rapprochement sino-soviétique, qui inquiète tant l'Inde. M. Gorbatchev s'est contenté

de rappeler que « l'URSS ne prendra jamais une seule décision susceptible d'endanger les intérêts réels de l'Inde ».

Seul l'Afghanistan, absent des discours et comptes rendus officiels, n'a fait l'objet, lors d'une conférence de presse, d'une déclaration soviétique en trois points :

1) Le problème des réfugiés afghans n'est pas lié à la présence de l'armée rouge ;
2) Moscou est en faveur d'un règlement politique rapide auquel devront prendre part les parties concernées ;
3) L'URSS est optimiste, ses troupes ne resteront pas en Afghanistan indéfiniment.

Dans le domaine de la coopération économique, qui se développe, moins rapidement que les Soviétiques le souhaiteraient, l'Inde et l'URSS se sont mises d'accord pour multiplier par deux et demi leurs échanges d'ici à 1992 (pour atteindre environ 100 milliards de roupies). New-Delhi et Moscou ont également signé un accord économique évalué à environ 2 milliards de roupies (1 roupie = 0,6 F), un montant sans précédent qui s'ajoute à celui de 1 milliard déjà signé à Moscou en 1985 au cours de la visite de M. Gandhi. Les projets indo-soviétiques concernent essentiellement l'industrie lourde : construction, électricité, d'un grand complexe hydro-électrique, mise en valeur de gisements de charbon, exploration pétrolière et moderne d'un complexe sidérurgique. En revanche, contrairement aux espoirs soviétiques, il semble que le dossier concernant la vente aux Indes d'une centrale nucléaire n'ait pas avancé. En résumé, ce « festival de l'amitié », pour reprendre l'expression de M. Gandhi, ne semble pas avoir abouti à de grands changements dans les rapports entre les deux pays. Le sommet s'est terminé notamment sans que New-Delhi s'engage publiquement à reconstruire le traité d'amitié de 1971, qui prévoit théoriquement fin en août 1990, l'Inde ayant jusqu'en 21 août 1990 pour faire connaître sa décision.

PATRICE CLAUDE.

MICHEL SWISS

VOUS ACCORDE
LES MEMES
REMISES EXCEPTIONNELLES
QU'aux TOURISTES ETRANGERS

PARFUMS
toutes les
GRANDES MARQUES

ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE
PRODUITS DE BEAUTE
PORCELAINE - MAROQUINERIE

Jours d'ouverture :
du lundi au samedi de 9 h à 18 h 30
sans interruption

16, RUE DE LA PAIX-PARIS

TEL. 42.61.61.11

مكتبة

Proche-Orient

L'affaire des livraisons d'armes à l'Iran

MM. Pérès et Shamir justifient leur rôle et rendent hommage à M. Reagan

JERUSALEM de notre correspondant

A vingt-quatre heures d'intervalle, les deux hommes-clés du gouvernement israélien, MM. Shamir, premier ministre, et Pérès, ministre des affaires étrangères, ont défendu et justifié le rôle crucial d'intermédiaire qu'ils ont fait jouer à l'Etat juif dans l'affaire des ventes d'armes américaines à l'Iran. Ils l'ont fait chacun à sa manière, sobre et déboulaire pour M. Shamir au micro de « Face au Public », l'émission de France-Inter, foudroyant et caustique pour M. Pérès à la tribune de la Knesset.

Le numéro un travailliste dirigeait le pays lorsque l'administration Reagan sollicita son aide. Il lui revenait donc en bonne logique d'expliquer au Parlement une décision prise de concert avec M. Shamir et M. Rabin, ministre de la défense, et — on le sait maintenant — avec eux seuls. Brochant les décrets de l'opposition de gauche qui l'avaient assailli de reproches, raillant cette « parade des parrains, des jupes, des moralistes », M. Pérès a repris et développé les arguments contenus dans le communiqué mi-avril précédemment publié la nuit précédente (le Monde du 27 novembre).

« Oui », a déclaré M. Pérès, nous avons reçu et transféré des armes américaines à l'Iran à la demande des Etats-Unis. Mais notre intention était sincère et honnête. Nous avons agi pour des motifs purement moraux afin d'aider un pays et de sauver des vies humaines dans des circonstances très complexes. Nous étions, d'ailleurs, MM. Shamir, Rabin et moi-même, habilités selon les pratiques gouvernementales à approuver des ventes d'armes.

« Oui », nous avons gardé le secret, car ce n'était pas une opération israélienne. Nous l'avons fait de la même manière qu'il nous est arrivé de recevoir par le passé une aide sans que le monde le sache. Non, Israël n'a aucun lien avec le transfert de l'argent et rien à voir avec l'affaire des contrats. Aucun fonds n'ont été transférés par Israël. Ce n'était pas une histoire d'argent. Nous n'avons pas gagné un seul centime dans tout cela.

M. Pérès a rendu hommage à M. Reagan : « Je suis rempli de gratitude envers le président des Etats-Unis, qui n'a cessé de se préoccuper du sort des six otages, et je suis fier que trois d'entre eux aient été libérés. Puis il a donné à ses adversaires une leçon de réalisme : « On ne peut pas toujours organiser la vie selon des principes idéologiques. Des principes légitimes se confrontent parfois. Il arrive par exemple qu'un pays démocratique qui combat le terrorisme sans crainte ni relâche affronte un dilemme lors-

que certains de ses citoyens sont pris en otages et qu'il ne peut pas les libérer par des moyens militaires. La situation est contradictoire mais pas forcément la décision prise. Nous avons nous-mêmes échangé dans le passé mille cent cinquante « terroristes » contre trois soldats. »

M. Pérès a invité ses critiques à plus d'honnêteté en leur rafraîchissant la mémoire. « Quand les Américains, a-t-il dit, nous ont aidés à sauver des juifs d'Ethiopie, avaient-ils seulement obéi à des intérêts égoïstes ? Et quand M. Shultz parle en priorité du judaïsme soviétique chaque fois qu'il va à Moscou ? Pouvons-nous donc dire aux Américains ce que nous voulons, leur demander de nous aider sans qu'ils puissent rien nous dire, rien nous demander ? Quelle prétention ! »

Et la guerre du Golfe ? « Nous ne devrions pas intervenir dans ce conflit », a souligné M. Pérès. Je trouve le régime de Khomeiny absolument méprisable, le fondamentalisme iranien répugnant. Mais je trouve également méprisable le terrorisme de l'Irak, son recours aux gaz toxiques. L'OLE, en outre, s'est installé en Irak. Et l'Irak représente une menace pour Israël. Nous n'avons pas à prendre parti, cela ne nous intéresse pas. Nos armes livrées à l'Iran n'auront d'ailleurs aucun effet sur l'issue de la guerre. Que dire des armes fournies à Téhéran par la Chine, la Pologne, la Bulgarie et l'Union soviétique ? Et que dire de ces garanties à cinquante millions de dollars d'armement destinées à l'Irak qui font la queue devant le port jordanien d'Akaba, à deux pas de chez nous ?

Questions sans réponse

Même son de cloche chez M. Shamir. « L'Iran et l'Irak nous sont hostiles, nous n'avons aucune raison de préférer l'un à l'autre. Pourtant, deux hommes de poids appartenant au camp travailliste ont critiqué, jeudi, l'entreprise d'Israël dans l'affaire des ventes d'armes. Pour M. Abba Eban, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, « l'Iran est devenu aujourd'hui l'ennemi le plus dangereux d'Israël. Pour ce qui me concerne, je ne lui aurais même pas livré une machine à écrire brulante ». Pour M. Weizman, la livraison d'armes à l'Irak cause « un préjudice à nos relations avec les Etats arabes modérés ».

Les déclarations de MM. Shamir et Pérès laissent toujours les mêmes questions sans réponse. Le changement de la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Iran fut-il vraiment proposé par Israël, comme l'avait assuré le ministre américain de la justice ? L'argument humanitaire

n'est-il pas un peu court alors que M. Shamir lui-même, dans un élan de sincérité, reconnaissait il y a deux jours que « l'exportation d'armes est une nécessité économique pour un pays doté d'une industrie militaire » ? Les Etats-Unis, par la voix de M. Meese, n'ont-ils pas eux-mêmes placé la libération des otages seulement au troisième rang de leurs préoccupations dans cette affaire, après « la volonté de mettre fin à la guerre du Golfe » et « la réduction de la participation de l'Iran au terrorisme » ? Une partie des livraisons a-t-elle été vendue sans autorisation ?

On s'attend en tout cas ici que la commission d'enquête nommée par M. Reagan demande tôt ou tard d'interroger les principaux acteurs israéliens dans cette affaire. MM. David Kimche, ancien directeur général du ministère des affaires étrangères, et Abraham Nir, conseiller du premier ministre pour les affaires de terrorisme, restés à son poste après l'alternance mais dont les jours semblent comptés.

J.-P. LANGELLIER.

M. Regan, secrétaire général de la Maison Blanche à son tour sur la sellette...

Deux tiers des Américains

n'ont pas été convaincus par M. Regan. A en croire un premier sondage de la chaîne de télévision ABC, 67 % d'entre eux considèrent que leur président était au courant dès l'origine du financement clandestin de la guérilla antisémitaire grâce aux bénéfices des ventes secrètes d'armes à l'Iran. Il apparaît en tout cas que beaucoup de gens très proches de lui pourraient bien l'avoir été.

WASHINGTON de notre correspondant

Judi 27 novembre, à l'heure où les familles américaines commémorent la première récolte des premiers immigrants autour de la traditionnelle dinde farcie de Thanksgiving, plusieurs organes de presse ont simultanément fait état de « sources » anonymes mettant directement en cause M. Donald Regan, secrétaire général de la Mai-

son Blanche. De Californie, où il accompagne le président qui est allé passer les fêtes dans son ranch, M. Regan a immédiatement et catégoriquement démenti, mais cette mise en cause, qualifiée par lui de « ridicule », viendrait de la Maison Blanche elle-même. Le plus proche collaborateur de M. Regan est ainsi publiquement suspecté d'avoir été pleinement informé de toute l'opération depuis sa conception.

Ce genre d'accusations anonymes ne constitue en rien des preuves mais, outre qu'elles sont tenues pour crédibles — personne à Washington n'ait pas été donné en tant que venant de tout état de cause, rature le sentiment qu'on en est encore qu'au début des grands débals.

De la même manière, le faisceau semble se resserrer autour du directeur de la CIA, M. William Casey, puisqu'il apparaît que l'agence de renseignement américaine a largement contribué à l'organisation d'une livraison d'armes à l'Iran en novembre 1985, soit deux mois avant que ces ventes aient été rendues plus ou moins légales par un décret secret de M. Reagan.

Il ressort surtout des propres déclarations faites mardi par l'attorney général, M. Edwin Meese, que la CIA a agi dans toute cette affaire comme le représentant de la partie américaine et qu'elle a été directement liée aux tractations financières qui l'ont accompagnée. Or M. Casey, qui affirme n'avoir quant à lui aucun souci à se faire et que de toute manière « personne n'est en prison », a d'ores et déjà reconnu devant une commission parlementaire que son agence avait ouvert un compte en Suisse pour recevoir les paiements iraniens.

Cela est certes différent d'un compte suisse pour financer les « contras », mais M. Casey semble bien avoir été au cœur l'une des rares personnes à avoir eu connaissance de longue date des enregistrements de conversations mentionnant l'ensemble de l'affaire, et dont l'existence n'a rendu inévitablement vendredi dernier l'ouverture de l'enquête du département de la justice plus obligé aux révélations de mardi.

M. Casey est enfin personnellement lié à M. Reagan et connu à la fois pour sa détermination à refaire de la CIA un bras opérationnel de la politique américaine, et pour sa volonté de soutenir les mouvements de guérilla anticomunistes.

Dernier élément en date, M. Meese lui-même n'a pas hésité, au cours d'interviews télévisées, qu'il « apparaît » que d'autres personnes (que le

lieutenant-colonel North) étaient impliquées » et qu'il s'agissait de « consultants et d'autres individus ayant une relation tangentielle avec le gouvernement des Etats-Unis ». Cette définition géométrique pourrait, à première vue, convenir à d'anciens militaires dont le nom a souvent été cité dans l'organisation de l'aide dite « privée » au « contras » ainsi qu'à certaines personnes liées ayant appartenu à l'équipe de M. Reagan.

Reste à savoir si l'accumulation de lourdes présomptions d'une action concertée et de haut niveau pour ou non déboucher sur l'établissement de preuves contre d'autres personnes que le lieutenant-colonel North, que certains de ses amis décrivent comme fâché d'avoir été ainsi « jeté aux loupes ».

Destruction de documents ?

La réponse n'est pas encore évidente, et pas seulement parce que M. North aurait détruit, dimanche dernier, plusieurs documents dans son bureau de la Maison Blanche. Plus profondément, il n'est pas encore certain en effet que l'Amérique souhaite aller absolument jusqu'au bout des choses.

Encore sous le choc des révélations, les Américains d'ont pas, et loin de là, complètement tourné le dos à M. Reagan, puisque 53 % d'entre eux estiment qu'il remplit bien sa fonction. C'est beaucoup moins que les 67 % de septembre dernier, mais cela laisse assez de marge encore pour tenter une opération-éclair qui pourrait peut-être encore s'arrêter à la porte du bureau ovale.

Il est frappant que les démocrates dans l'indignation de leurs diatribes et de leurs questions, n'attaquent que rarement le président de front, comme s'ils craignaient que sa popularité ne crée alors à son égard un élan de sympathie. L'image de M. Reagan semble définitivement atteinte, mais les plus virulents des éditeurs et des commentateurs ne l'appellent en définitive qu'à une chose : reconstituer une équipe solide en laquelle l'Amérique et le monde puissent croire. Le sous-entendu général étant qu'à cette condition il pourrait continuer à occuper son bureau sans trop de difficultés.

Landi prochain, retour de Santa Barbara. M. Reagan recouvre les trois membres de la commission d'enquête dont il a annoncé mardi la création pour examiner le rôle joué par le Conseil de sécurité nationale dans l'articulation de la politique américaine et plus précisément dans le financement des « contras » par l'argent des mollats.

Préside par M. John Tower, ancien sénateur républicain du Texas pendant vingt-quatre ans, spécialiste des questions militaires et politiquement proche de M. Reagan qui l'avait nommé responsable du dossier des missiles stratégiques aux négociations de Genève, cette commission sera en outre composée de M. Edmund Muskie, ancien sénateur démocrate du Maine pendant vingt et un ans avant d'avoir été neuf mois secrétaire d'Etat de M. Carter, et de M. Ben Scowcroft, ancien conseiller pour les affaires de sécurité nationale du président Ford et actuel vice-président de la société de consultations sur les questions stratégiques créée par M. Kissinger.

M. Baudouin : aucune arme n'a été livrée « directement ou indirectement » par la France à l'Iran depuis le 16 mars

Le porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, a formellement démenti, jeudi 27 novembre, des informations de la presse américaine selon lesquelles la France aurait récemment livré des armes à l'Iran (le Monde du 22 novembre). « Depuis le 16 mars », a expliqué M. Baudouin, aucune arme n'a été livrée directement ou indirectement à l'Iran. Le gouvernement n'a donné aucune autorisation de prospection ou de livraison d'armes françaises vers l'Iran.

M. Baudouin a cependant évoqué le cas de la société privée Lucbaire, contre laquelle l'ancien ministre de la défense, M. Paul Quilès, a déposé plainte, le 6 mars dernier, pour avoir fourni, sans autorisation du gouvernement, des munitions à l'Iran (le Monde des 17, 23, 30, 6 et 7 novembre). Il s'agit de livraisons d'obus d'artillerie de 155 mm. « Avant le 16 mars », a affirmé le porte-parole du premier ministre, des autorisations de ventes d'armes ont été faites légalement à différents pays, mais la direction prise par ces armes n'était pas celle prévue, puisqu'elles sont arrivées en Iran. Le dossier est entre les mains de la justice. Il avance. Quand la justice aura tranché, nous ne manquerons pas de dire un certain nombre de choses.

Ces livraisons d'obus de Lucbaire à l'Iran ont commencé, semble-t-il, à

l'automne de 1984, et elles ont continué en juillet et en septembre 1985. Les cargos ont chargé dans le port de Cherbourg pour des destinations officiellement présentées comme étant la Thaïlande, le Brésil et le Portugal.

Le cas d'Anis Naccache

M. Baudouin a, d'autre part, déclaré que la position exprimée par M. Roland Dumas, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, favorable à la libération du terroriste Anis Naccache en échange de la totalité des otages français détenus au Liban, « n'est pas nouvelle ». De la part de l'ancien ministre des relations extérieures, le gouvernement, a dit M. Baudouin, maintient la position qu'il a « toujours eue » et qui est de refuser « d'entrer dans des marchandises ».

LIBAN : la guerre chiito-palestiniennne

Assauts et contre-assauts à Magdouché...

BEYROUTH de notre correspondant

La guerre chiito-palestiniennne de Magdouché s'installe dans le rituel des assauts et contre-assauts, chaque belligérant assaillant avoir occupé les positions de l'autre et avoir consolidé les siennes. Attendant-elle le stade, également rituel, des bombardements respectifs par-dessus une ligne de démarcation qui aura entre-temps pris forme ?

Pour l'instant, on n'en est pas à l'élaboration d'un accord de cessez-le-feu élaboré à Damas et en principe agréé par les deux parties, prévoyant le retour des belligérants à leurs positions antérieures. Outre les précédents qui portent au scepticisme, il ne faut pas oublier que l'une des principales personnes concernées, M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., n'est pas partie prenante. D'ailleurs, sollicité pour envoyer ses miliciens servir de force-tampon entre Amal et les Palestiniens, M. Walid Joumblatt s'est prudemment refusé, pour ne pas assumer la responsabilité d'un éventuel échec. La tâche est, en principe, dévolue aux forces de sécurité libanaises, hommes à tout faire (et à ne rien faire) dans de telles situations.

La réduction du contingent français de la FINUL est entravée par le Conseil de sécurité. Comme prévu, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a entériné, mercredi 26 novembre, les propositions du secrétaire général concernant le redéploiement de la FINUL et la réduction du contingent français à 520 hommes, ce qui signifie le départ de 879 soldats français cantonnés dans le sud du Liban. — (Jorcas.)

On est, au contraire, toujours en pleine escalade militaire, chaque partie accusant l'autre de recevoir des renforts, par des voies non évidentes. A en croire les Palestiniens et les médias chrétiens qui relayent leurs informations avec une complaisance marquée, la Syrie enverrait ses propres unités d'élite et dégraderait les unités sous sa dépendance de l'armée libanaise — les 1^{er} et 6^{es} brigades — pour prêter main-forte à Amal. Tandis que, selon la milice chiite, les arabes arrivent par mer en territoire chrétien pour passer — on se demande d'ailleurs comment — sur les champs de bataille et se fondre parmi les combattants palestiniens.

Israël entre en scène

L'opinion chrétienne, qui demeure viscéralement antipalestiniennne, est assez désorientée par l'appui, même verbal, aux Palestiniens qu'elle décline dans l'information qui lui est servie, et elle se demande s'il est vraiment utile, efficace et, en tout cas, sage de défer ainsi la Syrie, simplement en vertu du vieux adage : l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Bien des gens à Beyrouth-Est s'interrogent sur le bien-fondé de la politique de leurs dirigeants, estimant que la situation au Liban est suffisamment complexe et la position de toutes les parties suffisamment vulnérable, y compris la leur, pour inciter à plus de circonspection.

Compliquant davantage la situation, Israël est entré directement en scène jeudi, en envoyant son aviation bombardier le champ de bataille. Chacun des deux belligérants a prétendu que le raid n'a visé que ses positions et M. Arafat a carrément soutenu qu'Israël, tout comme la

Syrie, prêtait main-forte à Amal. Il n'en reste pas moins que le raid a fait des victimes des deux côtés : deux soldats et trois blessés dans les rangs d'Amal, sept morts et neuf blessés dans ceux des Palestiniens, du moins au dire des uns et des autres. Israël, pour sa part, annonce avoir bombardé des positions palestiniennes.

LUCIEN GEORGE.

BERNARD GUETTA.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 69577 F
Tél : MONDIPAR 69577 F
Tél : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1971)
André Lemaire (1971-1985)

Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Guetta.

Rédacteur en chef :
Daniel Varner.

Correspondant en chef :
Claude Sauter.

Le Monde

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 42-55-91-82 ou 42-55-91-71
Tél : MONDIPUB 286 136 F

Le Monde (ISSN 755-010) is published daily, except Sundays for 6 480 par year by Le Monde s.a. (Société anonyme) 42-55 91 82 ou 42-55 91 71, L.L.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s.a. (Société anonyme) 42-55 91 82 ou 42-55 91 71, L.L.I. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 587 69
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F. 672 F. 954 F. 1 200 F.

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F. 1 337 F. 1 952 F. 2 536 F.

ÉTRANGER (par courrier)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F. 762 F. 1 089 F. 1 380 F.

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F. 972 F. 1 404 F. 1 800 F.

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composant 38-15 - Type LE MONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

AGNANTE

ECHNIQUE

NÉDITE

Cuir noir avec surpiqures rouges, cadran noir et chiffres rouges : la nouvelle montre GTI de Fred.

6, rue Royale, Paris. 42.60.39.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées
Hôtel Meridien, Paris • Aéroport d'Orly
21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Lema, Monte-Carlo
20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

FRED

JOAILLER

Afrique

CENTRAFRIQUE : le report du procès Bokassa

« Le patron est revenu... »

Le tribunal de Bangui a décidé, mercredi 26 novembre, de renvoyer le procès Bokassa au 15 décembre pour obtenir un supplément d'information.

BANGUI
de notre envoyé spécial

Jean-Bedel Bokassa, maréchal d'empire et empereur-marchal, pourrait tout supporter, tout admettre. Tout, même l'idée d'une condamnation à mort. Tout, sauf le pire, son pire, la dégradation. « Je suis condamné à mort comme le maréchal Pétain. On peut condamner à mort l'empereur et le maréchal de Centrafrique. On ne peut la ramener au grade de 2^e classe. J'ai fabriqué l'armée de ce pays. Non, cela, c'est trop cruel. Il me faudrait sauver des soldats de 1^{re} classe. » La vie menacée, d'accord, l'honneur écorné, jamais.

La balance pèse, pas le glaive. Dans ce tribunal de Bangui, sans surpeuplé, sous les verrous en drapeau, la scène vaguement surréaliste, entre Daumier et Courtesine, durait depuis un bon moment déjà. Le procureur général tenait à son accusé de deuxième classe. L'accusé revendiquait ses titres « inaliénables ». Et le président Franck, accablé de chaleur et de soucis, ne savait trop comment arrêter ce dérapage. Au-dessus de lui, précieusement, entre glaive et balance, une devise : « Zo kwe zo », « L'homme, tout l'homme ». En face de lui, Bokassa, tout Bokassa.

Un bien beau symbole, ce qui était en train de se passer, la captation du procès par l'accusé, un détournement de démocratie au profit d'un homme qui ne la courtisait guère. Le citoyen-accusé-maréchal-empereur Bokassa est installé dans son procès comme à la tribune. Parce que le tribunal était ample, avec la retransmission intégrale des débats à la radio nationale, Jean-Bedel Bokassa, qui n'est ni sot ni dépourvu de sens tactique, a réalisé un étonnant retournement. Sur le thème : « Le patron est revenu », le chef est de

retour. Le grand numéro accusé-accusateur, le citoyen, le Centrafricain, la soldat, auquel il s'est livré, a violemment porté. Tout Bangui, le Bangui africain, en attendait dès mercredi. Tout Bangui, le Bangui européenne s'en inquiétait. Jean-Bedel Bokassa avait assuré son retour par le Verbe bien mieux qu'il ne l'avait réussi par de tortueux cheminements.

Ce page, car ce procès en est bien un, avait l'allure d'une paisible cour d'assises. Vasoul-aur-Oubangui. Un petit tribunal, à peine échappé de l'imaginaire colonial et gardé comme la banque de Centrafrique, ne l'est probablement pas. L'armée tout autour plusieurs centaines de soldats et de policiers bloquaient les entrées avec l'efficacité relative des services d'ordre indolents. Les vraies forces de sécurité, les hommes de la garde présidentielle, très entraînés, seuls armés et encadrés par des conseillers techniques français, veillaient plus loin. Ou à l'intérieur même du bâtiment. Autour du palais, plusieurs milliers de personnes, badauds, partisans de Bokassa ou, assuraient même des connaisseurs, compagnons d'Ange Patassé (1), attendaient. Cette foule sous surveillance, patiente sous un soleil féroce, allait plus tard applaudir chacune des interventions de l'accusé.

« Bonjour à tous les gaullistes »

La justice centrafricaine, pour sa rentrée, s'offrit même la loue d'un débat primaire sur les sommets d'une jurisprudence probablement inexistante et d'un code pénal longtemps inusité. Les défenseurs avaient en effet déposé des conclusions visant à la récusation du président de la cour criminelle. Il fallait donc que le cour se réunisse d'urgence et, après quatre heures, déboute les demandeurs.

Ne manquait plus que l'acteur principal. C'est alors que Jean-Bedel Bokassa, dans une tenue stricte et élégante, costume sombre, discrètes décorations à la bou-

tonnière, très chef d'Etat même failli, fit son entrée. Il était souriant, ravi, enchanté. Le sourire pour les caméras, le geste répété de la main comme pour l'inauguration officielle de la justice centrafricaine, et des déclarations un rien dadas : « Bonjour à tout le personnel d'Antenne 2, bonjour à M. François Mitterrand, bonjour à M. Jacques Chirac, bonjour à M. Jacques Foccart, bonjour à tous les gaullistes, bonjour à l'amiral Philippe de Gaulle. Vous leur direz que leur vaillant soldat Bokassa Jean-Bedel, Forces françaises libres, combattant exceptionnel parmi les combattants africains, a répondu à la justice de son pays. »

« Campagne de désinformation »

Dada, en effet. Sauf pour la foule dehors qui applaudit et sauf pour tous ses auditeurs. L'accusé Bokassa, très respectueux de la hiérarchie, militaire un jour, militaire toujours, avait pris le contrôle des opérations. Il était d'une exquise et délicate politesse envers la cour. Et d'une clarté et d'une fermeté concernant sa personne. Pas plus que de ses titres — maréchal et empereur — il n'entendait se laisser dépouiller de son nom. Cet accusé parlait bien avec l'assurance d'un chef d'Etat.

En fait, les débats furent très brefs. Un sommaire interrogatoire d'identité et la lecture de l'acte d'accusation que Bokassa accueillait avec des signes constants de dénégation. Et enfin, négociée avant ou non — comment savoir dans une affaire manifestement pleine de convenances ? — vint la lecture d'un message élaboré avec ses défenseurs. Le procureur général tenta bien de s'y opposer, il tenta même d'en interrompre la lecture. Mais là, Jean-Bedel Bokassa ne souriait plus. Plus du tout. Et sa voix couvrait tout le reste : « Je me suis présenté aujourd'hui volontairement devant mes juges. En 1973, Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République française, a détourné

l'armée française de son devoir en organisant un coup d'Etat et violé la souveraineté nationale de mon pays. Pour justifier cet acte contraire au droit international, il a orchestré une formidable campagne de désinformation et de manipulation. On m'a présenté comme un cannibale, un assassin, un voleur, un traître à la patrie. Durant mon exil, j'ai toujours réclaté un procès juste et équitable pour que la vérité éclate (...). Je suis un soldat, et un soldat ne se dérobe pas quand il s'agit de son honneur (...). Je n'entends plus jouer avec rôle dans la vie politique de ce pays. La Centrafrique vient de se doter d'une nouvelle Constitution. Je forme tous mes vœux pour que le général Kolingba apporte à la nation l'unité et le progrès qui garantiront son indépendance. Je n'aspire qu'à moi qu'à vivre en paix, entouré des miens et libéré de l'infamie de ces accusations. »

Ce message, d'apparence, était anodin : des représailles envers le « cher cousin » d'hier et une sorte de respectueuse adresse au pouvoir centrafricain. Mais le ton, la solennité, l'art d'insister, en firent une adresse dévastatrice sur la thème de l'indépendance, de la présence française, du retour volontaire.

Après, bien sûr, cela était très visible, pour ne pas dire convenu, la cour se rangea à l'opinion générale.

Le juge d'instruction sera donc chargé, tâche impossible, de refaire le dossier pour le 8 décembre prochain et l'audience reprendra le 15 décembre. En principe.

PIERRE GEORGES.

(1) M. Ange Patassé, ancien président du MLPC (Mouvement pour la libération du peuple centrafricain), a été treize fois ministre de l'Empereur. Il a notamment occupé la charge de premier ministre. Lors de l'élection présidentielle du 15 mars 1981, il avait obtenu 38,11 % des suffrages. Écarté de la présidence du MLPC en septembre 1983, M. Ange Patassé a successivement séjourné en France, au Togo et en Italie.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Pretoria annule la mesure d'expulsion des délégués de la Croix-Rouge

GENÈVE
de notre correspondant

Un mois après l'annonce de la mesure d'expulsion prise par les autorités sud-africaines à l'encontre des délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (*Le Monde* du 28 octobre et celui daté 2-3 novembre), M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a informé Genève que son pays était revenu sur sa décision. Les délégués du CICR pourront, par conséquent, reprendre leurs activités sur le territoire sud-africain, visiter sans témoins et de manière répétitive les détenus condamnés, venir en aide aux victimes des troubles divers, ainsi qu'aux réfugiés du Mozambique.

Il aura donc fallu un mois à M. Botha pour s'assurer qu'il n'avait aucune raison de « punir » le CICR, puisque celui-ci n'avait pas pris part au vote excluant les représentants gouvernementaux sud-africains de la conférence de la Croix-Rouge qui s'était tenue à Genève du 23 au 31 octobre dernier. Le CICR, au surplus, n'a cessé d'affirmer qu'il considérait ce vote comme illégal parce que contraire aux statuts.

Contrairement à ce qu'on avait pu craindre sur le moment, aucune véritable rupture ne s'était produite entre l'Afrique du Sud et le CICR : sept de ses délégués ont été autorisés à demeurer sur le terrain et aucun de ceux qui devaient en Namibie n'avait été renvoyé.

ISABELLE VICHNIAC.

TUNISIE

Un fils de M. Mzali condamné à dix ans de travaux forcés

TUNIS
de notre correspondant

M. Mokhtar Mzali, l'un des fils de l'ancien premier ministre, a été condamné mercredi 26 novembre à dix ans de travaux forcés pour « abus de confiance et détournement de deniers publics ». Il lui était notamment reproché de s'être allié des fournisseurs et des avantages exagérés dans ses fonctions de responsable de la Société tunisienne des industries laitières, d'avoir conclu des marchés douteux et distribué avantages et cadeaux injustifiés dont font foi, entre autres, « des bons de livraison de 3 kilos de beurre » destinés à son père.

M. Mokhtar Mzali, qui avait été arrêté peu après la destitution de son

père, a nié toutes les accusations portées contre lui, évoquant pour preuve de sa bonne gestion les bénéfices réalisés par la société durant les deux dernières années et dont le conseil d'administration lui a donné quitus. Justifiant avant la lettre la grande sévérité du jugement, l'avocat de la partie civile, M. Kharrouch, nouveau membre du bureau politique du Parti socialiste-démocratique, avait considéré que, devant « de tels abus », on pouvait « prononcer que, en janvier 1978 et en janvier 1984, lorsque Tunis fut le théâtre de graves émeutes, « le peuple était descendu dans la rue pour casser et mettre le feu aux voitures luxueuses et aux résidences fastueuses ».

M. D.

• TCHAD : le GUNT favorable à une table ronde de réconciliation. — Les tendances tchadiennes se réclament de M. Goukouni Oueddei doivent se retrouver « au plus vite », avant de tenir avec les autorités de l'Égypte une table ronde de réconciliation nationale, a déclaré, jeudi 27 novembre, à Paris, le délégué aux relations extérieures du

GUNT, M. Adoum Togo. Précisant que cette rencontre pourrait avoir lieu au Congo ou au Nigeria, il a rappelé que « aucun accord définitif n'avait encore été réalisé sur le plan politique » avec le gouvernement de M. Hissène Habré, et que « seul un cessez-le-feu avait été conclu au niveau des états-majors ».

LA RADIO DES CADRES C'EST FRANCE INTER

36 % de la population professions libérales, affaires, cadres supérieurs, ont choisi France Inter.* (A titre de comparaison, les deux autres grandes radios nationales obtiennent respectivement 20,6 % et 13,7 %). 1^{re} radio des cadres, France Inter gagne du terrain et séduit de plus en plus. France Inter la plus radio des radios.

France inter
pour ceux qui ont quelque chose entre les oreilles.

*Source Médiamétrie, "55000" octobre 1986.

هكمان المرحلي

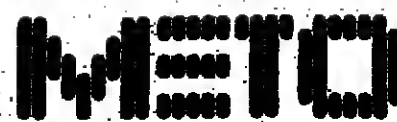
CONCURRENCE LIBRE

F4750

Le média de la liberté.

Vive la liberté des prix, et vive une concurrence saine ! Plus la concurrence est libre, plus l'information est importante. Depuis 20 ans, Meto fournit l'instrument de l'arbitrage des consommateurs et les moyens d'information indispensables du commerce moderne : l'étiquetage du prix et des produits. Avec Meto, la nouvelle liberté a une base

solide : la qualité d'information des acteurs de la vie économique. Les systèmes d'étiquetage et de pesage électronique Meto permettent une relation claire et saine entre acheteurs et distributeurs. Le média de la liberté est aussi celui de la responsabilité. ✎ Essayez Meto, 1 rue J-P Timbaud 78180 Montigny-Le Bretonneux. Tél : (1) 30.58.98.98.



Le progrès, c'est l'information.

مكتبة جليل

Politique

Le débat sur la réforme des universités à l'Assemblée nationale

Paris et la province ont été, le jeudi 27 novembre, le théâtre de la plus grande mobilisation de jeunes jamais vue depuis mai 68. Dans la capitale, ce sont probablement 200 000 étudiants et lycéens (400 000 selon les organisateurs, 92 000 selon la préfecture) qui ont défilé entre le quartier Latin et l'Assemblée nationale.

En province, ils étaient près de 400 000 dans une cinquantaine de villes. Des manifestations de lycéens ont également eu lieu vendredi matin dans plusieurs villes de province, notamment en Bretagne, en Moselle et dans le Midi.

Alors que l'examen du projet de loi Devaquet sur la réforme des universités devait commencer

dans l'après-midi de vendredi, et que la fronde étudiante et lycéenne suscite des réactions discordantes dans la majorité, la coordination nationale des universités en grève appelle à la poursuite du mouvement, jusqu'au retrait pur et simple du projet de loi, avec occupation des locaux à partir du 1^{er} décembre.

Elle propose l'organisation à Paris, le 4 décembre, d'une manifestation nationale où elle espère rassembler autour des étudiants et des lycéens, les enseignants et les personnels de l'éducation nationale, c'est-à-dire l'ensemble de la communauté scolaire et universitaire.

L'impatience du RPR et l'insatisfaction de l'UDF

Etudiants et lycéens se sont déplacés un jour trop tôt. La majorité — avec la complicité involontaire de la gauche — s'est arrangée pour que leur « visite » au Palais-Bourbon soit en avance sur le débat qui seules les intéressent : celui sur le projet de loi de M. Alain Devaquet. Il devait bien, pourtant, commencer jeudi : mais, profitant du grand nombre d'amendements déposés par les socialistes et les communistes sur le projet de loi-programme pour les départements d'outre-mer, débattu mardi et mercredi, majorité et gouvernement ont fait le nécessaire pour que cette discussion se prolonge toute la journée de jeudi : séances de nuit raccourcies, nombreuses prises de parole, les moyens n'ont pas manqué. Pour un objectif dont l'intérêt n'est pas évident : le ministre des universités doit pouvoir confirmer — solennellement — de la tribune de l'Assemblée les espérances qu'il veut apporter aux « inquiétudes » des jeunes, sans avoir l'air de céder à la pression de la rue. Ce recul ne servira pas à grand-chose : les manifestants l'ont promis : « Nous reviendrons ».

Tenter de calmer la colère des jeunes va compliquer la tâche de M. Devaquet au Palais-Bourbon. Car c'est là qu'à partir du vendredi 28 novembre, il doit se battre sur plusieurs fronts. Avec sa majorité d'abord, même si devant la contestation étudiante relayée par la gauche, la solidarité majoritaire devrait fléchir par l'importation sur la grève. Les députés RPR intéressés par le dossier ne cachent guère que le projet gouvernemental ne les satisfait que bien modérément, tant il est éloigné des idées qu'ils avaient énoncées au printemps dans une proposition de loi. Le retour à l'avant-1968, révisé par quelques-uns d'entre eux, n'est pas totalement à l'ordre du jour. M. Jean Poyer, qui ne cache pas sa nostalgie, soutiendra pourtant le texte proposé pour la seule raison qu'il redonne aux professeurs, les « mandarins », une grande partie de leurs prérogatives sérieusement limitées par la loi Savary.

Faire bloc autour d'un ministre issu de ses rangs est d'autant plus indispensable que le RPR, qui s'allie à l'UDF reproche à celui-ci d'avoir fait naître une contestation qui complique « l'œuvre » de M. René Monory, un UDF, lui-même, notamment chargé de la mise au pas de cette forteresse qu'est la FEN. Les regrets des giscard-barristes sont d'autant plus grands que nombre d'entre eux jugent le projet Devaquet « inutile », pour reprendre l'expression de M. Jean-Pierre Soisson, puisqu'il ne va pas assez loin dans la mise en place d'une véritable autonomie des universités.

L'inquiétude des centristes est particulièrement forte, car ils ont le sentiment, et en tout cas la crainte, que le gouvernement, pour calmer la « colère » des universités, va reculer sur les points qui leur tiennent le plus à cœur. C'est pourquoi — leur ministre, M. Monory, qui, en soulignant que M. François Mitterrand « n'avait pas jeté de l'huile sur le feu », a déclaré qu'il était prêt à « écrire la loi autrement » et qu'il « fallait essayer de trouver les sorties les plus honorables pour tous ». Car déjà l'UDF constate que M. Devaquet a annoncé qu'il s'opposerait à deux amendements essentiels adoptés par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, l'un prévoyant l'élargissement de l'éventail des droits d'inscription et l'autre supprimant la possibilité pour les recteurs d'inscrire d'office des étudiants refusés par les universités.

Bataille d'amendements

L'amertume règne donc chez les centristes de cette commission, alors que leurs propositions d'amendement à un compromis entre le projet de loi et les positions des plus « durs » sur l'autonomie, dont certains sont au RPR ! Le rapporteur, M. René Couanau (UDF, Ille-et-Vilaine), a bien l'intention de défendre ses amendements, car, comme le dit son président, M. Jacques Barrot, « les manifestations de rue ne doivent pas empêcher le Parlement de débattre des vrais problèmes ». Mais déjà M. Couanau annonce qu'il est « prêt à se laisser convaincre par le ministre d'inscrire d'office ».

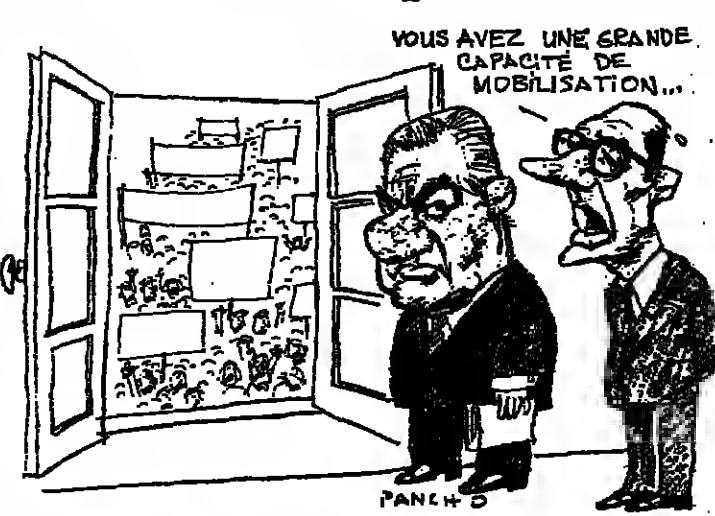
Comme toujours devant l'offensive de l'opposition, la majorité devra refaire son unité. Car socialistes et communistes se sont donné les moyens d'une longue bataille parlementaire. Les premiers ont déjà préparé quelque cinquante amendements : les socialistes de procédure seront aussi utilisés (mais pour défendre « l'irréversibilité » et donc intervenir en premier, un rocardien, M. Jean-Pierre Suer, a été préféré à M. Jean-Pierre Chevènement). La gauche ne fait la que suivre l'exemple de la droite, qui, en 1983, avait imposé un débat de trois semaines sur le projet de M. Alain Savary réformant le statut des universités. Mais cet exemple, comme les précédents, montre que l'obstruction ne peut véritablement durer sans un puissant soutien extérieur.

Etudiants et lycéens n'ont donc pas trop de souci à se faire : il n'est guère envisageable que le débat parlementaire soit achevé avant leur prochaine grande manifestation annoncée pour le jeudi 4 décembre.

THÉRIER BRÉHER.

Du quartier Latin aux Invalides

La première « manif » pour 200 000 jeunes



compté par les autres d'être manipulés par les forces politiques.

Une seule banderole en tête du cortège et tout était dit : « Unité des lycéens et des étudiants. Retrait du projet Devaquet ». Derrière, sans tambour ni trompette, s'avancent une foule terriblement jalouse de son indépendance. Pas une vedette de la politique n'a osé risquer son nez dans le cortège. La courte apparition des députés socialistes sur le perron de l'Assemblée est passée inaperçue et la sortie provocante de M. Le Pen, venu jurer les manifestants derrière les grilles du Palais-Bourbon, lui a attiré un cinglant : « Le Pen, salaud, le peuple aura la peau ».

« On se manipule tout seuls »

« Nous, on se manipule tout seuls », proclamaient des pancartes. Conséquence logique de ce principe de base : l'absence totale et spectaculaire de tout signe d'organisation, part du syndicat, de tout étiquetage politique. Annonçant incongrûment pour les rares dresseurs de manifestants qui avaient cru bon de se glisser entre les rangs. Ni les quelques parents d'élèves de la FCEP, ni la poignée d'enseignants du SNES et du SNE-Sup égarés par-ci par-là ne pouvaient se sentir à l'aise, encombrés de signes et de banderoles corporatives, dans ce cortège juvénile et sérieux.

Deux sérieux cordons sanitaires isolaient les syndicalistes de reste des manifestants, qui d'appréhension, accusés par certains de ne rassembler que des excités et soup-

avait pourtant prévu : pas de politique ! », marmottait un membre du service d'ordre.

« L'apolitisme », si intensément revendiqué, s'est pas une façade, mais plutôt l'ultime rempart contre tout risque de manipulation ou de récupération. Les étudiants ne sont pas assez naïfs pour oublier l'enjeu politique que représente leur mouvement, mais ils refusent profondément toute aliénation. « Notre action est politique », admet l'un d'eux. « Mais elle n'est pas politisée ».

Dauphine et son image

Dauphine n'est pas en grève, qu'on se le dise ! Tous les panacheux parisiens des sciences de l'université de Paris-IX, piqués par les affiches des étudiants, lancent ce message. Car Dauphine entend bien faire entendre sa différence, ici, jeudi à 14 heures, alors que des dizaines de milliers d'étudiants sont rassemblés au Luxembourg, on se bouscule dans les couloirs en direction de l'amphi ou de la salle de TD. A peine une centaine de personnes sont parvenues à Dauphine vers 12 h 30, après quelques frictions avec des non-grévistes : ces derniers contestant aux manifestants le droit de défilé sous les couleurs de l'université de gestion : « C'est mauvais pour notre image de marque ».

Une image que les « Dauphinois » défendent avec vigueur, ici, la sélection est appliquée

aussi de se prêter eux-mêmes au jeu de la concurrence. Ni « Face Tapie » pour l'éthique, ni « Face Tapie » pour l'éthique.

Même ceux qui sont sortis victorieusement de l'épreuve de la sélection, ébriés de classes préparatoires, étudiants en médecine, et même de l'université Dauphine (l'une des deux universités où la grève n'a pas été votée), sont venus le dire. Peu nombreux, ils ont été d'autant plus remarqués et applaudis. « Ce n'est pas parce que nous sommes des privilégiés que nous ignorons ce qui se passe autour de nous », explique un élève d'hypokhâgne au lycée Janson-de-Sailly. Et les « maths spé » de Louis-le-Grand résumant : « Les taupes ne sont pas aveugles ». Impertinents parfois jusqu'aux limites du mauvais goût, les manifestants ont su aussi se montrer magnanimes, avec des formules comme « Erreur Devaquet est ! ». Certains slogans tentaient d'élargir le débat : « Devaquet, Monory, un charnier pour le Mali », ou « Immigrés d'origine, étudiants : à qui le tour ? ».

Restait à tirer les conclusions de cette manifestation. Les étudiants le firent en deux temps. Devant l'Assemblée nationale tout d'abord, où les quatre délégations reçues par les principaux groupes parlementaires (RPR, UDF, PS et PCF) vinrent faire le compte rendu de leurs entretiens dans un vacarme assourdissant, une sono chevrotante permit

dès l'entrée, à nouveau en cours d'études, et les étudiants en sont satisfaits : « A la sortie, les enseignants font la différence », déclare un étudiant.

Si la grande majorité des étudiants de Dauphine ne contestent pas le projet Devaquet, c'est qu, pour eux, son contenu est très proche du « système Dauphine ». « On pourra enfin faire légalement ce que l'on fait, de manière irrégulière, depuis la loi Savary », explique un membre du conseil d'université. Quant aux droits d'inscription variables selon les universités : « A Dauphine, on paye chaque année, en plus des droits d'inscription, des « droits de poly » et des « droits informatiques ». Plus de 500 francs au total. La loi permettrait de rendre tout cela plus clair ».

S. K.

M. Devaquet : « Il n'y a pas de solution simple de droite ou de gauche »

A la veille de la manifestation, M. Alain Devaquet avait, à l'Assemblée nationale, manifesté une compréhension certaine pour le mouvement lycéen. Après avoir redit que les droits d'inscription dans les universités « resteront modestes, de 400 à 800 francs », que « tous les étudiants en possession d'un baccalauréat auront le droit d'entrer à l'université pour entrer sans problème », qu'il n'y aura aucune suppression de diplômes nationaux, M. Devaquet a notamment déclaré : « Ces jeunes, qui travaillent de plus en plus sérieusement, savent que ce travail acharné ne leur assure plus forcément un avenir professionnel décent. C'est aussi l'anxiété qui saisit tout un chacun, mais particulièrement les jeunes devant une société qui change à toute vitesse sans que l'on sache où elle va ».

M. Devaquet a même reconnu : « Les lycéens ont exprimé les pré-

mières ce que nous ressentons tous confusément. Prudent, il a aussi déclaré : « Il convient de les laisser s'exprimer et de traiter ce mouvement avec précaution : modeste par le nombre, son instabilité en fait cependant un détonateur puissant ».

M. Devaquet a toutefois ajouté : « Un grand nombre de lycéens refusent toute étiquette politique, et toute tentative de récupération risque de se retourner contre ses auteurs ». Mais, reconnaissant l'importance du mouvement des jeunes, il a prévu que, même s'il s'arrêtait, « il serait grave d'oublier qu'il n'a eu lieu, car il signifie quelque chose. Il est peut-être une manière de nous dire à tous, devant un monde difficile à comprendre, il n'y a pas de solution simple, de droite ou de gauche (...). Peut-être les étudiants disent-ils : « Le machisme politique, c'est terminé ».

M. Baudouin : un mouvement encouragé

M. Denis Baudouin, porte-parole du M. Chirac, a fait au cours de son point de presse du jeudi 27 novembre un historique de la réforme universitaire proposée par le gouvernement en rappelant que, lors de l'adoption du projet le 11 juillet par le conseil des ministres, « M. Mitterrand n'avait pas formulé de réserves ».

« Depuis longtemps, a-t-il précisé, M. Chirac est conscient que le malaise qui existe dans la jeunesse est dû aux difficultés rencontrées pour entrer dans la vie active. C'est pourquoi il a lancé le plan

d'emploi pour les jeunes, qui a permis à 386 000 d'entre eux d'entrer dans des entreprises depuis six mois. Il est naturel que les jeunes expriment leur inquiétude. Mais encore ne faut-il pas utiliser cette dernière à des fins partisans. Ne parlons pas de manipulation mais plutôt de récupération et de mouvement très encouragé ».

Selon M. Baudouin, « M. Chirac pense que, sur le plan universitaire, on a poussé les choses le plus au noir possible, mais que cela est un peu le haut de la crête d'une vague et que l'on devrait rapidement revenir à une situation normale ».

Derrière l'humour, l'angoisse

C'est M. Devaquet qui le dit : « Il faut respecter le mouvement et le laisser s'exprimer. » Vu la longue histoire des malentendus entre les hommes politiques et la jeunesse, le propos est réconfortant.

Pourquoi cette poussée de fureur ? La loi elle-même ? La sélection exaltée déjà. Les diplômes n'ont pas le valeur mythique qu'on leur attribue. Les frais d'inscription, entre 450 F et 900 F par an, payés le plus souvent par les parents.

Il faut alors chercher ailleurs. Dans le frémissement qui parcourt les lycées et les facultés depuis quelques temps. Après la dernière grande révolte, en juillet 1976, les contestataires étaient rattrapés dans leurs facultés. Déçus. Laure successeurs avaient appris le « réalisme » : treve, copeins, petit (le) amite... L'inquiétude des débouchés et l'investissement accru dans les études. Le mot d'ordre, c'était : s'en sortir individuellement. Cette attitude cadrait bien avec le « repêchage » de la société en général. Elle arrangeait tout le monde : les parents, les enseignants, les politiques.

Surprise ! Tout bouge. On est passé, en dix ans, de 925 000 demandeurs d'emploi à quelque 2,5 millions. Cette incertitude devant l'avenir en inquiète plus d'un. Elle décourage, plutôt qu'elle ne stimule, nombre d'entre eux.

Un malaise diffus, non exprimé, a commencé à monter. Les jeunes ont été les premiers à rompre avec ce consensus social autour du « moi et moi, les

autres après ». Il y a eu SOS-Racisme et les badges « Touche pas à mon pote », « Action-école », et l'envoi des collés dans le tiers-monde. Les jeunes découvraient la solidarité, le générosité, dans un univers où elles avaient presque disparu derrière la réussite personnelle, l'esprit d'entreprise, la compétition.

Les voici brusquement en présence d'un projet de loi qui les réveille. Ils ont l'impression d'être manipulés par une agression, la restauration du mandarinat, le retour à l'avant-68, ce n'est pas leur affaire. Mais la sélection à la mode Devaquet leur apparaît comme un obstacle supplémentaire dans la course, déjà redoutable, aux diplômes. La voilà bien la raison de la colère. Voilà aussi l'occasion de s'exprimer, d'exorciser la peur dans un grand élan collectif. On ne peut faire connaître leurs inquiétudes depuis dix ans ? La société s'est-elle soucieuse de les faire parler ? Vieille histoire. Bien qu'ils soient plus d'un million, les étudiants — ne parlons pas des lycéens — ne sont pas considérés comme une catégorie sociale avec laquelle on discute, on négocie. Les agriculteurs, les médecins, les chantiers navals, ce n'est pas sérieux. Les étudiants, eux, n'ont qu'à étudier.

Nulle contestation de la société dene cette révolte « sage ». La terminologie révolutionnaire n'a plus cours. Mais sans doute derrière l'humour des slogans, les jeunes veulent-ils dire à cette société : prenez notre angoisse au sérieux.

YVES AGNÈS.

Pour beaucoup, cette manif servira de cérémonie initiatrice : on essaie sa voix sur les slogans qui deviendront les « tubes » de cette journée. « Devaquet ou piquet », « Devaquet, si tu savais, la réforme où on s'en va », chanté sur l'air de Si tu veux faire mon bonheur... Alors que ces slogans-réponses paraissent pauvres, banderoles et pancartes regorgent de trouvailles. C'est indéniablement la publicité qui fournit la principale source d'inspiration :

« Un Vaguet ça va, Devaquet bonjour les dégâts », « Devaquet l'as pas le ticket », « Nanterre vive plus blanc ». Et, lorsqu'une grande-banquette apparaît à une fenêtre, elle est accueillie par un retentissant : « Mère Denis, avec nous ! »

« Les fric-facs »

Le thème de l'augmentation des droits d'inscription est de loin le plus fertile. On lit : « 450 F, il faudrait dire fou pour dépenser plus », ou « Monory, maxi-prix mais il fait le minimum ». Autant de mots de passe pour les manifestants de l'ère cathodique. « Fric » et « éducation », voilà bien le mélange détonant.

« Halte aux fric-facs » ou « T'ai pas cent balles, chuis étudiant ». Sur une pancarte des lycéens on reproduit un jeu de « Monopoly » où l'on achète des universités. La prison est remplacée par l'ANPE. Un graffiti proclame que « Les fracs, c'est pas Saint-Gobain ». Si les jeunes ne veulent pas vendre aux enchères les universités, ils refusent

quand même de retenir l'essentiel : « Nous ne sommes pas allés voir les députés pour négocier, mais pour leur demander le retrait pur et simple du projet. C'est la logique même de la loi qui nous semble condamnable, et il est hors de question de céder ».

Un moment plus tard, tous les délégués des universités de Paris et de province se retrouvaient dans un amphi bondé de la Sorbonne pour une réunion houleuse, un peu tendue, surtout fatiguée. La question posée aux animateurs du mouvement est simple : quand on a, d'entrée de jeu, après huit jours de grève, fait descendre dans la rue plusieurs centaines de milliers d'étudiants, comment passer à la vitesse supérieure ?

La réponse tient en trois points qui seront proposés au vote de chaque université dès ce vendredi : poursuite de la grève, occupation des universités à partir du 1^{er} décembre et organisation à Paris le 4 décembre d'une nouvelle manif de toute la communauté universitaire à laquelle pourront se joindre les lycéens. Ce nouveau cap ne sera certainement pas le plus facile à négocier, et bon nombre d'éléments favorables à la poursuite de la grève se demandaient tout de même sur quoi ce mouvement imprévisible pouvait déboucher.

Philippe BERNARD et Gérard COURTOIS.

Toutes les informations sur le mouvement étudiant et lycéen dans le numéro 36-15, Pages LEMONDE.

DÉPART JANVIER OU SEPTEMBRE
DIPLOME de BUSINESS aux USA
 Dans une grande université de Californie ou de Floride.
 Durée 12 mois. 1^{er} tour noir de 18 à 35 ans, niveau bac min.
 Stage anglais préalable si nécessaire. Don. contre 5 timbres.
 USA-France-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre. 47.22.84.94.

مكتبة الشرح

مكتبة المشرق

Politique

et les manifestations d'étudiants et de lycéens à Paris et en province

Devant les grilles du Palais Bourbon

« Descends de là, tu vas te blesser ! »

« Un Vaquet, ça va ! Devaquet, bonjour les dégâts ! » : « Ton projet, on l'a eu, on l'a lu, on s'en sort de PQ ! » : massés face au pont de la Concorde à moins de dix mètres du Palais-Bourbon, tassés un peu plus loin contre les grilles d'enceinte, ou juchés sur les colonnades situées au-dessus de l'Assemblée nationale, les lycéens et les étudiants ont hurlé leurs slogans sans aucune chance d'être entendus par M. Alain Devaquet. Le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur était en effet absent, jeudi 27 novembre, de l'Assemblée nationale, la discussion du projet de loi sur les départements d'outre-mer occupant encore pour l'instant le terrain d'un hémicycle clairsemé.

Peu avant 16 heures, sur le chemin de ronde qui entoure le Palais-Bourbon, un lieutenant de la garde républicaine passe les consignes : « Hors des vues, hors des vues ! » crie-t-il à ses hommes un peu trop nombreux à son goût sur ce « balcon » qui surplombe la manifestation. Un peu plus tard, ce seront les armes qu'on leur demandera de cacher. En contrebas, un cordon de barrières métalliques et de CRS — comme au côté, bouclier au bras — reluit les manifestants, de plus en plus nombreux.

« Si ça tourne mal »

L'ambiance est plutôt bon enfant, aucune nervosité de part et d'autre, certains CRS sourient même aux quolibets des jeunes lycéens qui forment l'évent-garde de la manifestation. Dans le cou du Pont (face au pont de la Concorde), quelques députés sont venus aux nouvelles. M. Jean-Pierre Michel (PS) s'estime « honoré » de la venue de la jeunesse. M. Charles Favre (UDF)

affirme, quant à lui, qu'à la place de M. Devaquet il irait « parler aux étudiants » tandis que M. Bernard Schreiner (PS), nostalgique, se souvient de ses manifestations anciennes, lorsqu'il était président de l'UNEF.

« C'est ridicule !, M. L'œil noir de M. Jean Kiffer l'apparente à RPR. Cette jeunesse en révolte parce que l'on parle de sécession, c'est triste... » Et puis, il y a au moins 50 % d'immigrés dans cette foule. Je suis en France », clame-t-il. « Ces jeunes sont manipulés », renchérit le général Aubert (RPR) qui trouve le projet Devaquet « très sépia ».

D'autres députés s'inquiètent de voir la foule s'agglutiner. L'ancien ministre de l'intérieur Pierre Joxe (PS) s'étonne que les pouvoirs publics aient laissé « ces jeunes venir si près. Je n'ai bien sûr rien contre eux, ce que je crains, ce sont les risques de provocation ». « Si cela tourne mal, il n'y aura aucun périmètre de sécurité », ajoute quant à lui M. Philippe Bessinet (PS), qui se demande ce que M. Pasqua « cherche à faire... ». De temps en temps, des sèves d'applaudissements se lèvent l'apparition des caméras de télévision ; des huées s'élèvent, en revanche, à la vue d'écharpes tricolores arborées par deux parlementaires l'un député et un sénateur socialistes. Ils les entendent prêterment. Quelques caufs, des banderoles, un pied de chaise volé. La tension monte. Au bout d'une heure, les « CRS avec nous ! » sont remplacés par de vigoureux « CRS SS ; CRS raciste ». A 16 h 50, un second cordon de CRS se fait plus étroitement entre les manifestants et les barrières métalliques. A l'extérieur de l'Assemblée, les différentes délégations d'étudiants sont repues par les groupes parlementaires (à l'exception du Front national).

Quelques députés socialistes sortent à nouveau du Palais-Bourbon. « Nous venons essayer de calmer les esprits ; on nous a dit qu'il y avait quelques débordements », explique, un peu tendu, M. Jean-Jack Cheyerne (PS). Sur les marches, les élus du PS applaudissent la foule, qui leur rend leur salut : « Les députés avec nous ».

M. Jean-Marie La Pen ne veut pas être en reste. Il sort de la buvette, entouré de quelques élus de son groupe. Il s'énervait contre les journalistes, qui lui demandent s'il va aller dialoguer avec les étudiants. « Je n'ai pas peur ; j'ai déjà prouvé mon courage, répond-il, furieux. J'espère, en tout cas, qu'ils ont quelque chose à dire, et qu'ils ne sont pas venus simplement défiliser le ruf de la jeunesse. » M. La Pen, suivi de son cortège, s'avance alors vers le mur, serrant les deux mains surdes de sa tête en signe de victoire. En contrebas, à sa vue, la réaction est immédiate, les bras d'honneur battent l'air, les mains se tendent, major dressé : « Le Pen, enculé ! ». « Provocation », hurlent les jeunes. M. La Pen leur répond par un bras d'honneur.

« C'est qui ? »

M. Michel Ameller, secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence, visiblement navré par ce spectacle, tente avec diplomatie de faire refuser tout le monde hors de la porte de la foule qui a commencé à envahir sur M. La Pen divers projectiles (briques en plastique, boîtes d'allumettes). Le président du Front national expliquera dans les couloirs de l'Assemblée nationale qu'il n'avait pas été sifflé et à part les bras d'honneur des Maftrabins du premier rang.

En début de soirée, sur ordre du président de l'Assemblée nationale,

M. Jacques Chaban-Delmas, les députés, journalistes et fonctionnaires étaient priés d'évacuer les jardins et la cour du Pont. La foule devient plus houleuse. A quelques pas des grilles contre lesquelles sont collés plusieurs jeunes manifestants, M^{me} Georgina Dutoix (PS) continue de parler avec un journaliste. Les manifestants l'apostrophent : « C'est nous qui sommes intéressants, venez nous voir. » M^{me} Dutoix, suivie par M^{me} Yvette Roudy (PS), s'approche. « C'est qui ? » demande ceux qui sont derrière ; « C'est Edith Cresson » ; « Elle est de quel parti ? ».

M^{me} Dutoix explique ce que le groupe socialiste va faire pour s'opposer au texte Devaquet à l'Assemblée. Les lycéens écoutent sagement la leçon de procédure parlementaire. « Vous êtes d'accord avec nous, alors vous avez un bel avenir politique », lâche, très sérieux, un jeune manifestant. « On veut une photo avec vous », demande un autre. « Elle est super, elle parle avec nous », s'attendrit une jeune fille qui, tout à l'heure, estimait que le projet Devaquet était « la goutte qui avait fait déborder le vase ». Au moment de partir, M^{me} Dutoix aperçoit un jeune lycéen qui est en train d'essayer les grilles. Le reproche maternel fusa immédiatement : « Descends de là, c'est dangereux, tu vas te blesser ». La jeune homme obtempère. Après le départ du député socialiste, les jeunes hurlent : « On veut parler à un député de droite ! » M. Gilbert Gensier (UDF) s'approche, jette un coup d'œil et rebrousse chemin.

L'ordre de dispersion était donné dans la soirée, un feu de joie d'effluve était allumé avec des banderoles, quelques groupes battent encore le pavé, dans la nuit.

PIERRE SERVANT.

LYON : sur le pont de la Guillotière

Plus de trois cent soixante mille lycéens et étudiants ont manifesté dans une cinquantaine de villes à travers la France. Le mouvement a même touché des lycées français à l'étranger : à Rome, à Bruxelles et à Rabat (Maroc).

Les dizaines de manifestations organisées en province ressemblaient comme des sœurs au grand rassemblement parisien. Des foules sages, une ambiance bon enfant et des slogans, dirigés principalement contre M. Devaquet.

Région sage et plutôt conservatrice, l'Akace a connu la plus grande mobilisation de sa jeunesse depuis dix-huit ans : plus de 12 000 manifestants à Strasbourg et des milliers à Mulhouse et à Colmar. Les lycéens et étudiants lorrains étaient eux aussi dans la rue (Nancy, Metz). L'Ouest, comme d'autres régions, avait envoyé des représentants dans la capitale. Cela ne l'a pas empêché d'organiser ses propres défilés, comme à Rennes ou Saint-Brieuc.

La région Rhône-Alpes (Lyon, Grenoble...) n'était pas en reste. Non plus que Toulouse, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Amiens, Aix, Marseille, Montpellier...

Malgré quelques provocations comme à Lyon, on n'a compté qu'un nombre infime d'incidents. Une anecdote montre le souci des manifestants de ne point être récupérés politiquement : à Montbéliard (Doubs), des militants de Lutte ouvrière voulaient s'insérer dans la manifestation et déployer leur banderole. La permission ne suffisait pas, les lycéens ont demandé à la police d'évacuer les intrus d'extrême gauche...

LYON de notre correspondant régional

C'était, pour la plupart, leur « première manif ». Ils ne connaissent pas les trucs des bricardes, comme l'espacement maximal entre les rangs. Les trente mille étudiants et lycéens lyonnais ont défilé en rangs très serrés, en occupant soigneusement la droite du grand pont de la Guillotière, passage obligé entre le rassemblement de la « pré-gauche » et le rictus de l'académie. Surpris eux-mêmes par l'ampleur du défilé, reprenant des slogans déjà classiques « Devaquet, si tu savais, ta réforme (ble) où on se la met ! » ; brandissant des banderoles ou des affichettes cartonnées et bricolées à la hâte (« Cherchez écrivains pour sponsoriser les livres » ; « Projet Devaquet : Lettre ou le Niant » ; « Non aux faces cotées en Bourse »), les manifestants, issus de trois universités et de vingt-cinq lycées, ont découvert avec dépit que les forces de l'ordre barraient l'accès de retour : « On voulait juste rester un moment devant les grilles... » Les organisations syndicales estudiantines se faisaient très discrètes. Un carré, au cœur de la manifestation, a tenu sans grand succès

d'imposer une théorie communisante avec le slogan : « Devaquet-Savary, ça varie mais ça change pas ». L'UNEF-ID avait dû mettre son monchoir syndical dans les lodens et les parkas. Même si, comme le confiait un étudiant de Lyon-I (sciences) « Il ne faut pas se cacher derrière notre petit doigt, c'est eux qui ont lancé le mouvement ».

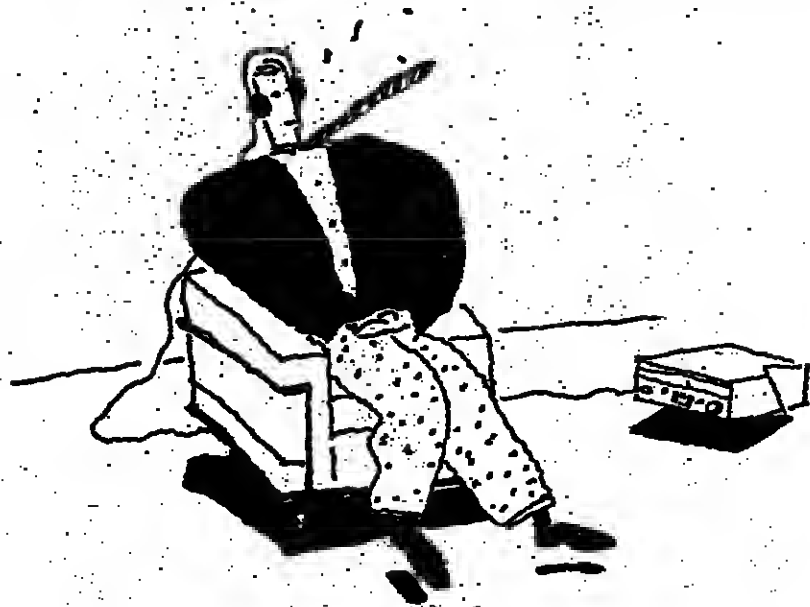
Méfiant à l'égard d'éventuelles récupérations partissanes, les manifestants ne craignaient pas d'en appeler à la solidarité les parents, les enseignants et... les étrangers. Bouffée d'altruisme dans un défilé suivi plutôt avec sympathie par les badauds.

Les étudiants de droite et d'extrême droite ont bien tenté une « contre-manifestation », qui a rassemblé trois cents personnes et qui s'est vite autodissoute dans l'indifférence générale. Sur les quais du Rhône, le bastion de l'université Lyon-III a été lui aussi contourné, encadré à distance. L'université avait été fermée sur l'ordre de son président, M. Jacques Goudet, pour « assurer la sécurité des personnes et des biens ».

CLAUDE RÉGENT.

Laser ou jamais !

Comment la Fnac vous aide à passer au laser.



- 36 platines laser sélectionnées dans le dossier Hi-Fi.
- Le crédit spécial « Musique-laser ».
- -20% sur tous les nouveaux disques compact et sur la sélection des disques de la Fnac.
- Un choix de plus de 10 000 titres.

fnac

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Où le beau, le gros, le rutilant gâcheur de celui qui s'offre à la convoitise des jeunes gens frais et roses. Du côté des croqueurs, leurs compagnes, non moins déterminées dans leur lutte contre le projet Devaquet. Comme on les convierait volontiers à quelque galant rendez-vous politique, ces premiers poussés à l'automne et qui s'exhibent sur la chaussée.

Cette gourmandise se comprend. Vite du moindre projet à brandir qui retiendrait l'attention, embarrassé de candidats faute qu'un seul s'impose pour concourir en 1988, ne sortant qu'à peine du silence gêné où il se maintenait depuis les dernières élections, le PS trouve, avec le remue-ménage des milieux scolaires et étudiants, une querelle à épouser et des troupes à suivre.

Bon ou mauvais, ce projet ? Les spécialistes, jusqu'aux plus modérés, le trouvent au pire adorable et au mieux passable, c'est-à-dire réactionnaire. La rue le désavoue en se plaignant de jeunes gens dont la tenue, le langage et les soucis ne ressemblent en rien à leurs pairs de 1968.

A la grève fraîche et joyeuse, mais bosselée, de cette année-là succède un mouvement dont le sérieux montre les progrès de la gestion et de la communication dans les cercles neufs.

Mais parce qu'ils sont sérieux, mais parce qu'ils ont grandi, tout en ayant le même âge, mais parce qu'ils ont d'eux-mêmes une assez ferme conscience, mais parce qu'ils se fichent comme d'une guigne de ce qui faisait vibrer papa et maman (en quoi ils leur ressemblent), les jeunes gens en question restent indifférents à la sollicitude libérale (politiquement parlant) de la gauche (ou plus exactement de l'opposition : dans le cas de figure inverse, c'est évidemment la droite qui aurait proposé ses services).

Certes, le joli président de l'UNEF-ID est membre du PS, mais il ne commettait pas la folie de mélanger les rôles, d'user d'une casquette pour vendre la pacotille de l'autre. Il est bien trop malin pour cela. Avec sa mise non moins étudiée que sa parole, où décontraction et gravité se servent mutuellement de passeport pour séduire tant l'étudiant que ses parents, ce n'est plus la naïveté qui l'étouffe. Même s'il fait sourire lorsque, son apparition télévisée achevée, il jette un œil sur l'écran de contrôle et laisse échapper un rictus de contentement. L'étudiant a été bon élève à l'école des médias.

Les universités et les lycées qui ont baissé les bras n'ont nullement envie d'être rejointes par des partis qui les soutiendraient pour mieux les calmer, ainsi que fit, entre autres, le CGT en 1968. Ils ne veulent pas être dupés et se méfient autant des sauveurs que des adversaires. Ils demandent à la rue d'avoir raison des bureaux et n'ont cure du secours d'autres bureaux.

D'AILLEURS, que peut-il sortir de la rue au-delà (et rien n'est moins sûr) d'un abandon du projet ? En dehors de cela, avant tout, du mauvais. Des illusions, des coups fourrés et des CRS. M. Mitterrand ne s'y est pas trompé qui s'est empressé de faire

connaître qu'il était tout à fait extérieur à ce qui se passait. Il y a plus que 170 kilomètres entre la célébration de Paul Bert à Auxerre, la semaine dernière, et la bénédiction de meetings républicains, par exemple, celui du stade Charlety à Paris, il y a dix-huit ans. Chat échaudé craint l'eau froide.

Pourtant, la gauche aime la rue, où elle se sent chez elle. Elle l'a tant arpentée pour tant de combats où se jouait la naissance du citoyen. Quand par hasard la droite s'y risqua, en 1984 ou cinquante ans plus tôt, la gauche a un sentiment d'usurpation. Celui qu'a ressenti le droit en 1981, quand elle s'est retrouvée à la rue.

C'est de la rue que sont venus les mécomptes de la gauche. L'un était formidable, c'était la plébiscite - voire de 1984 en faveur de l'école privée, qui a les conséquences que l'on sait. L'autre était de moindre importance, c'était la manifestation en faveur de la radio NRJ que menaçait, légalement à juste titre, la Haute Autorité.

Rues

MAIS ce dernier succès était autant celui de la jeunesse que celui de la rue. Du moins certains peuvent-ils le penser. Il y a tout lieu de croire que parmi les jeunes qui défilent aujourd'hui, nombreux sont ceux qui avaient fait cortège pour NRJ. Le triomphe qui s'en était suivi doit être dans plus d'un cas une mémoire.

L'enjeu actuel est d'une autre dimension. C'est le projet d'un parti, le projet politique d'un courant de la nation et qui perdrait des plumes en y renonçant. Les plus cruels diront (sans jeu de mots) que c'est un projet de classe, dussent-ils se faire incendier par les bons esprits, y compris de gauche, qui entrent toutes les semaines la lutte des classes.

En admettant même qu'il ne faille pas employer pareil vocabulaire, le parti du gouvernement est de ceux qui fortifient les favoris de la fortune. Plus que jamais, il vaudrait mieux, pour passer sans encombre le moment des élections, sortir d'une famille aisée qui en a déjà l'expérience.

Bref, la bourgeoisie se protège contre la merée montante du peuple à qui ne suffit plus de savoir lire et écrire. M. Pasqua déjà en charge du bouclage des frontières (sauf pour M. Châlier), M. Devaquet se voit confier celui des universités.

A la réflexion, c'est parler un peu vite que d'absoudre a priori la droite de toute idée de récupération du mouvement qui la conteste, ou du moins ses réformes. Sans trop s'en cacher, M. Devaquet n'a pas été l'in, notamment mercredi à l'Assemblée nationale, de faire les doux yeux à

cette contestation, et M. Monory, dans les mêmes circonstances, s'est lancé dans un numéro lyrico-franco-grand-paternel dont il a d'ailleurs eu peine à trouver le sortie, on n'ose dire la chute.

M. Devaquet a sans doute plus de chances d'être entendu. D'abord parce que l'homme est probablement aussi sincère qu'il le paraît. Il avait donné sa mesure en s'exprimant avec un rare bonheur sur certains thèmes soulevés à Nantes. Il n'a pas démenti mercredi. Il a donné du dialogue républicain une image exemplaire sans être jamais pompeux. Soit dit en passant, il était étonnant de saisir le regard que posait sur lui M. Châlier lorsqu'il prit la parole.

M. Monory, en revanche, n'échappe pas à ce que peut avoir d'incongru, d'exaspérant, le Monsieur d'un certain âge qui s'exclame, la main sur le cœur : « Vous, les jeunes, je vous comprends, je vous aime, je vous aime bien. » C'est en général et non sans raison le genre de discours qui les fait fuir ou se fermer comme des huîtres.

Cela étant, le désir de récupération n'est pas moindre à droite qu'à gauche. C'est même une nécessité pour la première nommée. Non pas, comme à gauche, dans l'espoir de recruter ou de se biter un tremplin, mais pour ramener l'ordre. Le gouvernement n'a pas encore peur, mais... manifestement il est déjà inquiet. Sans doute a-t-il en tête dans les semaines à fourbir boucliers, mitrailles et canons à eau, cependant que, place Beauvau, MM. Pasqua et Pandraud doivent essayer des casques.

C'est n'est pas en 1986 que l'on va voir fleurir ces « slogans flamboyants de 1968, irruption de la poésie en politique : « Défense d'interdire », « Soyez raisonnables, demandez l'impossible », « Même si Dieu existait, il faudrait le supprimer », ou encore, moins connu, « Nous en avons assez de manger de la vache enrégée avec comme seule perspective l'espoir de goûter au veau d'or ». Quelque contemporain que puisse paraître ce dernier aphorisme.

Mais, tout comme en 1968, les établissements font la grève sur le tas, des élèves plutôt sages découvrent les désordres délectables des « AG », des extra-fêtes sont dénichées de lycées en fées, on discute d'abandonner, dans la rue les voitures font place aux cortèges, et ceux-ci sont composés de jeunes gens. Voilà des ressemblances qui atténuent les différences.

Il ne faut pas oublier non plus que les actuels gouvernements, ainsi que leurs frères de l'opposition, ont tous vécu 1968 et ce, dans leurs têtes désordonnées, cette date reste leur référence pour imaginer la suite et pour en avoir le cœur net.

Même si les jeunes n'ont que faire de cette année-là, il est clair que l'on y pense très fort du côté des dirigeants. Ce décalage, c'est l'âge, tout bêtement. Or l'âge ramène à l'insondable frousse des étés de cette époque, à leur abaissement de jugement, que suit bientôt leur affolement. C'est aussi cela que veut envoyer à tout prix le gouvernement : le désordre qui gagnerait ses propres rangs et les partis dont il est issu.

La discussion budgétaire au Sénat

Le Sénat a poursuivi mercredi 26 et jeudi 27 novembre l'examen de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1987, relative aux dépenses. Il a ainsi successivement adopté les crédits du ministère de la justice, du secrétariat d'Etat à la mer, du ministère du commerce extérieur et de celui de la défense.

Justice

La discussion du budget du ministère de la place Vendôme a donné un avant-goût de celle qui aura lieu en première lecture sur le projet de loi « relatif aux fonctionnaires des établissements pénitentiaires ». Le rapporteur de ce prochain texte, M. Marcel Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin), s'est montré circonspect : tout au plus a-t-il souhaité qu'on n'en fasse pas un « enjeu politique ».

Pour l'opposition de gauche, la cause est d'ores et déjà entendue : M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) voit dans ce texte la pire des illustrations des conceptions de M. Châlier, qui traite, dit-il, la justice « comme une entreprise où tout pourrait se traduire en termes de rentabilité ». L'entrée du privé dans le domaine carcéral est à ses yeux « une véritable spéculation sur le marché du crime ».

Bien que les communistes se soient considérés comme les seuls opposants véritables à ce projet de garde des sceaux, les socialistes n'étaient pas en reste d'autant qu'ils sont les premiers à lui opposer une motion d'irréversibilité constitutionnelle.

Ne plus laisser le monopole de la prison à l'Etat ne suscite pas un enthousiasme à toute épreuve dans les rangs de la majorité. Ainsi M. José Balarin (RI, Alpes-Maritimes) argue, par exemple, que le remplacement des gardiens fonctionnaires par des gardiens privés doit « faire l'objet d'une étude plus approfondie, d'une enquête poussée et d'une concertation avec les personnels intéressés ».

Quant au budget lui-même, si globalement il est en hausse (le Monde du 26 septembre et du 29 octobre), il reste pourtant « imparfait », selon le qualificatif de M. Alain Châlier, son rapporteur. Sa principale imperfection est, aux yeux des intervenants, la diminution des fonds destinés à l'éducation surveillée. En revanche, pour le ministre, la « reprise en main » de ce secteur en « plein désordre » est indispensable en attendant les conclusions de l'audit qu'il a commandé. Cette décision suscite les inquiétudes de la commission des finances, qu'exprime son rapporteur, M. Georges Lombard (Un. cent., Finistère), et du rapporteur de la

commission des lois, M. Germain Authié (PS, Ariège).

Mer

Pour répondre à une préoccupation exprimée par de nombreux orateurs, et notamment par M. Bernard Legrand (Gauche dém., Loire-Atlantique), M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer, n'écarte pas l'idée d'aborder au cours de la suite de la discussion budgétaire la question de la subvention de fonctionnement accordée à la SNSM (Société nationale de sauvetage en mer), dont les crédits d'équipement avaient été augmentés de 200 millions de francs, à l'Assemblée nationale (le Monde du 23 octobre).

Commerce extérieur

Pourquoi la balance commerciale n'est-elle pas meilleure ? M. Tony Larue (PS, Seine-Maritime), rapporteur de la commission des finances, s'étonne que de « nombreux » « postifs » comme la réduction du coût de l'énergie et la baisse du dollar n'aient pas une influence plus favorable. M. Marcel Damay (ratt. adm. Un. cent., Ile-et-Vilaïne), rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, constate que effectivement, la « remarquable » tenue des exportations agricoles et la diminution de la facture énergétique n'ont pas compensé la dégradation du solde industriel.

La majorité, tout en apportant son soutien au budget défendu par M. Michel Noir (le Monde du 15 novembre), n'est pas avare de conseils : soutien et aide aux PME et PMI, recentrage des exportations vers les pays solvables au détriment des « exotiques », fermement dans les négociations commerciales d'Etat à Etat. Le ministre délégué chargé du commerce extérieur, qui approuve ces orientations, n'écarte pas en outre l'hypothèse d'une proposition qu'il ferait dans la suite de la discussion budgétaire en faveur d'une déduction fiscale des provisions à l'exportation.

Défense

Les communistes ont voté contre le budget 1987 de la défense, premier budget de la loi de programmation militaire 1987-1991 que le Parlement doit examiner prochainement. Les socialistes se sont abstenus, comme l'avaient décidé leurs collègues députés (le Monde du 14 novembre), tandis que majorité et radicaux de gauche l'ont approuvé.

Signe que - au moins pour la première année de la loi de programmation - les intentions concordent avec les faits, M. André Giraud, ministre de la défense, a fait adopter un amendement qui répartit les crédits jusqu'à la réserve.

Interrogé par M. Jacques Chaussebourg (RPR, Sarthe), rapporteur de la commission des affaires étrangères, M. André Giraud a expliqué que l'objectif de la France est de faire disparaître les « stocks nucléaires » d'armes chimiques. Mais, doutant de la possibilité d'en « diminuer l'intérêt », le ministre de la défense a précisé que mieux vaut que la France se doive en la matière d'une certaine capacité, peu coûteuse et progressive.

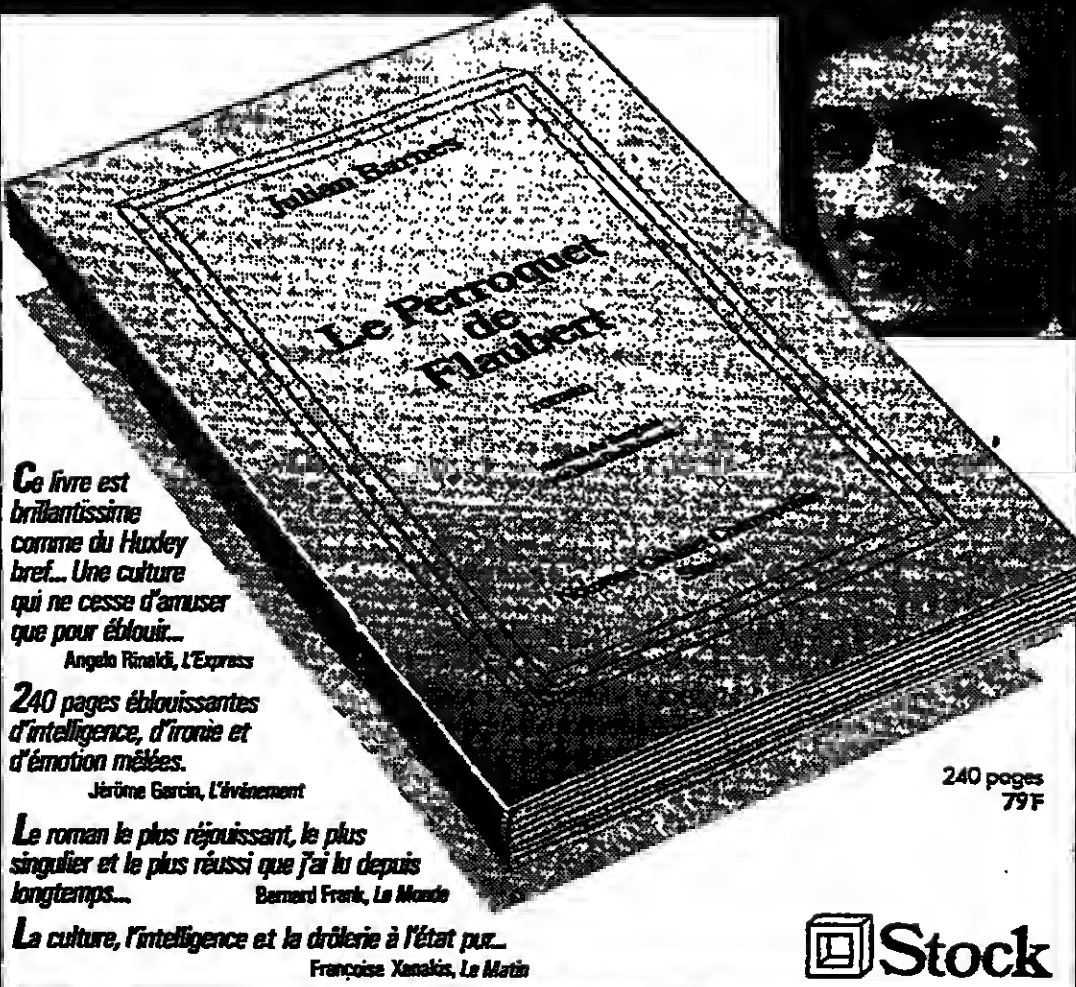
ANNE CHAUSSEBOURG.

Rencontre Mitterrand - Giscard d'Estaing : l'union européenne. M. Mitterrand a reçu M. Giscard d'Estaing le jeudi 27 novembre au palais de l'Elysée. Au terme de cet entretien, l'ancien président a précisé que la conversation avait porté sur l'union monétaire, les institutions et la défense européennes. « J'ai apporté au président de la République mon encouragement et mes vœux pour que la France prenne la tête des actions prochaines concernant l'union de l'Europe », a-t-il déclaré.

Pianino Hanlet. Le plus petit des grands pianos.

8950! Crédit possible. Venez le découvrir : Pianos Hanlet. 264, rue du Faubourg-Saint-Honoré 75008 Paris 47.66.51.94. 21, rue Grange Dame Rose 78140 Vézy 39.46.00.52.

PRIX MEDICIS ESSAI



Le Perroquet de Flambeau
Angèle Rinaldi, L'Espresso
240 pages éblouissantes d'intelligence, d'ironie et d'émotion mêlées.
Jerôme Garcia, L'Evénement
Le roman le plus réjouissant, le plus singulier et le plus réussi que j'ai lu depuis longtemps...
Bernard Frank, Le Monde
La culture, l'intelligence et la drôlerie à l'état pur...
Françoise Xenakis, Le Matin

Stock

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

ANOR

UN NOUVEL OUTIL DE GESTION :
L'ÉPARGNE COLLECTIVE D'ENTREPRISE.

58 bis rue de la chaussée d'Antin, 75009 Paris.
Téléphone (01) 42 81 24 34, tél. ANORRP 290 735 F

Le corps préfectoral à l'Elysée et au ministère de l'Intérieur

M. Charles Pasqua a reçu, le jeudi 27 novembre, au palais de l'Elysée, en présence de M. Jacques Chirac les membres de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Au cours de l'assemblée générale de cette association (le Monde du 26 novembre), le ministre de l'Intérieur a déclaré : « Vous êtes les garants de la souveraineté de l'Etat. La sécurité de notre territoire, la sécurité de chacun d'entre nous dans l'exercice de ses libertés essentielles, la sécurité de l'emploi et de la profession, toutes sont mises en cause par les atteintes répétées concourant toutes à déstabiliser l'Etat. Notre première tâche est donc de le préserver et de l'organiser en fonction de ces tâches. N'hésitez pas, si l'intérêt de la nation est mis en cause, à faire preuve d'intransigeance. Mon appel ne vous manquera pas. »

Chef...

de l'Etat

La veille, M. Mitterrand avait appelé le corps préfectoral à veiller, comme lui, à la préservation des « compétences fondamentales » de l'Etat, celle d'une République « indivisible », « laïque », « démocratique », « sociale ». Il ajoutait : « L'Etat de veiller à ce que la solidarité nationale s'exerce », a-t-il ajouté. Au terme de cet exposé, M. Mitterrand a rappelé à ses interlocuteurs que le président de la République est le chef... de l'Etat.

La situation à la Guadeloupe

Encore quatre attentats

Trois bombes ont explosé à la Guadeloupe dans la nuit de mercredi à jeudi et dans la soirée du jeudi 27, dans la banlieue nord de Pointe-à-Pitre, à la recette principale des impôts. Après la nuit du lundi 24 au mardi 25 (le Monde des 26 et 28), cela porte à dix-huit le nombre d'attentats perpétrés sur l'ensemble de l'archipel depuis le début de la semaine, au terme de dix-huit mois de paix civile.

Plusieurs perquisitions ont eu lieu, jeudi matin, dont une chez M. Simone Faissas, secrétaire générale du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI), branche dure des indépendantistes guadeloupéens. Elles ont été effectuées chez des membres influents des MPGI A Saint-Claude, près de Basse-Terre, au domicile de M. Marcel Côté, au Gouier, chez M. Raymond Coupy, aux Moules, dans le nord de la Grande-Terre, chez M. Rosan Lancroix. Une autre perquisition a eu lieu à Pointe-à-Pitre au siège du groupe Révolution socialiste (GRS, d'inspiration trotskiste). — (Correspondance.)

Le changement de mode de scrutin. — Le scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours est définitivement rétabli. Le président de la République le promulguera le jeudi 24 novembre la loi découpeant les circonscriptions, qui a été publiée au Journal officiel du 25 novembre. C'était la condition nécessaire à l'entrée en vigueur de la loi promulguée le 11 juillet portant le principe du retour au scrutin majoritaire. Seul du renouveau législatif le prochain renouvellement général de l'Assemblée nationale aura donc lieu selon ce mode d'élection et selon les circonscriptions issues du découpage préparé par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur.

Manifestation du MPPT pour l'unité. — Le Mouvement pour un Parti des travailleurs (MPPT), essentiellement composé de militants du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste-lambertiste) appelé à une manifestation pour « l'unité des travailleurs », le samedi 29 novembre, à Paris, à 15 heures, de la Bastille à Richelieu-Drouot contre « la gouvernement Mitterrand-Chirac ».

مكتبة المجلد

مكتبة المثل

UNE VILLE, C'EST FAIT DE RENCONTRES.



Avec le concours de l'habitat public du grand Louvre, architecte I.M. Pei, Jacques Rénard.

PARISIENS, DU HAUT DE CETTE PYRAMIDE, LE XX^e SIECLE VOUS CONTEMPLER.

Dans la ville, il y a des lignes. Aujourd'hui la ville est vivante. Elle est faite du croisement de ces lignes, de la jouissance de leur mélange. Les immeubles n'ont jamais si mal porté leur nom. Ils sont animés d'un mouvement. Ils bougent. Le temps est un vecteur rectiligne. Mais l'espace est courbe. Il est propice aux rencontres. Rencontre du passé

RATP

LA VILLE EST SAISSANTE, SAISISSEZ LA

et du présent, c'est-à-dire rencontre de l'avenir. Les formes d'hier accueillent celles de demain pour parler d'aujourd'hui. La rencontre d'une pyramide et du Louvre est le signe exemplaire d'une nouvelle intelligence de la ville. C'est cette ville complexe et saisissante que la RATP vous invite à parcourir et à comprendre.

Exemplaire

Pour plus d'infos
Le plus petit des
grands plans

مكتبة المجلد

Société

... Le Monde • Samedi 29 novembre 1986 11

Le plan gouvernemental de lutte contre la pandémie de SIDA

Mobilisation nationale

En 1987, la lutte contre le SIDA sera déclarée « grande cause nationale ». C'est ce qu'a annoncé M. Michel Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, le 27 novembre, au cours d'une conférence de presse consacrée au plan de lutte contre le SIDA mis en œuvre par le gouvernement. « Il ne s'agit pas de céder à la panique », a déclaré M. Barzach, mais bien de mesurer la gravité de la situation (...). C'est une véritable course contre la montre que nous engageons et que nous devons gagner.

Aujourd'hui, plusieurs données sont particulièrement alarmantes : de juin à septembre 1986, on a dénombré en France quinze cas supplémentaires de SIDA par semaine. L'an dernier, au cours de la même période, on en comptait seulement cinq.

D'autre part, l'épidémiologie de la maladie est en train de changer. Parmi les patients atteints du SIDA, il y a désormais 6 % de toxicomanes. Leur ratio atteint 16,5 % pour les cas nouveaux du troisième trimestre 1986. « En outre, a rappelé M. Barzach, dans 32 % des cas, les personnes atteintes sont hétérosexuelles, ce rapport montant à 43 % pour les cas nouveaux du troisième trimestre de 1986.

Antant de faits qu'il, selon M. Barzach, justifient l'arsenal de mesures adoptées par le gouvernement.

En matière de recherche tout d'abord, la France doit selon le ministre de la santé « garder sa place de premier rang ». A cette fin, répondant au vœu exprimé par le professeur Luc Montagnier, M. Barzach a indiqué qu'elle avait donné son accord de principe à la création d'une fondation qui réunirait des fonds publics et des fonds privés. Cette fondation gèrerait dans un même lieu un centre de recherches et un centre de soins comportant des lits et des installations pour l'hospitalisation de jour.

D'autre part, à l'INSERM, des moyens ont été dégagés pour permettre à l'équipe du professeur Daniel Schwartz de développer ses travaux. Il s'agit en particulier d'étudier les facteurs pronostics des sujets séro-positifs.

Selon M. Barzach, la recherche sur le SIDA nécessite une coopération internationale accrue, en particulier avec les Etats-Unis. L'importance de cette coopération a d'ailleurs été soulignée dès le début du mois d'octobre, dans une lettre adressée par M. Jacques Chirac au président Reagan. Selon M. Barzach qui a rencontré au début de la semaine son homologue américain, les réponses reçues de la part du président Reagan et du secrétaire américain à la santé, le docteur Bowen, sont « encourageantes ». Le président Reagan a en outre demandé à M. William Walsh de préparer un accord pour régler le litige qui oppose toujours l'Institut Pasteur et le département de la santé américain. On indiquait dans l'entourage de M. Barzach que la conclusion de cet accord était « en bonne voie ».

En ce qui concerne le problème essentiel de l'information et du dépistage, M. Barzach a d'ores et déjà déclaré que le gouvernement avait décidé de faire en 1987 du SIDA une grande cause nationale. Ce sera l'occasion de lancer une grande campagne d'information coordonnée par le Comité français d'éducation pour la santé. Tous les médias devraient largement être sollicités pour cette campagne.

A l'adresse spécifique des plus jeunes, M. Barzach a annoncé qu'une campagne d'information menée par des médecins serait entreprise, dès le premier trimestre de 1987, dans les écoles et les lycées. « Il faut que chacun connaisse désormais les modes de transmission de la maladie et les précautions élémentaires que l'on peut prendre », a souligné le ministre.

Mis à part la levée de l'interdiction de la publicité pour les preser-

vatifs, M. Barzach s'est déclarée favorable à la mise en place, sur les lieux publics, de distributeurs automatiques de préservatifs.

A propos de la levée de l'interdiction de la vente libre des seringues en pharmacie, le ministre de la santé a déclaré qu'elle craignait « que cette mesure puisse apparaître aux yeux de l'opinion contradictoire avec la volonté affirmée par le gouvernement de lutter contre la toxicomanie ». Elle a donc décidé de ne prendre une telle mesure qu'après avoir consulté les conseils de l'ordre des médecins et des pharmaciens.

Pour sa part, l'association AIDES (1) recevra cette année une subvention gouvernementale de l'ordre de 450 000 francs. A titre de comparaison, son homologue allemand reçoit du gouvernement fédéral deux millions de marks.

En ce qui concerne le dépistage, le gouvernement envisage de rembourser tous les tests Elisa, quelle qu'en soit la marque, et non plus le seul test de l'Institut Pasteur, ainsi que le test de confirmation Western Blot.

Enfin, pour ce qui est du traitement et de la prise en charge des patients atteints du SIDA, aucune mesure concrète n'a été annoncée. M. Barzach a souligné que le SIDA était une « pathologie très spécifique » qui exigeait « beaucoup d'attention de la part des personnels et des moyens importants ». Elle a indiqué qu'un groupe de travail allait bientôt se mettre en place pour évaluer parmi les différentes formes d'hospitalisation celles qui sont adaptées au traitement de cette maladie. Seule indication chiffrée : une rallonge de 40 millions de francs a été allouée en 1986 par le gouvernement à l'Assistance publique de Paris.

(1) BP 759, Paris Cedex 03. Téléphone : 48-04-00-99 ou de 19 heures à 23 heures : 42-72-19-99.

Afficher le mal

DÉCLARATION de guerre au SIDA. La question demeure : la prise de conscience internationale du fléau, les nouvelles données épidémiologiques dont on dispose aujourd'hui qui font du SIDA une maladie sexuellement transmissible comme les autres, à cela près qu'elle est mortelle, et la position de la France, pays à la pointe de la recherche et particulièrement touché par la maladie : la première conférence de presse consacrée au SIDA jamais tenue par

un membre du gouvernement depuis le début de la pandémie devait être un événement. Ce fut pourtant le hasard du calendrier ou présentation maladroite du programme — un événement en demi-teinte. Certes, la création prochaine — après l'appel solennel lancé dans ces colonnes (le Monde du 20 novembre) par le professeur Montagnier — d'une fondation sur le SIDA et le caractère de « grande cause nationale » donné à la lutte contre cette maladie consti-

tuent deux décisions essentielles. Il restait toutefois à en connaître les détails et à en attendre les effets.

L'état des données scientifiques concernant le SIDA rend élitiste tout espoir de vaccin avant quelques années.

Il ne reste donc qu'à tenter de limiter l'extension de la pandémie. « Je veux que l'on comprenne bien, confie M. Barzach, que le SIDA résulte d'un acte volontaire, qu'il se transmet par voie hémique ou hématogène, ou par voie sexuelle, ou par voie parentérale. Je pense aussi qu'il faut respecter les libertés individuelles. On ne peut imposer à chacun de n'avoir qu'un partenaire sexuel. Mais il faut dans le même temps connaître la nature des risques que l'on prend. »

L'essentiel de l'action d'information qu'entend mener le gouvernement en 1987 repose ainsi sur cette prise de conscience que l'on désire faire partager à l'ensemble de la population française. Il s'agit là d'un programme ambitieux qui implique la mise en place d'un dispositif multi média (presse écrite, radio, télévision, affichage). Quels slogans utilisera-t-on à cette fin ? La réponse la soignée de l'entreprise. Il est clair que les messages devront atteindre les catégories les plus exposées. C'est-à-dire les plus exposées aux maladies sexuellement transmissibles.

Il faudra parvenir à convaincre, outre les marginaux, plus menacés que les autres par le virus, tous ceux qui ont plusieurs partenaires sexuels, ou qui ont des rapports avec des prostituées ou des prostituées. Rude et périlleuse tâche que de se faire comprendre sans être accusé d'attenter aux libertés individuelles, ou de les respecter sans prendre le risque d'être inefficace ou paradoxalement d'être taxé d'incitation à la débauche. Entre autres conséquences, le SIDA impose de ce fait, aujourd'hui, aux pouvoirs publics d'aborder sans tarder les questions ayant directement trait à la sexualité.

Il ne sera pas non plus sans intérêt dès demain d'apprendre quels commentaires on fera chez certains des amis politiques du ministre de la santé de son désir de voir les préservatifs masculins — solution « archaïque mais efficace », dit-elle — en vente libre en dehors des pharmacies, voire distribués gratuitement aux adolescents.

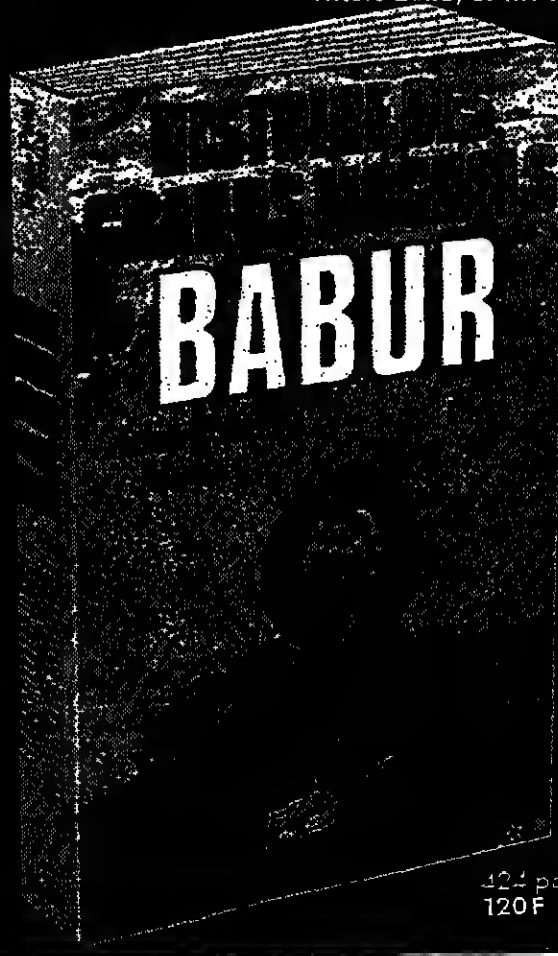
Pour M. Barzach, l'action politique est la résultante de la souplesse et du pragmatisme. Ces qualités dont elle a su faire preuve résisteront-elles aux obstacles que lui réserve, demain, la difficile lutte contre le SIDA.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUËL

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Babur, le roi de Kaboul... L'un des hommes les plus étonnants, les plus complets, les plus complexes de l'histoire... Une biographie passionnée.

Nicole Zand, Le Monde



424 pages
120F

Féerie de la Fourrure

aux

FOURRURES GEORGE V

du vendredi 28 Novembre au samedi 20 Décembre

25%

d'ESCOMPTE SUR TOUS LES PRIX



MANTEAUX

Renard bleu	21.750F	16.300F
Rat d'Amérique et renard	17.450F	13.000F
Castor longs poils	22.750F	17.000F

VESTES

Renard lustré lynx	17.850F	13.350F
Renard shadow	16.750F	12.550F
Renard argenté	42.750F	32.000F
Putois	22.750F	21.550F
Marmotte	18.750F	14.000F

COUVERTURE

Guanaco d'Amérique du sud	14.750F	11.000F
---------------------------	---------	---------

MANTEAUX

Vison dark	27.850F	20.800F
Vison ranch	32.750F	24.500F
Vison pastel	38.650F	28.950F
Vison tourmaline	41.750F	31.300F
Vison Koh-I. noor	43.750F	32.800F
Vison saphir	45.000F	33.750F
Vison blanc	48.750F	36.500F
Vison Rovalia	55.000F	41.250F
Vison Blackglama	43.750F	32.800F
Vison lunalaire	46.850F	35.100F

VESTES

Vison Mahogany	18.750F	14.000F
Vison tourmaline	34.850F	26.100F
Vison blanc	38.750F	29.000F
Vison dark-Saga	36.750F	27.500F
Vison lunalaire	45.000F	33.750F
Vison dark	26.750F	20.000F

* Cet escompte de 25% sera effectué directement à nos caisses sur tout achat

40, Avenue George V. Paris 8^e

L'affaire du Carrefour du développement

Les auditions de MM. Guy Penne et Yves Chalié font apparaître de nombreuses contradictions

Qui a décidé de faire transférer le financement du Carrefour du développement de Bujumbura, en 1984, par l'association Carrefour du développement ? Qui était au courant ? Quelles sont les questions posées au Carrefour du développement ? Qui était au courant ? Quelles sont les questions posées au Carrefour du développement ?

Entendu à titre de témoin par le magistrat, le 26 novembre, au moment même où, à l'Assemblée nationale, l'ancien ministre socialiste Roland Dumas contre-attaquait en s'interrogeant sur l'attitude de la majorité dans l'affaire, M. Guy Penne s'est déclaré totalement étranger au financement du Carrefour.

M. Guy Penne était-il au courant du mode de financement du Carrefour du développement de Bujumbura, principal élément de l'affaire du Carrefour du développement ? A vingt-quatre heures d'intervalle, le juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Pierre Michau, a enregistré deux réponses contradictoires à cette question. Entendu mercredi 26 novembre à titre de témoin, l'ancien conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines a déclaré tout ignorer de l'organisation financière de la conférence. Convoqué le lendemain par le juge, M. Yves Chalié, inculpé de détournement de fonds, a affirmé, lui, avoir rencontré M. Penne à plusieurs reprises lors de réunions consacrées à ce problème du financement.

S'il n'est pas question de mettre sur le même plan l'audition d'un

sécurité, il n'a pas eu, a-t-il dit, en contact. Le sénateur a en outre fait remettre au magistrat la liste des responsables convoqués aux réunions hebdomadaires de coordination de la politique africaine ou à d'autres rencontres exceptionnelles.

L'ancien conseiller ne s'est pas souvenu devant le juge avoir eu entre les mains le document récapitulatif des dépenses du Carrefour, signé par M. Christian Nucci et transmis à l'Elysée, selon M. Chalié. Pas plus qu'il ne s'est souvenu des circonstances de sa première rencontre avec M. Chalié. En revanche, il a indiqué avoir rencontré l'ancien chef de cabinet quatre ou cinq fois, en tout et pour tout, jamais en privé.

C'est au début de 1985, soit après le sommet, que M. Penne est entré à l'association Carrefour du développement, sur l'invitation de sa prési-

Alors que l'actuel ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, imaginait mal que M. Penne n'ait pas été mis au courant de l'organisation du Carrefour (le Monde du 2 juillet), un rapport sur les dépenses ayant été adressé à l'Elysée, le sénateur a indiqué ne pas se souvenir avoir eu ce document entre les mains.

Interrogé le lendemain, M. Chalié a affirmé que M. Penne était parfaitement au courant, de même que M. Christian Nucci. L'ancien chef de cabinet n'a apporté aucune preuve, à ce jour, de ses affirmations.

lequel il a immédiatement pris contact à ce sujet. M. Nucci, présent, avait alors assuré qu'il n'y avait rien d'anormal, a dit M. Penne.

Le sénateur a enfin produit des reçus et des ordres de virement montrant que les deux journées passées, en juin 1984 et 1985, par les ambassadeurs africains en poste à Paris dans sa commune de Vaucluse avaient été financées par une subvention du ministère de la coopération ou grâce aux industriels de la région, et non par Carrefour du développement comme l'a affirmé M. Chalié.

M. Penne a également transmis au juge des lettres d'intervention qu'il avait adressées à plusieurs ministres en faveur d'une personne de retour d'Afrique. M. Jeanne Rousseau, qu'il n'avait jamais vue et qui a ensuite été rémunérée pendant quelques mois par l'association, comme a tenu à le faire savoir M. Chalié.

L'ancien chef de cabinet, écarté à la prison de la Santé, a été entendu une deuxième fois par M. Michau. Selon des sources judiciaires citées par l'AFP, M. Chalié a de nouveau mis en cause M. Nucci dans le financement du Carrefour. C'est le ministre, aurait-il indiqué, M. Chalié qui a décidé d'utiliser des associations pour échapper aux rigueurs de la comptabilité publique. L'inculpé a également réaffirmé avoir remis des fonds en liquide à M. Nucci pour la campagne électorale, dans l'Isère.

Selon l'un des avocats de M. Chalié, M. Grégoire Triet, l'ancien chef de cabinet aurait en revanche situé les responsabilités générales davantage au niveau de M. Penne qu'au niveau du ministre. M. Chalié a ainsi affirmé, selon l'avocat, que l'ancien conseiller présidentiel était au courant non seulement du financement du Carrefour par l'association, mais aussi du fait que des fausses factures avaient été réalisées pour récolter de l'argent en espèces. D'après lui, plusieurs réunions, en présence de M. Penne, auraient été consacrées à cette seule question de financement. De plus, M. Chalié a déclaré que la présidence de l'association, M. Breton-Naquet, n'aurait pas que Carrefour du développement servait à cette occasion de prestataire de services.

Entre ces deux auditions, M. Jean-Pierre Michau a prononcé une treizième inculpation dans l'affaire. M. Michel Dubois, cinquante-quatre ans, PDG de la société Transcap, une compagnie de transport travaillant régulièrement avec la mission militaire de la coopération (et notamment à l'occasion de l'opération Mantahé en 1983), a été inculpé de faux en écritures de commerce et usage et de complicité d'abus de confiance. La justice reproche à M. Dubois d'avoir établi de fausses factures pour un montant de 1 205 000 F à la demande du colonel Victor Tito et de M. Chalié, selon le mécanisme désormais bien connu de récolte de fonds en espèces.

CORINNE LESNÈS.

Dans le vingtième arrondissement

Incendie criminel à Paris : six Africains morts par asphyxie

Quatre enfants et deux adultes — des immigrés d'origine africaine — ont été trouvés morts par asphyxie, pendant la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 novembre, par les pompiers à la suite d'un incendie d'origine criminelle, dans un immeuble d'habitation au 22, rue de Tournon (20^e). Une dizaine d'autres personnes ont été blessées, dont deux grièvement.

Les policiers de la brigade criminelle et des spécialistes du laboratoire central ont localisé deux foyers distincts, au rez-de-chaussée et sur le palier du premier étage, où ils ont découvert des chiffons carbonisés. D'autre part, de fortes odeurs d'essence étaient encore perceptibles plusieurs heures après le début du sinistre lorsque les sapeurs-pompiers ont maîtrisé les dernières flammes peu avant 5 heures. De toute évidence, l'escalier avait été aspergé d'essence.

Cet ancien hôtel de sept étages, construit entre les deux guerres, est transformé en immeuble d'habitation où étaient logés de nombreuses familles d'origine africaine, — semblait en bon état.

M. Michel Charzat, député socialiste du vingtième arrondissement et conseiller de Paris, souligne qu'il s'agit du troisième incendie en quelques mois (1) qui « ravage des hôtels meublés occupés par des immigrés ». Le député, qui n'exclut pas la possibilité d'un attentat raciste, estime également que cet immeuble, l'un des derniers vieux bâtiments situés dans une zone entièrement reconstruite, pourrait être l'enjeu d'une spéculation immobilière. L'incendie aurait ainsi pu être provoqué par les hommes des mains de spéculateurs immobiliers.

Mais, pour le moment, les enquêteurs ne disposent d'aucun élément permettant de soutenir l'une ou l'autre thèse. Ils rappellent que l'on pourrait aussi envisager l'acte d'un déséquilibré, d'un simple pyromane, entra autres. Les victimes devraient être identifiées dans les prochains heures par le concierge de l'immeuble.

(1) Le 6 juillet, cinq personnes d'origines turque et grecque ont été tuées dans un sinistre rue de Cléry (2^e). Le 3 septembre, sept personnes — deux couples d'origine indochinoise, chacun avec un enfant, et une femme — étaient mortes au cours de l'incendie d'un immeuble d'habitation rue Gambetta (20^e).

Condamnation aggravée en appel pour M. Jean Dutoit.

L'ancien Jean Dutoit a été condamné, jeudi 27 novembre, par la cour d'appel à 4 000 F d'amende pour avoir diffamé, dans un éditorial de France-Soir, l'ancien préfet de police de Lyon, M. Alain Jézéquel. M. Jacques Hérault, directeur de publication de France-Soir, a été condamné à la même peine.

M. Dutoit et Hérault ont en outre versé 20 000 F pour frais de procédure au lieu fonctionnaire, et le jugement devra être publié dans France-Soir, le Monde, le Figaro et plusieurs quotidiens de province.

REPÈRES

A Paris

Dix-sept personnes sont inculpées dans un trafic de fausses factures

Un très important réseau de fausses factures, qui a servi, entre autres, à « blanchir », avec la complicité du directeur d'une agence bancaire, des sommes d'argent de la pègre parisienne provenant du trafic de la drogue, vient d'être démantelé par la police. Trente-neuf personnes ont été interpellées dans cette affaire, portant sur un trafic de plus de 50 millions de francs. Dix-sept d'entre elles, dont le directeur d'une agence du Crédit lyonnais, un cadre de cette banque et trois dirigeants de sociétés, ont été inculpées par le juge d'instruction parisien, M. David Peyron, notamment de faux en écritures publiques, usage et recel de faux, et abus de biens sociaux.

C'est Michel Hardouin, un ancien complice de Jacques Mesrine — tué par des policiers en 1978, — qui tirait les ficelles dans ce trafic.

A la cour d'assises de Paris

M. Serge Ségura est acquitté

Le proche de M. Serge Ségura, secrétaire de l'ambassade de France à Luanda (Angola), accusé de coups mortels portés à Philippe Noël, chasseur à cette même ambassade, a été condamné, mercredi 26 novembre, par la cour d'assises de Paris, présidée par M. Jean Ferré, à deux ans de prison avec sursis. M. Ségura et de son défenseur, M. Georges Kieffer, qui avait plaidé la légitime défense ou, tout au moins, le doute sur l'origine de l'agression, ont été acquittés.

Selon M. Ségura, c'est Philippe Noël qui l'attaqua le premier. La victime, avant de mourir, avait dit, elle, que M. Ségura porta les premiers coups. C'est cette dernière version que retenait M. Paul Lombard, procureur, et M. Charles Michon, avocat général.

La mise en liberté du CRS Gilles Burgos

« L'instruction est suffisamment avancée »

« Notre ami Gilles Burgos, défenseur de ceux qui préfèrent les policiers aux truands, retournera dans son cantonnement et attendra le verdict des jurés populaires représentant la France profonde (...) La sérénité et la sagesse des magistrats de la chambre d'accusation l'ont encore une fois emporté sur la haine antipolicière. »

Ainsi donc, le mouvement Légitime défense est satisfait : après vingt-six nuits passées dans le quartier réservé aux policiers à Fleury-Mérogis, le CRS Gilles Burgos vient de retrouver une relative liberté (il est placé sous contrôle judiciaire dans une caserne de Vélizy avec interdiction de rencontrer les témoins de l'affaire qui lui vaut tous ces désagréments), grâce à l'arrêt rendu le 26 novembre par les trois magistrats de la quatrième section de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

Mauritien dans la nuit du 4 au 5 juillet dernier de Loïc Lefèvre, un ouvrier carrossier un peu éméché, à l'effluve de l'oubli, qui avait sans doute grillé un feu rouge et s'était ensuite soustrait à un contrôle en empruntant un sens interdit, le CRS Gilles Burgos avait à sa grande surprise été écroué, quatre mois après les faits, sur décision du juge d'instruction, M. Michel Legrand. Par deux fois le magistrat avait, en termes précis, refusé de remettre le policier en liberté. Obstruction imprévue, puisque le palais de justice les mauvaises langues continuent d'affirmer qu'on avait désigné ce juge, de préférence à tout autre, en raison de sa docilité supposée et non de son

expérience en matière de bavures policières.

Les, sans doute, d'avoir été longtemps mené en bateau par les enquêteurs, le juge Legrand avait, on se le rappelle, réservé quelques surprises à ses supérieurs. Mais l'erreur de tir a été rapidement corrigée grâce aux trois juges de la chambre d'accusation, M^{rs} Yvonne Lale, présidente, et ses deux conseillers, MM. Paul Andréani et Jean-Charles Saccout, qui ont répondu à M. Michel Legrand par un arrêt assez bref qui clignait : « Attendu, écrivait en effet ces magistrats, que l'instruction est suffisamment avancée, qu'aucun élément de l'information ne justifie le maintien en détention de l'inculpé qui présente toutes garanties de représentation (...) il convient de rendre la liberté au policier. »

Exceptionnelle bienveillance pour des magistrats dont la pratique habituelle consiste à confirmer presque systématiquement la maintien en détention recommandé par les juges d'instruction.

AGATHE LOGEART.

RECTIFICATIF. — Une erreur a rendu incohérente une partie de l'information publiée dans le Monde daté 23-24 novembre, concernant des nominations de magistrats à la Cour de cassation. C'est évidemment à cette juridiction et non à la cour d'appel de Riom qu'ont été nommés conseillers MM. Maurice Fontaine, procureur de la République, adjoint au tribunal de grande instance et non d'instance de Paris, et François Vigroux, président de chambre à la cour d'appel de Versailles.

Défense

Fin de l'âge d'or pour les armes françaises

(Suite de la première page.)

Fort documenté, le rapport de M. Bechter présente une litane des sociétés d'armement exportées dans le tourment. La fin du programme Sauri (six bateaux de guerre et vingt-quatre hélicoptères) conclu avec l'Arabie saoudite va obliger l'arsenal de Lorient à chercher ailleurs des activités nouvelles. Devant des cadences de production qui seront en baisse, la société nationale Aérospatiale a conçu un plan de départ de deux mille quatre cents personnes. Il manquera à Luchaire, un fabricant privé de munitions, 400 millions de francs de chiffre d'affaires, en 1986 et 1987, pour maintenir son outil de production. La société Panhard aura perdu en un an près du tiers de ses effectifs et revient à son niveau d'emploi des années 70. Euromissile, qui produit des missiles antichars et anti-aériens à grand succès, marquera le pas jusqu'en 1988.

Comment en est-on arrivé là ? Depuis des lustres, les industriels français ont été encouragés par les gouvernements, toutes tendances confondues, à exporter à tout bras dans l'intention de réduire, par l'effet dit de production en série, le coût des matériels construits pour le marché intérieur.

Aujourd'hui, les Français ont peut-être mangé leur pain blanc. Face à une concurrence sauvage, des autres fournisseurs dans le monde et compte tenu d'une clientèle étrangère qui se fait désormais tirer l'oreille faute de ressources financières, le potentiel de production français est en surcapacité.

Une redistribution des cartes

Tout se conjugue pour handicaper davantage encore les industriels. La baisse du dollar, une monnaie dans laquelle sont libellés la plupart des contrats d'armes, profite au rival américain et les marges des constructeurs français, lorsqu'ils l'emportent néanmoins, s'amenuisent, comme l'observe M. Henri Martre, le président de la société Aérospatiale. Simultanément, dit-on chez Dassault-Breguet, les marchés extérieurs se modifient : des clients sont en crise économique en raison de la baisse des cours de leurs matières premières ou de leur pétrole, et d'autres, à leur tour, choisissent de se lancer dans la compétition internationale en développant leur propre industrie.

La France s'est laissée enfermer dans des spécialités qu'elle n'est plus seule désormais à revendiquer, et dans des « terrains de chasse » où elle a cessé d'être privilégiée. « Les ventes à la seule

Arabie saoudite ont représenté, de 1982 à 1985, plus de la moitié du chiffre d'affaires réalisé par la GIAT à l'exportation », écrit M. Claude Engendard dans un rapport consacré à l'armement terrestre et adressé au ministre de la défense, M. André Girard, inquiet de cette « monoculture ».

Existe-t-il des panacées ? « Nous serions totalement stupides d'essayer de construire toutes nos armes nous-mêmes, explique M. Girard. Tous les pays devront tôt ou tard produire les armes qu'ils fabriquent le mieux, et, pour le reste, ils devront coopérer avec d'autres pays ou acheter le complément à l'étranger. La France doit importer un peu plus et exporter plus. »

A la prendre au mot, cette directive traduit une inflexion de la doctrine établie. Elle redistribue les cartes selon d'autres priorités et prend les industriels à contre-pied.

Importer un peu, puis beaucoup, c'est accepter de dépendre du bon vouloir d'autrui pour des fournitures essentielles à la sécurité nationale et c'est risquer, en spécialisant son industrie nationale, de perdre le savoir-faire dans des pans entiers de l'activité d'armement. C'est également, à terme, consentir des impasses de souveraineté nationale, au profit de concurrents.

Exporter toujours plus, c'est accroître les vulnérabilités économiques et les dépendances commerciales de sociétés qui, d'autre part, contribuent à la défense du pays. C'est aussi fragiliser, comme c'est aujourd'hui le cas, un secteur stratégique de la production nationale, sans espoir, cependant, de l'équilibrer.

Coopérer, c'est, comme le souligne M. Bechter dans son rapport parlementaire, devoir affronter la tendance naturelle d'un Etat ou d'un industriel à ne rien partager en temps de crise, quand s'affaiblissent les égoïsmes nationaux. C'est enfin s'en remettre à son partenaire, pour le meilleur et pour le pire, du soin de respecter les caractéristiques des matériels, leurs coûts et les délais, un juste retour des profits et des compensations.

On doit à la vérité de dire que l'industrie française de l'armement n'a guère le choix. Elle est contrainte de naviguer à vue entre ces trois voies à la fois, malgré les écueils de chacune. A l'instar d'autres activités économiques, le commerce international des armes est en pleine déregulation et les protections nationales sautent les uns après les autres face à un marché qui est entré dans une phase grave de surproduction.

JACQUES ISNARD.

A l'Assemblée nationale

Les questions de M. Roland Dumas

Les socialistes ne veulent plus se laisser accuser sans réagir dans l'affaire du Carrefour du développement. Ils ont décidé de passer aux assises de l'offensive. M. Roland Dumas (PS, Dordogne) l'a clairement montré, mercredi 26 novembre, à l'Assemblée. Il a pris le risque de poser une question au gouvernement sur ce sujet, a priori délicat pour ses alliés. La réaction de la majorité l'a bien montré. Elle n'a cessé d'interrompre l'ancien ministre des relations extérieures au cri de « Nucci, Nucci », pendant que l'ancien ministre de la coopération restait impassible à son banc.

Rires et exclamations ironiques n'ont pas empêché M. Dumas, évoquant la possession par M. Yves Chalié d'un « faux vrai » passeport au nom de Navarro, d'effleurer que les procédures particulières aux services spéciaux n'avaient pas été suivies en la matière. Aussi, ce proche du président de la Républi-

que a demandé : « A quel niveau du cabinet politique ou du des ministres concernés l'ordre a-t-il été donné d'utiliser l'un des passeports, en stock à la DST, à des fins autres que de service ? (...) Est-il exact qu'il a été remis, après le 9 juillet 1986, à un inculpé en fuite et sous le coup d'un mandat d'arrêt international ? (...) Un ministre en exercice a-t-il, oui ou non, fourni à M. Chalié, alias Navarro, les moyens de sa fuite et de sa évasion ? (...) Un membre du gouvernement a-t-il prodigué à celui-ci une assistance incoïte qui lui a permis de se soustraire à la police qui le recherchait et à la justice qui le réclamait ? »

Soutenu par des « flambour-sez » lancés par la majorité aux socialistes, M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, a répondu que ce dossier « concerne exclusivement l'opposition ».

THÉRIER BRÉHIER.

dente, M^{me} Michèle Bretin-Naquet, comme membre du comité de patronage parmi d'autres personnalités (le Monde du 14 mai 1986). Mais il ne s'est jamais mêlé, a-t-il dit, du fonctionnement de l'association.

A propos de l'achat du château d'Orléans, en Sologne, dont M. Chalié et M^{me} Marie-Danielle Bahissou, alors sous-préfet du Cher, se sont finalement retrouvés propriétaires, M. Penne a confirmé devant le juge qu'il avait entendu parler du projet lors de deux petits déjeuners à l'Elysée en mai 1985. Le premier réunissait M^{me} Bretin-Naquet, M. Chalié ainsi que M^{me} Gérard Jaquet (député européen, PS) et Pierre Rostini, qui dirige une revue destinée aux cadres, qui souhaitaient lancer un centre de formation pour des cadres africains. Lors de la deuxième entrevue, en présence cette fois de M^{me} Bahissou, M. Chalié a proposé d'utiliser à cet effet l'association qu'il venait de fonder, La Promotion française.

Mais c'est seulement en avril 1986 que M. Penne a été informé, a-t-il dit, des conditions de l'achat du château, le notaire qui avait enregistré les transactions, M^{me} Gérard Voitey, s'en étant inquérit auprès de lui. Une réunion d'explication a alors eu lieu à la fin du mois dans les bureaux de M. Penne, rue de l'Elysée, en présence du notaire, de M. Chalié et de son conseil, M^{me} Hilla, de M^{me} Bahissou, de M. Nucci et de l'adjoint de M. Penne, M. Jean-Christophe Mitterrand, qui aurait à cette occasion rencontré pour la première fois M. Chalié. Pressé de se justifier, l'ancien chef de cabinet de M. Nucci a alors affirmé disposer d'un avoir de plus de 5 millions de francs, mis à sa disposition par des hommes d'affaires libanais pour monter un centre de formation en France. M. Penne a indiqué au juge n'avoir rien compris à cette affaire à laquelle il était étranger.

Quelques jours plus tôt, M. Chalié était venu apporter à M. Penne les archives relatives au sommet. Ce dernier lui avait demandé de les remettre à un membre du cabinet du nouveau ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, conseiller avec

témoin et la déposition du principal accusé dans l'affaire, il est manifeste que le juge cherche à préciser les responsabilités des différents intervenants de la coopération. Quant aux frais du sommet de Bujumbura, faut-il le rappeler, ils ont été réglés par l'intermédiaire de l'association loi de 1901 Carrefour du développement au mépris des règles de la comptabilité publique, et cela donné lieu à un détournement de fonds évalué à 18 millions de francs.

L'audition de M. Penne, sénateur représentant les Français de l'étranger depuis fin septembre, consignée dans un procès-verbal d'une dizaine de pages, a duré plus de trois heures et demie. Les mesures de sécurité avaient été renforcées au palais de justice de Paris et, pour éviter toute intrusion avec d'éventuels chasseurs d'images, les tentes bleues de la Sainte-Chapelle munies de leur appareil photo ont été refoulées. A l'issue de l'entrevue, l'ancien conseiller présidentiel n'a fait qu'une brève déclaration : « Je suis très heureux d'avoir été entendu par le juge Michau. Tous les points évoqués dans la presse depuis quelques mois ont retenu notre attention. Le juge m'a demandé des précisions que j'ai apportées ».

S'il a fourni des réponses précises et évasives par des documents remis au juge sur certains points, comme la réception des ambassadeurs africains dans sa commune de Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), M. Penne a déclaré ne pas être concerné par le financement du sommet de Bujumbura. Cette question, a-t-il souligné, était du ressort du ministère de la coopération et non de la cellule africaine de l'Elysée, dont le rôle est exclusivement politique. Le sénateur a rappelé qu'en cinq ans il avait effectué quatre-vingt-dix missions en Afrique et en plus de deux cents audiences avec des chefs d'Etat.

M. Penne a indiqué n'avoir participé qu'à une seule réunion préparatoire au sommet à laquelle ait assisté M. Chalié. Si d'autres réunions ont eu lieu ensuite, sur des questions spécifiques comme le financement ou la

مكتبة الشارقة

مكتبة المثل

Culture

• Le Monde • Samedi 29 novembre 1986 13

MUSIQUE

« Alexandre Nevski », par Rostropovitch

Bataille sur le lac gelé

Alexandre Nevski restera sans doute l'un des sommets du cycle Prokofiev (organisé par le Centre Acanthes jusqu'au 21 décembre), comme il l'est dans l'œuvre du compositeur.

Le Chœur et l'Orchestre de Paris, empoignés par un Rostropovitch plus épique et transporté de ferveur patriotique que jamais, ont donné d'« Alexandre Nevski » une interprétation glorieuse, dure comme la pierre, frémissante comme l'âme russe, et nous ont fait vivre le film monumental d'Eisenstein par les seules images sonores (1) : admirable panorama nostalgique de la campagne russe sous le regard pesant du conquérant mongol, renaissance de l'espoir dans le chœur plein de force tranquille, saluant la victoire d'Alexandre Nevski sur les Suédois ; puis, sous la menace nouvelle des chevaliers teutoniques qui saccent le pays aux sons de leurs canons latins, la Russie tout entière se dressant en un chœur immense pour défendre son sol, et c'est la fantastique bataille sur le lac gelé.

Armé d'un chronomètre et d'un métronome, Prokofiev composait sa musique en la calculant, image par image, sur le déroulement du film, avec un génie visionnaire saisissant : les cris de guerre, les zébrures d'un soleil sinistre à travers la brume, les craquements de la glace, les trompettes qui annoncent la mort, l'ébranlement des chevaux échauffés par les cavaliers aux lourdes cuirasses, aux chevaux hachés et terrifiés, le choc des deux armées, le massacre des vaincus engloutis dans les marais, tout cela nous saute aux yeux et aux oreilles, jusqu'à cette conclusion prodigieuse où, dans le silence revenu, s'élève une mélodie éthérée.

Alexandre Nevski chanté, emblématique de la jeune fille qui célèbre le

sacrifice de « ses fiancés » : « De celui qui est mort pour la Russie, j'embrasserai les yeux fermés, et pour celui qui a survécu, je serai une épouse aimante et fière » ; un chant plus slave que nature, resplendissant dans la voix gonflée de sève d'une jeune valseuse néerlandaise, Jari Van Nee, une nouvelle très grande mezzo, avant la liasse populaire qui marque l'entrée d'Alexandre Nevski dans Pskov libérée.

Si l'œuvre nous paraît aujourd'hui, à juste titre, comme un symbole de la lutte du peuple russe contre les armées « teutoniques » d'Hitler, on n'oublie pas que le film d'Eisenstein date de 1938, donc trois années avant l'invasion. Mais il n'était pas question alors du pacte germano-soviétique, et la menace du nazisme comme la montée de la guerre en Europe n'étaient que trop perceptibles. Revenu cinq ans plus tôt en URSS, Prokofiev avait en la tâche de retrouver le ton prophétique d'un Moussorgski pour traduire l'âme de son pays.

En préface et en violent contraste avec ce chef-d'œuvre, Rostropovitch dirigeait la suite tirée de *Chout le bouffon*, un ballet écrit pour Diaghilev en 1921, dont la musique, gorgée de thèmes d'altérité populaire, raisonnée de couleurs et d'imagination, tour à tour magique et satirique, mais rarement émue et lassée par l'absence de développement et de construction d'ensemble. Pris isolément, chaque morceau est ravissant, on s'aventure dans son humour féroce, son tohu-bohu « cubiste », comme on disait alors. Mais quarante minutes à enfiler des perles pour offrir des pas aux danseurs, c'est un peu long. A l'inverse d'« Alexandre Nevski », *Chout* souffre de l'absence d'un contrepoint visuel.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le film d'Eisenstein est judicieusement programmé cette semaine au cinéma Saint-Lambert, 6, rue Péclet, Paris-15. Tél. : 45-32-91-64.

THÉÂTRE

« Derniers chagrins », d'après Franz Kafka

Pleins feux et lumière noire

Du théâtre et tout le théâtre : la scène, les lumières, la musique, le rideau, théâtre d'ombres, marionnettes, cabaret, music-hall, cirque...

Deux jeunes compagnies de la région normande se sont attaquées à un vieux mythe de l'art dramatique, le spectacle total, avec *Derniers chagrins*, d'après Franz Kafka, « variété théâtrale » selon ses concepteurs.

On pourrait s'effrayer de la référence, signalée sur le programme, à Karl Valentin, détesté clown municipal du début du siècle, qui décréta un beau jour le théâtre obligatoire. On pourrait s'interroger sur le travail, l'adaptation de récits et fragments narratifs de Kafka. Mais la délicatesse, l'humilité et la générosité de Roland Schmitt et Jean-Paul Viot, qui ont rassemblé ces écrits, en ont tiré un scénario, le texte de leur pièce et, qui plus est, l'interprètent en compagnie de Joël Drouin, pianiste de jazz, arrangeur et compositeur — cahment dès le début de la représentation les inquiétudes.

Lever de rideau : Kalmas, prestigieux manipulateur, à la trompette ; Sumlak, acrobate qui se joue de la pesanteur, à la clarinette ; M. Anton, compositeur de chansons des plus grandes stars, au piano-synthétiseur. Présentation des artistes et musiciens : chanteurs, marionnettes, domptage, ombres chinoises, magie, le jeu de la soirée. Grand final : tout est réglé au millimètre.

La nuit, derrière le rideau de fond peint de la scène, est venue. Les trois compagnies sont là, comme trois âmes au poêle, trois employés modèles qu'on aurait jetés à la rue. Les œuvres du spectacle ont, dans l'obscurité, perdu de leur or ; le piano est devenu l'orgue d'une messe plus que noire.

Le spectacle, mis en scène avec intelligence et tendresse par Rosemary Fournier, est terminé. *Derniers chagrins*, outre qu'il révélera à beaucoup le talent formidable de Jean-Paul Viot (Sumlak), émeuvant aux larmes, donnera à tous et à l'envie de plus de théâtre, et celle de replonger dans l'œuvre de Franz Kafka.

OLIVIER SCHMITT. « Derniers chagrins » est une production du Théâtre en ciel et de Locomotive théâtre. Prochaines représentations : les 28 et 29 novembre, à 20 h 30, au Théâtre d'Evreux. Tél. : 33-33-06-62.

● Mort du fataliste Pierre Rapp. — Le fataliste Pierre Rapp, spécialisé dans le befoillage comique, est mort à Fontenay-sous-Bois, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Attraction des cabarets et des premières parties de programme de music-hall, Pierre Rapp était aussi apparu dans une centaine de films, dont les 400 Coups, du François Truffaut.

● PRÉCISION. — Le titre de l'article d'Yvonne Rebeval sur les ors de Tarente, « La lune hellène », (Le Monde du 22 novembre), pourrait prêter à confusion dans la mesure où l'exposition ne porte que sur la période hellénistique de la ville, ultérieure à 330 avant Jésus-Christ.

NOTES

« Shoot again »

Il y a Billy, le beau gosse, Jane Tonic, la bombe sexuelle, Big Bull, le superman, Mouche la douce, et le détective Consin, inévitable inspecteur raté à l'imperméable mou façon Columbo. Ces héros des flippers descendent de leurs frontons et règlent leurs comptes : une sombre histoire de gangs rivaux, d'annuaire et de voyous, qui s'achève quand chaque personnage a épuisé son boulot. L'idée est séduisante, amusante, et à la Pénière Opéra, on se sait, on aime pas la tristesse, surtout quand il s'agit de donner à entendre la musique d'aujourd'hui.

Mais demander à quatre compositeurs (Jean-Charles Fraçois, Thomas Gubitsch, David Jisse et Mielbe Musseau) de concocter ensemble un opéra, est-ce une bonne idée ? On en doute : Mireille Laroche, le chef de bord de la Pénière Opéra, nous a habitués à des spectacles d'une autre tenue. Si *Shoot again*, fond et forme, s'inspire évidemment de l'esthétique du collage et de la bande dessinée, l'ensemble fait bricolé. Le livret, de plus, est diablement compliqué, malgré les deux pages explicatives remises au spectateur à l'entrée. La musique, c'est la règle du jeu, est de bric et de broc : un vrai melting-pot entre une rigueur tonale décadophonique et la séduction crooner.

Certaines séquences sont plaisantes, mais l'ensemble manque trop de cohésion pour que l'émotion, ou le plaisir, s'installe. D'autant que ces musiques sont servies par une distribution inégale : La Velle (Jane Tonic), toute à son rôle, en oublie de chanter. La soprano Sylvie Sivann, en revanche, est une délicieuse petite Monche : Thomas Gubitsch lui a composé des arias quasi monastiques. Avec Billy (le baritone Hervé Hennesquin), elle forme un couple charmant. Leur professionnalisme et celui des musiciens placés sous la direction de Dominique My ne parviennent pas toutefois à effacer l'aspect certes sympathique mais trop potache de cet « opéra flippeur ».

ODILE QUIROT. La Pénière Opéra.

Les « Aventures du baron de Fœneeste »

Les *Aventures du baron de Fœneeste*, c'est un grand texte littéraire à peu près inconnu. Agrippa d'Aubigné, ce grand-père bugonot de M^{me} de Maitenon, se plaît à imaginer, en 1617, une rencontre entre un matamore catholique et un ironique seigneur protestant qui lui offre l'hospitalité. La France est encore secouée de querelles luthériennes, mais jamais la langue française n'a été si drue, si charnue, si sensuelle que dans cet étourdissant dialogue baroque.

La théâtralité y est évidente dans l'affrontement de deux rhétoriques.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS
MARIONNETTES DE SALZBOURG 40 REPRÉSENTATIONS
Les Contes d'Hoffmann
Don Giovanni
La Flûte enchantée
Casse-Noisette
LOCATION OUVERTE

de deux stratégies de la séduction et de l'agression. Le baron de Fœneeste et le baron Enay sont bien plus drôles que M^{me}. Descartes et Pascal le jeune. Le mérite du Théâtre du Campagnol est d'avoir rendu la vie à ce très beau texte. La mise en scène de Jean-Paul Andrain s'applique surtout à rendre l'atmosphère de l'époque : beaux vêtements, table garnie, musiciens jouant des airs du temps. Elle manque un peu de souffler : il aurait fallu ici un duel de grands comédiens et une certaine démesure. Mais il ne faut pas manquer un tel plaisir de texte.

BERNARD RAFFALLI. Théâtre Victor-Hugo, 14, avenue Victor-Hugo, Bagnoux : 28, 29 novembre à 20 h 30 ; 30 novembre à 15 heures. Tél. 46-63-10-54.

Housemartins au Rex-Club

On a refusé du monde, le jeudi 27 novembre, à l'entrée du concert des Housemartins au Rex-Club. En choisissant volontairement, pour leur première visite en France, de jouer dans une petite salle (trop petite pour eux), ils ont fait un tabac. A peine un an d'existence, le temps d'une poignée de 45 tours et d'un premier album sorti depuis peu, et les Housemartins sont en passe de devenir la nouvelle coqueluche britannique. Et pour une fois en pareil cas, la rapidité de l'engouement ne doit rien au phénomène de mode. Le cheveu bien peigné, jeunes et propres sur eux, ils sont quatre provinciaux (de Hull) et fiers de l'être, comme l'indique le titre ironique du 33 tours en forme de rétro de match de foot (London 0 - Hull 4).

D'un côté, il y a la musique, fraîche et pétillante, entre pop et rhythm'n blues : des mélodies simples et enlantes, remassées, sur temps saccadés et formats supérieurs. En trois minutes tout est dit. De l'autre côté : l'engagement politique et les textes militants. Les Housemartins appartiennent au mouvement Red Wedge des groupes de rock (à gauche) contre Margaret Thatcher. Ils ont pas, comme on dit, la langue dans leur poche et ne manquent pas d'humour dans la formulation de leurs slogans. Sur la pochette antérieure de l'album, ils ont signé leur maxime : « N'essayez pas de fermer la porte d'une soirée pleine de banquets. Fiches-le feu à la baraque ! », et affiché leur devise : « Adoptez Jésus, Marx et l'Espoir ».

Habituellement ce genre de discours ne va pas avec ce genre de musique. Les Housemartins ont déjà au moins le mérite d'innover en la matière et, au train où vont les choses, il y a de la carmagnole dans l'air des hit-parades.

ALAIN WAIS. Disque chez Phonogram.

« Jazz et polar » à Bourg-la-Reine

Jazz et romans ou films noirs sont des complices de vieille date. Aux Etats-Unis, ils sont nés ensemble, dans les années folles de la prohibition et des speakasies clandestines. Ils n'ont, depuis, cessé de se côtoyer. Question de rythme, de tension, de swing pour tout dire. La nuit et la ville leur appartiennent qu'un solo de sax peut soudain déchirer... comme un coup de feu.

Bourg-la-Reine n'a décidé de célébrer leurs noces par un festival « Jazz et polar ». Trois jours — les 28, 29 et 30 novembre — de concerts, de films, d'expositions et de rencontres. On y croquera Léo Malet, Robin Cook, Didier Daeninckx ou Thierry Jonquet, tous auteurs de « polars » confirmés, on y entendra les quartettes de Claude Barthélemy, Michel Edelin ou Barney Wilen, on y (re)verra *Ascenseur pour l'échafaud*, de Louis Malle — musique de Miles Davis — ou *Des femmes disparaissent*, d'Edouard Molinaro — musique d'Art Blakey et ses Jazz Messengers.

* Centre d'animation, d'expression et de loisirs (CAEL) de Bourg-la-Reine (tél. : 46-63-76-96).

ESCHYLE
PROMETHEUS
Comme toujours, avec Mehmet Ulusoy, c'est plastiquement très réussi. Chaque geste devient incantatoire, chaque parole est comme un appel. Nous sommes au cœur de la magie. LE FIGARO
En face du Prométhée d'Eschyle et du ricanement sacré de l'homme voleur de feu, le metteur en scène turc retrouve ses moyens, son inspiration tourmentée. Eschyle, c'est sa famille. LE MATIN DE PARIS
ATHENES COMPLET
EN TOURNÉE
A PARTIR DU 10 DECEMBRE

PARIS
en décembre
vive la danse,
vive la France
18 h 30 et 21 h
PHILIPPE DECOUFLÉ
MATHILDE MONNIER
JEAN-FRANÇOIS DUROURE
KARINE SAPORTA
JOELLE BOUVIER
REGIS OBADIA
JEAN-CLAUDE GALLOTTA
JEAN-CHRISTOPHE MAILLOT
MAGUY MARIN
LOG. 2 PLACE DU CHATELET
42742277

CARRE SILVIA MONFORT
JEAN-PIERRE KALFON, capitaine fracassant. Le Monde
SILVIA MONFORT, grandiose comédienne. Libération
LA TOUR DE NESLE
d'Alexandre Dumas
Mise en scène de Claude Santelli

MERCREDI 3 DECEMBRE
MICHEL PICCOLI
SABINE AZEMA SANDRINE BONNAIRE
LA PURITAINE
JACQUES DOILLON

CRETEL
Maison des Arts
Du 7 NOVEMBRE AU 14 DECEMBRE
HOSANNA
de Michel TREMBLAY
Mise en scène
Laurence FEVRIER
avec
Michel OUMET
Charles MAYER
DU 12 NOVEMBRE AU 14 DECEMBRE
LE MEDECIN MALGRE LUI
de Molière
Mise en scène Benno Besson
48.99.94.50
Métro Créteil Préfecture

Boston à partir de 4110 F. Harvard à la portée de tout le monde.
5 vols par semaine de Paris CDG 1. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.
TWA ouvre la voie vers les USA.
TWA

20 — Portrait : George Steiner. 24 — Essais : Kant dans « la Pléiade »

Le Monde DES LIVRES

UN AUTOMNE ITALIEN

La France est un peu italienne, cet automne, puisqu'on publie une belle escouade d'écrivains transalpins, de Giambattista Basile (1575-1632) à Mario Luzi et Fausta Cialente, en passant par Italo Calvino et Giuseppe-Antonio Borgese. L'heure italienne réunit toutes les séductions.



Mario Luzi : l'esprit de subtilité.

Mario Luzi, le détective des journées ordinaires

DANS une époque qui s'affirme si souvent comme la championne des vanités, il est reposant de lire Mario Luzi, car cet homme nous entoure de silence quand nous sommes en sa compagnie. Cet écrivain toscan, né en 1914, ignore les effets tapageurs, l'enflure et la présomption, maladies fort contagieuses parmi les tribus littéraires. Déjà connu en France pour sa poésie (1), Luzi vient de publier, aux Editions Verdier, un recueil de proses qui est une merveille de discrétion.

Trames se range parmi ces livres modestes, ne payant pas de mine, mais qui à l'insu du lecteur vont s'inscrire durablement dans sa mémoire et lui donner beaucoup à méditer. Ainsi l'on s'interroge longuement sur ce rêve que fit Luzi, et qu'il relate : il se retrouvait dans la maison familiale, en train de dîner avec sa mère, son père et sa sœur. C'était l'image d'une tranquillité, d'un bonheur sans défaut. Pourquoi fallait-il que le personnage principal, l'artisan de ces retrouvailles, se mit à pleurer ? Parce que tout cela n'était qu'un rêve qu'il désavouait en s'y réfugiant ? Parce que les bonheurs trop grands s'accompagnent du sentiment, non moins vif, de leur précarité ?

Luzi ne conclut pas. Il ne conclura pas davantage le bref croquis d'une jeune femme, « la fille d'un peintre reconnu, mort depuis de nombreuses années ». La voyant déambuler avec « cette prudence laborieuse » qu'il a remarquée « chez les pauvres prostituées », Luzi s'étonne qu'elle révèle de manière si évidente le poids et le désenchantement de la vie. L'un des personnages de cette lignée reçut les faveurs de la fortune, mais elle, la fille du peintre, est vouée de nouveau à « l'aveugle et obscur tourment ».

Dans un autre texte, Luzi évoque les étés de l'enfance. La solitude de la campagne, ses « hauts silences écrasants », ou le « bourdonnement infini », le « lointain bruissement » que l'on y perçoit,

tout cela « suscite dans le cœur un égarement pareil à une blessure ». L'enfant devine que « quelque chose d'énorme, d'impérieux », s'accomplit qui « opprime et charme » l'existence. L'adulte particulièrement ressent le mariage des verbes opprimer et charmer. C'est tout dire en deux mots...

Le pathétique et la magie

Voilà donc la manière de Luzi. C'est un détective des journées ordinaires, il sait déceler le pathétique et la magie sous « la vie humble et familière ». Il fait voir le tremblement des choses sous leur apparente banalité. Lorsqu'il considère le corps réputé lui appartenir, il y surprend quelquefois une matière « travaillée par les siècles comme un quelconque fragment de la planète, mais plus mystérieusement encore ». Dans tout ce qu'il écrit, Mario Luzi témoigne des vertus et des séductions de l'esprit de subtilité. Il parle merveilleusement de l'Italie, de Florence, de la Toscane, cela va de soi. Avec lui, on se promène à Volterra — où Stendhal vit se finir son amour avec Mathilde, — à Sienne — où « naissent fatalement d'étranges passions et de grandes manies », — et dans ces « maisons du bord de mer » que les adolescents retrouvaient aux vacances d'été : longtemps inhabitées, elles provoquaient « un effroi passager mêlé de nostalgies et de présages également indistincts ».

Luzi nous entraîne encore à Spolète ou à Foligno. Et l'on éprouve, en le lisant, une très forte envie d'Italie.

FRANÇOIS BOTT.

* TRAMES, de Mario Luzi, traduit par Philippe Renard et Bernard Simeone, Editions Verdier, 126 p., 69 F.

(1) Notamment *Incessante origine*, Flammarion (voir « le Monde des livres » du 13 décembre 1985).

• Mario Luzi et Giorgio Caproni seront à Toulouse, pour des lectures et des débats, le samedi 29 novembre (Librairie Ombres blanches, 60, rue Gambetta, à partir de 15 h 30).

Fausta Cialente, la mémoire et l'oubli

FAUSTA Cialente est une vieille dame charmante, toute petite et frêle, née au siècle dernier, en 1898. Elle passe désormais plus de la moitié de l'année dans une fort belle demeure victorienne — où tout semble trop grand pour elle, — à une heure de Londres, non loin de Reading. « Le reste du temps est italien, dit-elle, dans la modeste maison de campagne que nous avons fait construire à Varèse. » Il y a tout juste dix ans, après la sortie du livre autobiographique qui paraît en France aujourd'hui, les *Quatre Filles Wieselberger*, elle en a « eu assez de vivre seule dans l'appartement de Rome » et a rejoint sa fille et son gendre dans leur maison magnifique, achetée au terme d'une existence itinérante de diplomates.

Fausta Cialente est une vieille dame paisible qui parle un français remarquable, exempt de tous les « parasites » de circonstance, locutions nées de modes éphémères, une langue aux phrases construites, au vocabulaire précis

et varié. Elle le manie avec attention, comme on retrouve un bel objet qui n'est plus d'un usage courant.

Fausta Cialente est aussi une vieille dame pudique, un peu triste, et qui demanderait presque pardon d'avoir à reconnaître : « De cette longue vie, de tous ces livres, j'ai tant oublié. » Comme si « avoir oublié dans [sa] mémoire, sans notes » pour entreprendre, voilà quelque douze ans, des « souvenirs familiaux », « pénibles, difficiles, douloureux » — avait cassé quelque chose. « Après, je n'ai plus écrit. Peut-être, quand on a raconté sa famille et sa vie, ne reste-t-il plus rien à dire. » Mais elle s'est arrêtée au milieu des années 50. « Je n'avais pas envie de faire un autre volume, j'ai toujours écrit par désir, pour répondre à un besoin intime, et par plaisir, sauf pour cet ultime ouvrage, déchirant. »

« J'ai commencé mes premiers textes vers dix-sept, dix-huit ans,

précise-t-elle, avec la résolution de devenir écrivain, d'être le seul écrivain dans cette famille de musiciens (1). » Fausta Cialente ne cache pas sa joie d'être de nouveau traduite en français (jusqu'alors seul le *Rigoler* de Cleopatra avait paru, chez Julliard, en 1963), « cette langue que je lis depuis l'âge de douze ans, dont j'ai dévoré, dans le texte original, toute la littérature. Néanmoins, je suis beaucoup moins cultivée que ma mère, qui, elle, lisait aussi l'allemand. »

Justesse de ton

Il faut espérer que l'on offre aux lecteurs francophones beaucoup d'autres traductions, notamment le très beau recueil de nouvelles *Interno con figure*, que, si l'on en croit le marque-page, Fausta Cialente relit pour se remémorer, pour lutter contre un oubli pénible. Pourtant, il y avait sans doute en elle un profond souhait d'oubli. On peut imaginer

que, au soir d'une vie trop longue pour n'être pas jonchée de morts, d'un destin qui, de Trieste à l'Égypte, de l'irréductible au fascisme, traverse deux guerres mondiales, Fausta Cialente ait voulu « oublier en paix ».

Alors, pour nous comme pour elle, restent ses livres, son style sobre et émouvant, sa justesse de ton pour évoquer la fascinante histoire de la bourgeoisie triestine intellectuelle de la fin du dix-neuvième siècle et de sa descendance. La « biographie familiale » de Fausta Cialente est à découvrir « tous prix littéraires cessants ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Fausta Cialente a publié : *Marianna* (conte, 1929) ; *Natalia* (1930) ; *Corilla a Ciampara* (1936) ; *Pamela* (nouvelle, 1936) ; *Ballata levantina* (1962) ; *Inverno freddissimo* (1966, adapté à la télévision italienne) ; *Il vento sulla sabbia* (1972) ; *Interno con figure* (recueil de nouvelles, 1976).

Lire en pages 22 et 23

l'article de Danièle Solenne sur l'ouvrage de Fausta Cialente et la suite de notre dossier sur les écrivains italiens.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Les Extravagants, un inédit de Paul Morand La fleur de la vie

PAUL MORAND est mort en pleine jeunesse, parce qu'il ne courait pas après elle ; c'était elle qui galopait derrière lui. Les grosses cylindrées, les jambes arquées par le cheval, les sourires de jeune bonze, n'étaient que les signes extérieurs d'une impatience qui ne devait rien à l'angoisse du temps restant à vivre, mais venait droit de l'adolescence où, sans souci de l'avenir et de l'après, il s'était juré de réussir chaque instant pour lui-même, de ne prendre de l'existence que l'exquis, la fleur.

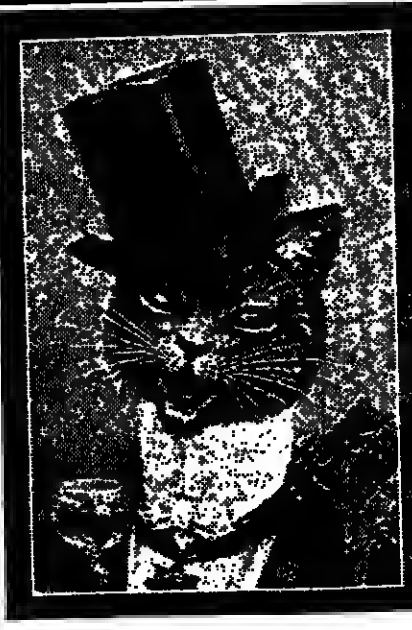
Il n'est donc pas surprenant que Morand soit tout entier dans le premier écrit que voici, composé à vingt-deux ans. D'habitude, les pages de jeunesse qu'on exhume doivent être lues avec le regard indulgent de l'attachement ou de l'érudition. Tel n'est pas le cas des *Extravagants*, vrai livre accompli, qu'on peut aborder sans connaître les autres œuvres ni risquer de les regretter.

Le manuscrit a été retrouvé en 1978 chez un

libraire de Los Angeles, et acquis par l'université Yale. Bizarroirie de ces découvertes ! Morand disait avoir détruit son brouillon, et il n'était pas homme à tergiverser ni à égarer son monde sur ces choses. Pourquoi voulait-il qu'on ignore un texte auquel il avait pourtant apporté tous ses soins, durant son service militaire à la préfecture de Caen ? Parce qu'il n'en était pas satisfait, à coup sûr — il en parlait comme d'un « sous-Barabooth » ; mais aussi parce qu'il s'en est servi par la suite. Il n'est pas rare qu'un premier livre, publié ou non, tienne lieu de matrice, de mine, pour les suivants. Ici, c'est flagrant. Personnage, décors, thèmes : toute l'œuvre à venir se met en place.

NOUS sommes à Paris et, très vite, à Londres et à Venise, dans la haute société cosmopolite. Des rescapés du « wildisme » vont de fête en fête, à l'effrit de ce qui est beau et peut enjoliver leur vie oisive.

(Suite page 20.)



Françoise Lepeuve
Annie de Monty

**LA VIE IMAGINAIRE
D'UN CHAT**
NOMMÉ
ARTHUR THIELE

Aubier

Les œuvres
pleines
de fantaisie
et la vie
d'Arthur Thiele,
passé maître
dans l'art de la
représentation
des chats et
interprète de
leurs vies.

A LA VITRINE

« Une mine d'informations et d'anecdotes sur le système nerveux des sociétés modernes »

Joël de ROSNAY

1986, 256 p., 129 F.

MASSON

120, bd St-Germain
75006 Paris

V.I.O.

1.300 raisons de faire plaisir

Avec les 1.300 beaux livres de peinture, sculpture, architecture, livres de collection, automobiles, tapis, porcelaine, faïence, histoire, religion, voyages...

Demandez le catalogue V.I.O. chez votre libraire.
V.I.O. : 25, rue Cassini 75015 Paris
Tél. : 45.77.08.05.

VIOL

Le monde du livre

POÉSIE

Les pierres blessées de Prague

Les cimetières fascinent les photographes. Didier Sorbès s'est penché dans le plus ancien cimetière juif d'Europe, celui de Prague, qui, aujourd'hui, ressemble à une forêt pétrifiée.

Les pierres blessées, enchevêtrées les unes sur les autres, n'appellent pas de commentaire. Elles interpellent le regard et le renvoient à un passé indéfini, car ces tombes abandonnées n'ont plus d'âge et défient les siècles.

Un fort beau poème de Patrick Guyon (1) accompagne ces photos. Le poète se veut l'écho de « la voix de cet enfant priant de devenir bourgeois pour qu'enfin il ne souffre plus ». Son chant, s'il évoque les massacres passés, n'est jamais larmoyant. « Et l'on attend qu'un cri brise la terre, et délace les racines endormies. Ce n'est point même un cri : au ventre des femmes une force inemployée », dit encore ce poète porteur de mémoire.

P. Dra.

★ **LES NOMS DE PRAGUE**, de Patrick Guyon, photos de Didier Sorbès. Éditions Érudition (12, rue Professeur-Peyrot, 24000 Périgueux), 80 p., 90 F.

(1) Patrick Guyon a obtenu le prix Jean Mabius 1983 pour ce texte déjà paru dans la revue *Sud*.

Traki

traduit par Guillevic

Les poèmes de Georg Traki brillent d'un éclat particulier et, semble-t-il, absolument propre. La lumière qu'ils diffusent n'a de source qu'en eux-mêmes. Pour être éclairé par cette poésie, il faut

entrer en elle et laisser au dehors les questions, les interprétations... tout ce qui pourrait assombrir sa simple évidence. A ce prix — plus élevé qu'il n'y paraît — on approche d'un site où la désolation et l'opacité tristes s'élevaient comme un chant d'une beauté jamais encore entendue.

Plusieurs traductions de l'œuvre de Traki ont été tentées en France ; elles sont autant de lectures qui, en pénétrant la cosse de la langue première, tentent d'approcher le mystérieux noyau du sens. Outre les *Œuvres complètes* publiées par Jean-Claude Schneider et Marc Petit chez Gallimard en 1972, *Vingt-Quatre Poèmes* ont paru à la Délirante en 1978, dans une très belle version de Gustave Rod.

D'une fréquentation de plus de cinquante ans avec l'œuvre du poète autrichien, Guillevic a rapporté la traduction d'abord de quinze (1981), puis aujourd'hui de vingt poèmes. Qu'on ne s'empresse pas de juger cela mince. Ces vingt poèmes, choisis par Guillevic parmi les meilleurs ont assez de force et de beauté pour donner toute sa mesure à Traki, poète majeur dans le paysage poétique de notre siècle.

P. Ké.

★ **POÈMES**, de Georg Traki, traduits de l'allemand et présentés par Guillevic, Obélisque, 59 p., 45 F.

SIGNES

Calligraphie arabe

« Mon art est une forme de prière », dit Jamil Hamoudi, considéré en Irak comme le précurseur de la calligraphie arabe moderne. Sculpteur — on lui doit en 1943 la première figuration du philosophe Al Maari (XI^e siècle), — puis peintre — il découvre l'impressionnisme à Paris et fréquente Picasso, Matisse et Pissarro, — Jamil Hamoudi trouve sa maturité dans la calligraphie

comme expression plastique du sacré. Il se veut trait d'union entre l'Occident, lieu de rencontre et d'échange, et l'Orient multiple dont il célèbre la lumière, les couleurs et les rythmes à travers l'écriture des signes arabes.

Jamil Hamoudi, qui fut accueilli et apprécié par Louis Massignon et Jacques Berque et que nous présente aujourd'hui Paul Balta dans un ouvrage superbe, a fait école. Il a su introduire la lettre arabe dans un espace de création autonome. Il a eu de l'influence sur certains peintres comme ses compatriotes Chaker Hassan et Dha Al Azzouzi, le Tunisien Nja Mahdoui ou l'Égyptien Ahmed Abdallah. Il a inspiré un artiste calligraphe, l'Irakien Hassan Massoudy, qui vit et travaille en France.

Considéré par Michel Tournier comme le plus grand calligraphe vivant, Hassan Massoudy est un artisan au service d'une véritable sagesse, une mystique. La beauté des lettres tracées surgit de la gratuité des formes et non d'une quelconque symbolique. Massoudy calligraphie des proverbes, des vers de poésie, des stances des *Mille et Une Nuits*. L'important est dans la geste, souvent simple et dépouillée. De ce geste naît un mouvement qui nous rappelle une envolée d'étoiles ou la grâce d'une prière murmurée dans la solitude et le recueillement.

T. B. J.

★ **JAMIL HAMOUDI, PRÉCURSEUR**, de Paul Balta, éd. de l'ADÉIAO, 116 pages, 160 F., distribué par Sindbad.

★ **HASSAN MASSOUDY, CALLIGRAPHE**, préface de Michel Tournier, éd. Flammarion, 128 pages, 95 F.

Zigotom-pouce

« Un zigotom-pouce trébalaît dans les rues. Alors qu'il rentrerait, il assista à une zizzia. » Il existe des mots qui ne figurent pas dans les dictionnaires usuels. Compréh-

dre leur signification nécessite ou bien une gymnastique de l'esprit, ou bien de posséder dans sa bibliothèque que le *Dictionnaire* de Robert Galisson et Louis Porcher.

Ce « dictionnaire pour distraire » — en traduction littérale — est un essai sur les mots... Ainsi « un petit maïn » devient « zigotom-pouce », « traîner son entrail » = « trimbaler », et une « discordie dans le méro », c'est une « zizzia ».

Ce type d'exercice n'est pas nouveau. On se souvient, par exemple, du *Petit dictionnaire illustré* d'Alain Finkielkraut (« Point-virgule », Seuil, 1981). Toutefois, et si l'on peut dire, « par définition », les recherches sur la sémantique et la richesse d'une langue sont infinies. Les jeux de Galisson et de Porcher en sont un nouvel exemple... à suivre.

S. T.
★ **LE DISTRACTIONNAIRE** de Robert Galisson et Louis Porcher, Côté International, 79, avenue Daufert-Rochereau, 75014 Paris, 143 p., 49,50 F.

ESSAIS

Un scandale pour la raison

« On oublie si facilement que Freud fut contemporain de la première guerre mondiale, de la Révolution bolchévique et de la montée du nazisme », rappelle opportunément René Major dans un bref et percutant essai : *De l'élection*. Freud indifférent à la politique ? Ce serait ne rien entendre à la psychanalyse et à son histoire. Ce serait oublier que nous sommes redevables à la pensée freudienne d'une archéologie du politique. Sur la structure religieuse des mouvements politiques aussi bien que sur la genèse de l'antisémitisme, René Major prolonge, affine, actualise les célèbres analyses contenues dans *Totem et Tabou*, *L'Homme Moïse* et le Président *Thomas Woodrow Wilson*.

BANDES DESSINÉES

Aspects de la BD-spectacle

Il y a plus d'un demi-siècle, les grands auteurs de bandes dessinées connaissent déjà la recette de la séduction. Au poids des mots, ils savent ajouter le choc de dessins terriblement vivants ou suprêmement graphiques. Par leur seule magie, ces images retiennent la lecture et lui faisaient écarquiller les yeux, ponctuant le récit de leur éclat intermittent.

En ce domaine, l'Américain Milton Caniff demeure un maître inégalable, comme la rappelle magnifiquement le recueil *Images de Chine* composé par Thierry Smolderen. Prélèves dans les meilleures années de la célèbre série d'aventures *Terry et les pirates*, ces images exemplaires bénéficient ici d'un format et d'une qualité d'impression que la presse quotidienne ne leur consentait jamais. Ce traitement de faveur met en relief tout l'éventail des « effets spéciaux » que Caniff tirait de son seul pinceau : décadrages subtils, éclairages dramatiques, perspectives mudécieuses, mais aussi scènes apparemment paisibles que traverse pourtant une intense émotion. *Images de Chine* n'est pas seulement un très bel ouvrage, c'est un instrument pédagogique qui nous affrète le regard. (MILTON CANIFF : *IMAGES DE CHINE*, de Thierry Smolderen, éd. Glou/Schlirf, 94 p., 140 F.)

En Europe comme aux États-Unis, nombreux sont les dessinateurs qui ont tout appris chez Caniff. Parmi ces disciples, l'un des plus éminents se nomme Hugo Pratt — qui e lui-même fait école. Il nous adresse depuis Venise un gros « roman » pour meubler nos soirées d'hiver. Curieux mais attachant album que cette *Maison dorée de Samarkand*, dont le ressassement et l'ironie sont les principales figures. Corto Maltese y suit deux pistes à la fois : celle de Raspoutine, bandit anarchiste qui ne connaît qu'une seule loi : l'amitié, et celle de Chekvet, un révolutionnaire professionnel dont la ressemblance avec le Maltais est confondante. Récit picaresque, touffu, souvent amusant, où le noir et le blanc s'unissent pour parer au plus pressé, mais n'en continuent pas moins d'engendrer, comme naturellement, des vignettes d'une folle élégance. (LA MAISON DORÉE DE SAMARKAND, de Hugo Pratt, éd. Casterman, 143 p., 75 F.)

Si Pratt réduit l'art de Caniff à sa quintessence, l'Espagnol Jordi Bernet le tira, lui, du côté de l'expressionnisme. Après quinze ans d'une carrière discrète, son *Torpedo* a fait de lui une star de la BD internationale et l'ultime référence de nombreux aspirants. Il est vrai que les « exploits » du tueur à gages Luca Torelli, qu'écrivent pour lui l'excellent scénariste Abul, constituent une lecture des plus jubilatoires. Merveilleux de nervosité et de causticité, d'une violence extrême mais toujours rachetée par l'humour, ces brefs coups de sonde dans l'Amérique de la prohibition sont illustrés avec un rare brio. Cinquième volume de la série, *En voiture Simone* atteste une fois encore que chez Bernet, l'efficacité s'accompagne d'une virtuosité en quête de performances graphiques. L'image-coup-de-poing frappe tout ensemble à l'œil et à l'estomac. (EN VOITURE SIMONE, de Bernet et Abul, éd. Albin Michel, 48 p., 49 F.)

Autre « grand imagier », Hermann affine de plus en plus son découpage et utilise la couleur (absente chez Caniff et Pratt, inutile chez Bernet) comme une dimension essentielle de son art. Dessinateur prolifique, il mène deux séries de front et vient de les doter chacune d'un nouvel album. *Gormain* est le tome 3 des *Tours de Bois-Maury*, une fresque moyenâgeuse au propos ambitieux, qui brasse une multitude de personnages et qui réussit à être crédible sans jamais s'encombrer de références historiques. Douzième aventure de Jérémie, *Julius et Romea* nous introduit au cœur d'un flot protégé où une poignée de nantis s'efforce à préserver certains privilèges qui avaient

Illustration de Jordi Bernet pour *En voiture Simone*.

cours avant l'holocauste nucléaire. Comme souvent dans cette série, le scénario, qui fait d'une improbable romance l'aboutissement de sa critique sociale, ne convainc pas vraiment. Mais Hermann est plus libre ici que dans *Bois-Maury*, et son tempérament baroque peut donner toute la démesure de sa puissance. La séquence finale où Jérémie affronte un taureau gigantesque appartient à son meilleur registre : celui de la chorégraphie musclée. (GERMAIN, de Hermann, éd. Glénat, 46 p., 39,50 F.; JULIUS ET ROMEA, de Hermann, éd. Novedi, 48 p., 39 F.)

Si *Mister X* se rattache au courant de la BD-spectacle, ce n'est pas tant le fait de Jaime Hernandez, dessinateur précis, habile mais un peu froid, que d'un scénario (collectif, sur une idée de Dean Motter) extrêmement original, appelant des images jamais vues. Urbaniste en disgrâce, *Mister X* a érigé la ville de ses rêves. Mais les escrocs et les gangsters ont fait de Radiant City leur repaire, et le génial architecte se sent maintenant investi d'une mission de justicier. Sous l'emprise d'une drogue qui lui prive de sommeil, et nuni du plan des passages secrets dont la ville est truffée, il oppose sa frêle silhouette noire à une pègre décidée à éliminer ce trouble-fête par tous les moyens. Un essaim de jolies filles s'emploie à compliquer la déroulement de cette lutte inégale, passionnante et drôle de bout en bout. (MISTER X, de Dean Motter et les frères Hernandez, éd. Aedens, 96 p., 92 F.)

Pour les fêtes, enfin, c'est un somptueux livre d'images que nous offrent les Éditions Robert Laffont et Magic Strip sous le titre *Objectif Pub*. Composée par Alain Lacharte, cette anthologie des meilleurs dessins publicitaires créés par des auteurs de bande dessinée est née du désir de « rendre éternelles des images jusqu'à présent vouées à l'éphémère ». Monstres sacrés de la « ligne claire » française, Yves Chaland, Jean-Claude Floch et Tad Benoit sont particulièrement bien représentés dans cet ouvrage, qui n'ignore pas les anciennes « réclames » signées Benjamin Rabier ou Alain Saint-Ogan, ni les illustrateurs qui, tels Pierre Clément ou Cathy Millet, s'inspirent des codes de la bande dessinée sans avoir jamais pratiqué le genre. *Objectif Pub* vient à son heure et remplit parfaitement son contrat. (OBJECTIF PUB, d'Alain Lacharte, Ed. Robert Laffont, 242 p., 450 F.)

THIERRY GROENSTEIN.

Les meilleures ventes du Livre de Poche

Nouveautés (3 derniers mois)

TITRES	AUTEURS	PRIX
1. Oro	Colza Zyke	25,00 F
2. J'ai du ciel bleu dans mon passeport	Philippe de Dieuleveult	25,00 F
3. Pontbume	Brigitte Le Varlet	25,00 F
4. La cause des enfants	Françoise Dolto	29,00 F
5. Simon et l'enfant	Joseph Joffo	19,70 F
6. Baby boom	Jean Vautrin	19,70 F
7. La mémoire du fleuve	Christian Dedet	27,00 F
8. Adieu Volodia	Simone Signoret	29,00 F
9. Moi, la mère	Christiane Collange	16,50 F
10. Le jeu de la tentation	Jeanne Bourin	27,00 F

Titres parus depuis un an

1. La maison aux esprits	Isabel Allende	29,00 F
2. Le bal du gouverneur	Marie-France Pisier	19,70 F
3. La Bougainville T. 1	Fanny Deschamps	35,00 F
4. Le noir et le rouge	Catherine Fleury	27,00 F
5. La chambre des dames	Jeanne Bourin	29,00 F
6. Le diable en tête	Bernard-Henri Lévy	29,00 F
7. Et le singe devient con	François Cavanna	25,00 F
8. Le bel âge de la femme	Jane Fonda	35,00 F
9. Les mouches rouges de Cholet	Michel Ragon	25,00 F
10. Le septième ciel	Jacques Lanzmann	19,70 F

Série "Biblio" (romans et essais)

1. Le grondement de la montagne	Yasunari Kawabata	31,00 F
2. Le maître et Marguerite	Michail Boulgakov	45,00 F
3. L'horloge sans aiguilles	Carson McCollers	31,00 F
4. Héldogor	Cahiers de l'Herne	49,00 F
5. Questions de principe deux	Bernard-Henri Lévy	40,00 F

Cette liste est établie sur la base des ventes à l'ensemble des grossistes et diffuseurs (libraires, maisons de la presse, grands magasins, grandes surfaces, bibliothèques de prêt...).

مكتبة الأدب

مكتبة المجلد

LE MONDE DES LIVRES

Le Monde • Samedi 29 novembre 1986 19

DU LIBRAIRE

Pour René Major, il n'y a pas de peuple élu, et toute mission salvatrice recouvre un désir de domination. Il n'y a pas non plus de fondateur qui ne soit étranger à la fondation qu'il s'autorise de son nom. Particulièrement intéressantes, à cet égard, sont les pages consacrées à Hitler et à Heidegger. On ne peut enfin qu'approuver René Major lorsqu'il affirme que « la coexistence en ce siècle des pires tyrannies et de la connaissance capable d'en déceler les fondements ne cesse d'être un motif de scandale pour la raison ».

R. J.
★ DE L'ÉLECTION, de René Major, EA, Aubier, 197 p., 87 F.

CORRESPONDANCE

A propos de Jankélévitch

À la suite de notre article sur la rédaction du *Pardonner*, de Vladimir Jankélévitch, nous avons reçu cette lettre de Jean-Pierre Barou : « Qu'est-il advenu de la nouvelle préface annoncée il y a un peu plus d'un an (le Monde des livres du 28 juin 1985), après les polémiques suscitées par l'interview de Jankélévitch publiée dans *Libération* au lendemain de sa mort ? », interroge « le Monde des livres » du 14 novembre.

J'ai en effet à l'époque fait mention de l'existence de cette interview destinée à précéder la rédaction de l'ouvrage de Jankélévitch : *Pardonner ?*, donnant alors cette information : la fois comme éditeur du philosophe, aux éditions du Seuil, et comme co-auteur, avec Robert Maggiori, de l'interview.

Puisque vous voulez bien vous inquiéter de l'absence de cette préface tendue que repartirait *Pardonner ?* sous un autre titre, l'impressionnisme, je crois nécessaire d'indiquer que j'ai toujours distingué deux choses :

— Que cet entretien est incontournable pour qui veut connaître l'histoire de la pensée de Jankélévitch ; il reflète fidèlement les raisons éthiques qui l'ont amené à choisir, contre l'oubli du génocide, l'oubli de sa propre responsabilité. Ne s'est-il pas avéré, au lendemain de la seconde guerre mondiale, à se couper radicalement de toute la philosophie française conquise par la philosophie allemande ? Hors des colloques, des débats, des comptes rendus, Jankélévitch, c'est aussi ce sacrifice.

— Il y avait, en revanche, la caractéristique inachevée de l'entretien. Car, contrairement à ce qui a pu être écrit dans *Libération*, Jankélévitch n'a non seulement jamais demandé à ce qu'il paraisse après sa mort — quelle chose monstrueuse cela eût été — mais il ne l'a pas davantage corrigé de sa main.

Dès lors, ce document ne pouvait pas paraître à la place prévue initialement. Mais il reste inséparable de l'existence de *Pardonner ?* qui, lui-même, est né d'un sursaut moral peu ordinaire.

Ont collaboré aux pages 18 et 19 : Tahar Ben Jelloun, Pierre Drachmann, Roland Jaccard, Patrick Kéchichian et Sandrine Treiner.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● Louis Girard : *Napoléon III*. La biographie de celui que Victor Hugo surnomma Napoléon le Petit, et dont le règne fut aussi contesté que la personne. (Fayard, 550 pages, 150 F.)

CORRESPONDANCE

● Roger Martin du Gard : *Correspondance générale*. Dans ce troisième tome (1919-1925), l'écrivain démobilisé renoue avec ses amis et ses activités d'avant-guerre. Six années d'une correspondance assidue où il révèle ses passions littéraires et ses doutes personnels. Édition établie et annotée par Jean-Claude Arai et Maurice Rieu. (Gallimard, 517 pages, 265 F.)

● Friedrich Nietzsche : *Correspondance*. Cette édition française, établie sous la responsabilité de Maurice de Gandillac, s'appuie sur les éditions allemandes (plus larges, puisqu'elles comprennent également les lettres reçues) et italiennes, due à Giorgio Colli et Massimo Montinari. Les deux premiers tomes de cette édition, qui en comportera cinq, couvrent la période qui va de l'enfance de Nietzsche à 1874, période où il est professeur à Bâle. Traduction de l'allemand de Jean Breyer et Maurice de Gandillac. (Gallimard, respectivement 814 et 702 pages, 260 et 250 F.)

ESSAIS

● Jean Pierrat : *Marguerite Duras*. En même temps que le dernier roman de Marguerite Duras (« Le Monde des livres » du 14 novembre) paraît cette étude chronologique de l'œuvre durassienne des *Impudents* en 1943 à ses dernières livres, dont *L'Amant* en 1984. (José Corti, 337 p., 150 F.)

LETTRÉS ÉTRANGÈRES

● Lao She : *La Cage entravée*... ou le divorce à la chinoise. Une comédie de mœurs pékinoises dans les années 30. Les personnages en quête de liberté veulent mettre à profit la nouvelle loi qui reconnaît le divorce. Traduit du chinois par Paul Bedy et Li Tchouan. Avant-propos de Paul Bedy. (Gallimard, 341 p., 110 F.) Des romans autour et traductions, chez le même éditeur : *L'enfant du Nouvel Art* (217 p., 82 F.)

LITTÉRATURE

● Alphonse Daudet : *Cyrano*, tome I. *Le Petit Chose*, et Tartarin font leur entrée dans « La Pléiade ». Pour Roger Ripoll, qui signe cette édition, « la célérité d'un petit nombre de livres (...) a plongé dans l'ombre des pans entiers de l'œuvre ».

(Gallimard, 1 726 p., 270 F jusqu'en 31 janvier, puis 300 F.)

POÉSIE

● Claude Couffon : *René Depestre*. Né il y a soixante ans, à Haïti, ce « fils de l'Afrique lointaine » nourri de Zola et d'Apollinaire, devient célèbre dans son pays à dix-neuf ans avec son premier recueil. Il s'engage dans la lutte politique, il connaît l'exil, d'abord à Paris et à Prague, puis en Amérique latine. Une étude chère pour ce poète de la dignité humaine et des sensibilités variées. (Seghers, « Poètes d'aujourd'hui », 201 p., 58 F.)

● Ouvrage collectif : *Entretiens sur Michel Seuphor*. Réunis par Yves Cosson et Daniel Sirolet, ce volume rassemble les actes du colloque international qui s'est tenu en mars 1985 à Nantes. Poète, écrivain, artiste et critique d'art, Michel Seuphor, né en Belgique en 1901, occupa une place importante dans la formation de la sensibilité littéraire et artistique de notre siècle. (Librairie Méridienne-Klinkcksack, 188 p., 115 F.)

RELIGIONS

● Gérard Choisy et Yves-Marie Hilaire : *Histoire religieuse de la France contemporaine*, tome 2, 1880-1930. Le second volume de cette somme porte comme sous-titre : *Enfer en République ?* Deux événements, la loi de séparation de l'Église et de l'État, et la guerre de 1914-1918, modifiant en profondeur, durant cette période, le paysage religieux de la France. (Privat, 430 p., 148 F jusqu'au 31 décembre, puis 170 F.)

SCIENCES

● Daniel Boonstin : *Les Découvreurs*. De l'oubli de Colomb à la relativité d'Einstein, le catalogue (presque) exhaustif des inventions qui ont révolutionné le monde occidental, l'histoire des hommes et aussi celle des « découvreurs ». Traduit de l'anglais par Jacques Baracru, Jérôme Bodin et Bernice Verme. (Seghers, 720 p., relié, 195 F.)

SOUVENIRS ET MÉMOIRES

● Jean Mermoz : *Mes vols*. Ce livre, seul témoignage direct de Mermoz, avait été publié pour la première fois un an après sa disparition dans l'Atlantique sud en 1936, à l'âge de cinquante ans. « L'exploit s'y dissimule dans le quotidien, et le courage accompagne le lecteur à chaque ligne », écrit Patrick Baudry dans la préface de la présente édition, enrichie de documents inédits. (Flammarion, 238 p., 89 F.)

EN BREE

● Cinq romans restent en lice pour le **PRIX INTERALLIÉ**, attribué mardi 2 décembre : *Belle Époque*, de Max Gallo (Grasset) ; *Pénitence*, de Philippe Labro (Gallimard) ; *La Bataille de Wagram*, de Gilles Laperche (Flammarion) ; *Le Désert*, de Denis Tihon (Laffont) ; *Les Vacances de l'été*, de Didier Van Cauwelaert (Seuil).

● **L'AMERICAN BOOK AWARD (ABA)** a été décerné cette année à Edgar L. Doctorow pour son roman *World's Fair*. Dans la catégorie des romans, Barry Lopez a été désigné pour son essai *Arctic Dreams*. L'ABA est l'une des principales récompenses littéraires aux États-Unis.

● **LE DEUXIÈME PRIX LITTÉRAIRE RÉGIONAL FRANÇAIS MAURICE**, doté d'un montant de 20 000 F, a été décerné à Pierre Viallet pour son roman *Le Pénit des hommes* (Arléa).

Pierre Daix et Aragon

À la suite des articles consacrés à la publication des inédits d'Aragon, sous le titre de *Défense de l'infini* (« Le Monde des livres » du 31 octobre), nous avons reçu de Pierre Daix la mise au point suivante : « Il se trouve que j'ai été le premier, dans ma biographie d'Aragon publiée en 1975 (et dont le Monde, à l'époque, a largement rendu compte), à tenter une reconstitution de la *Défense de l'infini* (chapitre V, 4 : « la Défense de l'infini », roman, pp. 188 à 205). J'analysais l'importance du Con d'Irène, dans cette reconstitution, et je saluais « l'extraordinaire eau de cette prose, comme on dit d'un diamant ». Ce qu'Aragon, bien vivant alors, ne contesta point.

Pierre Daix conclut sa lettre en regretant de ne pas avoir été cité dans la présente édition de la *Défense de l'infini*.

RENE MAJOR

De l'élection

Fraud face aux idéologies allemandes, soviétiques, américaines, il y a eu l'élection. L'élection était loin d'être anodine à la postérité de notre siècle. Grâce à la lecture attentive de son œuvre on découvre une analyse minutieuse de la Seconde Guerre mondiale, une analyse du totalitarisme soviétique, et une interprétation de l'ambiguïté nazie.

MARCEL LAUNAY

Le bon prêtre

Le clergé rural au XIX^e siècle. Dans une France rurale en pleine évolution, le clergé a dû affronter cette contradiction : s'adapter au monde moderne tout en restant fidèle à sa vocation première. La mission de saint

Aubier

LE ROMAN ÉVÉNEMENT

Richard Kertan

STRAHO

roman

Un souffle, une tension, un suspense à faire pâlir les seigneurs anglo-saxons du genre.

480 p., 98 F

PAUL LEAUTAUD

« J'ai toujours rencontré si peu d'esprit autour de moi qu'il a bien fallu que j'utilise le mien. »

Six mille sept cents pages en trois volumes et un volume d'index, au format 120 x 172 mm, impression sur papier bible, reliure pleine toile, sous jaquette illustrée.


JOURNAL LITTÉRAIRE

En souscription dans les librairies « Œil de la lettre »

L'AIDE MÉMOIRE 8, rue Latapie Pau	MILLEPAGES 174, rue Fontenay Vincennes	LES SANDALES D'EMPEDOCLE 133, Grande Rue Besançon
L'ARBRE À LETTRES 55, rue Cler Paris 7 ^e 2, rue Edouard-Quenu Paris 5 ^e	AU MONDE MEDITERRANEEN 16, rue Bonnetterie Avignon	LIBRAIRIE BLEUE 16, rue de Montreuil Paris 11 ^e
AUTREMENT DIT 73, bd Saint-Germain Paris 5 ^e	OMÈRES BLANCHES 43, rue Gambetta Toulouse	ACTES SUD Passage du Méjean Arles
COMPAGNIE 58, rue des Ecoles Paris 5 ^e	VENT D'OUEST 5, place du Bon-Pasteur Nantes	DES NOUVEAUTES 25, place Bellecour Lyon
GERONIMO 31, rue du Pont-des-Morts Metz	DE L'UNIVERSITE 2, place D.-Leon-Martin Grenoble	LA RESERVE 29, avenue de la République Mantes-La-Jolie
LA MACHINE À LIRE 13, rue de la Davise Bordeaux	TROPISMES 11, Galerie des Princes Bruxelles	CALLIGRAMME 73, rue Joffre Cahors
		VENTS DU SUD 7, place du Maréchal-Foch Aix-en-Provence

MERCURE DE FRANCE

François WEYERGANS



La vie d'un bébé

roman

Il était une fois un petit fœtus qui vivait tout seul dans le ventre de sa mère...

GALLIMARD

Il s'en passe des choses sous cette couverture

JE COHABITE!



DENOËL

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

La fleur de la vie

(Suite de la page 17.)

A U Moyen Âge, on appelait ces passionnés d'art pour l'art les «extravagants», d'où le titre choisi par Morand. «Dandys» conviendrait aussi. Leur refus d'asservir la beauté aux idéaux nationalistes a perdu, de nos jours, sa virulence. Avant 1914, ce patriotisme de l'esthétisme sans frontières avait de quoi choquer. Une caricature de conférencier barrésien nous le rappelle avec drôlerie.

Laissons les chasseurs de sources chercher des clefs aux portraits. Retenons seulement la ressemblance du jeune Simon de Bléville avec l'auteur lui-même. Ne séjournent-ils pas tous les deux aux mêmes endroits, aux mêmes dates ?

Une jolie histoire d'amour — ou plutôt deux — agrémentée l'espèce de reportage dans la gentry londonienne. Simon s'éprend d'une Mrs Hyde, Anglo-Indienne «un peu détraquée», ce qui constitue souvent «un attrait supplémentaire». Très romantiquement, Simon emmène la lady contempler le couchant à Highgate. Il devient son amant, non sans s'étonner, d'une façon qui demeurera très morandienne jusqu'à Hécate, que les rapports physiques «trament à notre insu des liens si forts».

Après Londres, nous visitons Oxford, avec ses collèges gothiques, ses pique-niques insoucients, ses taches de couleur sur les greens, ses rires en cascade, ses courses à l'aviron. Dans les auberges, chacun fait assaut à la fois de savoir et de superficialité, cocktail habituel du dandysme, outre l'art de se faire des ennemis...

L'INCONSEQUENCE en amour étant «dans l'ordre des choses» — écrit Proudhon — Simon tombe en arrêt, un jour de promenade, devant une princesse polonaise, Marina Lemska, qui monte (bien) une juvénile rétive et qui porte, sur l'épaule, un singe à turban ! Comment résister ? Plus tard, Simon retrouve la belle étrangère lors d'un week-end dans le Derbyshire, jouant dans un «peasant» en jeune Grecque. Au milieu des bois taillés, Simon ne résiste pas à l'envie d'outrepasser le pacte d'amitié silencieuse que la princesse avait exigé, en souvenir de sa mère, victime de l'amour.

A Caen, où il fait son service — comme l'auteur, — Simon repart la visite de Mrs Hyde, à qui, par une lâcheté bien de son âge, il n'ose dire son amour pour Marina. Après quoi on le rejoint à Venise, cité des extravagants par excellence. On y croise tout un petit monde d'élégants hantés, eux aussi, par la volonté de réussir leur destin comme des chefs-d'œuvre. Quelques-uns y parviennent, tel un certain Trevisan, peintre sur soie et fabricant d'objets insolites.

Mrs Hyde et la princesse survivent. Simon découvre les commodités de la jalousie pour enflammer un cœur qui résiste. Son éducation sentimentale et esthétique touche à sa fin. Blessée, sans gravité, par sa rivalité, la petite Lemska tombera dans les bras de Simon, sur fond de Grand Canal incendié de lumière.

Moralité : «La plus belle voyage ici-bas, c'est celui qu'on fait l'un vers l'autre». Le mot n'est pas de Morand mais de son père, Eugène, poète et dramaturge, que Paul cite sans la nommer. Autre leçon, contradictoire en apparence : cultiver la nostalgie de l'univers, le mal de tous les pays, s'enrichir de la diversité des êtres et des choses, acquiescer ainsi la liberté suprême, qui n'est pas affaire d'argent mais de disponibilité à la beauté du monde...

A la vie de Morand sera l'exacte application de ces préceptes des Extravagants. Un essai très illustré nous le rappelle ces jours-ci : Paul Morand, voyageur du vingtième siècle, de Manuel Burras.

Récemment, nous avons eu deux sortes opposées de biographies : celle de Ginette Guitard-Aurivert (Hachette, 1981), portée, par l'amitié, vers des justifications parfois superflues ; et celle de Jean-François Fogel (Grasset, 1980), en résonance artiste, brillantissime. Manuel Burras ne vise ni à l'exhaustivité ni à l'écrit de celui qui aurait pris chez son modèle une leçon d'écriture. Il énumère faits et dates : le besoin précoce de Paul Morand d'être ailleurs, les découvertes d'Oxford et de Venise, d'où sortent les Extravagants, les rencontres avec Giraudoux, Saint-John Perse, Berthelot, Proust, Cocteau, Misia Sert, Nancy Cunard, Coco Chanel, Hélène Soutzo, sa future femme.

Ce qui donne à Morand son allure souple et comblée, c'est qu'il prend le meilleur de son temps. Être mal dans son siècle, c'est être mal dans sa peau, et inversement, puisque ces deux enveloppes ont en commun qu'on ne les choisit pas. Morand n'étudie pas les malheurs de l'époque : il ne voit pas pourquoi il leur consacrerait plus de temps qu'ils ne le méritent. Le temps presse ; il fonde «entre nos mains chaudes».

LES voyages sont façons de combattre le temps avec de l'espace, de trouver le permanent sous l'exceptionnel. Morand est l'anti-Malraux : pour donner un sens à la vie, il compte sur l'hédonisme, non sur l'héroïsme. Lorsque l'histoire oblige à jouer le «bon côté» aux dés, elle donne parfois des impairs. Morand n'a pas fait le meilleur choix, sous l'Occupation. Il a payé, un peu, moins qu'on ne l'a dit. Nimmier, c'est vrai, l'a remis en selle ; mais il faudrait peut-être en finir avec la fable d'une génération de «sarrisiens» assoiffés de sang, monopolisant on ne sait quel pouvoir, et réduisant au silence le talent — apanage de la droite !

Le paradoxe plaçant de Morand, c'est, dans une génération rattrapée sans cesse par l'histoire et contrainte de s'engager, plus que désireuse de la faire, d'avoir parié sur l'éternité de l'instant suave, sur l'apparence d'immobilité des chefs-d'œuvre, de la religion orthodoxe, des sillages de paquebots, d'un geste parfaitement réussi.

Aux littéraires, il laisse cet enseignement capital, et oublié par certains de ses héritiers autoproclamés : l'art d'écrire n'est pas d'aligner des mots... mais d'en enlever !

★ LES EXTRAVAGANTS, scènes de la vie de bohème cosmopolite, de Paul Morand ; présentation et notes de Vincent Giroud. Gallimard, 234 p., 83 F.

★ PAUL MORAND, VOYAGEUR DU VINGTIÈME SIÈCLE, de Manuel Burras. Librairie Séguier, 190 p., 145 F.

★ MAGIE NOIRE, de Paul Morand. «Les cahiers rouges», Grasset, 232 p., 40 F.

● PORTRAIT

George Steiner et la fille d'Œdipe

Rencontrer l'auteur des Antigones
c'est s'embarquer avec un homme d'un autre âge dans un voyage très aventureux

A U cours d'une longue marche militaire, Tolstoï, alors officier, intervint auprès d'un de ses collègues qui frappait un soldat : «N'êtes-vous pas honteux, s'écria-t-il, de traiter ainsi un de vos semblables ? Vous n'avez donc pas lu l'Evangile ?» L'autre répliqua, imperturbable : «Vous n'avez pas lu les règlements militaires ?» Cette anecdote en dit long sur le monde dans lequel nous vivons. A l'ère où le vidéoclip détrône la littérature, rencontrer George Steiner, c'est s'embarquer dans un voyage très aventureux. On ne déteste pas impunément des civilisations disparues, on ne quitte pas sans dommage le vingtième siècle pour s'immerger dans la culture grecque latine. George Steiner est un homme d'un autre âge, qui s'accommode tant bien que mal de notre époque.

Avouons qu'il est rare de croiser des êtres comme Steiner, qui connaissent la valeur de la mémoire, du secret, de l'intimité, du silence — son dernier livre, les Antigones, est un éloge de cette grande figure silencieuse, la nièce rebelle de Créon. Rares aussi sont ceux qui, dans un monde de compromissions, brandissent cette devise : «N'accepte !»

«J'avais commis l'irréparable»

Critique ? Enseignant ? Écrivain ? Universitaire ? Maître à penser ? Qui est donc Steiner ? Un «maître à lire», répond-il. Idéologue ? Peut-être. Steiner est cependant l'un des derniers survivants de la civilisation hellénique : il est d'origine grecque, il est d'origine juive. Julien Benda — l'auteur, maintenant bien oublié, de la Trahison des clercs — décernait à ceux qui cherchent à défendre les «valeurs éternelles et désintéressées» contre le matérialisme triomphant.

Ne voyez pas en Steiner une de ces figures de cire figées dans l'audition. Steiner, c'est d'abord une voix qui rappelle à chaque instant l'impératif de l'absolu. Exigence et passion : ces deux mots le définissent pleinement.

Né en 1929 au sein d'une famille juive d'Europe centrale, Steiner n'oublie pas que son éducation doit autant à Paris qu'à Vienne, où vécurent ses parents. Ayant commencé ses études au lycée Janson-de-Sailly, il quitta Paris en 1940 pour New-York. Un diplôme de sciences physiques et mathématiques en poche, il se rendit compte qu'il n'avait pas la «bosse des maths», et retourna à ses premières amours, la philosophie et les lettres, pour enseigner ensuite aux universités de Cambridge et de Genève.

Parle-t-il couramment sept langues comme on le prétend ? «C'est très exagéré, s'exclame-t-il avec modestie. Je me souviens d'un dîner d'adieu à Harvard en l'honneur de Roman Jakobson. Un de ses collègues commença son discours ainsi : «Roman, qui parle quinze langues...» — «Oui, toutes en russe», ajouta Jakobson !»

Sa curiosité pour les langues et les peuples l'a poussé à voyager de par le monde. Il rentre d'un séjour en Chine : «J'ai été frappé là-bas par le retrait du français. La Chine de Claudel et de Segalen n'existe plus. L'anglo-américain englobe tout le pays.» Après avoir suivi ses cours sur le structuralisme et sur la poésie anglaise contemporaine, l'Union des critiques de Shanghai lui demanda à quel parti politique il appartenait.

«Je suis anarchiste», répondit-il. Silence perplexe. Steiner s'expliqua : «Si, me trouvant avec un interlocuteur, je tombe d'accord avec lui, je me dis que l'un de nous deux doit se tromper.» Choc et consternation. «Là, le barrage a été, cela leur a fait horreur ; ils criaient : «Non, non, ils restent très courts, mais j'avais commis l'irréparable.»

«Qu'est-ce que ce monde où être en désaccord peut être une preuve de vérité ?», devaient-ils se demander.

Véritable globe-trotter, Steiner n'est pas moins féru de tranquillité : les promenades en montagne (la Franche-Comté, le Jura, la Savoie française), les échecs, la musique (Boulez, Zimmermann) et l'opéra. Le cinéma, en revanche, n'a pas sa faveur. Même chez les plus grands — Bunuel, Bergman, le Huston de la grande époque — cette forme est «ontologiquement éphémère» : «J'ai vu un ou deux films quatre fois, mais après, c'est mort. De la viande froide, rien de plus. Quand je relis le même poème, quand je

sans sépulture, nous ébranle-t-elle, nous autres, hommes du vingtième siècle ? «Une cité peut-elle survivre à la sommation de l'absolu ? Voilà la question que posent les Antigones. Il se trouvera toujours un Créon pour vous rétorquer : «L'absolu, c'est bien beau, mais il faut vivre, cher ami.» Il se trouvera toujours un Créon pour vous rappeler que la culture est un gigantesque McDonald. Créon a des arguments probants et même une ironie, un cynisme plus honnêtes que notre pathos — je sais bien qu'il faut

maintenant, même si l'on doit se tromper. La tâche des critiques est d'être des poissons pilotes devant les grands requins. Très souvent, le requin vous bouffe, mais tant pis.»

Pour quelles valeurs contemporaines doublerait-il sa mise ? Sans l'ombre d'une hésitation, il cite pêle-mêle Leonardo Sciascia, Jorge Luis Borges, Max Frisch, René Char, Louis Guilloux et Jacques Roubaud, dont Quelque chose nous a ébloui. Retournons donc à l'œuvre, à la lecture, mettons une sourdine au caquetage des commentateurs... Intention louable mais, en dépit de son roman, Le Transport de A. H. (2), dont l'adaptation théâtrale a connu un vif succès, Steiner ne commet-il pas le péché de bavardage qu'il reproche à ses pairs ? «Je ne me fais aucune illusion, avoue-t-il. J'ai rappelé, dans Langage et silence (3), que, si le critique se retourne, il surprendrait l'ombre d'un écrivain. Qui s'acharnerait à pénétrer les intentions secrètes de Dostoevski s'il était capable de forger deux lignes des Frères Karamazov ? J'espère que certaines pages de mes livres ont un peu de vie en elles ; que je ne produis pas seulement du secondaire. Quand, au lycée, j'ai appris l'expression — à mon avis la plus triste de la langue française — : «Ce n'est que de la littérature», j'ai cru recevoir une giflette, une gifle de l'âme. Mon but est de dire non à cette phrase meurtrière que la France a consacrée.»

«Des enquêtes sur le délire de l'homme»

Ce qui anime l'œuvre de Steiner, ce qui la rend étonnante, c'est l'amour qu'il voue à l'Europe, cette Europe estropiée qui court à la débandade en criant victoire, qui tente de reconstruire son passé glorieux sur des charbonniers de cartes, qui chancelle avec l'effroi de se relever un jour. L'Europe dont il rêve va du Portugal à Leningrad et possède encore assez de forces pour défier l'Amérique. Mais il redoute que l'Europe ne choisisse l'Amérique, comme ces hommes d'affaires qui se réfugient dans les hôtels modernes avec films pornos en fin de soirée.

Steiner croira encore à l'Europe quand, tous, nous lui aurons tourné le dos, comme il s'accroche maintenant aux vestiges d'Athènes. Cette question de la survie d'une culture nourrit son œuvre : comment a-t-on survécu à l'holocauste ? «Plus de poésie après Auschwitz !», s'écriait Adorno. Steiner, lui, se demande comment on ose écrire, penser, enseigner sans songer chaque matin à la trahison des clercs : «Le langage qui bégaye, qui crée peut-être aussi celui qui tue, qui blasphème, qui torture, qui déshumanise ? Le mot qui dédit l'homme, voilà mon interrogatoire. Mes livres sont des enquêtes sur le délire de l'homme.»

On en sommes-nous après la grande nuit ? Dieu est-il mort ? Nous a-t-il abandonnés ? A-t-il livré le monde à la cruauté ? Concluons sur cette légende médiévale qu'un juif raconta un jour à Steiner : dans un village de la Pologne centrale vivait un rabbin qui veillait sur une petite synagogue. Une nuit, en faisant sa ronde, le rabbin vit Dieu tapi dans un coin sombre. «Seigneur Dieu, dit le rabbin en se prosternant. Que fais-tu là ?» Et Dieu lui répondit d'une toute petite voix : «Je suis fatigué, rabbin, je suis fatigué jusqu'à la mort.»

ROLAND JACCARD.

★ LES ANTIGONES, de George Steiner, traduit de l'anglais par Philippe Blanchard, Gallimard, 348 p., 150 F.

★ Signalons que la Culture contre l'homme de Steiner a été réédité dans la collection «Folio» sous le titre Dans le château de Barbe-Bleue.

(1) Julliard-L'Âge d'homme, 1981.
(2) Seuil, 1969.



BERENICE CLEEVE

réécoute un quatuor, c'est nouveau, mais un film... Casablanca, vu pour la sixième fois, donne l'impression d'être du kitsch, et pourtant c'est un chef-d'œuvre. Le cinéma comporte en lui-même un germe d'autodestruction.»

L'iconoclaste du septième art sourit avec embarras, puis, d'un haussement d'épaules, hâsarde cette circonstance atténuante : «Mais peut-être ce jugement est-il dû à mon appartenance à une culture judéo-hellénique qui en est à son épique...»

«Une sténographie de l'âme politique»

A l'avènement de l'éphémère, Steiner, en digne disciple d'Eluard, oppose le «dur désir de durer». Cet archéologue de la littérature, qui n'en finit pas de creuser les couches les plus profondes de l'humanité, est hanté par un mythe vieux de deux millénaires et davantage : Antigone. Une question parcourt tout son ouvrage sur la fille d'Œdipe : pourquoi les mythes grecs insistent-ils à ce point l'imagination humaine ? «Tandis qu'Œdipe, le mythe freudien, me semble très limité géographiquement, le mythe d'Antigone vient de partout, de Birmanie, d'Afrique du Sud. Au temps de Pol Pot, il y eut une Antigone cambodgienne. Ce mythe est cuisant d'actualité, il brûle au toucher. C'est une sténographie de l'âme politique.»

Depuis la publication du livre en anglais, dix nouvelles œuvres inspirées de la rébellion d'Antigone sont parues, et Steiner ne peut que s'en réjouir. De Hegel, Kierkegaard, Hölderlin à Bôll, en passant par Anouilh, les maîtres de la littérature et de la philosophie se sont emparés du mythe d'Antigone, relique d'un miracle anéanti. «Nous sommes quelques-uns, écrivait Shelley, à avoir aimé une Antigone dans une vie antérieure, et c'est à cause de cela que les liens mortels nous paraissent vides.»

Mais en quoi l'histoire de cette jeune vierge, condamnée à être murée vive parce qu'elle avait voulu, au grand dam de son oncle, le tyran Créon, ensevelir le cadavre de son frère Polynece, laisse

critiquer en soi ce qui nous flatte et une vision tragique nous flatte, mais pour moi une ville sans Antigone est une cité morte.»

Pour que jamais la littérature ne ressemble à une ville morte, pour que l'oubli ne transforme pas notre existence en cimetière, Steiner se donne pour tâche d'apprendre aux hommes à lire et à se souvenir. «En Chine, j'ai rencontré un calligraphe, il guidait la main de ses élèves pour tracer les dix-huit mille caractères qu'il connaissait. Moi aussi, je voudrais qu'un jour mes étudiants se souviennent de moi comme d'un lecteur — avec eux et non pas devant eux — d'un «maître à lire». Grâce à mon éducation, j'ai eu un entraînement de mémoire très poussé. J'arrive à photocopier intérieurement ce que je lis. De nos jours, on n'apprend plus par cœur, la nouvelle culture, c'est l'amnésie organisée.»

«Je crois au méchant rabbin»

Les auteurs que Steiner cultive, n'apparaissent pas dans une anthologie d'ouvrages à la mode : Clio de Charles Péguy est son livre de chevet, les poèmes de Paul Celan son bréviaire. Sa bibliothèque compte aussi des romans de Lucien Rebatet — Les Deux Étendards, un «classique sur l'unité, mais dont personne n'ose parler» — et l'Ontologie du secret de Pierre Boulez. «Je voudrais, soupire-t-il, que les gens dont les livres sont décisifs pour moi soient de merveilleux libéraux, tolérants, humains, mais c'est plus compliqué que cela ! Les écrivains auxquels je dois le plus sont ceux qui me disent : «Vous êtes bête !» C'est là, je vais sans cesse me le répéter. Je crois au méchant rabbin, qui vous punit, qui vous commande de lire le soir, parce que vous vous faites la vie trop facile.»

N'est-ce pas commode aussi de se réfugier derrière les «classiques» ? On ne peut tout de même pas vivre au vingtième siècle et penser avec ceux de l'Antiquité ou du Moyen Âge ! «Dire quelque chose de beau sur Baudelaire, sur Shakespeare, c'est admirable, mais on ne risque rien, il faut, effectivement, parler sur ceux de

مكتبة الشرح

● SOCIÉTÉ

Par quoi les hommes sont-ils liés ?

Jean Duvignaud fait passer un souffle d'air sur notre société vouée à l'« efficacité » par ses prophètes.

ON se sent bien en refermant le dernier livre de Jean Duvignaud. Pourquoi ? Difficile à dire. Peut-être parce que ce sociologue ne se lève pas dans sa discipline avec ces contournements, érotiques qui font les délices de certains de ses collègues. Peut-être parce qu'en ces temps où l'on nous gave des impératifs d'efficacité et de compétitivité quelq'un, qui nous débarbouille le cœur avec le mot « solidarité », nous rassérène un peu. Peut-être parce que la variété des formes qu'a prise cette attention de l'homme à son prochain nous montre que l'histoire n'a pas seulement été racontée par un idiot.

Que voit notre auteur dans l'archéologie de l'idée de solidarité ? Le stoïcisme et le christianisme. Il en profite pour régler leur compte à ceux qui trouvaient de l'un à l'autre une filiation. Rien à voir, souligne Duvignaud. Solidarité d'« aristocrates individualistes » d'un côté ; communion des vivants et des morts, de l'homme et de Dieu de l'autre.

Les tisserands du comté de Lancaster

Comment s'expriment les liens traditionnels ? Il y a ceux du sang, bien sûr, mythe qui a survécu aux formes sociales qui le légitimaient, puis ceux des villes, la cité étant à la fois la matrice des communautés humaines et un foyer de création culturelle. Le savoir, la magie, la technique

(quel horrible mélange ! pensent les puristes) constituent également un creuset de solidarités d'où peuvent aussi bien sortir des sectes que l'Université.

Plus proches de nous sont les solidarités ouvrières. Jean Duvignaud estime à cet égard que l'année 1779 est peut-être plus importante que celle de la prise de la Bastille : dans le comté de Lancaster, plusieurs milliers de tisserands entraînés des mineurs révoltés — appartenant à l'entrepris du duc de Bridgewater — dans une marche violente contre les fabriques. On n'avait jamais vu une telle coalition. On en verra d'autres.

Plus originales, les « solidarités d'exil » : juifs persécutés, protestants qui se regroupent comme ils peuvent, émigrés politiques et toutes ces formes qui ne sont ni naturelles, ni politiques, ni sociales, ni intellectuelles, celles du jeu, des fêtes, de convivialités variées donnant naissance aux associations de tout poil.

Jean Duvignaud a suivi également, à travers tous ces champs d'expression, l'histoire des idées qui ont pris corps avec le « droit naturel » de Grotius et de Leibniz qui rattache les hommes entre eux, puis se sont épanouies avec Fichte et Proudhon surtout, lequel a influencé plus que Marx, selon Georges Gurvitch, la révolution russe de 1917. Marx qui haïssait les proudhoniens, les « communaux », parce qu'ils contredisaient à la règle intellectuelle

qu'il s'était fixée et qu'il imposait à son organisation. La notion de classe apparaît dans le paysage de la solidarité comme un « champ de servitudes », là où la masse répond aux mots d'ordre de leaders et obéit à des réflexes conditionnés. De même, la nation, la race apparaissent souvent comme autant de « filets par lesquels on prend le poisson humain ».

Sociabilité et modernité

Le droit social devient une idéologie. Des philosophes comme Léon Bourgeois, Alfred Fossille, Charles Secrétan, bien oubliés aujourd'hui, ont influencé Rosa Luxemburg, Jaurès et Blum. Etonnant parcours où l'on soulève des pierres que les dogmatiques avaient cru sceller de leur autorité.

Deux interrogations tout de même après cette lecture tellement enrichissante : pourquoi Jean Duvignaud n'a-t-il pas parlé de la frano-maçonnerie, ou des Compagnons du Devoir, lieux de solidarité lutense ? Pourquoi estime-t-il que l'on attache trop d'importance aux événements de mai 1968 ? N'est-ce pas, au départ du moins, une « fête » spontanée qui a peu d'équivalents dans notre histoire ?

Brouillées dans un ensemble d'une grande cohérence et qui — chose si rare — n'essaie pas de monter en épingle une « théorie générale ». Jean Duvignaud mani-

feste une qualité rare : l'humilité. Quand il ne sait pas, il le dit. Pourquoi certaines « fêtes » prennent-elles comme des mayonnaises, d'autres pas ? Mystère. Il n'explique pas plus le foisonnement des formes de sociabilité qui accompagnent le choc de la modernité, mais se borne à constater.

Il ose aussi, in fine, remettre au goût du jour les valeurs oubliées : la générosité, la démocratie vécue comme une pratique, qui est pour lui « la liberté accordée à chacun de composer ses « affinités électives », une morale qui nous éloigne des déterminismes et restaure quotidiennement, inlassablement, l'échange ».

Un grand souffle d'air passe. Les liens entre les hommes ne sont pas aussi distendus qu'on le croit. Une société dure a tendance à sécréter ses propres amortisseurs.

PIERRE DROUIN.

★ LA SOLIDARITÉ, de Jean Duvignaud, Fayard, 240 p., 79 F.

Michel-la-Fidélité

MÉPRISÉE par la communauté parce qu'elle la défie, parce que l'on oppose aux faits s'accroît mal avec la vérité, rangée dans le troisième rayon par la république des lettres, la littérature prolétarienne a ses fervents. D'aucuns — dévots momentanés — comptent ainsi apaiser leur conscience. Ils ont leurs autodidactes aux origines plébéiennes comme les ethnologues ont leurs gentils sauvages ; un exotisme à portée de la main, en quelque sorte. D'autres sont fidèlement attentifs à « cette voix du peuple qui ne passe pas par le tamis de ceux qui prétendent le représenter ». Parmi ces derniers, Michel Ragon est exemplaire. On pourrait l'appeler Michel-la-Fidélité comme on se plaisait à surnommer les compagnons du tour de France nageurs.

Autodidacte lui-même (il commença sa vie de salarié à quatorze ans comme garçon de courses, à Nantes), il publie aujourd'hui la quatrième version de son Histoire de la littérature prolétarienne de langue française. Cet ouvrage est une somme. Il enrichit et augmente grandement divers travaux dont le premier — qui parut en 1947 sous le titre Les Écrivains du peuple — fut préfacé par Lucien Descaves, l'auteur de ce livre poignant qu'est Sous-off.

Parler de littérature prolétarienne, c'est, bien sûr, suivre « l'histoire du mouvement ouvrier et l'histoire de l'évolution paysanne » depuis le dix-neuvième siècle, ainsi que l'expansion de l'industrie. Mais Michel Ragon jette aussi son regard savant sur un passé plus lointain. Il remonte au Moyen Âge et aux « prémisses de l'expression prolétarienne ». Grâce à lui, ceux qui savent ont la parole et non les insupportables donneurs de leçons, « mignons de l'événement », qui péroreront sur ce qu'ils ignorent et nous font songer à la phrase de cette paysanne auvergnate, qui, les écoutant, dit un jour : « Avant, il y avait des ignorants, maintenant il y a des indociles ».

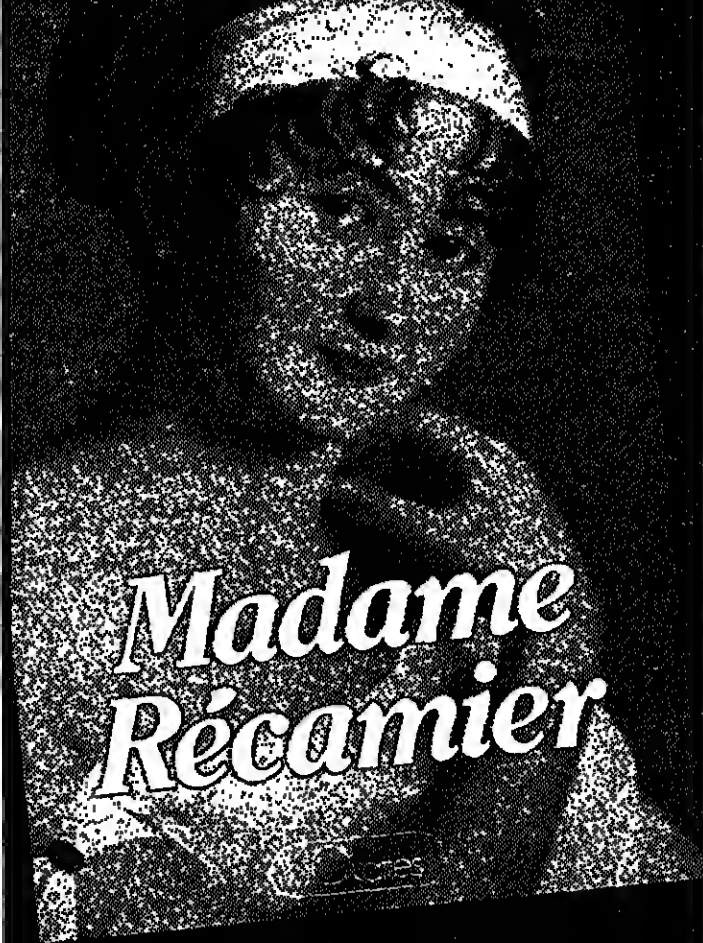
Il existe des livres que la bibliothèque d'un homme et d'une femme, pour qui lire demeure amour, se doit de contenir. L'ouvrage de Michel Ragon ressortit à cette catégorie qui nous accompagne tout au long de la vie.

LOUIS NUCERA.

★ HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE DE LANGUE FRANÇAISE, de Michel Ragon, Albin Michel, 150 F.

NI ANGE NI SPHINX UNE FEMME DEVENUE LÉGENDE

Françoise Wagener



Madame Récamier

« Celle qui fut la star de son temps méritait ce livre passionnant et peut-être définitif qui fait revivre toute une époque ».

Jean d'Ormesson
de l'Académie française

« Un livre aussi captivant qu'exhaustif, double mérite assez rare ».

Georges Blond - Le Figaro

« Un gros livre tout bruisant des orages qui ont agité la première moitié du XIX^e siècle, animé par une foule de personnages, souvent pittoresques, toujours très vivants, et dominé par une exquise figure de femme ».

Jacqueline Piafier
Le Monde

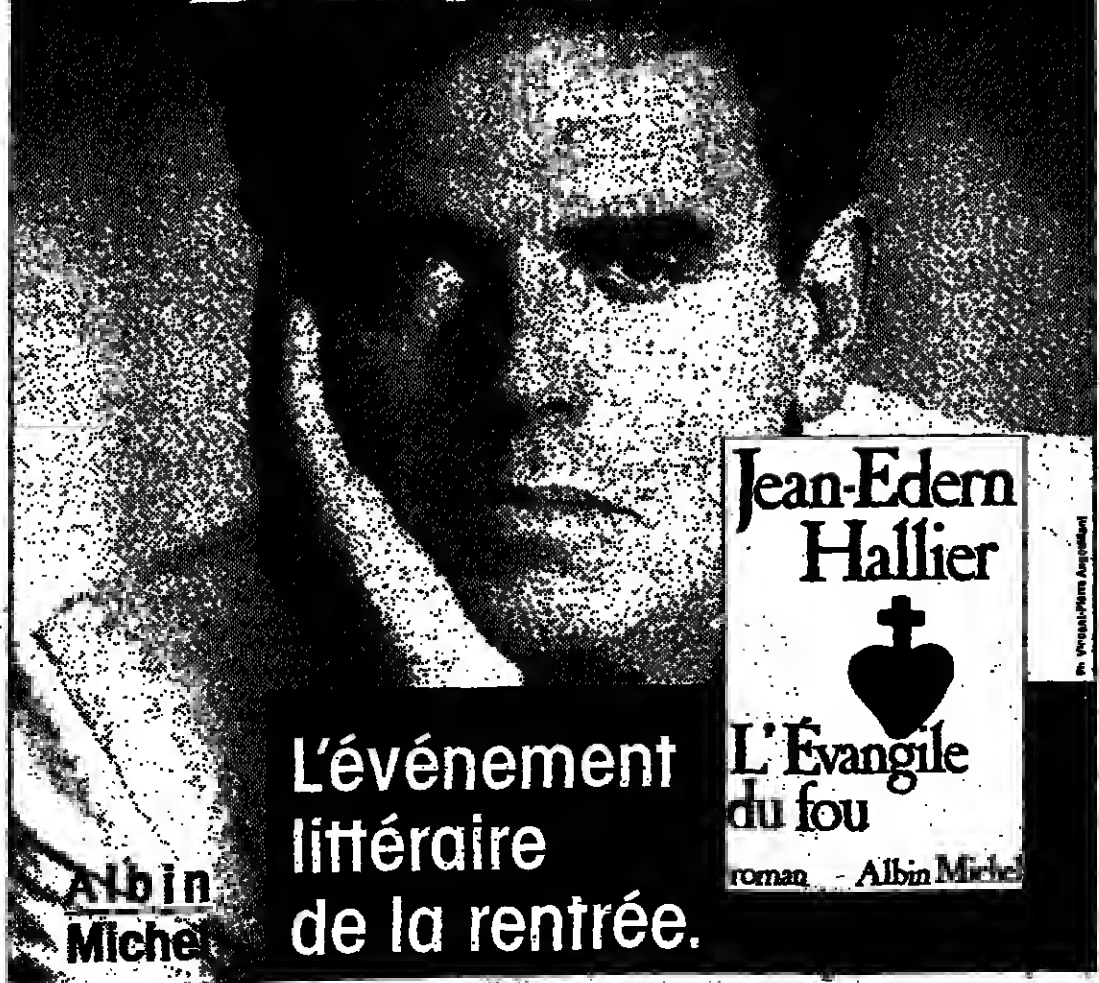
« Un remarquable travail d'historien ».

Lire



J.C. LATTES

AU-DELÀ DES PRIX



Jean-Edern Hallier

L'Évangile du fou

roman - Albin Michel

L'événement littéraire de la rentrée.

Albin Michel

Elsa toujours...

Il y a un an, le 25 novembre 1985, à 13 h 10, mourait à Rome Elsa Morante. Son cœur affaibli par mille souffrances — « Je suis le point amer des oscillations/entre les lunes et les marées » — refusa enfin de battre au moment où le chirurgien de la clinique Margherita lui faisait un enième électrocardiogramme. L'Italie, la France, le monde entier, furent émus par le mort de l'auteur de la *Storia*, d'Araceli, du *Chille andalou*, de l'île d'Arturo et du plus grand roman d'amour de ce siècle, sans doute son chef-d'œuvre : *Mensonge et sortilège*.

Un an, et cette femme hors du commun demeure si vivante qu'elle se retrouve dans deux livres qui viennent de paraître en Italie. Un cruel récit à clé du poète Dario Bellezza, *L'Amore felice* (chez Rusconi) ; et, surtout, *Maletta benedetta* (chez Garzanti), une courte et poignante biographie écrite par le

frère d'Elsa, Marcello, et qui reflète l'enfance de celle qui devint la Morante : entre deux frères, tous deux siciliens, tous deux prénommés Francesco, l'impuissant tyrannie, et Lo Monaco, le vrai géniteur à l'absence tyrannique, lequel se suicidera : une fascinante histoire toute-puissante : deux frères et une sœur, la douce Maria... En outre, les fins limiers du journal romain *Il Messaggero* ont récemment découvert qu'un roman pour enfants publié en 1937 chez Bemporad et signé Gualdo Civini, *Scicciolo & C.*, a été en grande partie écrit par Elsa Morante : elle avait vingt-cinq ans, trait le diable par la queue, et, pour son travail de « nègre », le « caro Gualdo », à qui elle envoyait des lettres touchantes de sollicitude et de solitude — « Je sens que tu ne te souviens plus de moi (...) Je te prie de me dire que ce n'est pas vrai, même si c'est vrai », — la peysit au chapitre.

Et puis les Éditions Gallimard, collection « Folio cadet », viennent de publier la première œuvre écrite et illustrée — une série de dessins naïfs — par l'adolescente Elsa : les *Extraordinaires Aventures de Caterina*. Bien des thèmes des œuvres majeures y apparaissent déjà : la magie des choses et la désespérance non partagées, comme le noble héros Tit annoncea le cousin magnifié de la constellation amoureuse du Mensonge et sortilège.

Enfin, la *Storia*, adaptée par Comenini, sortira sur nos écrans en mars 1987. Occasion, s'il en était besoin, de lire et relire et d'interroger notre Divine Barbara, pour éclairer d'amour la triste nuit de notre modernité... 25 novembre : « A la Sainte-Catherine, tout ce qu'on plante prend racine... »

J.-M. S.

Le livre ogre de Basile

Un roman du peuple napolitain par un écrivain du dix-septième siècle, féroce et truculent

TROIS cent cinquante ans, exactement, après la parution posthume d'un des chefs-d'œuvre de la littérature mondiale, la *Fable des fables ou le divertissement des enfants* (1), connu dans le monde entier, sauf en France, sous le titre de *Pentaméron* (assez juste quant à la structure du livre, et commode — comme le *Décameron* — pour le situer dans une ferme littéraire), donc trois siècles et demi après, nous pouvons lire, grâce à un petit éditeur courageux, un échantillon de ce grand livre : cinq fables sur quarante-neuf, plutôt librement traduites, dérisoirement, par force, hélas ! extraites de leur contexte comme cinq amandes d'un nougat géant. Traduit en Allemagne — dès 1846, en Amérique — dès 1893 et réédité deux fois à New-York, en 1927 et 1928 (en 1893, une édition incomplète avait paru en Angleterre), ce livre unique reste à traduire dans sa totalité, sans en arrondir les angles, sans couper au cordeau les volutes baroques des métaphores, sans oublier la merde et le sang au tournant d'une page.

Car ce roman du peuple napolitain en fables et en élogues-saynètes est à l'image de Naples, la ville-enfant qui vit à chaque instant de ses métamorphoses, de son imagination délirante et de ses transgressions, plein de violence, de cruauté, d'amour ardent, sous une apparente douceur de miel. Oyez ! Oyez ! bonnes gens... Au tout début de cette diabolique comédie, un page de cour traite une vieille de « face à pets » : la vieille napolitaine lui répond aussitôt en le ennuant d'insultes exécrables et en lui découvrant la « scène botée » de son sexe...

Un tourbillon magique de métaphores

Le fil de l'histoire. Une esclave noire devenue princesse par ruse et mensonge exige, sous la menace d'accoucher d'un être plein d'envies, que dix vieilles lui racontent une fable chacune et chaque jour, jusqu'à sa délivrance qui doit se produire le cinquième jour. Une élogie, savoureuse de moralisme satirique, récitée par des domestiques, clôt la journée. Et les fables, tels les chapitres d'un roman à la fois fantastique et hyperréaliste, mettent peu à peu au jour l'imposture de l'esclave que le prince fera enterrer vivante et jusqu'à un cou, quelques heures avant son accouchement. Cependant, tout finit bien dans le plus cocasse des mondes : le prince épousera la mélancolique fille du roi de Vallée-Poïlue qui, par trahison, avait été évincée.

Féroce et drôle, truculent toujours, mêlant les plus fascinantes beautés aux spectacles les plus répugnants, le haut et le bas, les étoiles et les éternes, en un tourbillon magique de métaphores, le *Pentaméron* de Giambattista

Basile (Naples 1575-1632), écrit en langue napolitaine — ce merveilleux instrument qui dit comme aucun autre le corps en mouvement, ses plaines et ses souffrances, dans un jaillissement de mots d'esprit, — n'est une généreuse source d'inspiration pour les frères Grimm, Charles Perrault (*Cendrillon*, par exemple, nous arrive directement, mais si pâli, de la plume de Basile), Ludwig Tieck. En 1885, d'Amérique, le critique Crane soulignait : « Aucun peuple d'Europe ne possède un monument de contes populaires comme le *Pentaméron*. »

Le rire du monde dans une aurore érotique

Pillé et édulcoré, censuré, tel fut le destin de Basile au siècle dernier, dont l'œuvre majeure n'était pas particulièrement destinée à entretenir de beaux rêves chez les enfants bien sages. Basile, baroque et savant aventurier de la plume à la vie mouvementée, Basse, Caravage et Grosz tout ensemble. Le rire du monde dans une aurore érotique, un écorché sanglant ou une scatologie féroce. Basile faisait partie de l'académie napolitaine des oisifs où on l'inscrivait sous le nom

de « Paresseux ». Il est trois sœurs cantatrices, dont Adriana, peut-être la première diva du bel canto. Il mourut de fièvre catarrhale lors d'une épidémie de grippe. Il connut bien des cours princières, fit des poèmes de circonstance en bon italien, et s'amusa à nous transmettre son livre ogre lorsqu'il se mit tout entier à l'écoute des entrailles de Naples. Ne cherchez pas dans vos dictionnaires, Basile n'y est même pas nommé. En revanche, si vous ouvrez la correspondance d'Apolinaire, qui eut entre les mains le livre fabuleux, vous pourrez lire, dans une lettre datée du 6 octobre 1915 : « Il y a un recueil de contes — le *Pentaméron* de Basile (seizième siècle je crois) écrit en dialecte napolitain. J'aurais voulu le traduire. » Pilié au ciel... Car, pour traduire Basile, il faut non seulement connaître, dans ses farces et ses miracles, ses tumultes, ses extases et ses faims, la vie rabélaissienne de Naples et le napolitain, mais aussi être à la hauteur du *Pentaméron* de Prague et des *Onze mille verges*.

JEAN-NOËL SCHIFANO.

★ LE CONTE DES CONTES, de Giambattista Basile, traduit par Myriam Tamant, L'Alpée, 152 p., 36 F.

(1) *Lo Cunto de li cunti overo lo tratteniminto de peccatille*.

Franco Fortini, comme une sentinelle

L'E front lisse et l'œil pensif, Franco Fortini présente un visage à la fois tacturne et résolu. Engagé jusqu'à la douleur dans tous les combats humanistes de son siècle, le poète italien porte sur lui les marques de son tourment. Longtemps méconnu hors de ses frontières, cet homme de cinquante-neuf ans fait aujourd'hui porter sa voix de ce côté-ci des Alpes : traduit en français pour la première fois cette année, Fortini vient de publier aux Éditions Grasset un recueil de quatre-vingt poèmes intitulé *Une fois pour toutes* (1). De passage à Lyon durant le mois de novembre, il a aussi inauguré dans cette ville une exposition consacrée à son œuvre. Affichées sur les murs de la librairie La Proue, des dessins, des portraits, des documents ont mis en évidence une donnée première de l'existence du poète : l'inquiétude.

Sur les photos rassemblées pour l'exposition, Fortini ne sourit pas. Sentinelle perpétuellement aux aguets, il traque sans relâche les manifestations de la faiblesse humaine. « Je parle de moi et du mal de vivre. Je fouille parmi les cendres », écrit-il dans un recueil intitulé *Paysage avec serpent*. La poésie prend pour lui la forme de cette sempiternelle agitation, de cette vigilance soucieuse. Oscillant entre pessimisme et mélancolie, Fortini ponctue le monde

alentour d'interrogations, tout comme il noircit de silhouettes effrayantes les marges de ses brouillures.

Ce mouvement perpétuel se retrouve dans son cheminement politique. Poète « engagé », Fortini n'a jamais formellement séparé son œuvre littéraire de ses choix idéologiques. Rédacteur de la revue *Regionamenti*, il fonde avec Roland Barthes et Edgar Morin la revue européenne *Arguments*, outil de réflexion sur le monde. Les évolutions et les révolutions de son époque, Fortini les commente dans des correspondances parfois féroces. Témoin : la lettre par laquelle il accuse les intellectuels français de mollesse dans leur combat contre la guerre d'Algérie. Adressée à Roland Barthes, cette diatribe reçoit une réponse virulente. « Que faites-vous vous-même contre la guerre d'Algérie ? interroge Barthes. Écrivez des lettres ? » L'inquiétude féroce de Fortini peut, certes, irriter, mais elle interdit toute sclérose, tout fanatisme. « Je pense, lui a écrit un jour Pier Paolo Pasolini, qu'il est impossible d'avancer sans son intelligence critique désespérée, ton anglois exacerbé. »

RAPHAËLE HÉROLLE.

(1) Ces poèmes vont de 1938 à 1985. Éditions bilingues, traductions de Bernard Simone et Jean-Charles Vegliante, 166 p., 35 F.

Trieste dans les lointains

Une œuvre douloureuse, combative et lumineuse : l'autobiographie de Fausta Cialente.

ON découvre avec l'autobiographie de Fausta Cialente, les *Quatre Filles Wieselberger*, une œuvre lumineuse et forte, empreinte d'une douleur combative et d'une volonté de comprendre et de montrer qui la rangent parmi ces grands textes de réflexion sur soi-même et sur son temps que sont, à leur manière, le court texte de Thomas Mann, *Meine Zeit* (« Mon temps »), et les *Mémoires d'une jeune fille rangée*, de Simone de Beauvoir.

« Son temps », pour Fausta Cialente, née à la fin du siècle dernier dans une famille triestine, se confond avec l'histoire tragique de l'Europe de ce siècle. Et tout le sujet de son « œuvre douloureuse » se résume à ceci : comment le fragile équilibre centroeuropéen d'avant 1914 a-t-il été rompu ? Sous la poussée de quelles forces, de quelles illusions ? Mais il ne faut pas compter sur ce livre pour entretenir les suspects nostalgiques que ne manquent pas de faire naître les sens innés de Vienne, Prague ou Trieste. Et qui, dans l'évocation douloureuse « rétro » de la monarchie austro-hongroise, oublient les causes réelles de son effondrement et, du même coup, le déclin et la division de l'Europe actuelle.

Le rêve d'une Italie idéale

Ni regret donc ni nostalgie, mais un acharnement à saisir et à comprendre le progrès, dans une famille triestine « judicieuse et aisée », d'une illusion néfaste et coûteuse : l'irréductibilité, la volonté de Trieste d'être « rattachée », rattachée à l'Italie. Car la fortune de Trieste, port franc depuis 1719, c'était l'Europe centrale, dont elle assurait le débouché sur la mer et sur l'Orient. L'illusion, l'erreur, l'inconséquence de cette bourgeoisie rapace et tolérante à la fois, ce fut d'emboîter le pas au nationalisme montant — haine de l'Autriche, peur du Slave, rêve abstrait d'une Italie idéale.

Trois générations plus tôt, la famille de Fausta avait quitté Vienne, y laissant sa particule, pour fonder à Trieste une riche dynastie d'importateurs de caroubes et de raisins secs — vouée, par ailleurs, à la passion de la musique. Le « maestro » Gustavo-Adolfo entretint une correspondance avec Arrigo Boito, le compagnon de la Duse, et avec Verdi ; abominait les quintes de Puccini ; laissera pour toujours à sa petite-fille l'image, sur son lit de mort, de ses mains fines serrant du muguet. Mais, après lui, rien n'est plus pareil.

Des quatre filles de Gustavo-Adolfo (qui donneront à Svevo l'idée des quatre filles Malatesta de la *Conscience de Zeno*), l'une meurt très jeune. Une autre (Elsa, à cause de Lohengrin), la mère de Fausta, abandonne une carrière pourtant prometteuse de cantatrice pour suivre de garnison en garnison son mari, un officier italien qui la trompe outrageusement.

« S'acharner contre soi-même »

Les deux enfants du couple, Renato (que les Allemands assassineront à Rome en 1943) et Fausta, connaissent très tôt l'exil, le déracinement et le contraste entre les rêves de grandeur de leurs parents et la réalité italienne. Mais la montée du nationalisme irrédentiste est irrésistible : c'est sous sa poussée que l'Italie, en 1915, entre en guerre. « Grand peuple de fanfarons », disait le père de Fausta que n'étonnera pas le désastre de Caporetto, en 1917. Fausta y perdra son cousin bien-aimé, Fabio,

et l'Italie quatre cent mille morts ou prisonniers. Cependant l'histoire n'enseigne rien : la troisième des filles Wieselberger se précipite avec enthousiasme dans l'adhésion au fascisme naissant : Fausta vit désormais en Egypte où, avec son mari, le compositeur Enrico Terni, elle a trouvé un havre de paix, de culture et de cosmopolitisme.

ne nous était donné dans une traduction trop souvent imparfaite et qui fait songer à la vérité du mot de Cervantès selon lequel les traductions sont comme des tapisseries flamandes : on y reconnaît les figures mais brouillées par des fils qui pendent.

★ LES QUATRE FILLES WIESELBERGER, de Fausta Cialente, traduit de l'italien par Sonia Agnola, Bivrage, 268 p., 69 F.

Arturo Loria cruel et métaphysique

Des nouvelles sur ces illusions qui sont notre nourriture quotidienne

LA tête emmaillottée de gazes sales, aveuglé par ce capuchon, un faucon est livré à l'empaillleur. Dans le magasin rempli de rapaces et de pelicans au gosier déformé, il se libère (du moins le croit-il) et se jette, triomphant, sur une pigeonne, mais il s'asphyxie de paillle. Affaibli par sa désillusion, terrifié bientôt, le voilà affronté au seul être vivant qui se cogne comme lui, victime de la trop forte lumière, aux murs de la boutique : une chauve-souris. Il se bat, s'entre-déchire. Et pour décrire cette lutte, Arturo Loria est d'une méticuleuse tendresse horrifique.

Il est moderne comme les plus modernes de nos photographes, cet écrivain que redécouvrent les éditions Desjonquères. Moderne comme Pavese, et retenu comme lui. Ses récits sont des compositions en noir et blanc où, entre le pli d'un drap, les rides d'une vieille, se lit, simplement, le gouffre derrière l'illusion envolée. Toutes les nouvelles des *Sirènes* sont des histoires de mensonge volontaire, de tromperie à soi-même qui dure ce qu'elle peut. Tout le monde sait la vérité, à l'exception des êtres concernés. La plus terrible et la plus belle est, sans doute, l'histoire de Colomba et d'Edmea, qui essaient de passer une excellente soirée. Elles se sont pomponnées, elles sont décidées à trouver des hommes, du plaisir, la fête. Mais il fait froid, les jardins sont décevants, on les reçoit fort mal ; au restaurant, elles sont humiliées : « Nous trouverons des aventures ! elles rient, ridicules et pitoyables comme des malades incurables ».

★ LES SIRÈNES, d'Arturo Loria, très bien traduit par Michel David, éditions Desjonquères, 154 p., 34 F.



BERENICE CLEEVÉ.

DANIELLE SALLENAVE.

★ LES QUATRE FILLES WIESELBERGER, de Fausta Cialente, traduit de l'italien par Sonia Agnola, Bivrage, 268 p., 69 F.

مكتبة الشمل

ITALIEN

Borgese
et la maladie fascisteComment expliquer cette monstruosité,
cette aberration de l'histoire ?

GIUSEPPE ANTONIO BORGESE (1882-1952) demeure pratiquement inconnu en France. Dans la préface qu'il donne à *Goliath*, Etienne s'en indigne, au fur et à mesure qu'il constate l'absence ou la quasi-absence de son ancien ami des encyclopédies et des histoires de la littérature italienne.

Nous, lecteurs ignorants, sommes tout prêts à le suivre lorsqu'il nous assure que *Rubé*, le « fameux roman » de Borgese, est un chef-d'œuvre, et que *Goliath*, la marche du fascisme est un essai capital pour qui veut comprendre l'un des phénomènes les plus inquiétants, les plus menaçants de notre époque. Sciemment voilà : le *Goliath*, traduit par Etienne, que l'on nous propose aujourd'hui, un demi-siècle après sa publication initiale, n'est pas vraiment le livre de Borgese, et il s'en faut de beaucoup : des deux tiers de l'ouvrage environ.

En 1942 — guerre et difficultés économiques l'exigent, — Etienne donna aux Editions de l'Arbre du Québec une traduction très largement écourtée du *Goliath*. Il fallait faire vite, il paraissait politiquement nécessaire qu'on puisse connaître, en langue française, l'analyse du fascisme qu'en faisait un des intellectuels italiens les plus réputés, exilé aux Etats-Unis depuis que la maladie mussolinienne avait défiguré son pays. Borgese écrit une préface dans laquelle il rend hommage à « la fidélité du travail de M. Etienne », tout en souhaitant que cette traduction partielle ne soit qu'un « premier contact », « une incitation à prendre connaissance de la version complète », ce qui semble en effet légitime. Le livre ne paraîtra finalement à Montréal qu'en 1945, et,

sans autre explication, c'est cette version d'un ouvrage « trois fois plus considérable » qui est publiée aujourd'hui sans que la hâte ni l'économie de guerre puissent cette fois servir d'alibi.

Ce n'est donc pas encore sur pièces qu'on pourra jurer du génie historique de G.A. Borgese et de son analyse faite à chaud, dans l'urgence du moment, de la montée du fascisme. Il faudra attendre — cinquante ans ? — les descriptions précises, les développements détaillés, les mises à nu minutieuses de mécanismes qui nous sont livrés là avec la fougue, le brillant et la désinvolture d'hypothèses intuitives que l'auteur se donne à peine le souci de venir étayer.

Une chose est certaine : en bon intellectuel italien libéral, esthète, rompu aux jeux des confrontations culturelles, nourri de littérature européenne et de scepticisme idéologique, Borgese refuse toute explication de la maladie fasciste qui en ferait une aventure nécessaire de l'histoire : « Interpréter le fascisme en termes de luttes de classes et d'économie, c'est se condamner à l'échec absolu... Nulle « dialectique », nulle « rationalisation », ne peuvent servir à rien. Ni Marx ni Hegel n'avaient la clé du fascisme, nul prophète jamais n'annonça rien de tel. Le fascisme reste ce qu'il est : une explosion du sentiment, du pseudo-intellectualisme — et fonctionnement irrationnel ».

Congédier d'un revers de main toute instance socio-économique placerait un historien ordinaire dans la situation d'une maîtresse de grande maison que toute sa domesticité aurait abandonnée à quelques heures d'une réception d'apparat. Borgese, lui, fait de

cette solitude le moteur de son imagination historique, le carburant de sa passion. Le fascisme est un phénomène inouï, une monstruosité radicale de l'histoire, et seule la reprise en compte totale de l'aventure du pays où il est né, l'Italie, permet de comprendre cette aberration totalitaire.

C'est donc en partant de Dante, de la création — par la puissance mythologique de l'écriture — d'une Italie qui n'existe pas, en



Borgese : l'« âme » italienne

passant par Machiavel et par une pensée perversée du politique, en suivant les péripéties d'un itinéraire culturel où se mêlaient, se confondent et s'embrouillent sans cesse les idées de patrie, de nation, et des nostalgies d'empire, que Borgese reconstruit la genèse d'un pathos mi-passionnel mi-

intellectuel, d'un bouillon de culture à la fois ridicule et tragique dans lequel vont pouvoir naître et prospérer l'ambition grandiose et l'actio médiocre du mussolinisme.

Un chef-d'œuvre
d'ironie féroce

On n'est pas forcément convaincu par la méthode borgesienne, par son culturalisme exclusif, par sa méfiance systématique de Sicilien pour tout ce qui vient de Rome et plus encore de Milan. Mais les défauts de l'historien font très probablement les qualités d'exception de l'écrivain et du polémiste. Il n'est pas jusqu'aux amputations qu'a subies son texte qui ne servent à son éclat : privée de soutien matériel, l'analyse de Borgese s'élève sur les sommets de l'« âme » italienne ; il brasse les temps, fonde des permanences, intellectuelles et sentimentales, et procède à la peinture d'un peuple tout entier dont il ne s'exclut pas. C'est un chef-d'œuvre d'ironie féroce, de tristesse lucide et d'amour désespéré. Au terme de cette enquête, de ce voyage au bout de la monstruosité, une petite question reste simple, tout angoissée posée par ce modeste, par ce patriote nostalgique des valeurs du *Risorgimento* : l'Italie existait-elle, et, quand elle existe, peut-elle se penser pour ce qu'elle est : une petite république qui a cessé à tout jamais d'être le centre du monde ?

PIERRE LEPAPE.

* **GOLIATH. LA MARCHÉ DU FASCISME**, de G.A. Borgese, traduit et préfacé par Etienne, postface de Leonardo Sciascia. Ed. Desjardins. 190 p., 98 F.

Autres parutions

● **GIORGIO CAPRONI** : *le Corro de Kevenhüller*. — Dans une édition bilingue — après le *Mur de la terre*, publié l'an dernier chez le même éditeur, — voici un second recueil de Caproni traduit en français. Ces poèmes, qui composent un véritable récit et sont inspirés d'un fait divers de 1792, ont reçu un accueil très favorable en Italie. (Ed. Maurice Nadeau. Préface et traduction de Philippe Renard et Bernard Simone. 301 pages, 98 F.)

● **STEFANO D'ARRIGO** : *Femme par magie*. — Ce roman-cier a obtenu le prix Elsa Morante, décerné pour la première fois. (Denoël. Traduction de René de Cocatty. Voir « le Monde des livres » du 12 septembre.)

● **ANDREA DE CARLO** : *Macno*. — Deux journalistes et un dictateur. L'intrigue, très B.D., d'un jeune romancier trop moderne (Grasset, 264 p., 88 F.)

● **UGO FOSCOLO** : *les Dernières Lettres de Jacopo Ortis*. — Une « autobiographie amoureuse » de 1802. Les infortunes d'un héros romantique. (Ed. Ombres, 50, rue Gambetta, 31 000 Toulouse. Traduction de Julien Luchaire. 176 p., 85 F.)

● **GIORGIO MANGANELLI** : *Amour*. — Des variations sur l'Amour par un écrivain toujours insolite, souvent esotérique. De toute manière surprenant, comme dans les précédents livres aux Editions W : *Aux dieux ultérieurs et Centurie*. (Denoël, « Arcane 17 ». Traduction de Jean-Baptiste Para, 136 pages, 82 F.)

● **MARIA MESSINA** : *la Maison dans l'espace*. — Dans sa préface, Leonardo Sciascia fait un beau compliment à cette romancière née à Palermo vers 1890 et qui fut longtemps oubliée : c'est, dit-il, « une *Manfredi sicilienne* ». Ici, Maria Messina relate les mésaventures d'un étrange ménage à trois, imposé par le maître et seigneur. (Actes Sud. Traduction de Marguerite Pozzoli. 170 pages, 79 F.)

● **MARIO TOSINO** : *la Lutra*. — Ce romancier — né en 1910 à Viareggio — décrit les infortunes d'Assunta, « servante au cœur simple ». (Ed. Alina. Traduction de Simone Matarasso-Gervais. 116 pages, 75 F.)

● Signalons également un texte de Mario Andrea Rigoni, *Contre Sénèque*, publié dans la *Nouvelle Revue française* de septembre et traduit par Michel Orcel. Le même auteur a fait paraître un recueil d'aphorismes aux Editions de l'Alphée : *Variations sur l'impossible*. (Voir « le Monde des livres » du 15 août.)

● Une anthologie intitulée *Prisma* donne à lire quatorze poètes italiens contemporains. — De Carlo Betocchi, écrivain et poète, né à Turin en 1893, que Mario Luzi reconnaît comme son maître, aux auteurs plus jeunes, déjà traduits en français, comme Zanzotto et Caproni ou encore inconnus en France. Les meilleurs traducteurs, notamment Di Meo, Para, Simone, ont participé à ce recueil bilingue, préfacé par Philippe Renard. (Ed. Obeliane, 280 pages, 130 F.)

Les couleurs
du ventJean-Philippe
CHASSANY

Précis pratique de météo populaire d'hiver et d'aujourd'hui
Un volume 14 x 21, 176 pages,
nombreuses illustrations, 16 clichés hors-texte... 120 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tel. 43 54 32 70

Sous le sable... la page

Un recueil d'articles d'Italo Calvino, choisis par lui-même en 1984.

COLLECTION de sable : le titre de ce recueil d'articles d'Italo Calvino (1) est à la fois celui du premier des comptes rendus d'expositions, on de « choses vues » qui sont la matière du livre, et un remarquable emblème de l'ouvrage entier. Dans ces vingt-deux courts textes, rien apparemment du Calvino théoricien de la narration, mais plutôt une promenade méditative et esthétique, un tourisme intellectuel allant du Japon au Mexique et à l'Iran, en passant par d'autres contrées moins aisément repérables sur les cartes, pays,

imaginaires dont le tracé surgit des rêves obstinés de quelques collectionneurs.

Car nû se situent les terres de Lachian ou de Gest, sinon dans le monde créé par Donald Evans, cet Américain qui consacra sa vie à dessiner et à imprimer, pour une cinquantaine de nations fictives, des séries de timbres-poste d'une scrupuleuse conformité aux normes philatéliques ? Existentes encore, ces dunes et ces plages où le collectionneur de sable — d'ailleurs une collectionneuse — préleva les échantillons

chromatiques d'une érosion sans recours, réunissant dans une vitrine un « cimetière de paysages » ?

C'est là qu'on se prend à soupçonner, au détour d'une phrase, que cet assemblage de textes, voulu par Calvino lui-même, joue ironiquement de son titre. *Collection de sable* est, certes, une suite arbitraire de remarques sur un musée, de monstres de cire, un arbre-mexicain vieux de deux mille ans, une scène surprise dans un train japonais, une visite à Persépolis, mais aussi un parcours se retournant sur la narration, puisque cette cartographie de l'étrange, comme toute carte géographique, « présuppose une idée de narration, est conçue en fonction d'un itinéraire, est, somme toute, une *odyssée* ».

On s'aperçoit alors que chacune ou presque des anecdotes, chacun des comptes rendus, mime une procédure de récit : l'arbre peint de l'église mexicaine d'Oaxaca à des branches qui se ramifient comme autant de séquences narratives possibles ; la colonne Trajane dévide une spirale d'histoires à la fois rompues et unifiées ; le sentier sinueux d'un jardin de Kyoto témoigne que l'important est seulement le parcours qu'il trace : un « dispositif » pour multiplier les lectures du jardin.

« Quand dire, c'est faire », titrait un ouvrage célèbre de linguistique. « Quand voir, c'est écrire », disent ces pages faussement flâneuses d'Italo Calvino : sous le sable, c'est — toujours — la page.

MONIQUE NEMER.

* **COLLECTION DE SABLE**, d'Italo Calvino, traduit par Jean-Paul Manganaro, Seuil, 158 p., 75 F.

(1) Rappelons qu'Italo Calvino est mort le 18 septembre 1985.

EMILE MALE
**L'ART RELIGIEUX
DU XIII^e SIECLE
EN FRANCE**

L'indispensable compagnon
de tout amoureux des
cathédrales gothiques de France.

Un livre merveilleux, qui semble défier
le temps comme les chefs-d'œuvre
qu'il commente.

Écrit dans une langue simple et belle,
largement illustré de grandes photos
en noir et en couleurs, relié toile sous jaquette,
présenté sous coffret.

Armand Colin

APRÈS JACK HIGGINS,
ROBERT DALEY
L'AUTEUR DE "L'ANNÉE DU DRAGON"

DANS **SPECIAL
SUSPENSE**

ROBERT DALEY
**LA NUIT TOMBE
SUR MANHATTAN**

Après Jack Higgins (Confessionnel), pour la première fois Robert Daley entre dans la collection « Spécial Suspense ». Robert Daley, né en 1925, a écrit plus de 20 romans, dont *L'Année du Dragon*, *La Nuit tombe sur Manhattan* et *Le Dernier des Indiens*. Impressionnant à tous égards : le sens de l'ironie, la force du récit, la vérité des personnages et l'émouvant drame d'amour qui les déchire. *La Nuit tombe sur Manhattan* confirme que Robert Daley compte parmi les plus grands maîtres américains du roman d'aventures et d'action.

ALBIN MICHEL

● ESSAIS

La bible des philosophes

Kant dans « la Pléiade » :

l'occasion de mesurer l'actualité d'un penseur qui offre les meilleurs remèdes contre le fanatisme.

LES bons philosophes sont les philosophes morts. Libérés de leur présence, nous pouvons lire leurs œuvres comme il nous plaît. Ils ne sont plus là pour expliquer ce qu'ils ont dit ou voulu dire ; et même, au fur et à mesure qu'ils s'éloignent de nous, ils semblent perdre progressivement tout droit à contrôler l'interprétation que nous faisons de leurs textes. Alors s'ouvre pour nous un espace de (relative) liberté, à l'intérieur duquel s'invente peu à peu ce que nous appelons une « œuvre ». Chaque génération y apporte quelque chose d'elle-même ; ce sont les critiques et les lecteurs qui construisent ce tombeau où ils enferment — bien malgré lui — l'auteur. Pauvre auteur, en vérité ! Trente ans après sa mort, on lui fait déjà dire n'importe quoi ; alors, imaginez tout ce qu'on a pu faire endosser à ce malheureux Kant, disparu de ce monde depuis 1804 !

Tombeau pour tombeau, celui que la « Bibliothèque de la Pléiade » vient d'offrir — en trois volumes, s'il vous plaît — au philosophe de Königsberg est quand même fort agréable. Le maître d'œuvre de cet imposant monument n'est autre que le regretté Ferdinand Alquié, que la mort — encore elle — aura privé d'un ultime plaisir (1), celui de voir paraître le troisième tome de ces *Œuvres philosophiques*, dont il a néanmoins contrôlé jusqu'au bout les traductions, réalisées par de nombreux collaborateurs, tous excellents spécialistes du kantisme.

Ferdinand Alquié, que bien des étudiants de ma génération ont connu, était un curieux esprit. Excellent professeur, il négligea de mettre par écrit la matière de ses cours. Grand lecteur de Descartes et des classiques, il fut aussi l'ami des surréalistes, ses contemporains. Plus porté sur l'éthique et sur l'esthétique que sur les sciences humaines, il manqua quelques occasions de devenir à la mode. Au fond, il s'en moquait. C'était un sage, avec le rien de paresseux qui convient à un tel état. On est presque surpris d'apprendre qu'il accepta la direction d'une entreprise aussi gigantesque que celle-ci. Donner enfin au public francophone une série de traductions coordonnées de tous les écrits proprement philosophiques de Kant, en veillant à la

fois à la rigueur de l'établissement des textes et à l'unification du vocabulaire dans la version française, ce n'était pas un mince travail. En s'acharant l'achèvement dans les colonnes de ce journal ne revient donc pas seulement à rappeler — une fois de plus — l'actualité de Kant, mais nous permet aussi d'adresser un dernier coup de chapeau, en guise d'adieu, à Ferdinand Alquié.

« Actualité de Kant », avez-vous dit ? Mais que faut-il entendre par là ? A une époque — la nôtre — marquée par le réveil universel des intégrismes et le retour en force, en Occident aussi, des partisans de l'ordre moral, on

berg était en Prusse, après tout. C'est tout dire. Mais Kant n'est pas seulement cet idéologue de l'Etat gendarme qu'on serait tenté de faire de lui, entre autres à Berlin-Est. Il est même bien autre chose, si l'on y regarde de près. D'abord et avant tout, c'est un esprit du Siècle des Lumières, un partisan de l'Aufklärung, un adversaire des dogmatismes, d'où qu'ils viennent. C'est un lecteur de Hume et de Rousseau. C'est un rationaliste, si plus ni moins. Une qualité qui n'est pas si répandue qu'il faille la mépriser, que diable !

Prenons, par exemple, le troisième tome de ces *Œuvres*, et

rationalisme qu'on puisse trouver dans la religion. Tout le reste, Eglise et liturgie, est surajouté et peut même nuire à la moralité en la privant de ce qu'elle a de pur. On dira si l'on veut que Kant n'a guère le sens du sacré. On peut aussi essayer de montrer — c'est ce que vient de faire Henri d'Avian de Ternay avec sa thèse sur les *Traces bibliques dans la loi morale chez Kant* — que celui-ci était plus proche de la morale évangélique, et même de l'Ancien Testament, qu'il n'y paraît à première vue. Il n'en reste pas moins que la *Religion dans les limites de la simple raison* est une lecture des plus saines, bien propre à refroidir

Paris, cette fois, et particulièrement l'abbé Sieyès, qui tendait une perche au philosophe, dont on savait qu'il avait ses idées sur la façon de conduire le monde. Sur le moment, le contact ne réussit pas à s'établir ; et puis Kant était allemand, ce que les Français ne devaient plus cesser de lui reprocher jusqu'à nos jours. Pourtant, quelque cent cinquante ans après la rédaction de cet opuscule appelant à la création d'un Etat de droit entre les nations, la SDN et l'ONU — avec toutes les difficultés qu'on sait — ont fini par prendre forme. Quelles que soient les limites de ces institutions, elles ne sont pas inutiles. Et si, un jour, elles parviennent à mieux s'affirmer, il ne faudra pas oublier que c'est dans le cerveau de Kant qu'a surgi pour la première fois l'idée qui les inspire.

Un dernier exemple, enfin, dans un autre genre : le bref écrit intitulé *Sur un ton supérieur nouvellement pris en philosophie*. Il ne s'agit que d'un texte de circonstance, dirigé contre le sentimentalisme de Jacobi et d'autres philosophes allemands (mais il y en a partout) qui croyaient à la supériorité absolue de leur intuition. Kant s'oppose à ce mysticisme de pacotille et rappelle la nécessité du travail démonstratif, ingrat mais irremplaçable. Là encore, il y a toujours beaucoup à retirer pour nous de cette leçon de rationalisme qui n'a pas fini d'être actuelle — on peut le craindre.

Voilà quelques prétextes pour inviter à une relecture. On peut en trouver d'autres, soit dans les *Œuvres philosophiques* de « la Pléiade », soit dans l'*Œuvre posthume*, qui n'a pas été retenu dans cette édition parce qu'il s'agit seulement d'un brouillon que la mort a empêché Kant de mener à terme, mais qui vient lui aussi d'être republié aux PUF, dans une nouvelle traduction due à François Marty (elle éclipsera sans doute celle que Gebelin avait donnée en 1950). Contrairement à ce qu'on dit certains critiques (comme Kuno Fischer en 1860), ce texte, bien qu'il soit inachevé,

l'ardeur des fanatiques. Malheureusement, les fanatiques lisent peu ; c'est même ça qui les caractérise.

Une leçon de rationalisme

Ouvrons encore ce troisième tome. Voici le fameux *Projet de paix perpétuelle* dans la magnifique traduction d'un auteur de l'époque (1796), revue par Heinz Wismann. La raison de cette précoce version française ? C'était

pourrait craindre le pire. Parce qu'il reste malgré tout le philosophe de la loi par excellence, parce qu'il a eu le malheur d'inventer le trop fameux impératif catégorique, parce qu'il n'est pas de ceux — bien au contraire ! — qui pensent que « ce qui est juste en théorie ne vaut point en pratique », Kant court effectivement, en permanence, le risque d'être récupéré par les fondamentalistes de tout poil. Il faut donc, si nous l'aimons, que nous l'aidions à échapper à ces gens-là.

Oui, je sais bien, c'est vrai qu'il était un peu comme ça. Königs-

feuilletons-le pour nous rafraîchir la mémoire. Voici la *Religion dans les limites de la simple raison*, un texte de 1793 où Kant explique sa position sur le christianisme. Les trois critiques sont déjà loin derrière. Robespierre les avait-il lus ? Hélas non. Sans quoi, il aurait évité à ses contemporains tout ce folklore tragique qui entoure le culte de l'Être suprême. Et au moment même où Paris va se laisser gagner par la nouvelle fièvre religieuse, Kant reprend la plume pour mettre des points sur quelques « i ». Pour lui, la loi morale, écrite dans le cœur de l'homme, est le seul contenu



Kant à la fin de sa vie croqué par Hegemann.

et que son plan même fasse problème, n'est nullement l'œuvre d'un esprit frappé de sénilité. On y trouve d'utiles précisions sur la façon dont Kant essayait de penser le passage théorique entre, d'une part, les principes métaphysiques de la nature (principes *a priori*) et, d'autre part, les résultats empiriques de la physique. Question qui, ajoutons-le, continue d'agiter l'épistémologie contemporaine. Comme quoi l'œuvre de Kant joue peut-être aujourd'hui, pour les philosophes, le même rôle que la Bible autrefois : quelle que soit la page à laquelle on ouvre, on a toujours quelque chose à y prendre.

CH. DELACAMPAGNE.

★ **ŒUVRES PHILOSOPHIQUES**, d'Immanuel Kant. Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », trois volumes sous la direction de Ferdinand Alquié. Tome I, 1 830 p., 246,50 F ; tome II, 1 632 p., 350 F ; tome III, 1 284 p., prix de lancement jusqu'au 31 décembre, 320 F.

★ **TRACES BIBLIQUES DANS LA LOI MORALE CHEZ KANT**, par Henri d'Avian de Ternay, Beauchesne, 360 p., 120 F.

★ **OPUS POSTHUMUM**, d'Immanuel Kant, traduction de François Marty, PUF, 446 p., 195 F.

(1) Ferdinand Alquié est mort le 28 février 1985.

Lyotard et la politique de Kant

DEPUIS quelques années, Jean-François Lyotard s'est engagé dans une lecture aussi minutieuse qu'originale du corpus kantien. On en trouve trace, notamment, dans les quatre « Notices Kant » qui scandent le *Différend* (Ed. de Minuit, 1984), comme dans son séminaire sur « La question du sublime », au Collège international de philosophie. On bien dans son dernier texte consacré à l'analyse de l'enthousiasme — celui qui saisit les contemporains de la Révolution française face à « ce jeu de grande bouleversement », comme écrit Kant en 1795.

Bizarre jeu. Étrange enthousiasme. Car les spectateurs, dispersés en Europe, ne tiennent aucun avantage direct des événements se déroulant sous leurs yeux. Ils n'y sont même impliqués en aucune façon. Pis : leurs manifestations d'enthousiasme risquent de se retourner contre eux.

Pour la connaissance d'entendement, il est clair que cet enthousiasme est sans fondement : un autre pouvoir se substitue à l'ancien, dont il n'y a pas lieu de croire qu'il sera meilleur. Mais, à en rester là, on ne sera jamais qu'un moraliste politique — soulignant complaisamment l'absurdité de l'histoire, et la morosité du « tout se veut » qu'elle entraîne — et non un politique moral, dont les prises de position signifient une disposition commune au genre humain.

Comment rendre compte de cet enthousiasme sans le fonder en nature ? Kant en fait une modalité du sentiment sublime, qui juge sans règle, selon une promesse d'universalité. Cette

« anticipation immédiate et singulière d'une république sentimentale » est en fin de compte, selon Lyotard, la raison pour laquelle « on n'apprend pas plus la politique que la philosophie ».

D'une extrême densité, ce petit livre qui ne se résume pas ouvre au moins deux séries de perspectives.

Les unes concernent nos lectures de Kant : peut-être faudrait-il cesser, si l'on suit Jean-François Lyotard, de scinder trop simplement l'œuvre entre les travaux critiques et les opuscules historico-politiques. La critique kantienne serait un geste politique dans l'univers des phrases philosophiques. Inversement, le geste politique serait assésimilaire à l'intervention de la philosophie critique dans l'univers des énoncés historiques.

Mais Lyotard a plus soulé du présent que de l'histoire de la philosophie. C'est pourquoi il ne peut esquiver une autre série de questions. Après Wittgenstein, après l'éclatement du langage en familles de phrases que séparent des exigences inconciliables et irréductibles, après Auschwitz, la Kolyma et quelques autres fissions de l'esprit, après l'implosion du sujet kantien... quel enthousiasme nous reste-t-il ? Quel sublime ? Quelle tâche possible ? A peine esquissée, les éléments d'une réponse restent encore en attente.

ROGER-POL DROIT.

★ **L'ENTHOUSIASME**, la critique kantienne de l'histoire, de Jean-François Lyotard, Ed. Gallimard, coll. « La philosophie en effet », 120 p., 62 F.

DIDIER VAN CAUWELAERT

Les vacances du fantôme

Roman

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

S E U I L

مكتبة المثل

D'AUTRES MONDES

Russie folie poésie

★ RUSSIE FOLIE POÉSIE, de Roman Jakobson ; textes choisis et présentés par Tsvetana Todorov, traduits de l'anglais, de l'allemand et du russe par Nancy Huston, Marc B. de Lannay et André Markowicz. Seuil, coll. « Poésie », 224 p., 99 F.

★ TENTATIVE DE JALOUSIE ET AUTRES POÈMES, de Marina Tsvetleva ; traduit du russe et présenté par Eve Malleret. La Découverte, coll. « Voix », 240 p., 120 F.

★ NEUF LETTRES AVEC UNE DIXIÈME RETENUE ET UNE ONZIÈME RECUE, de Marina Tsvetleva ; trad. de l'anglais, coll. « Les Épistolaires », relié, 64 p., 52 F.

★ LE SOIR, d'Anna Akhmatova ; traduit par Sylvie Tchernoff. Le Nouveau Commerce, 100 p., 89 F.



Anna Akhmatova



Marina Tsvetleva



Roman Jakobson

La chronique de NICOLE ZAND

RUSSIE folie poésie... Les assonances d'un titre qui sont comme un poème chargé de trois mots d'un poids sans proportion avec le petit livre ainsi désigné. Russie folie poésie. Ainsi accolés par Tsvetana Todorov, à l'usage de Roman Jakobson, le grand linguiste de notre siècle amoureux fou du langage pour qui la poésie « étendait et universalisait » était la quintessence de la littérature, ces trois mots constituent comme un terreau, un terrain où tous les jeux sont permis.

Repères autobiographiques, extraits de correspondances, souvenirs, textes sur l'histoire de la littérature russe à travers des études rapides (les contes de fées, Pouchkine, Maïakovski, rapport entre « poésie et folie », à la lumière du dernier poème d'Hölderlin la Vase), autant de sujets abordés par l'exubérant chercheur que fut Jakobson et qu'on aurait tort d'imaginer en « savant austère », comme le montre ce recueil de textes pour non-spécialistes. « Ce qui m'a le plus influencé, dans mon approche de la poésie et de la linguistique, ce fut mon intimité avec les poètes et les poétesses d'avant-garde », explique Jakobson l'inventeur du structuralisme, qui ne manquait jamais de rappeler ce qu'il devait à Khlebnikov, « ce poète sans parole » (1), et à Maïakovski, l'ami futuriste.

Dès 1914, le jeune homme, âgé de dix-sept ans, entreprend une correspondance avec un autre futuriste, pleine d'enthousiasme et de naïveté, qu'il signe d'un pseudonyme, R. Aïegrov ; lettres qu'il retrouve plus d'un demi-siècle plus tard et qu'il commente, s'agissant d'un autre. L'adolescent de 1914 commençait par s'excuser d'écrire « en mots », en utilisant les mots russes ordinaires et non pas la langue transrationnelle, le zourou. « Si possible, écrivait-il, imprimez le poème envoyé en lignes de prose et sans coquilles, surtout en ce qui concerne la ponctuation... » Et à propos du futuriste italien Marinetti qui fait alors une tournée en Russie, le jeune homme conseille à son ami : « Écrabouillez-le, lui, son batzcan et sa camolote ! »

Dans un autre texte du début des années 30, intitulé le Mythe de la France en Russie, Jakobson recense les opinions que les Russes se font de la France (2) depuis Pouchkine (« Conscience de leur supériorité sur le reste de l'humanité », les Français) évaluent les écrivains étrangers célèbres selon le critère de leur plus ou moins grande proximité avec les us et coutumes français (« Ici Harzen (le Co pays) croit obstinément qu'il est la perle de toute la planète, que Paris serait la papillonne modeste de l'humanité »), sans parler de Maïakovski qui s'écrit en 1925 : « J'aimerais vivre et mourir à Paris. Si Moscou n'était pas ma patrie. » Cette attraction-répulsion des intellectuels, à notre égard traduit surtout l'état d'esprit des Russes qui, même lorsqu'ils s'enflamment pour les révolutions de 1917 ou pour les Communistes, éprouvent de la méfiance à l'égard du prolétariat français. Tel Doukine qui doute des ouvriers français, « au fond attirés par la propriété (...) et dont tout l'idéal serait de devenir propriétaires et d'accumuler autant que possible... ».

Lorsqu'il quitta la Russie en 1920, Roman Jakobson préféra s'installer à Prague où, avec d'autres émigrés russes et des écrivains tchèques, il fonda le Cercle linguistique de Prague, dans lequel serait débordée la linguistique structuraliste. Sans jamais oublier les poètes... C'est en 1942, à New-York, qu'il rencontra Claude Lévi-Strauss, son disciple.

À France, d'ailleurs, ne réussit pas forcément aux poètes russes. Ainsi Marina Tsvetleva, dont Elfin Etkind vient de faire éditer, sous le titre Tentative de jalousie, un choix de poèmes qu'on disait intraduisibles et dont Eve Malleret a mortu à trente-sept ans en 1984 — nous restitué le rythme intérieur, le cri rauque et déchiré, la véhémence. (« Un mariage

étonnant d'audace et de rigueur, d'imagination et de mémoire, de l'inventé et de l'hérité, de la passion sauvage et de la culture la plus raffinée », écrit à ce sujet le professeur Etkind.)

Exilée de partout, Marina Tsvetleva a connu un destin atroce. Après une merveilleuse jeunesse. Née en 1892 à Moscou, elle est la fille d'un philologue, fondateur du Musée des Beaux-Arts (aujourd'hui, musée Pouchkine), et d'une mère musicienne. Elle écrit des vers depuis l'âge de six ans, apprend le français à sept ans, compose de la poésie en allemand à douze ans, part seule en France à seize ans pour voir jouer Sarah Bernhardt dans l'Aiglon, publie son premier recueil, l'Album du soir, à dix-huit ans... L'année suivante, en 1911, alors qu'elle est l'invitée du poète Max Volochine à Koktebel, la plus belle station balnéaire de la mer Noire, elle rencontre Serge Efron, l'épouse contre l'avis de sa famille, traditionnellement antisémite. Deux filles vont naître : l'aînée, Ariane, sera arrêtée en 1939 ; la cadette mourra de malnutrition en 1920.

Paradoxalement, impuissante, révoltée, prête à tous les blasphèmes, Marina va être contre les « Rouges » alors que son mari s'est engagé dans l'Armée Blanche ; elle clame la grandeur du tsar et des « Blancs » dans un poème de 1921, le Camp des cygnes (« Elle aime ce qu'on ne doit pas faire », dit, presque admiratif, Ilya Ehrenbourg, qui, pour sa part, va choisir l'opportuniste). Emigrée en 1922, d'abord dans la banlieue de Prague puis, à partir de 1925, près de Paris, à Clamart, à Vanves, elle suscite la méfiance des autres émigrés : tandis que son mari est devenu espion à la solde des Soviétiques, elle-même ne cesse de penser à la Russie (« En Russie, je suis un poète sans livres, ici un poète sans lecteurs », écrit-elle). Elle a mené une correspondance passionnée avec Reiner Maria Rilke et avec Boris Pasternak (3). Elle attend beaucoup de Pasternak qu'elle a rencontré lors du Congrès des écrivains antifascistes en 1935. Accablée de solitude après dix-sept ans d'exil, dont près de quinze à Paris, elle s'embarque pour l'URSS en juillet 1939, avec son fils de quatorze ans. Sa fille est envoyée au camp ; son mari est arrêté et fusillé. Evacuée de Moscou en août 1941 vers le pays tatar, elle se pend le 31 août. Son fils s'engage dans l'armée et sera tué en Lituanie en août 1944... (« Toutes les marques et les dettes, tous les signes. Tout a disparu d'un coup. Il reste une âme née quelque part... »)

On n'a longtemps connu d'elle, en France, qu'un choix de poèmes traduits par Elsa Trialet (Gallimard, 1968) avant que paraissent, ça et là, des bribes de traductions de cette poésie inclassable, vibrante de douleur, d'amour, de dérision. Ignorée de l'émigration, Marina fut ce qu'elle appelle « un loup blanc », si isolée, si misérable que seul le tient le mal du pays :

Mai du pays ! Tocard, ce mal
Démontre qu'il y a longtemps !
Il m'est parfaitement égal
Qu'on me trouve parfaitement
Soleil, sur quelle paille le train
Cable au bras jusqu'à chez moi.
Vers la maison — plutôt caserne ! —
Qui ne sait pas qu'elle est à moi.
Même ma langue maternelle
Aux sons lactés — je m'en défie.
Il m'est indifférent en quelle
Langue être incomprise et de qui !
Les passions (d'écues), vécues au
paroxysme, cinglent les mots de ses

poèmes : « Comment ça va la vie avec une autre ? » demande-t-elle dans Tentative de jalousie. De même dans les Neuf lettres écrites en 1922 à Berlin — et qu'elle a traduites elle-même à Paris dix ans plus tard. Si violentes qu'elles étourdissent : « Je sais tout, Homme, je vous sais superficiel, léger, creux, mais votre animalité profonde me touche plus profondément que d'autres âmes. Vous savez si bien avoir froid, avoir chaud, avoir faim, avoir soif, avoir sommeil. Sans votre vide que nous ne pouvons jamais penser autrement que plein d'astres ou d'atomes, c'est-à-dire peuplé de mondes vivants. Soyez vide autant que vous le voudrez, autant que vous le pourrez : je suis la vie qui ne souffre pas le vide. Ou bien encore : « Vous m'annihiliez (humanisez, féminisez, animalisez) comme la fourrure... Mon tendre (qui me fait tendre, qui me donne ce grand étonnement : d'être tendre, de tendre les bras)... »

Un bref « roman » épistolaire, mais dense, fort, réuni dans un petit volume relié, très joliment présenté, très soigneusement annoté, où la prose se tend comme un arc et sonne comme un poème. « Toute la vie est divisée en trois périodes », écrit Marina Tsvetleva : la pressantiment de l'amour, l'amour et le souvenir de l'amour. Et celle du milieu dure de cinq à soixante-quinze ans. Elle n'a jamais vu finir la « période du milieu »...

ANNA AKHMATOVA, elle aussi, fut célèbre dès son premier livre, le Soir, presque le même titre que Marina, publié en 1912, après son mariage avec Nicolas Gounine et son voyage de noces à Paris. Au moment où naît son fils pour qui, vingt-cinq ans plus tard, elle composera le Requiem. Une poésie ample, qui respire encore le bonheur :

Il n'aimait que trois choses au monde :
Le chant des vespres, les peurs blanches
Et les vieilles cartes d'Amérique.
Il n'aimait pas qu'un enfant pleure,
Ni qu'une femme cède à ses nerfs,
Ni boire le thé à la framboise.
...Et moi, j'étais sa femme.

Les temps changent, dir-on. Les Soviétiques ont édité en 1978 l'œuvre complète d'Akhmatova (sans le Requiem). Et Mandelstam. Et même, tout récemment, Gounine, le fusillé de 1921. A Moscou, dimanche — le 23 novembre, on a parait-il lu en public des vers d'Akhmatova et de Tsvetleva. De Mandelstam. Pour la première fois depuis... Qui le sait ? Mais, aujourd'hui, Russie rime avec poésie.

(1) L'Age d'homme vient de publier Des nombres et des lettres, de Vladimir Khlebnikov, textes théoriques traduits par Agnès Solà.

(2) D'après une anthologie d'O. Savitch et I. Eliebourg : Nous et eux, Berlin, Paropolis, 1931.

(3) Correspondance à trois. Ed. 1926, de Rilke, Pasternak et Tsvetleva. Gallimard, 1983. Voir aussi : Mon frère féminin, Marcure de France, 1979 ; le Diable et autres récits, l'Age d'homme, 1979 ; le Poème de la montagne, l'Age d'homme, 1984.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Libertin... et moraliste

Charles Pinot-Duclos, homme des Lumières, juge les mœurs du dix-huitième siècle : un catalogue de sentiments, mais aussi un « manifeste de l'homme nouveau ».

CHARLES PINOT-DUCLOS est ce qu'on appelle un « écrivain mineur » du dix-huitième siècle. Pourtant, il fut l'auteur d'un des romans les plus lus et les plus imités de son temps, les Confessions du Comte*** (1741) (1), dont Montesquieu s'est souvenu en rédigeant les Confessions d'un fat (1749). Initiateur du roman libertin, Duclos se voulait également moraliste. Les Considérations sur les mœurs de ce siècle (début 1751) et les Mémoires pour servir à l'histoire des mœurs du dix-huitième siècle (fin 1751) — ce dernier ouvrage réédité aujourd'hui — témoignent de ce choix apparemment paradoxal. Le propos de ces Mémoires, qu'illustrent neuf intrigues sentimentales, aisément localisables sur la carte du Tendre, est de retracer la voie étroite, mais exemplaire, qui va des contrées tourmentées et périlleuses du libertinage au plat et calme pays de la vertu.

Cependant, les rhétoriques galantes, les « systèmes », les « plans de vie » de Mmes de Rétel, de Clerval, de Saintré, de Rémioucourt, de Vergi — aussi raisonnables soient-elles dans leur refus ou leur exception, — pâlisent devant l'ambigu renoncement, érigé à la hauteur d'une philosophie quotidienne, de

Mme de Canaples : cet amour qu'elle éprouve peut-être et qu'elle suscite sûrement restera platonique. Bien. Mais elle met le narrateur du livre en situation d'épouser une jeune fille qu'elle dote de toute sa fortune de jeune veuve... On ne sait trop, lecteur du vingtième siècle, si c'est par machiavélisme ou par morale mais, avec ce dévouement qu'il dit « heureux », l'auteur cède sa contribution à la description du comportement amoureux et galant de ses contemporains.

Se distinguant des moralistes antérieurs comme Pascal, La Rochefoucauld ou La Bruyère, il ne s'en tient cependant pas uniquement au tableau psychologique, au catalogue raisonné des sentiments. Ce grand bourgeois très en vue — il est maire de Dinan, député du Tiers aux États de Bretagne, historiographe de France, futur secrétaire perpétuel de l'Académie française, il fréquente avec Marivaux, Marmontel, Helvétius, le salon de « la belle et scélérates chanoinesse », Mme de Tencin, — introduit une dimension historique, sociologique, satirique, bien plus convaincante que la morale de sa démonstration — même entre les lignes, il retrace la dégradation du sentiment amoureux.

reux, il critique une société qui se soucie de la naissance, de la richesse et du rang. Il fustige « le petit maître », « l'homme à bonnes fortunes », « l'homme à la mode », et il évoque un « ordre moyen où les femmes n'ont pas reçu cette éducation polie qui fait regarder la vertu comme un préjugé et le devoir comme une sottise ». Outre une qualité de raisonnement et d'écriture remarquable de finesse, il faut reconnaître dans ces Mémoires pour servir... nous dit Henri Coulet dans sa préface, « le manifeste de

l'homme nouveau, l'énoncé des valeurs morales et sociales chères à la bourgeoisie des Lumières ».

CLAIRE PAULHAN.

★ MÉMOIRES POUR SERVIR À L'HISTOIRE DES MŒURS DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE, de Charles Pinot-Duclos, Éditions Desjonquères, collection « XVIII^e siècle », dirigée par Henri Coulet, 147 p., 78 F (diffusion PUF).

(1) Les Confessions du Comte***, Éditions Didier, 1969.

— LA VIE DU LIVRE —

Stages/offres et demandes d'emploi

AMATEURS ÉCLAIRÉS
(40 ans minimum)
de la langue française
dynamiques, débrouillards et pragmatiques
pour fonder associations (sans but lucratif)
de sauvegarde et de diffusion du français
en France. Écrire Le Monde Publiés,
n° 10237, 5, rue de Montreuil,

CATALOGUE
LIVRES D'OCCASION
BOUQUINERIE
MONTBARBON
R.P. 355
83051 TOULON CEDEX

BRETAGNE 2000
BILAN ET PERSPECTIVES
par 17 spécialistes
340 pages - 95 F
Éditions Toul la Bre
R.P. 5 - 29212 FLAHENEC.

Les déjeuners
des dîners, les soupers de
L'ÉCHAUDÉ
de GERMAIN
de 12h à 2h du matin
21 rue de l'ÉCHAUDÉ
tél. 43 54 79 02

Georges Elgozy

LA GRANDE MAGOUILLE

Les paradoxes du politique

«Électeurs, élus, carriéristes, «diplomates», publicitaires... tous les acteurs de notre démocratie en prennent pour leur grade... Un essai décapant et toujours convaincant»

PATRICK COQUIN «LE NOUVEAU ÉCONOMISTE»

«Quelle erreur, au reste commettrait le lecteur en ne s'arrêtant qu'à la pirouette. Derrière, il y a l'Elgozy qui pense que l'apolitisme fait le lit du totalitarisme.»

PIERRE DROUIN «LE MONDE»

«Deux cent quarante-neuf pages de culture, d'intelligence, d'humour féroce au service de la rigueur morale.»

FANILLA «LES ÉCHOS»

«Ainsi soufflé l'esprit de Georges Elgozy, que les amateurs tiennent pour le Sacha Guitry de la technocratie, de l'économie et de la politique.»

«L'ESPRESSO»

LE ROCHER

Le Monde

sans visa



«O N me ramène au quel d'Orsay. La gare est superbe et a l'air d'un palais des Beaux-Arts. Je propose à Laloux de faire l'échange s'il en est encore temps. Le souhait du peintre Dettaille est exact, quatre-vingt-six ans après avoir été formulé. Le «débarras» d'Orléans», inauguré pour l'Exposition universelle de 1900, est devenu un musée qui rassemble les œuvres les plus marquantes du dix-neuvième siècle.

Non sans péripéties. En 1971, le feu vert du ministre de l'urbanisme et du logement, Alain Chandon, est déjà donné pour la construction d'un hôtel international à la place de la gare de Laloux, face au Louvre, quand le dossier échoue sur le bureau de Jacques Duhamel, ministre des affaires culturelles depuis peu.

A la vue du projet, il sursaute : «Tant que je vivrai, aurai-je déclaré, cela ne se fera pas.» Jacques Rigaud, son directeur de cabinet, aujourd'hui président de l'établissement public du musée d'Orsay, se souvient : «L'épouvante que nous donnait ce très mauvais projet était beaucoup plus forte que notre souci de sauvegarder l'œuvre de Victor Laloux.» La décision de geler l'opération fait un certain bruit. Le préfet Diebolt aborde un jour Jacques Rigaud et lui demande sur le ton de la bravade : «Vous n'allez quand même pas classer la gare d'Orsay ?» Il ne croyait pas si bien dire. Pour le moment, Jacques Duhamel se contente de la faire inscrire à l'inventaire des monuments historiques.

Mais que faire de cette épave ? La Caisse des dépôts et consignations, sa voisine, la convoite pour s'agrandir. L'éducation nationale aurait bien voulu la transformer en université. Au début de l'année 1972, Jean Chatelain, alors directeur des Musées de France, vient trouver Jacques Rigaud, rue de Valois. Le musée du Louvre a des problèmes d'extension impossibles à résoudre, lui déclare-t-il en sub-

stance. L'Orangerie va être neutralisée par l'installation à demeure de la collection Walter-Guillaume. Le Jeu de paume croulé sous le poids des œuvres et des visiteurs. La gare d'Orsay est un symbole du dix-neuvième siècle. Pourquoi ne pas présenter les impressionnistes dans l'immense hôtel qui la borde ? Avec certains «pompiers» que l'on commence à regarder d'un œil différent. Une rétrospective de ces œuvres, organisée aux Arts Décoratifs, rue de Rivoli, fait grand bruit. Quant à l'immense nef de verre et d'acier, elle pourrait être transformée en jardin d'hiver ou en salle des machines. Ces propos séduisent Jacques Rigaud, qui lui rapporte à son ministre. En revanche, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, alertés par Jacques Duhamel, ne semblent guère intéressés.

Pourtant, en février 1973, Jacques Rigaud, au cours d'un déjeuner à l'Élysée, a l'occasion de défendre devant le président de la République les idées de Jean Chatelain. Avec succès. Aussi Jacques Duhamel, qui doit bientôt quitter son poste pour d'impérieuses raisons de santé, peut-il poser quelques jalons avant son départ.

Valéry Giscard d'Estaing, devenu président de la République, trouve à son goût le projet que, ministre des finances, il avait ignoré. Peut-être pour contrebalancer l'enthousiasme en 1977. Il décide en octobre de la même année de réaliser la transformation de la gare d'Orsay en un musée du dix-neuvième siècle. Six mois plus tard, l'ensemble des bâtiments est classé, et Michel Lacroix, conservateur en chef du département des peintures au musée du Louvre, est chargé de l'élaboration du futur musée.

Avant même que les études architecturales soient menées à leur terme, une loi est votée fixant l'enveloppe financière du musée d'Orsay à 363 millions de francs. Les architectes : Pierre Colbois, Renaud Bardon et Jean-Paul Phi-

ORSAY

LE DIX-NEUVIÈME MIS A NEUF

Un siècle se penche sur son aîné. Il offre, à Paris, l'ex-gare d'Orsay aux beaux-arts et à l'histoire. Ce nouveau musée national sera inauguré le 1^{er} décembre par le président de la République et ouvert au public le 9. Un événement.

lippon, désigné à l'issue d'un concours restreint, devront se débrouiller avec ce budget «définitif et non révisable». Une tâche quasi impossible quand on connaît l'ampleur des travaux à effectuer. Il faut en particulier protéger l'énorme bâtisse des crues de la Seine au moyen d'un ravier qui reprend tout le sous-sol. Et devant les problèmes posés par l'aménagement intérieur du musée, on doit se résoudre à faire appel à un autre architecte : l'italien Gio Ponti. Les frictions entre les deux équipes seront inévitables.

Autre difficulté à résoudre : celle des dates. Quelles doivent être les limites chronologiques du musée ? Les conservateurs pensent démarrer les collections avec la seconde partie du dix-neuvième siècle et les clore dans les toutes premières années du vingtième. Le président de la République tient à englober le romantisme. Les hommes de l'art doivent s'incliner, furieux à l'idée de démanteler les Delacroix du Lou-

vre. Arrive mai 1981 et l'installation de François Mitterrand à l'Élysée. Dans l'entourage du président de la République, de nombreuses voix se pressent d'interrompre ce projet «passifiste». Jack Lang lui fait remarquer que le point de non-retour n'est pas encore atteint. Par respect pour l'œuvre de son prédécesseur autant que par convictions personnelles, M. Mitterrand décide de maintenir le cap. On retrouve alors Jacques Rigaud, nommé président de l'établissement public d'Orsay. C'est un gestionnaire. Son premier soin est de demander une étude financière sérieuse. A son issue, le budget du musée triplera pratiquement : 1 080 millions de francs. Avec la dérive monétaire, il approchera les 1 300 millions de francs en 1986. Pour accélérer les travaux, il retire aux architectes la maîtrise d'œuvre qu'il confie à une entreprise spécialisée, la SETEC. Grincements de dents. Enfin, dès l'annonce de la création du Grand Louvre, il récupère les espaces

affectés à l'administration des musées de France. Gain pour les collections.

Mais tout en confirmant le projet d'Orsay, François Mitterrand l'infléchit doublement. D'abord, il retient la période proposée initialement par les conservateurs : 1848-1914. Le découpage est certes imparfait. Comme tous les découpages. 1914, par exemple, relève du symbole. Le vrai tournant de l'histoire de la peinture se situe plutôt vers 1905-1907. Mais le bloc historique retenu est plus homogène. Et le président de la République, pour des raisons qui tiennent à sa culture personnelle et à l'idée qu'il se fait d'un projet d'Etat, souhaite que le contexte historique soit rappelé avec force.

Un tel endroit ne doit pas être fréquenté par les seuls amateurs mais ouvert à tous. Notamment au peuple de gauche qui doit pouvoir mesurer, au milieu des chefs-d'œuvre, l'importance d'un siècle qui vit la naissance du suffrage universel et du droit syndical, la révolution industrielle, l'urbanisation, l'essor du monde ouvrier et ses luttes. Les différentes disciplines d'Orsay doivent entretenir entre elles un savant dialogue, illuminé par le grand soleil de l'histoire. Madeleine Rebérioux, universitaire réputée, le cœur et la sensibilité nettement à gauche, est nommée pour veiller à la mise en route de ce programme.

A parcourir le musée, on mesure l'échec de sa mission. Elle désirait une correspondance plus grande entre les différentes sections. Un manuscrit de Mallarmé à côté de son portrait par Manet. Une présence forte du monde industriel — une locomotive dans la grande galerie. Une explication concrète de l'époque par le biais de panneaux et d'audiovisuels dispersés dans tout le musée, à proximité des œuvres. Elle n'a guère été entendue.

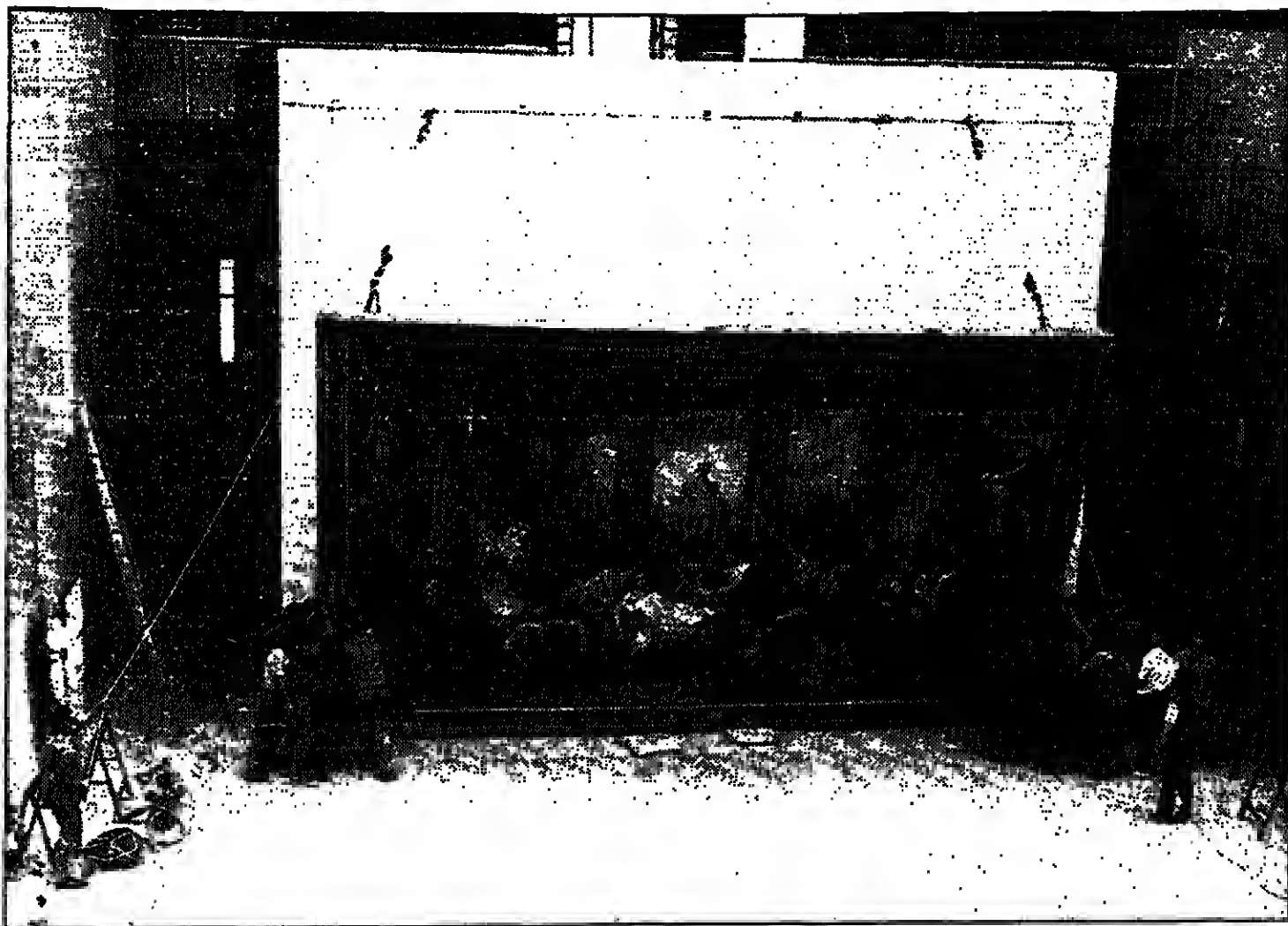
Hormis le bâtiment, rien d'industriel à Orsay. C'est un musée pluridisciplinaire, mais ses sections sont quasiment étanches. Et tout ce qui est proprement didactique a été rejeté à la pé-

phérie. A l'entrée par exemple où, à côté des traditionnels audiovisuels, un mur d'objets et d'images, découpé en séquences, donne aux visiteurs un aperçu de la chronologie des événements du siècle. Seules exceptions : deux galeries. Le «passage de la presse» présente un panorama des journaux de l'époque. Dans le «passage des dates», des écrans interactifs permettent aux visiteurs d'avoir un développement historique à partir d'une date, d'une œuvre, d'un événement ou d'un personnage. C'est peu. Madeleine Rebérioux le regrette : «Les conservateurs estiment unanimement qu'un musée est un lieu fait pour la délectation d'une œuvre dans un cadre donné. Dans ce cadre rien ne doit détourner le spectateur de sa jouissance. Confrontations et comparaisons sont inutiles, voire néfastes. J'ai pour ma part une autre conception de la délectation. Elle passe d'abord par la compréhension, donc par l'explication.»

Un point de vue qui n'a rien de commun avec celui de François Caehin, directrice du musée d'Orsay : «Mettre un fer à repasser devant un tableau de Degas n'apporte rien à l'histoire de la société ni à Degas. Ce n'est pas en exposant des objets de la vie quotidienne que l'on captera un public nouveau. C'est vrai, la présence de l'histoire est ici légère, indicative. Mais le musée tout entier est une leçon d'histoire. Même s'il s'agit a priori d'une histoire de l'art. Les confrontations sont purement artistiques et pourtant les courants d'idées se dessinent aussi derrière les toiles.»

Reste que Madeleine Rebérioux a parlé sur l'action du service culturel du musée, une innovation, et qu'elle a tenté de tisser des liens avec un nouveau public : enseignants, syndicats, comités d'entreprise. Grâce à eux, Orsay, grand musée traditionnel qui fait le lien entre le Louvre et le Musée d'art moderne, sera peut-être aussi un musée différent.

EMMANUEL DE ROUX.



Accrochage des Romains de la décadence, de Thomas Couture.

TABLEAUX DE CHASSE

B IEN qu'il y ait fort peu de fauves au musée d'Orsay, on imaginerait bien Michel Laclotte dégingandant sanglé dans une tenue de chasseur de safari. Pendant huit ans, il a pisté, traqué, débarrassé dans leurs repaires des centaines de toiles, de sculptures, de meubles, d'objets, à coups d'achats, d'échanges, de trocs, d'emprunts. Ses glorieux trophées enfin ramassés sont accrochés, posés, exposés. M. le conservateur en chef peut être légitimement satisfait.

Venu en voisin du musée du Louvre, n'ayant accepté d'abandonner sa charge au département des peintures qu'à la condition expresse que lui soient rendues des ouvertures d'Orsay ses fonctions premières, il s'apprête donc à retrouver la Seine « pour retrouver ses chers primitifs italiens ». Confiant l'immense nouveau-né à sa jeune maman, Françoise Cachin, chef d'établissement. Sans regrets.

Il rappelle cependant que le projet d'Orsay l'a toujours passionné, avant même que le bâtiment ait conquis son affectation définitive. On évoquait à son sujet de nombreuses destinations possibles. Parmi celles-ci, l'installation d'une sorte de Maison des provinces françaises. Michel Laclotte, rencontrant le ministre de la culture du temps, Jacques Duhamel, à un vernissage, s'opposait fermement à cette éventualité, disant : « C'est bien simple, monsieur le ministre, vous avez le choix entre Cézanne et le reblochon ! »

On sait maintenant qui fut le vainqueur... Et la question essentielle qui serait dès le début posée. De quoi seraient constituées les collections du musée d'Orsay ? D'abord l'évidence : des transferts venus du Louvre, du Jeu de Paume, de ce qui restait au Musée d'art moderne du Palais de Tokyo, et qui n'allait pas au centre Pompidou, et de tout ce qu'on pourrait récolter du vieux fonds du Luxembourg, fondé en 1819 par Louis XVIII, comme musée des artistes vivants.

Pendant la première moitié du siècle, ça s'est bien passé au Luxembourg, rappelle Michel Laclotte. Ils ont acheté Delacroix, Ingres, mais vers 1860, ça s'est gâté. Songez : ils n'avaient que quatre Corot, achetés très tard, et pas un seul Millet. Extravagant ! Et puis, à partir de 1920, il y a eu une véritable diaspora des œuvres ; le Luxembourg débordait, on roulait les toiles, les emballait, les envoyait en province, on en a perdu. L'installation du Musée d'art moderne a été faite au Palais de Tokyo, très hâtivement, en 1937-1938. C'était une pagaille intégrale.

Une fois les difficiles inventaires réalisés et le début des « récupérations » engagé, l'équipe

du musée d'Orsay, qui n'était encore qu'un monumental chantier, se lança simultanément dans une politique d'achats. « Ce ne fut pas simple, dit Michel Laclotte, de convaincre mes collègues. Les conservateurs en chef des musées nationaux, une trentaine, se réunissent chaque mois pour approuver — ou refuser — à bulletin secret les propositions d'acquisition de chacun d'entre eux. Et on comprend que les demandes de Michel Laclotte — des meubles de Van de Velde, artiste pivot de l'art nouveau, par exemple — aient pu paraître farfelues à des hommes éminents qui avaient plutôt chez eux des commodités de Cressent : l'un d'eux soupira même un jour : « Laclotte, vous nous feriez acheter un Frigidaire ! »

de Munk, ça va chercher dans les combles ? Entre 30 millions et 40 millions de francs...

A propos de mécène, il faut nuancer en citant un Michel David-Weill. C'est lui qui a permis d'acheter la série des parlementaires de Daumier et une chambre complète de Mies van der Rohe, l'architecte-décorateur écossais.

Tout en poursuivant ses royales emplettes, gêné dans ses aspirations par l'éclosion de la mode du dix-neuvième siècle et l'envol consécutif de la cote de ses artistes, le musée d'Orsay opérait des « regroupements ». Sous ce vocable anodin se dissimulent des mois, des années d'enquêtes quasi policières.

En ce qui concerne la Fuite de Caïn, par Cormon — gigantesque

Le musée de Lyon rendait le Grand Homme qui marche, de Rodin ? Allez, ça valait bien un Cézanne plus un Pissarro.

Laclotte n'acheta pas de Frigidaire, mais des Van de Velde, dans une vente à Mont-Carlo il y a trois semaines ; un Klimt rarissime à un marchand suisse ; la Pie, de Monet, dans une succession ; la Tentation de Saint-Antoine, d'Isidore, aux Pucelles, et, avec une obstination couronnée de succès, une toile entre toutes symbolique, le Talisman, de Sérusier.

Le tableau fut peint en octobre 1888, sous la dictée de Gauguin, à Pont-Aven. Michel Laclotte raconte comme s'il y était : « Gauguin c'était, à l'époque, ce type insupportable déguisé en Breton. Il parlait pour Arles retrouver Van Gogh ; il avait toute une bande de jeunes peintres autour de lui, dont Sérusier. Gauguin lui dit : « Comment vois-tu ce paysage ? Tu le vois en rouge et bleu ? Alors, mets du rouge et du bleu. » Sérusier rentra à Paris montrer ça à ses copains, Bonnard, Vuillard... Et voilà comment ce petit tableau est devenu le « talisman » de la nouvelle peinture. Sérusier l'offrit à Maurice Denis. Nous l'avons acheté à un de ses fils.

Bravo ! Encore bravo ! Bien sûr, il n'y a pas que des succès. Ainsi, malgré des efforts louables, Orsay n'a-t-il pas encore de toiles de Munk, le grand peintre norvégien. « J'ai tout essayé, dit Michel Laclotte, j'ai été plusieurs fois à Oslo, et j'ai même été faire ma cour à Elf Aquitaine. Effectuant des forages là-bas, peut-être le pétrolier français aurait-il pu consentir un acte de mécénat. Je l'en fiche... » Au fait, une toile

amas rose de chairs inquiètes, — que l'on croyait perdue à jamais, bonne surprise : la toile était là où elle devait être et où personne ne l'avait jamais identifiée, roulée dans une réserve du Musée d'art moderne.

Mais bien souvent les dépositaires depuis des décennies d'œuvres parfois fort négligées se découvrent soudain pour ces mal-aimées une affection d'autant plus jalouse qu'elle était tardive. Il fallut donc, pour qu'ils s'en désaisissent, faire preuve d'entente, de diplomatie et de générosité. Depuis 1978, d'ardentes tractations, reposant sur un principe d'échanges, ont donc été menées d'Angoulême à Tourcoing en passant par les châteaux de Fontainebleau ou de Compiègne, la chambre de commerce de Bergerac, les ministères de la culture, des finances et de l'industrie à Paris, les Musées de l'armée, de l'Assistance publique et des monuments français, etc.

Echanges ? On esquisse un sourire : une bonne façon de se débarrasser de ses « croûtes », non ? Michel Laclotte crie à la malveillance et donne des preuves.

Certains retours ont été aisés à obtenir, quand les œuvres étaient inutilisées. Ainsi de l'histoire de l'eau, de Gros, qui n'avait pas quitté sa caisse depuis son arrivée à Narbonne en 1959, ou des Femmes gauloises, de Gleytze, qui encombraient bien Aurun : la toile mesure 4,24 mètres de haut sur 6,51 mètres de long.

Mais pour récupérer la Mort de la religieuse de Pils, le monsieur à qui l'on doit le fameux

Rouget de Lisle chantant la Marseillaise pour la première fois chez Dietrich, Orsay a donné un Manet. Le musée de Lyon rendait le Grand Homme qui marche, de Rodin ? Allez, ça valait bien un Cézanne plus un Pissarro. Allô, Dieppe ? Vous nous rendez le Portrait de la famille Thaulow, par Blanche, ou vous offre le portrait de M^{me} Paul Bérard, par Renoir, à la place...

Mais la plus belle histoire d'échange est sans conteste celle qui touche la Paye des moissonneurs de Lhermitte. Michel Laclotte raconte : « Ce tableau célèbre du Luxembourg avait été envoyé dans les années 20 à Château-Thierry, dont le peintre était originaire. Il ornait la salle des mariages à la mairie. Et le maire, l'ancien ministre André Rossi, restait sourd à toutes les supplications : la Paye des moissonneurs est une image liée à la vie locale, elle restera là. »

« A Orsay on propose alors des lots de consolation superbes. Rien — M. le Maire finit par céder lorsque le Musée d'art moderne consent pour nous faire plaisir à déposer deux grands tableaux de Lurçat à Château-Thierry. Pour compléter, sur notre lancée, nous offrons un autre Lhermitte, représentant une fable de La Fontaine. Qui est né également à Château-Thierry ? La Fontaine, bien sûr. Epatant. A un détail près, la fable en question, c'était la Mort et le Bûcheron, un cadavre et un croquant, vous voyez ça dans la salle des mariages ? Sans compter que le tableau ne venait pas, lui, du Luxembourg, mais avait été déposé au musée d'Amiens à qui il a fallu donner un Corot en compensation ! »

Dans d'autres cas, il s'agit plutôt de sauvegardes, et ils concernent le plus souvent les sculptures. Ceux-ci campent dans la moitié droite. Après le général montalbano, ses colonels — ou supposés tels, — les Flandrin, fidèle entre les fidèles, Gérôme, Chassériau. Avec eux Delacroix : c'est curieux, on l'aurait imaginé d'un autre parti, on d'aucun, mais sûrement pas engagé — de force — parmi les partisans de l'académisme. Car voici le grand mot lâché : académisme. Ces artistes sont des académiques, parce que passés par les Beaux-Arts, par Rome et la Villa Médicis. Et les salles de déclin, non sans souci de l'exhaustivité et de la pièce méconnue, la plus docte des énumérations, du sobre Delaunay au moussu Cabanel, de Bouguereau l'exhibitionniste à Moreau l'érudit solitaire.

Par-dessus, le long d'un rebord de terrasse, se développe même l'enfer de ce purgatoire. On y découvre, en une exquise rhapsodie de « chers maîtres » et de pasticheurs, Rochegrosse et ses torrents de sang vermillon, Henner et son Christ mort, pâle

DANIELE HEYMANN.

LES POMPIERS SOUS

Du dix-neuvième siècle, en peinture, on s'accorda longtemps à n'aimer que la révolution impressionniste. Orsay rend justice aux autres, à tous les autres.

O N entre. Impression d'aquarium : de fond lacustre dallé et sablonneux. Peut-être aussi impression de cité sous les eaux. De murs, terrasses et statues d'une Pompéi au destin d'Atlantide, définitivement telle que le flot l'a noyée. Pompéi, justement : cité d'une antiquité classique et monumentale, éprise de rythmes réguliers, de constructions cubiques rangées en ordre le long d'une voie légèrement montante, ornée de groupes et de bustes aux étranges socles. Le promeneur peut y loucher entre les dieux de bronze et les héros de marbre, montant vers les deux tours qui occupent le fond de l'immense cage translucide.

Comme pour augmenter le sentiment néoclassique ont été placées là les œuvres les plus grecques des collections. Pradier ouvre l'allée royale ; *Sopho*, à la lyre faite d'une carapace de tortue, semble s'offrir à méditation sur un ne sait quelle poésie ou sur la fin toute proche de sa gloire. De modernes et triviales rivales s'apprêtent à la chasser. C'est au fond cela l'histoire que mettent en scène toiles et sculptures, celle d'un remplacement qui ne se fait ni sans mal, ni sans regrets ni sans combats.

L'architecture en devient symbolique : elle réalise en pierre l'affrontement de ce qui ne veut pas se laisser tuer — la peinture d'histoire, le « grand genre », les mythes, les songes — et ce qui supplante ces anciennes puissances — la peinture d'actualité, les genres « mineurs », le moderne, le quotidien. L'antagonisme schématisé, le contraire à des antinomies outrées, à une manière de manichéisme qui satisfait moins souvent qu'il n'agace.

Les damnés du progrès pictural

De part et d'autre, de salle en salle, gauche et droite ennemies, Daumier et Ingres, Millet et Cabanel, Courbet et Couture, Manet et Moreau, puis Manet et Degas, font mine de se défier, quoiqu'il soit arrivé plus souvent que ces maîtres aient estimé et admiré les uns pour les autres, qu'il y ait des complicités paradoxales, des amitiés antithétiques. Pas de ça ici : on joue les Horaces et les Curiaces, les Grecs et les Troyens ou les bons et les méchants.

D'une part il y aurait donc la tribu des historiens, rangée sous l'autorité du grand-père Ingres — un Ingres dont même les toiles les plus systématiques ont du talent. Ceux-ci campent dans la moitié droite. Après le général montalbano, ses colonels — ou supposés tels, — les Flandrin, fidèle entre les fidèles, Gérôme, Chassériau. Avec eux Delacroix : c'est curieux, on l'aurait imaginé d'un autre parti, on d'aucun, mais sûrement pas engagé — de force — parmi les partisans de l'académisme. Car voici le grand mot lâché : académisme. Ces artistes sont des académiques, parce que passés par les Beaux-Arts, par Rome et la Villa Médicis. Et les salles de déclin, non sans souci de l'exhaustivité et de la pièce méconnue, la plus docte des énumérations, du sobre Delaunay au moussu Cabanel, de Bouguereau l'exhibitionniste à Moreau l'érudit solitaire.

Par-dessus, le long d'un rebord de terrasse, se développe même l'enfer de ce purgatoire. On y découvre, en une exquise rhapsodie de « chers maîtres » et de pasticheurs, Rochegrosse et ses torrents de sang vermillon, Henner et son Christ mort, pâle

comme un poireau dans une cave, et Lévy, lequel fait laborieusement mourir Orphée. Parmi ces « chromos » historiques, on rencontre pourtant quelques beaux portraits, de Delaunay ou de Ricard, preuve s'il en était besoin que ces académiques ne manquent ni d'œil ni de main aussitôt qu'ils se délivrent de la contrainte du sujet à symbole et à citation.

C'est moins leur style qui les fait ranger parmi les damnés du progrès pictural que leurs thèmes. Leur finitude tient moins à leur maladresse qu'à leur absence d'imagination. Ils peignent l'Olympe et l'Iliade quand celles-ci sont passées de mode, voilà tout — et cela ne les empêche en rien de réussir à l'occasion des tableaux qui souffrent toutes les comparaisons.

Au reste, le combat de l'académisme et du naturalisme pourrait se réduire à la lutte non d'une tradition contre une modernité, mais de deux traditions l'une contre l'autre. Celui qui traverse le plan incliné axial et pénètre dans les sanctuaires alignés dans la moitié gauche de la nef, celui qui quitte Ingres pour Daumier n'abandonne pas l'ancien pour l'actuel. Mais le disciple de David pour celui de Teniers et de Fragonard à la fois, un disciple qui a sans cesse en tête les grands modèles hollandais et français, plus Goya, plus quelques Allemands.

Malgré les vitrines encadrées dans la pierre, malgré les tringles et les trous indécents — mais tous ses confrères en souffrent comme lui, — Daumier apparaît enfin pour ce qu'il était aux yeux d'un Baudelaire, un grand expressif, un véritable créateur de formes. Et faut-il dire que, tout comme les ingrates ont triste mine souvent après Monsieur Ingres, les réalistes de 48 ont l'air pâle après Daumier ? Là aussi, conformisme et répétition menacent.

Il fallait montrer Cabanel : il fallait montrer aussi Antigna. Pils ou Rosa Bonheur. On l'a fait. Le parallèle est lumineux : même surcharge de sens mal assimilés, même grandiloquence. Du « kitsch » pompier de l'un ou du « kitsch » philanthropique des autres, il serait absurde de désigner le meilleur. Comme il serait abusif de dire l'un anachronique et les autres révolutionnaires. La peinture sociale de 48, avec ses bonnes intentions, ses misères joyeusement dignes, ses veuves bien peignées et ses bœufs de concours, vieillit mal.

Rapprochements inattendus

Qui chercherait les illustrations idéales aux discours de M. Homais et des orateurs de l'Education sentimentale n'a qu'à puiser à pleines mains chez les frères et sœurs de l'Inénarrable Millet, lui aussi bien à l'aise dans sa salle remplie de paysannes solennelles et de paysages à l'inspiration panthéiste. Si naturalisme il y a, il s'agit d'un naturalisme de conventions et de poses, assez peu convaincant. Ses défenseurs ne songent qu'à remplacer le sublime historique de leurs confrères « romains » par le sublime des tisserands et des laitiers. Mais le sublime reste, c'est-à-dire la volonté d'éloquence, sensible à l'immensité des formats et à l'abus de rhétorique.

Passer, comme l'accrochage y incite, des Millet aux Courbet, ces Courbet gigantesques qui occupent à eux seuls une travée, revient non point à accorder à un degré de vérité plus authentique mais à glisser vers un pompierisme du réalisme tout aussi grandiloquent que le pompierisme de Thomas Couture.

مكتبة الشمل

S SOUS

LE FEU DES IMPRESSIONNISTES

Placés de façon à se contredire, les *Cerfs* de Courbet et les *Romains de la Décadence* de Couture guerroyent moins qu'ils ne fraternisent, égaux dans la mesure et dans la vacuité. Est-ce là ce que l'accrochage entendait prouver ? — on peut en douter. Qu'importe : le rapprochement a son sens, fût-il inattendu.

A cet endroit, à ce seuil que marque allégoriquement l'*Ugolin* de Carpeaux, digne de Rodin, une autre histoire commence des deux côtés à la fois, celle de Degas et celle de Manet. Assimiler le premier à un ingrisme prolongé, le second à un renouveau du naturalisme conduit à les amoindrir. Mais les toiles résistent. L'*Olympia* demeure cette icône sèche qui échevaillait Baudelaire et la *Famille Bellin* un portrait de groupe admirablement retenu.

Ces œuvres-ci ont tant de force qu'aucun dispositif, qu'aucun accrochage sur paroi bistrée et griseuse ne les diminue. Comme prévu, les salles Manet sont admirables, et d'autant plus admirables que l'observation s'y révèle plus juste et plus rapide, la notation — comme disaient les critiques du temps — plus complète et plus profonde. Allégresse du regard et de l'esprit.

Du côté droit, derrière Degas et Moreau, on a disposé les meubles Second Empire ; du côté gauche, derrière Manet, Fautin, Whistler, les débuts de l'impressionnisme. Le vis-à-vis, cette fois, ne prétend

rien révéler. La géographie des lieux se prête moins aisément à la mise en scène. Le mur, les tours entre lesquelles — hélas ! — Rodin s'étouffe, le besoin d'accéder aux étages, tout cela entrave la démonstration historique entreprise depuis l'entrée. Aussi a-t-on cru compenser et masquer le hiatus par le nombre. Une meée de Bonin, de Monet et Sisley de jeunesse se répand là, en manière de préfiguration de la suite, préfiguration un peu trop copieuse et serrée qui oblige à des sacrifices sur l'autel du préimpressionnisme. Le bon Monticelli n'a droit qu'à bien peu de place, puis de ne pas s'intégrer poliment au système. Il n'est pas le seul.

Une apothéose manquée

Mais il faut monter, que ce soit à pied ou en escalator. Il faut monter vers ce que l'on espère l'apothéose, vers le « trésor » tant vanté du musée, vers les impressionnistes. C'est logique sans doute, dit le symbolisme passer à la moulinette de cette logique et Fautin de Chavannes demeure irrémédiablement au rez-de-chaussée quand Gauguin, qui l'a copié, niche sous les toits.

Faut-il en accuser les toiles, l'accrochage d'une éprouvante monotonie — une ligne de tableaux de taille égale qui fait le tour de chaque salle — ou les coups-lumière sans grâce ni lége-

reté de Gae Aulenti ? L'enfilade impressionniste n'a pas la splendeur promise. Elle déçoit. Pis : elle ennuit. Il y a trop d'œuvres trop semblables, trop de prairies, de hailliers, de brouillards, de neiges et d'eaux. Trop de Pissarro assommants, de Monet honnêtes, de Sisley inutiles. Prover la grandeur de l'impressionnisme par la surabondance, c'est le perdre — et c'est sauver ses hétérodoxes, de Manet (encore !) à Caillebotte et à Berthe Morisot (eh oui !), ceux qui n'ont pas tout cédé au paysage et à la nature. Qu'une série aussi fameuse que celle des cathédrales de Monet ait l'air collée au mur donne la mesure du résultat.

Cette traversée bucolique a beau durer plus que de raison, elle finit bien, avec Renoir, Van Gogh et Cézanne. Elle finirait mieux encore si les toiles avaient plus d'espace et respiraient plus largement, mais l'incroyable richesse de la collection Van Gogh console les grinchus. Le *Port de Maizy* et la *Femme à la cafetière* de Cézanne achèvent de les enivrer. Il suffit de les voir pour reprendre force et confiance.

De la force, il en faut encore au pion des beaux-arts, parvenu à ce point et qui voit s'ouvrir les couleurs anguleux au bout desquels les pastels se devinent dans le clair-obscur. Encore un coude et — passé Scharf, passé Cross et Signac ses disciples — le couloir appartient aux symbolistes, à Gauguin et aux nabis, enchaînant imaginaire bretonnes, rêves tabiliens et croquis de la vie pari-



Pour compléter la riche collection des Impressionnistes, venue du Jeu de Paume, le musée d'Orsay a acquis des toiles d'artistes étrangers. Ici, *Nuit d'été* (1890), de l'Américain Winslow Homer (1836-1910).

sienn. S'il est une enfilade réussie, la voici, colorée, riche — oh ! les Gauguin, oh ! les Bonnard tout frais acquis — et rythmée, cohérente, juste de proportions et parfaitement exemplaire d'une époque et de ce qu'elle porte en elle — le primitivisme du vingtième siècle, Matisse, Derain et Picasso.

Le choc des grands formats

Entre-temps, avant d'en venir à eux, crochet obligatoire par la peinture officielle : l'itinéraire dégringole d'un coup dans la salle des fêtes de l'Hôtel d'Orsay — Bouguereau et Leleuvre y font tourner sous les lustres de bizarres femmes nues sans volumes ni regards. De ces beautés mortes aux « pompiers », point de rupture.

Point de surprise non plus : les pompiers de 1890 ou 1900 sont les ex-réalistes, les ex-impressionnistes, les ex-symbolistes convertis au grand format. L'épisode du style qui tourne à vide se répète, l'expression a disparu,

reste l'effet. Effet énorme naturellement : le *Cain* de Cormon stupéfie d'être si rose et si absurde athlétique. Barre ment posément en bel uniforme à brandebourgs, les « guetteurs celtés » tournent mystérieusement le dos à la mer, les moissonneurs reçoivent leur salaire, Platon enseigne sa philosophie à un cénacle d'androgynes visiblement portés sur la « chose », Pierre et Jean courent au sépulcre dans un poudrolement bien et janne, les pêcheurs bretons ont l'air triste. Toit va mal.

Le visiteur rit de toute la bonne conscience de celui qui « sait ». Il a tort : parce qu'il invente *a priori* un ridicule où il mélange le pire et le meilleur, Détaille et l'excellent Cottet, le calamiteux Delville et le curieux Carrière. Parce que, encore, pompiérisme et avant-gardisme vont de pair, jumeaux indissociables de la mère histoire, et que l'avant-gardiste d'hier fait le pompière d'aujourd'hui. On ne peut que l'en louer : l'accrochage scénaristique d'Orsay autorise des jugements plus libres et force à relativiser catégories et causalités.

Sans doute les pompiers ont-ils leurs faiblesses ; nos « modernes »

ont les leurs. A preuve les ultimes salles des terrasses, baignées de clarté verte. On y accède après avoir fait le tour de la nef à hauteur du premier étage, revu Rodin à l'étroit et rendu grâce à Maillol.

Il y a à quelques toiles qui doivent annoncer le fanisme et l'expressionnisme. Historiques ? Assurément. Mais historiques au prix de trop de sacrifices ou de trop de calculs. Matisse combine symbolisme et néodivisionnisme. Derain se cherche et songe à Cézanne. Ils peignent à l'innovation, ils ressassent les leçons des maîtres, celle de Monet et celle de Gauguin. La facilité leur manque, une facilité, une force d'évidence à la Degas ou à la Manet, lesquels ne s'embarrassaient pas de lois et pressaient leur bien partout, aux musées et dans la rue.

On croirait que, vers 1900, le mouvement se ralentit. On croirait en somme que les arts, peinture et sculpture liées, connaissent à nouveau les douleurs de l'immobilité. Le vingtième siècle a bien du mal à naître. Mais cela, c'est pour un autre musée.

PHILIPPE DAGEN.

L'ŒIL SOUVERAIN

Ancien conservateur au Musée d'art moderne, la directrice du musée d'Orsay, Françoise Cachin, a travaillé depuis huit ans à son élaboration dans l'équipe de Michel Laclotte.

« Quelles sont les caractéristiques du nouveau musée d'Orsay ? »

— Ce n'est pas un établissement public comme le centre Pompidou. C'est un musée national, mais à la différence de ses semblables, il bénéficie d'une large autonomie financière. L'institution est pluridisciplinaire et, pour la première fois, un important service culturel est rattaché à un musée. Ce qui ne signifie en aucune façon que nous devons nous transformer en un quelconque « centre culturel ». Notre vocation principale est bien d'assurer la conservation des collections que nous hébergeons. Le service culturel est là pour faire le lien entre le public et les œuvres. Avec des moyens importants, c'est vrai.

— Ici, la tranche chronologique que nous couvrons est assez étroite : à peine plus de soixante ans. Aussi nous en avons profité pour nous étendre « horizontalement ». Nous pouvons regrouper sous un même toit — et sous une même direction — des disciplines aussi différentes que la sculpture, la musique, l'architecture, la photo, les arts décoratifs et le cinéma. Des salles d'expositions temporaires, axées sur un thème précis, rythmeront le musée.

— Dès la mi-décembre, sept d'entre elles seront ouvertes, avec des « dossiers » consacrés à l'Opéra de Garnier, la carrière de l'architecte au dix-neuvième siècle ou les monstres sacrés de la Belle Époque, de Sarah Bernhardt à Caruso.

— Le samedi matin auront lieu conférences et débats.

— Oui, ils seront menés par des personnalités extérieures, invitées, comme par les conservateurs du musée. Des cycles de conférences d'histoire de l'art, au sens le plus large du terme, seront données aux adhérents du musée. Mon souci est de faire d'Orsay une sorte de plate-forme internationale des arts du dix-neuvième siècle.

— Pour la première fois aussi, le problème du « goût » est posé dans un musée, puisqu'on peut y voir également des chefs-d'œuvre indiscutables et d'autres, académiques, moqués, méprisés, relégués depuis longtemps dans les réserves.

— Avant de faire notre programmation, nous avons ressassé un grand nombre de ces œuvres. Nous les avons étudiées avec beaucoup de sérénité. Et, malgré notre bonne volonté vis-à-vis de cet art officiel, nous avons prouvé, par notre accrochage même, que nous établissons une hiérarchie dans l'art.

— Cette peinture académique, il faut la regarder avec un autre œil. Pas avec celui de la recherche et de la modernité. Pas, toujours, hélas, avec celui de la qualité. Ces œuvres, reconnaissons-le, sont bien souvent médiocres. Mais ce sont des images fortes qui font partie de notre histoire, de notre mémoire. Nous avons quand même donné leur chance à des artistes que nous trouvons bons en dépit du gret académique qui tinte à leur nom. Des Carouss-Duran, des Tissot sont placés à proximité de certains Manet.

— A une époque, vers 1860, ces artistes pouvaient effectivement se côtoyer sans trop de problèmes, même si par la suite Manet est un bien plus grand peintre. Dans certains cas, ce n'était tout simplement pas possible. Aussi un échantillon de la peinture des Salons — le *Cain* de Cormon, le *Rêve de Détaille*, le portrait de Pasteur, la *Mort de Bara*, l'*Excommunication* de Robert le

Pieux — a été réuni dans des salles spécifiques. Ce sont les témoignages du goût d'une époque.

— On va vous accuser de relancer implicitement cette « mauvaise » peinture.

— A tort. Je suis persuadée qu'un public même mal informé, même mal préparé à l'art, aura plus de plaisir à regarder un Degas qu'un Cormon. Les visiteurs sortiront d'Orsay en faisant la différence. La confrontation est une épreuve implacable pour les œuvres médiocres.

— On avait annoncé qu'Orsay grouillerait sous les panneaux explicatifs. Il n'en est rien. Avez-vous renoncé à toute forme de didactisme ?

— L'attention des visiteurs, même des plus avertis, est difficile à soutenir à la longue. Il est normal qu'un bout d'un certain temps l'attention soit captée par le plus facile, le plus évident. Si l'on place un audiovisuel près d'un tableau, les gens seront machinalement plus attirés par l'écran. Simple question de facilité, encore une fois. Nous avons donc choisi de présenter les œuvres nues. Avec le minimum de commentaires. Cela ne veut pas dire que nous refusons toute forme de pédagogie. Mais elle doit se faire ailleurs.

— A l'entrée du musée, nous proposons aux visiteurs des « itinéraires » qui leur faciliteront l'approche des œuvres. Nous avons également prévu, pour les plus jeunes, un important espace « jeunesse » avec jeux, audiovisuels, etc. Et pour les adultes, nous en avons dit un mot, des conférences et des débats organisés en liaison directe avec les expositions et les œuvres exposées. Cette forme de pédagogie à la carte, plus subtile, est, me semble-t-il, beaucoup plus efficace.

— A Orsay, l'œil du visiteur doit rester souverain.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX.

AIR FRANCE // AIR FRANCE // AIR FRANCE //

Air France mécène d'un nouveau musée parisien

Tout ce qui intéresse Paris ne peut laisser Air France indifférente. La Compagnie n'oublie pas que Paris est la tête de lignes de son réseau aérien mondial.

Voici qu'un nouveau musée ouvre ses portes sur les bords de la Seine. Ses créateurs ont placé son inauguration sous le signe d'une de ces « merveilleuses machines volantes », photographiées au début du siècle par Jacques-Henri Lartigue.

Signe d'envol et de découverte.

Il était naturel qu'Air France s'associe à cet événement : tout ce qui est envol lui est familier et la découverte fait partie de sa vocation.

Le temps des machines volantes est passé. Ce sont aujourd'hui des long-courriers qui sillonnent les cieux du monde. Mais les désirs de connaître et de voir sont restés les mêmes.

Pour répondre à cette attente, le transport aérien, comme les musées, est une fenêtre ouverte sur le monde.

Le Musée d'Orsay ouvrira ses portes ces jours-ci. A cette occasion, Air France offrira à trois personnes, tirées au sort parmi les visiteurs du Musée, le samedi 13 décembre 1986, un voyage culturel sur ses lignes, à destination de New York, Vienne ou Londres.

Chacun des gagnants pourra être accompagné d'une personne de son choix. Ils seront, pendant trois jours, les invités d'Air France à l'étranger. Des facilités leur seront données pour visiter les principaux musées de la ville où ils séjourneront.

Le tirage au sort sera effectué le 13 décembre à 17 heures 15 au Musée d'Orsay.

AIR FRANCE // AIR FRANCE // AIR FRANCE //

L'enquête

SIÈCLE
MIROIR

Le dix-neuvième siècle n'est pas mort en 1900. Il existe toujours. On peut voir des gens se promener dans les rues de France avec pratiquement les mêmes comportements, les mêmes espoirs, les mêmes angoisses et les mêmes pensées que leurs ancêtres. Le musée d'Orsay leur fournit l'occasion de se regarder dans un miroir à peine brisé.

Le dix-neuvième siècle n'est pas constitué par une tribu primitive, pittoresque, à la naïveté ridicule. Il n'a rien à voir avec une station balnéaire démodée où l'on peut oublier ses soucis quotidiens. On aurait tort de le traiter en pays sous-développé, bourré d'injustices, sans pitié, corrompu, dont les grandes utopies n'ont abouti qu'à du désespoir. Le dénominateur serait insupportable pour le propre siècle.

Le citoyen du dix-neuvième siècle se reconnaît au fait que la liberté est pour lui un sujet d'inquiétude constante. Il aime à la fois parce qu'il commence à peine d'en savourer les délices. Ou il en a horriblement peur. C'est grâce à lui que ce journal peut sortir sans visa de la police et qu'on a le droit d'y écrire ce qu'on veut. Il aime être décoré : parmi les médailles qui brillent sur sa poitrine, celle de la campagne de 1881, la plus symbolique : c'est la date inoubliable de l'abolition de la censure.

Pourtant, l'homme du dix-neuvième siècle est aussi préoccupé par son désir de certitude. Il a besoin de croire. Il est confus et contradictoire. Par exemple, il est souvent raciste. Presque tous les érudits de son époque lui répètent, pseudo-preuves scientifiques à l'appui, qu'il est supérieur aux non-Européens. Il est crédule autant que critique. Sa lâcheté égale son courage. Il voyage avec un lourd bagage de préjugés qu'il prend pour le bon goût.

Sa vraie religion est l'ascension sociale. C'est au dix-neuvième siècle que cette préoccupation est devenue l'obsession majeure de la nation. Il manifeste cependant sa foi avec plus de modestie et de discrétion que les Américains. Il n'oublie pas que la naissance, la réputation, le hasard, comptent encore autant que le mérite.

Son médicament préféré, son elixir, est l'éducation. Il en attend non seulement des progrès matériels mais aussi la régénération de l'humanité, rien de moins. Cependant, il est un peu hypocrite, un malade qui n'aurait pas sa purge parce qu'il la trouve trop amère. En 1900, en dépit de toute sa rhétorique, les bienfaits d'une éducation complète sont réservés à une minorité infime, à peu près 1 % de la population. Et dans ce pays où la manie des diplômes, on croit aussi que les diplômés ne valent pas grand-chose.

Je parle des hommes parce que les femmes habitaient un monde différent. Le mot amour est dans toutes les bouches. Mais pour les hommes, même chez ceux qui se proclament en faveur de l'émancipation des femmes, amour rime rarement avec égalité. Une féministe protestait déjà en 1880 : « Je regrette, messieurs, que vous n'ayez ni trouvé ni cherché la cause de cette frigidité qui existe dans presque tous les mariages. »

La conclusion est qu'il n'y aura pas que des tableaux et des objets d'art dans les salles du musée d'Orsay. Même si on a éliminé toutes les autres expressions de la civilisation, les vrais connaisseurs ramèneront que les visiteurs font aussi partie de l'exposition. En les observant, en les datant, en les comparant avec ce qui est exposé, ils en retireront un plaisir supplémentaire et se comprendront peut-être un peu mieux.

J'imagine une utopie pour ce siècle qui les a tant aimés : que ce musée trouve une originalité dans le comportement de son public. Un musée n'est pas une église, encore moins un cimetière, où l'on ne vient que pour communier ou admirer silencieusement. Est-il possible que le public apporte sa contribution propre en faisant de ce musée d'Orsay un endroit où l'on prendrait l'habitude de s'interroger, de s'adresser à des inconnus ?

THÉODORE ZELDIN.

T. Zeldin est l'auteur d'une « Histoire des passions françaises », en 5 vol., traduite aux éditions du Seuil.

HONNEUR AUX « PRIMITIFS » DE LA PHOTO

Considérée comme un nourrisson au regard de la peinture et de la sculpture, la photographie, à Orsay, s'aventure à proclamer sa maturité.

PRÉSENTER dans sa totalité la production artistique de la seconde moitié du dix-neuvième siècle et les premières années du vingtième implique par définition que la photographie soit présente. Officiellement découverte en 1839 et promise à jouer un rôle irremplaçable, celle-ci est en effet une invention majeure de l'époque qui, en même temps qu'un art, allait devenir dès 1886 une technique accessible à tous.

Entrés en fonctions en 1979, et partant de rien, les conservateurs chargés de la photographie à Orsay, François Heilbrun et Philippe Négu, ont abordé d'emblée une triple tâche. Préserver le patrimoine face aux États-Unis principalement, affronter financièrement le marché fluctuant de la photographie ancienne (une épreuve de Steichen a été récemment achetée par le musée Getty 1 200 000 F), faire œuvre personnelle sans doubler les riches collections déjà existantes à la Bibliothèque nationale, à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris ou au musée Carnavalet, bien sûr, et en Marville et en Atget notamment.

Disposant de un huitième du budget global d'achat du musée, ils mènent une politique active d'acquisition et collectent en sept ans un ensemble de treize mille

œuvres répondant à deux critères dominants. D'une part, favoriser la photographie « créative », non essentiellement documentaire ou réaliste, mais développant un langage artistique autonome comme c'est le cas chez les « primitifs » français des années 1850, Baldus, Le Gray ou Charles Nègre. Et, d'autre part, mettre l'accent sur la création étrangère, peu présente pour le XIX^e siècle dans les collections françaises, avec l'achat des albums de reportage de l'Anglais Roger Fenton sur la guerre de Crimée ; mais aussi des œuvres de Julia Margaret Cameron, figure de proue du pictorialisme, et de Lewis Carroll telles que *Xie Kiichin endormie* (1873).

Considéré comme mineur au regard de la peinture, leur inten-

tion, en racontant l'histoire de l'art photographique et non plus des techniques, est de favoriser les séries et non d'accumuler factice-ment une succession dépeçée de chefs-d'œuvre. Outre les dons privés et les dépôts, cet ensemble dont l'acquisition la plus coûteuse s'élève à 150 000 F a été constitué pour un quart par d'importantes donations comme celle en mai 1983 du fonds Kodak-Pathe (1 200 pièces), la série complète de l'illustre revue *Camera Work* de Stieglitz, éditée de 1903 à 1917, reçue en 1981 avec quelques épreuves originales. Ainsi qu'une cinquantaine d'œuvres offertes ou achetées aux créateurs de la galerie Texbraun, tous deux disparus, auxquels cette collection rend hommage.

De proportions réduites, intégrées au parcours des visiteurs, en liaison avec les mouvements artistiques de l'époque, trois salles sont dévolues en permanence à la photographie. Joutant les débuts de l'impressionnisme, à deux pas du *Déjeuner sur l'herbe*, la première se situe au rez-de-chaussée et, d'Hippolyte Bayard (1839) aux premiers Atget, offre pour l'inauguration un aperçu aussi amusant qu'affectif des collections.

Etalant sur 50 mètres carrés les deux vitrines de 7 mètres qui épargnent le gardiennage et garantissent leur intégrité, dans des cadres en sycomore conçus par Gae Aulenti, sans verre et sous éclairage artificiel indirect, la deuxième salle, similaire à la

première, réunit quarante « Portraits d'artistes ». Mélant dessins, estampes et photos, l'exposition se poursuit un peu à l'écart, au niveau supérieur, dans la pénombre claire d'un cube vitré de 100 mètres carrés, voisinant la galerie post-impressionniste et dominant la rue de Lille.

Présenter cent œuvres en continu, renouveler l'accrochage tous les deux mois et demi vu la fragilité des originaux et s'ouvrir aux propositions extérieures, tels sont les objectifs que poursuivent François Heilbrun et Philippe Négu. Outre l'espace polyvalent, tributaire des expositions « dossiers », ils devraient disposer d'une quatrième salle de 1 000 mètres carrés, sorte de boîte de Pandore où l'art qu'ils défendent devrait mieux s'exprimer que dans le cagibi longitudinal, aux dimensions d'un vestiaire, où, sans le distinguer des arts graphiques, on l'a géographiquement confiné.

Il est naturel qu'un lieu consacré à célébrer la fuite du temps le soit en partie à l'expression qui permet de le fixer dans sa fuite. La photographie à Orsay, par égard pour le bel effort d'acquisition et si elle ambitionne de jouer un rôle international, mérite mieux que la maigre place qui lui est actuellement réservée.

PATRICK ROEGERS.

► Musée d'Orsay, chefs-d'œuvre de la photographie, album générique de la collection, introduction de Ph. Négu et F. Heilbrun, 192 p., 188 photographies dont 18 en couleurs, Ed. Philippe Sers et Réunion des Musées nationaux, 300 F.

► F. Heilbrun, *Les Paysages des impressionnistes*, photographie 1, collection XIX^e siècle, 96 p., 60 illustrations, Ed. Hazan et Réunion des Musées nationaux, 65 F.

► Catalogue de l'exposition « Portraits d'artistes », textes Ph. Négu et F. Heilbrun, 96 p., 150 photos, Ed. Réunion des Musées nationaux.

MUSIQUE AU SALON

Le répertoire des grands concerts débutant comme on sait avec Beethoven et expirant avec Debussy, le mélomane qui visitera Orsay ne sera pas déçu. Un auditoire de trois cent quarante-cinq places lui est destiné, où trônent un Steinway quatre-vingt-cinq et dix à Hambourg par Bruno Rigutto et où résonnera l'une des spécialités du siècle dernier : la musique de chambre.

Le programme, raisonnablement prospectif et éclectique, dans les limites signalées du 48-14, et les invités — l'intercomtemporain en ouverture et en clôture, mais aussi un baryton méconnu comme Bernard Kravtsov ou un pianiste à ses débuts comme Philippe Bianconi — ont été et seront choisis par un conservateur de la BN, spécialiste de musique française (il a

édité la correspondance de Gabriel Fauré) mais aussi éditeur chez Pathé Marconi d'un album-souvenir consacré à Manuel de Falla. Compter sur des œuvres rares, de celles que n'a pas condamnées à l'oubli leur médiocrité, sur des formations bizarres et sur beaucoup de transcriptions, autre spécialité du dix-neuvième.

A ces rendez-vous mensuels, payants et en soirée (20 h 30), viendront s'ajouter, toutes les huit semaines, des « divertissements » conçus dans l'esprit tarabiscoté de la salle des fêtes, pour laquelle vient d'être acheté un Gaveau de 1909 en paléssandra, élu par Jean-Philippe Colard chez Daniel Magna. Pour 20 francs, prix du billet d'entrée au musée, les visiteurs auront le droit, à 18 h 30, à un cocktail historiquement lié aux thèmes

des expositions temporaires du musée, « Après-midi d'un faune » ou « Stars et monstres sacrés ». Parallèlement, un diapa brillant fabriqué par Adès — Orsay a parié sur le compact — pourra compléter en sons l'information fournie par le catalogue.

Caf' conc', enfin, au restaurant et sans supplément, pour les dimanches après-midi douillet : quiches, transcriptions et pots pouris sur un Steinway mécanique restauré à cet effet. *Nouveau modèle de musée*, Orsay, néanmoins, ne s'enferme pas dans le passé : des œuvres originales, destinées à accompagner des audiovisuels ou de petits « dossiers », ont été commandées à Marc Monnet (à propos du Cirque de Seurat), Hugues Dufourt (sujet des portraits de Nadar) et Pascal Dusapin (variations sur le *Bahamé*). A.R.

AIGUILLEURS CULTURELS

Faire d'Orsay un musée familial, où l'on revient. Aider les visiteurs à choisir des itinéraires variés. C'est le pari.

QUI fréquente les musées, et pourquoi ? Pour établir un dialogue avec le public, le musée d'Orsay s'est doté d'un service culturel de quinze personnes, sous la houlette de Roland Schaefer.

« La très grande majorité des visites de musée, pratiquement 90 %, sont pour l'instant des actes touristiques. Ce n'est pas forcément négatif, mais ce chiffre dit combien le musée est vécu comme un lieu à l'écart de la vie quotidienne. A Orsay, toutefois, nous voulons essayer d'infléchir cette pratique. Le souci de Roland Schaefer a donc été de concevoir une animation renouvelée, mais sans gadget, en osmose avec la « mémoire » d'Orsay.

« Le musée, dit-il, essaie de tracer des passages entre les différentes disciplines, au-delà de la définition traditionnelle des Beaux-Arts. Consacré à une époque révolue, à un « bloc culturel », il invite à construire des analogies, de manière très libre, constamment renouvelées : à franchir des territoires et à observer ce qui se passe à la frontière. C'est une démarche qui va à l'encontre de nos habitudes, et de celles des spécialistes.

« Ce musée parle aussi d'une époque où les avant-gardes ont été tour à tour rejetées, puis admises, tandis que la peinture « pompière » était mise au ban du bon goût. Orsay montre qu'une représentation linéaire de l'histoire caractéristique du dix-neuvième siècle est en train de

s'épuiser. Le musée tout entier propose de manière ouverte le problème de la culture de cette époque, et ne le résout pas par une image progressiste. Mettre en musée cette époque peut vouloir dire en prendre congé, considérer qu'on en est sorti, ou bien rendre visibles les ruptures culturelles dont nous sommes issus. Poser toutes ces questions, faire jouer le temps immobile du musée avec celui, dynamique, d'événements ponctuels, o'ê notre souci. En évitant, pour dire les choses de manière un peu institutionnelle, une dérive du musée vers un centre d'action culturelle. Cette juxtaposition de deux temporalités n'est pas sans écho avec un dix-neuvième siècle obsédé tant à la fois par la conservation du temps qui passe — ce siècle invente les musées — et par la nécessité de rompre avec l'imitation, de trouver du nouveau. »

Parcours choisis

A Orsay, on a donc voulu multiplier les « entrées ». Passé le temps de l'inauguration où le musée attirera comme une gigantesque exposition les curieux, le visiteur devra devenir fidèle. Et retourner à Orsay pour voir une partie des collections, une exposition temporaire, aller au cinéma, assister à un concert, une conférence, écouter un commentaire sur une œuvre (à l'heure du déjeuner), ou flâner dans la librairie, spécialisée dans la période 1848-1914 et ouverte sur la rue, tout comme le restaurant (accessible également le soir).

« Roland Barthes parlait de l'intérêt qu'il y a à relire un texte littéraire, en disant : on le comprend quand on peut le lire en commençant par la fin, le milieu, quand on a rompu avec sa linéarité. On peut rêver, à Orsay, la même relation. Une fois que le visiteur aura fait son parcours du

combattant, de 1848 à 1914, il pourrait revenir, même pour dix minutes, pour revoir le ruban au cou d'Olympo, par exemple... »

Pour « fidéliser le client », à Orsay, on ne se contente pas de renouveler fréquemment les expositions-dossiers. Les collections permanentes d'y seront placées dans l'éternité. Au côté des guides traditionnels — salle par salle, — Orsay propose une série de petites publications intitulées *Parcours*. Soit une douzaine d'œuvres à la carte, la même œuvre pouvant figurer, selon les perspectives, dans plusieurs parcours. Par exemple, des tableaux d'Orsay, critique d'art. Ou la danse à Orsay : tableaux ou sculptures qui parlent tant à la fois du plaisir, du divertissement et de la représentation du mouvement, une problématique au cœur du dix-neuvième siècle. Huit *Parcours* seront disponibles dès l'ouverture. Peu à peu complétés, ils seront étoffés par des « Dossiers ».

Autre idée, en marge de l'histoire de l'art : demander à des écrivains contemporains une visite d'Orsay, délibérément subjective. Hector Bianciotti inaugurera cette série en mars, avec une lecture de ses *Impressions d'Orsay*, à l'occasion de rencontres « Un siècle après » : universitaires, conservateurs, philosophes, historiens, interrogeront l'événement d'Orsay : « L'ouverture du musée correspond-elle à un changement de notre relation avec cette époque ? »

Le même type de fréquentation sélective, à la carte, sera proposé aux enfants dans l'espace qui leur est réservé : parcours, jeux de rôle autour des œuvres, ateliers, sans oublier des actions pédagogiques plus classiques, en liaison avec l'éducation nationale.

Et la province, qui grogne tous les jours un peu quand s'ouvre à nou-

veau à Paris un équipement coûteux ? Orsay y a pensé. Et pas seulement en termes classiques de correspondants chargés de diffuser l'information et de remplir les cars de visiteurs. Le musée soutiendra Roland Schaefer se montre prudent — deux ou trois projets par an. De haute tenue, ambitieux : « La logique voudrait que ces opérations se déroulent en partie en province, en partie chez nous. Orsay devrait être l'occasion de redécouvrir ce qui nous est devenu familier : l'architecture, le décor urbain, les gares. Dès à présent, à Beauvais, on s'active. Thème retenu : la représentation de l'enfant au dix-neuvième siècle. Les musées puisent dans leurs réserves, et les particuliers dans leurs albums de photos familiales.

Œuvres commentées

Pour rendre accessible toute la mémoire d'Orsay, une seule ambition : « Trouver un juste compromis entre la haute spécialisation et la nécessité de synthèse, sans tomber dans une vulgarisation hâtive. » Et de même que Roland Schaefer est persuadé que les cours et conférences rempliront l'auditorium de trois cent cinquante places, de même l'ensemble de la formidable base de données du musée pourra être utilisé et par le chercheur et par le quidam.

Avec des voix d'accès différentes. Les réponses seront fonction de la qualité des questions. La « première » d'Orsay, en la matière, c'est de coupler la reproduction d'une œuvre et son commentaire. L'accès aux six mille images numérisées disponibles se fera, au choix, par auteur, titre ou mot-clé (ainsi Courbet, *Enterrement d'Orléans*, ou *Orléans*). Et dans le « Passage des dates », encore en cours de réalisation, le visiteur pourra passer des heures

à remonter le fil du temps en piochant sur sept postes où les vidéodisques d'images, couplés avec des vidéodisques sonores, lui proposeront des scénarios d'une minute trente sur, par exemple, la mort de Mallarmé, l'année de parution de *Germinal*...

L'audiovisuel, enfin, est un point fort à Orsay. Outre la série de films « Impressions d'Orsay » coproduits avec TF1 et diffusés actuellement (1), le musée a déjà coorganisé quelque vingt-cinq films, qui seront présentés en divers points des collections. Là encore, on entend innover, ne pas se contenter du traditionnel montage de diapositives. Karine Saporta et Marc Monnet ont rêvé autour du *Cirque de Seurat*, Daniel Larrieu et Hugues Dufourt sur les photographies de Charles Nègre... Une jolie façon d'interroger l'histoire sans la mettre sous globe.

ODILE QUIROT.

(1) *Le Monde Radio-Télévision* daté 16-17 novembre.

HORAIRES... DE TRAVAIL

Orsay, un musée à consommer « à la carte ». Un point noir, toutefois, et de taille : les heures d'ouverture, de 10 h 30 à 18 heures (sauf le lundi) et une seule nocturne, le jeudi, jusqu'à 21 h 45. C'est nettement insuffisant. 10 h 30-18 heures : un horaire qui correspond grosso modo, au temps de travail de la majorité des Français ! C'est précisément après 18 heures, et jusqu'à 20 heures, dans cette pause d'avant-spectacle, ou sortie, qu'il fait si bon flâner devant quelques tableaux... N'y aurait-il pas assez de gardiens de musée, à Orsay ?

مكتبة الشرق

مكتبة

UNE GARE ENTRE AU MUSÉE

La gare d'Orsay était un monument.
Pour en faire un musée,
il fallait construire.
Sous la voûte, sans la masquer.
C'est fait ! On en juge.

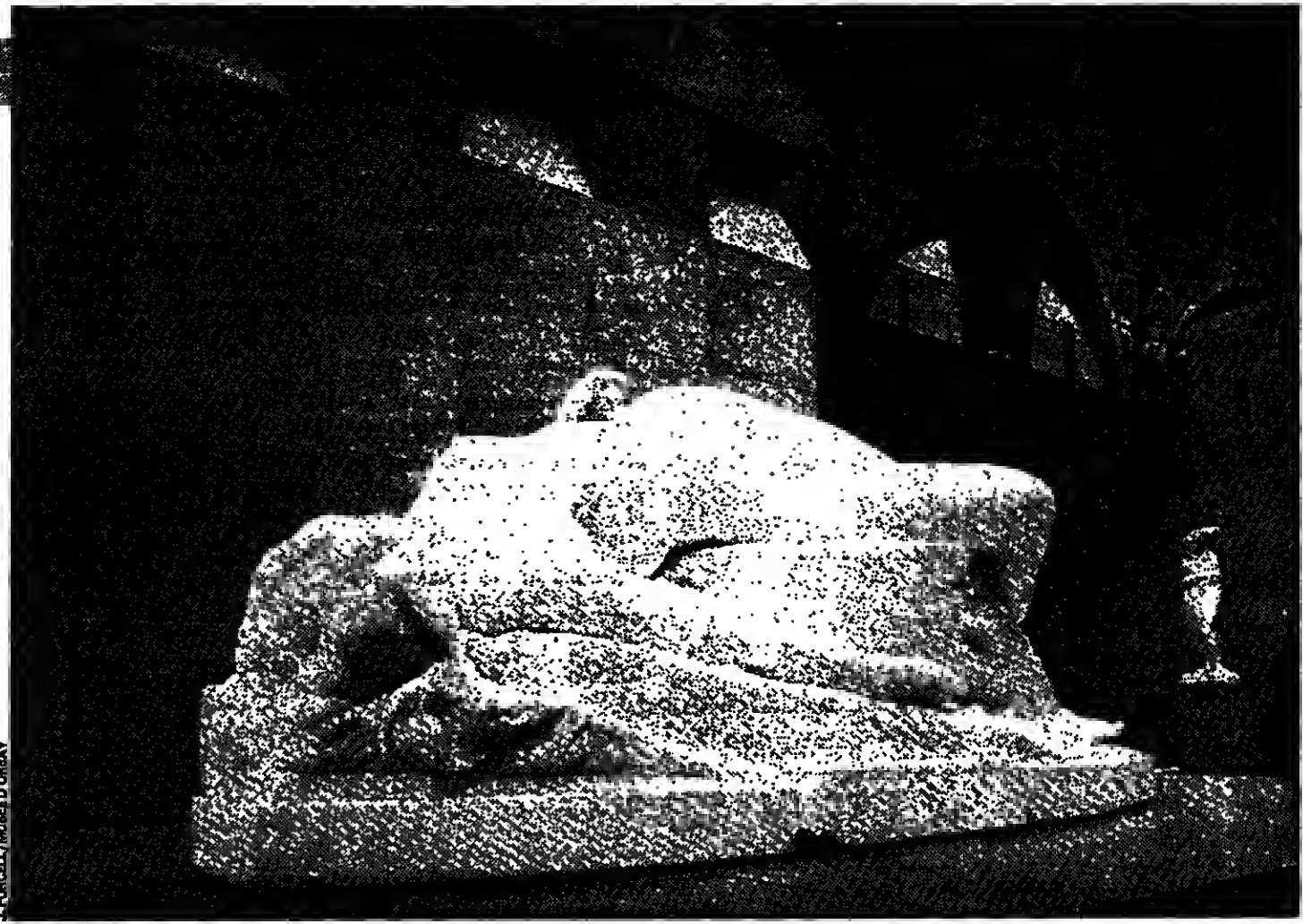
UNE formidable nef, longue de 140 mètres, haute de 32 et large de 40, sans laquelle, on va le voir, le monument de Laloux aurait disparu, telles étaient la chance et la gloire de la gare d'Orsay. Tel aura été en revanche le premier handicap du musée, le lieu où se seront cristallisées difficultés et passions. Cette nef recouvre aujourd'hui une longue allée, qui monte par paliers, et, de part et d'autre de celle-ci, deux longues constructions, dont on mesure mal à première vue l'échelle et la continuité, qui forment comme deux inconfortables banquettes. Un examen bâti aura vite fait de les classer dans une catégorie égyptienne, qui, sous les caissons panthéoniques de la voûte en berceau, ne manquera pas de choquer les esprits unitaires. Au fond de la nef, se dressent deux tours assez martiales et romaines d'allure, elles aussi.

Voilà, sommairement décrite, comment se présente la partie centrale du nouveau musée d'Orsay. On y distingue assez nettement une première paternité, celle de l'architecte Laloux, mais il faut une érudite connaissance des six dernières années pour attribuer celle des nouveaux aménagements à leurs véritables

auteurs : le groupe ACT, d'une part, c'est-à-dire les architectes Bardon, Colbois et Philippon, et, d'autre part, la terrible Gae Aulenti, qui a déjà remanié le Musée national d'art moderne au Centre Pompidou et presque simultanément achevé la rénovation du palais Grassi, à Venise. Cette distribution complexe empêchera, avantage notable, la langue vipérine des critiques de dénoncer et fustiger un responsable défini. Elle aura l'inconvénient, pour une postérité certainement plus magnanime, d'empêcher l'ésabation d'un nom particulier.

C'est, nous diriez-vous, être bien procédurier que chercher ainsi des responsables, des coupables, des innocents. Mais c'est être fidèle, aussi, à l'histoire d'un bâtiment dont la naissance fut entourée de polémiques et qui faillit être exécuté sans autre forme de procès dans les années 60.

Sa construction répondait à l'inconfort géographique de la ligne Paris-Orléans qui terminait son parcours, la gare d'Orléans, trop éloignée du cœur de Paris. Paris-Orléans s'empara du Palais d'Orsay, siège de la Cour des comptes, détruit pendant la Commune.



Adopté en avril 1898, le projet de Laloux fut inauguré le 14 juillet 1900 en même temps que l'Exposition universelle. Suit après moins de deux années de chantier permanent. Pour calmer ses détracteurs, Laloux cacha les structures métalliques de la nef derrière une solide façade de pierre dont on louait presque la grâce aujourd'hui.

La gare d'Orsay n'avait pas quarante ans lorsqu'on la mit au chômage. En 1939, on lui retira en effet les grandes lignes. Restait la banquette qui se satisfaisait des installations de sous-sol. Le grand bâtiment allait alors servir à tout et à rien : centre d'accueil des prisonniers à la Libération, studio et décor de cinéma, (le Procès d'Orson Welles, le Conformiste de Bertolucci), parking pour la Caisse des dépôts et consignations, refuge temporaire pour le théâtre Renaud-Barrault et pour la compagnie des commissaires-priseurs. Bonne à tout faire, la gare n'en intéressait pas moins la crème des édiles, moins séduits, il va sans dire, par les charmes de son architecture que par sa plantureuse assise.

La gare d'Orsay, dans les années 60, n'avait pas bonne presse. Cette période, qui confondait qualité de l'architecture et vitalité de la construction, citait volontiers le malheureux bâtiment comme la bête immonde, la chose à abattre. Le Monde lui-même, dans la fièvre de l'époque, estimait qu'on n'allait « évidemment pas » le pleurer, comme François Chaslin vient de le rappeler dans les Paris de François Mitterrand (Gallimard). En 1961 un premier concours avait été organisé, permettant notamment à Le Corbusier qui, en matière d'urbanisme, n'y allait pas avec le dos de la cuiller, de proposer un immeuble de plus de 100 mètres de haut. Un second concours eut lieu en 1963, année où la destruction du pont de Solferino amena à construire l'infâme passerelle « provisoire » que l'on sait. Et avec la même lucidité qui fit la fortune de quelques constructeurs et l'infortune de Paris, il fut décidé de livrer l'espace d'Orsay à un projet d'hôtel conçu par René Coulon et Guillaume Gillet. On s'en éparpilla d'autant plus volontiers la description que, déjà, le vent de l'histoire avait tourné.

Le vent de l'histoire rétablissait dans leurs droits et limites non seulement la peinture du dix-neuvième siècle, mais l'architecture qui lui est liée, ce style Beaux-Arts, tout à la fois éclectique et codifié, rigide et imaginaire, pudibond ou monumental, et lui aussi qualifié de pompier. Ce goût velléitaire, qui avait déjà distribué dans les grandes métropoles américaines les plus nombreux et les plus spectaculaires fleurons de cette architecture d'essence parisienne, venait de laisser abattre les Halles de Beaudouin. Le Grand et le Petit-Palais ne faisaient plus sourire. La gare d'Orsay à son tour trouva des protecteurs. En 1973, les façades et les grands décors du bâtiment

furent inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Passer de la gare au musée était une autre paire de manches. O'Byrne et Pequet, qui avaient déjà établi la programmation du Centre Pompidou, monstre d'une taille comparable à Orsay, remirent un premier dossier sur lequel furent convoqués à plancher six malheureux architectes.

Esthétique et intendance

Malheureux, car jamais consultation n'aura été si mal pensée. Établie sur le principe des concours d'ingénierie, qui limite en effet à six le nombre des concurrents, elle prévoyait que les projets seraient jugés, en premier lieu, pour leurs qualités techniques, leur respect du programme

contrefichait, enfin dans ces deux « banquettes », autour de cette allée en pente douce, qui devait définir l'assise et l'arête du musée.

Dès ses premiers jours publics, le projet suscita des réserves assez générales sur plusieurs points : l'accroche des « banquettes » à la nef principale, les passerelles par-dessus l'allée, une manière de conque et une sorte d'hémicycle qui masquaient la verrière du fond, tous ces éléments pénaient le volume de l'ancienne gare, sans donner d'élégance particulière au futur musée.

On en était à retravailler ces points lorsque, avec l'assentiment d'ACT, un autre concours fut lancé auprès de trois équipes pour les aménagements intérieurs. L'architecte italienne Gae Aulenti remporta cette épreuve et investit manu militari la place. Si

« amont » a pu être consacré à l'histoire de l'architecture, pour la plus grande gloire de celle-ci.

Dans le détail des choses, la marque de Gae Aulenti s'est faite beaucoup plus manifeste. Selon une technique qui lui est chère, l'architecte s'est arrangée pour que la lumière naturelle parvienne jusqu'aux salles les plus secrètes du musée, tout en ménageant aussi souvent que possible dans les nouveaux espaces la présence et l'esprit de Laloux. Cela ne signifie assurément pas qu'elle se soit effacée. Et plus d'un sera agacé par un style que le grand public qualifiera sans doute d'égyptisant, mais qui est en fait assez fidèle aux manies des architectes contemporains : à la fois sec et maniéré, historiciste et volontariste, décharné et prétentieux. Il est probable que l'habitude s'en installera vite dans l'esprit du public. Mais vite aussi la lassitude, comme celle qui a frappé les charges et surcharges de Laloux un demi-siècle durant.

Le parcours de Gae Aulenti (via ACT) se révèle d'une très grande richesse et ménage de magnifiques surprises, telle la vue sur la nef que nous réservent les deux tours. Mais la volonté de puissance de Gae Aulenti lui a aussi joué d'autres tours, dans l'autre sens du terme. A force de ne pas vouloir jouer au grenier de la maison de campagne, elle a fini pas s'imposer comme protagoniste dans ce dialogue entre une ancienne gare et un musée futur, et par l'interrompre souvent assez grossièrement.

Nous nous limiterons ici à une remarque de détail et à un étonnement architectural. La remarque de détail concerne la répétition ad nauseam du motif de la grille. Et de sa réalité, d'ailleurs, ce qui enrichit le musée d'un joli côté carcéral. L'étonnement architectural concerne l'accumulation, au départ de la nef, d'un nombre surprenant de maladroites, de lourdes et d'incohérentes. La première plongée du regard sur le grand hall du musée est en effet coupée par une de ces passerelles qu'on croyait supprimées depuis la révision du projet ACT. Il fallait, nous explique-t-on, permettre aux visiteurs arrivant de ne pas se heurter aux visiteurs circulants. On descend alors un escalier qui nous conduit dans une première zone d'orientation, sous la nef. Là, deux espèces de pans inclinés, découpés sur le thème de la grille, imitent en définitive les deux escaliers latéraux qui auraient avantageusement remplacé la susdite passerelle. Navrant. Pia encore, elles interdisent de découvrir le seul développement complet de la voûte de Laloux, négligence paradoxale lorsqu'on pense au soin de la même Aulenti pour affirmer ailleurs la présence de la gare. La lourdeur de deux passerelles qui relient les circuits de l'ancien hôtel à nos deux fameuses banquettes contribue au caractère hétéroclite et désinvolte de cet ensemble. Première impression ?

FREDERIC EDELMANN.

ARCHITECTURE SUR SCÈNE

REÇU deux fois par Claude Maupomé, dont une en préface à la semaine que France-Musique va consacrer au nouveau musée, Michel Lacroix est un lyonnais déclaré. Il a donc assisté, voilà sept ans, à la Lulu de Berg. Les décors de Richard Peduzzi l'ont, comme tous, fait craquer. Ayant, à la prise par la manche la complicité de Patricia Chéreau et lui a dit : « Venez donc à Orsay. »

Il y est. Son domaine, qui s'ouvre entre les deux tours au fond de la piazza, peut être repéré à ce détail pesé : le sens et la longueur des dalles au sol ont été modifiées. Le pavement genre forum de l'ensemble du musée fait place, chez Peduzzi, aux planches d'un plateau de théâtre, fuyant vers un ciel étoilé. « Chez » Peduzzi, en effet, par le biais de l'impression, en passant le seuil de cette caverne, de cet antre de fées, de quitter le registre de l'œuvre exposée pour celui d'un dix-neuvième siècle fantasmagorique et rêvé. « Michel Lacroix, Jean Jenger, tous les responsables de l'établissement public m'ont considérablement appuyés et aidés, remercie l'invité. Mon plan faisait basculer le projet de musée. »

En fait du plan, c'est une maquette en bois et en plâtre moulé, peint, doré, patiné, fidèle à la rosace près, que Peduzzi a placée sous sa voûte octaèdre après l'avoir commandée à l'équipe d'un maître d'œuvre italien qui travaille avec Fellini : Gianni Giansera. Coupe longitudinale du palais Garnier : un simulacre dans ce temple de l'objet signé. Quelque chose comme un coup de théâtre de plus dans cet Orsay décidément dissipé.

« A l'origine, explique Peduzzi, Lacroix voulait me confier quelques salles pour l'architecture et une exposition Garnier. J'ai exploré les fonds, dans les bibliothèques et les musées. J'ai trouvé des esquisses, des machineries, des décors dans leurs caissons, des calques, rien qui implique la nécessité d'un département lié à l'Opéra. Il m'a paru important d'expliquer le palais Garnier, la façon dont le bâtiment

s'intègre dans un quartier et dont le quartier s'intègre dans le bâtiment. Mais comment montrer cette relation, l'impact mystérieux de cet édifice suspendu entre le rêve et la réalité ? »

Comme le plafond était bas, la solution était de creuser. C'est donc d'en haut, à ses pieds — pieds eux-mêmes posés sur des dalles de verre sur lesquelles, mais non, il n'est pas interdit de marcher — que le visiteur découvrira la maquette aérienne, réduite à un carré de 3 mètres de côté, de l'Opéra de Paris et de son quartier... « Tout a été fait sur relevés, des prises de vues en hélicoptère ont été effectuées, le cadastre examiné. Il fallait qu'à cette impression de marcher sur les nuages, en dehors du temps, se conjugue un grand respect de l'exactitude historique. Le quartier est reproduit exactement tel qu'il était aux alentours de 1890. »

La resta de ce département a été conçu dans un même souci d'échos et de résonances, dans un écho-point de matières dures et de transparences. Une verrière qui semble empruntée aux décors de Lulu surmonte les dalles sous lesquelles dort dans sa fosse le palais Garnier ; une autre, au fond à droite, éclaire la Danse de Carpeaux. « A chaque thème se répond, comme dans la musique. Ces plafonds ont été peints à la fresque par certains de mes élèves de Nanterre, où j'implante une école d'artistes du théâtre. Les éclairages ont été conçus par Yves Bernard, mon collaborateur de toujours au spectacle. » Ainsi l'exposition s'est-elle résolument levée et se mêle en scène et en distribution.

« Le musée a bien voulu considérer mon travail comme une œuvre », remercie encore Peduzzi. Invité, outre sa leçon sur Garnier, à initier le bon peuple à l'architecture du siècle dernier, il a donc occupé, dans le sens de la hauteur, une cage d'escalier et bâti une tour de Babel sur laquelle on gardera le secret mais qui est l'objet — trouvé — le plus volumineux de ce musée.

ANNE REY.



L'architecte italienne Gae Aulenti (ci-contre) a investi manu militari l'œuvre de Laloux et y a imprimé sa marque. Ci-dessus, derrière un mur, la voûte d'origine et les structures nouvelles, dans la nef consacrée aux sculptures.

et leur coût, en second lieu pour leur qualité architecturale. Selon ce principe, le maître d'œuvre retenu est responsable du respect du budget, et pénalisé en cas de dépassement. Pareilles précautions devaient s'avérer bien inutiles, les présidents successifs de l'Etablissement public du musée d'Orsay, son directeur, Jean Jenger, et leurs équipes s'étant chargés avec une remarquable efficacité de l'intendance et de son contrôle.

C'est sur l'architecture qu'auraient dû porter les efforts des initiateurs d'Orsay. Sur les six projets retenus, quatre étaient d'une telle facture que leurs auteurs auraient mérité de retourner sur les bancs de l'Ecole des beaux-arts.

Le projet d'ACT souffrit dès le départ d'un manque de concurrence et de comparaisons possibles. Mais le parti général en était cependant séduisant. Substituant une circulation longitudinale aux circulations latérales de la gare, plaçant l'entrée du musée sur la rue de Bellechasse et « tuant » celles du quai, il respectait autant que faire se peut la grande voûte centrale. Il trouvait les surfaces du musée dans les deux nefs latérales côté Seine, ce qui en fit génir plus d'un, dans les bureaux côté rue de Lille, dont chacun se

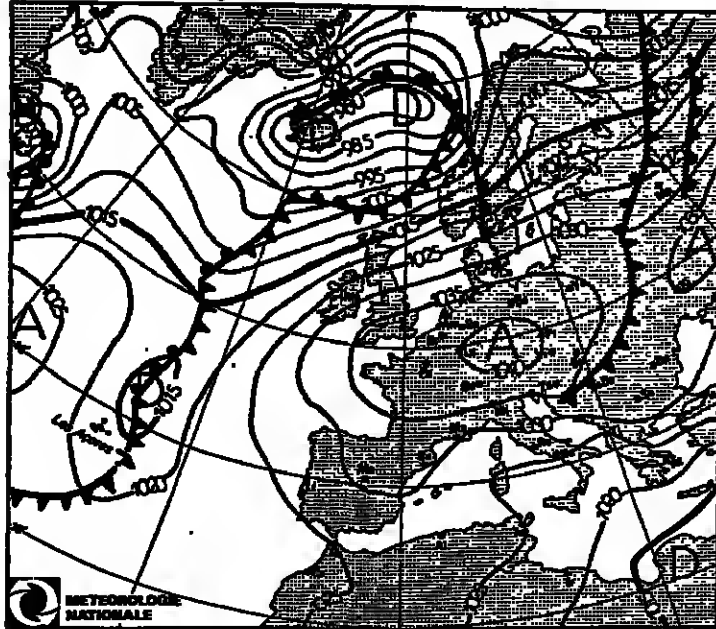
elle conserva le parti général d'ACT, elle imposa de notables modifications en même temps qu'un style pour le moins personnel. « Alors quoi, devait-elle demander à un collaborateur moins entreprenant, on aménage le grenier d'une maison de campagne ou on fait le plus beau musée du monde ? » Il n'est pas certain qu'il s'agisse du plus beau des musées, mais le résultat n'a certes rien à voir avec un grenier ni une maison de campagne.

Un style sec et maniéré

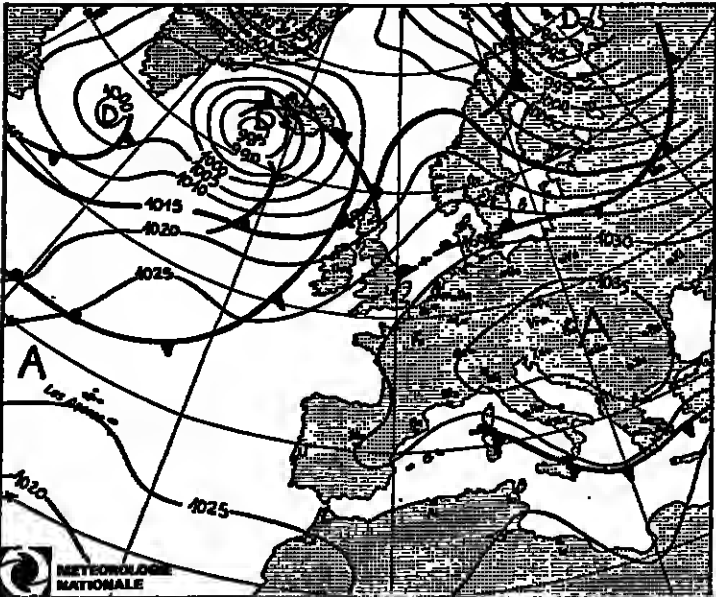
Les modifications structurelles de Gae Aulenti sont peu nombreuses mais importantes. Ce sont maintenant deux tours qui marquent la fin de la nef, tout en laissant passer la lumière de la cour voisine. L'allée centrale, initialement prévue en pente douce, présente désormais une succession de plates horizontales où les sculptures tiennent plus aisément debout. Au milieu de l'allée, un « transept » permet de retrouver avec ses trois nefs successives. D'autres modifications ont été rendues possibles après l'abandon par la Réunion des musées nationaux des surfaces qui lui étaient destinées. C'est ainsi que le magnifique volume du pavillon

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 NOVEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 NOVEMBRE À 0 HEURE TU



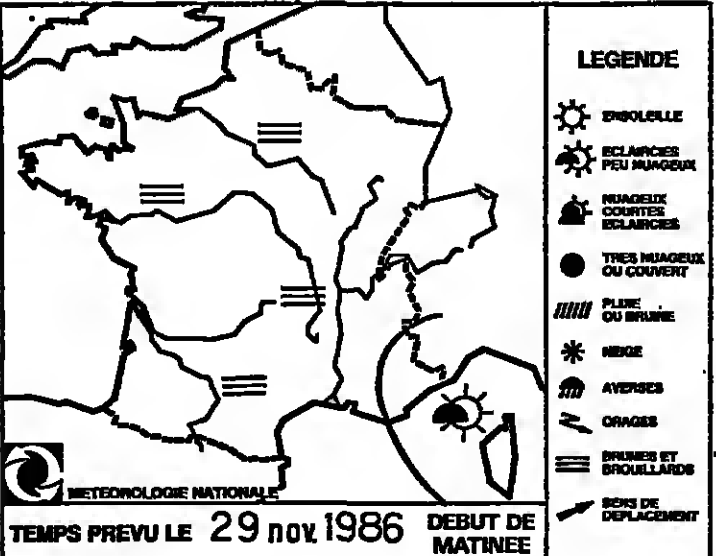
Évolution probable du temps en France entre le vendredi 28 novembre à 0 heure et le dimanche 30 novembre à 24 heures.

Les hautes pressions vont se maintenir sur l'Europe faisant persister un temps sec. Les perturbations sont rejetées sur les îles Britanniques. Un front quasi stationnaire en Méditerranée donne des passages nuageux.

Samedi : il fera froid le matin -2 à -6 degrés dans l'intérieur du pays, 2 à 4 degrés sur les côtes. Les brouillards locaux sont fréquents et parfois tenaces. Quelques passages nuageux sur la Corse et la Côte d'Azur en début de matinée. Sur les autres régions, après les brumes, temps ensoleillé.

Dans la journée, et surtout en fin d'après-midi, des nuages bas gagnent les régions méditerranéennes, et le ciel deviendra nuageux dans l'extrême nord. Partout ailleurs, il y aura du soleil et un ciel peu nuageux. Les températures maximales seront entre 7 et 15 degrés du nord au sud.

Dimanche : même type de temps froid et brumeux le matin, avec des gelées de -3 à -6 degrés, et encore des brouillards locaux dans la majeure partie du pays. Les passages nuageux seront moins nombreux l'après-midi sur le Sud, où quelques ondées estivales sont possibles en Corse. De la Bretagne au Nord, le ciel deviendra nuageux l'après-midi.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 25-11 à 6 h TU et le 26-11-1986 à 6 h TU

FRANCE	TOURS	12	2	B	LOS ANGELES	26	11	D
AMCER	18	5	D		LUXEMBOURG	5	-1	B
BARCELONE	11	0	D		MADRID	14	-3	D
BELGRADE	10	1	D		MARSEILLE	23	11	D
BOMBAY	9	0	D		MEXICO	22	11	F
BREITENBURG	12	4	D		MILAN	15	1	D
CHEN	12	0	D		MONTREAL	5	0	N
CHENNAI	11	2	D		MOSCOW	2	0	*
CHENNAI-INDIA	3	-2	B		MUMBAI	24	14	C
CHENNAI-INDIA	8	0	D		NEW-YORK	18	5	D
CHENNAI-INDIA	11	-5	D		OSLO	5	4	D
CHENNAI-INDIA	11	5	D		PALM-BEACH	17	6	P
CHENNAI-INDIA	11	5	D		PARIS	3	-3	D
CHENNAI-INDIA	11	5	D		PERM	18	8	D
CHENNAI-INDIA	11	5	D		PRAGUE	22	24	C
CHENNAI-INDIA	11	5	D		STOCKHOLM	7	3	N
CHENNAI-INDIA	11	5	D		STOCKHOLM	18	15	C
CHENNAI-INDIA	11	5	D		TOKYO	10	6	P
CHENNAI-INDIA	11	5	D		TOKYO	19	10	D
CHENNAI-INDIA	11	5	D		VIENNE	15	5	D
CHENNAI-INDIA	11	5	D		VIENNE	9	4	C

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 29 novembre

ILE-DE-FRANCE

Mantres (78), 16 h 30 : peintures et sculptures modernes vendues au profit d'une ville du Mali ; Corbell-Essonne, 14 heures : tableaux dix-neuvième siècle et contemporains ; Versailles Chevre-Leger, 14 h 15 : tableaux, dessins, mobiliers d'époque et de style ; Argenteuil, 14 heures : mobiliers dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième siècle, argenterie, peintures anciennes ; Agas, 9 h 30 : bijoux, argenterie massive ; 14 heures : tableaux, objets d'art, meubles dix-huitième et dix-neuvième siècle ; Jolmay, 14 h 30 : collection de 70 enciers dix-neuvième siècle (1900-1930), orfèvrerie ancienne et bijoux, assemblés d'époque et de style ; Le Havre, 14 h 30 : grands vins ; Nantes, 14 heures : 350 appareils photographiques de collection depuis 1885 ; Marseille (H. Castellane), 14 h 30 : bijoux anciens, argenterie dix-huitième siècle, tableaux modernes, meubles et objets d'art dix-huitième et dix-neuvième siècle ; Marseille (H. Prado Borde), 14 h 30 : bijoux, argenterie ancienne et de style, mobilier dix-huitième et dix-neuvième siècle, tableaux anciens et modernes ; Montesson, 14 heures : environ 300 petites voitures « Dinky Toys » France et Grande-Bretagne ; Montesson, 14 heures : mobiliers dix-huitième et dix-neuvième siècle. Objets d'art, cartes postales ; Orléans, 14 heures : bijoux, argenterie ; Pontaise, 8 h 45 : 120 véhicules de collection ; Reims, 14 heures : œuvres de deux artistes champenoises ; Villefranche-sur-Saône, 14 heures : tableaux anciens, meubles, argenterie, objets d'art dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècle ; Vichy, 14 heures : tableaux anciens, dessins, céramiques, meubles, sièges et objets d'art dix-huitième siècle et Napoléon III.

Dimanche 30 novembre

ILE-DE-FRANCE

Chartres, 10 h 30 : pré-cinéma et cinéma ; 13 h 30 : photos anciennes ; 16 heures : appareils photographiques ; Engennes, 14 heures : Emile Weygand (1875-1962), 200 huiles et gouaches ; Rambouillet, 14 h 30 : tableaux modernes et dix-neuvième siècle, sculptures et bronzes ; L'Isle-Adam, 15 heures : tableaux et sculptures modernes ; Fontainebleau, 14 heures : bijoux 1900, 1920, 1950, argenterie, fourrures ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : archéologie ; Provins, 14 heures : armes anciennes et militaires ; Versailles Chevre-Leger, 14 heures : grands vins de Bordeaux, très grands vins sauternes, vieux cognacs, grands champagnes ; Versailles (H. Rameau), tableaux modernes ; Auxerre, 14 h 30 : meubles, sièges et faïences dix-septième et dix-huitième siècle, tableaux modernes ; Beyonne, 14 heures : meubles rustiques, argenterie dix-neuvième et vingtième siècle, tableaux dix-neuvième et modernes ; Besançon, 14 heures : bibliothèque franco-comtoise ; Dunkerque, 14 h 30 : livres dix-huitième siècle, icônes, estampes, bijoux, orfèvrerie, meubles dix-huitième, dix-neuvième siècle ; Calais, 14 h 30 : fourrures, bijoux, argenterie, dentelles, linge de maison ; Chambéry, 14 heures : tableaux modernes, meubles dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième siècle ; Compiègne, 14 heures : livres anciens et modernes ; Fécamp, 14 h 15 : tableaux modernes, meubles et sièges dix-huitième et dix-neuvième siècle ; Dijon, 14 heures : argenterie ancienne, bijoux ; Lorient, 14 heures : argenterie, objets d'Extrême-Orient, tapis d'Orient ; Marseille, H. Castellane, 14 h 30 et 18 h 30 : objets d'art africain, pré-colombien et d'archéologie ; Nancy, 14 heures : mobiliers et objets d'art de 1900 à 1950 ; Nogent-le-Rotrou (château de l'Oratoire), 14 heures : mobiliers rustiques et de style dix-huitième et dix-neuvième siècle. Fourrures ; Rouen, 14 heures : faïences dix-septième et dix-huitième siècle, Extrême-Orient, art populaire, étains ; Sens, 14 heures : meubles et objets d'art dix-huitième et dix-neuvième siècle, faïences et étains anciens, porcelaines de Chine dix-huitième et dix-neuvième siècle. Armes de poing dix-huitième et dix-neuvième siècle ; Salaz-Dit-des-Voies, 14 heures : tableaux anciens seizième et dix-huitième siècle. Tableaux dix-neuvième siècle et modernes, meubles régionaux et objets d'art dix-huitième et dix-neuvième siècle ; Vichy, 14 h 30 : tableaux modernes. Art nouveau, art déco, affiches anciennes.

FOIRES ET SALONS

Paris (la Défense) jusqu'au 19 novembre ; Paris (tour Eiffel) ; Ables-sur-Seine (94) ; Aix-en-Provence, Saint-Brieuc (jusqu'au 30 novembre) ; Nice (Acropolis) jusqu'au 2 décembre.

PHILATÉLIE

Le musée d'Orsay

Pour se mettre au diapason de l'actualité culturelle, la poste a décidé d'avancer la date d'ouverture du musée d'Orsay. L'inauguration de ce nouveau musée national aura lieu le 1^{er} décembre (lire notre supplément « Le Monde sans visa », pages 27 à 31). La vente anticipée



du timbre est fixée au 9 décembre, premier jour de l'ouverture du musée au public ; la vente générale le lendemain.

An rang des curiosités, il faut noter que le millésime du timbre, 1987, n'a pas été retouché et que sa notice philatellique portera le numéro 1-1987. Il ne sera d'ailleurs fourni aux titulaires d'abonnements par correspondance qu'avec la première livraison de l'année prochaine.

Le timbre, au format inhabituel de 52 x 31 mm, est dessiné par Jean Wéber et imprimé en héliogravure en feuilles de 25.

La vente anticipée à Paris le 9 décembre : de 9 heures à 18 heures au bureau de poste temporaire ouvert au musée d'Orsay, place Henri-de-Montmorillon (entrée qui a été fermée) ; Paris 7^e (Oratoire du musée sera gratuite pendant la vente anticipée) ; de 9 heures à 19 heures, à la recette principale de la rue du Louvre, Paris 1^{er} ; et au bureau de Paris-4, 6, avenue de Saint-Pierre, de 10 heures à 17 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugueux, Paris 15^e.

Banque réalisée par la réduction de 24, rue Chatelet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 29 NOVEMBRE

« Le Palais-Royal et ses cafés », 15 heures, colonnes de Buren (Sauvage et mise en valeur du Paris historique).

« La Cité universitaire, reconnaissance des architectes par les bourgeois et les écoliers », 10 h 30, RER Cité universitaire (Les Amis de la Terre).

« Le vieux quartier Saint-Séverin », 15 heures, métro Maubert-Mutualité, sortie côté rue des Carmes (L'Atelier visite).

« La Sainte-Chapelle », 15 heures, boulevard du Palais, devant grille (Arcs).

« Exposition tricentenaire de l'Église Notre-Dame de Versailles, ancienne paroisse royale », 15 heures, Hôtel de Ville (Office de tourisme).

« Exposition d'œuvres et traditions de Noël en France », 14 h 30, Musée des arts et traditions populaires (V. Turpin).

« Le musée Picasso et l'hôtel Salé », 11 h 30, rue Thorigny (E. Romann).

« Ateliers d'artistes, jardins, bords, curiosités et histoire de Montparnasse (Montparnasse 1), 15 heures, métro Vavin (C. Seguy).

« Le Grand Orient de France, histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie du dix-huitième siècle à nos jours », 15 heures, 16, rue Cadet (L. Haullier).

« Exposition Boucher », 16 h 30, entrée Grand Palais (P.-Y. Jais).

« L'hôtel Biron, ses jardins et le musée Rodin », 10 h 30, 77, rue de Valenciennes, et « Les prestigieux beaux aménagements sous le dôme de gloire des Invalides », 14 h 30, métro Saint-François-Xavier (V. de Langlade).

« Panorama architectural du château de Vincennes », 15 heures, entrée.

« Exposition Hittori, architecte du dix-neuvième siècle », 15 heures, 23, rue de Sévigné, et « L'hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

« L'Opéra et ses souterrains », 14 heures, marches (Paris pension).

« Le Marais », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Déambulation de Paris).

« La France et la Russie au Siècle des Lumières », 14 h 30, entrée Grand Palais (M. Polier).

Hôtels, églises, passages du faubourg Saint-Hippolyte, 15 heures, métro Madeleine, sortie Trois Quartiers (G. Bontemps).

« Hôtes, cours et passage de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, fontaine Saint-Michel (F. Bontemps).

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, porte église Saint-Germain-l'Auxerrois (C.-A. Menez).

« L'atelier de Delacroix », 10 h 30, 6, place Furstemberg (Approche de l'art).

« L'atelier d'un laqueur de Chine », 15 heures, sortie métro Colonel-Fabien (A.T.C.).

INSTITUT Océanographique (grand amphithéâtre), 195, rue Saint-Jacques, 21 heures : « De quelques techniques de pêche innuïtes » (M. Fontaine).

En filigrane

« Les éditeurs du Blaireau », Bernard Hivert vient de publier sa rétrospective. A cette occasion, le 11 novembre, un cachet temporaire a été utilisé à Quessoy (Côte-du-Nord), reproduisant les traits du célèbre champion.



C'est la seconde fois, dans l'histoire des oblitérations temporaires françaises, qu'une personnalité française vivante subit cet honneur redoutable. Yves Saint-Martin avait inauguré cette pratique d'urgence et éphémère en octobre 1985.

On peut obtenir le cachet « Hivert » en adressant deux

enveloppes — la première timbrée, qui recevra l'oblitération, et la seconde, suffisamment affranchie pour la réexpédition — à la direction départementale des P et T des Côtes-du-Nord, bureau des oblitérations temporaires, 11, rue Michellet, 22044 Saint-Brieuc. A noter qu'il s'agit d'un cachet à usage d'oblitération de ce cachet est porté de deux à trois mois après son premier jour d'utilisation (soit jusqu'au 6 février).

« Administrations postales étrangères », Suite de la liste des administrations postales étrangères.

Corée du Sud : Philcora CPO Box 5122, Séoul, Corée du Sud.

Hongkong : General Post Office, Philatelic Bureau, 2, Connaught Place, Hongkong.

Japan : Tokyo Central Post Office, Philatelic Section, CPO Box 888, Tokyo 100-81, Japon.

loterie nationale

Le règlement de TACO-TAC se trouve dans le supplément (N. 1) du 27/11/86

Le numéro 302490 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

Les numéros approchant aux

Tous les billets ne terminent pas

86 TACO-TAC 101

loterie nationale

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

TOUS LES BILLETTS NE DÉSIGNENT PAS UN LOT MAIS PORTENT LES BONS SUIVANTS :

مكتبة المجلد

Communication

La mort de Philippe Viannay

Un irréductible de tous les temps

Philippe Viannay est décédé, jeudi 27 novembre, des suites d'une longue maladie. Né le 15 août 1917 à Saint-Jean-de-Bouray (Isère), héros de la Résistance, il a notamment créé le Centre de formation des journalistes.

Nul mieux que lui n'aura mérité son surnom de résistant. Indompté, rebelle à toute forme de pouvoir et à tout carcan idéologique, Philippe Viannay méprisait les honneurs et les médailles. Mais cet indompté, diplômé d'études supérieures de philosophie, était aussi un aventurier de la liberté, un amoureux de ces contre-pouvoirs que furent pour lui la presse et le monde associatif.

Officier de troupes marocaines en 1939-1940, il lance ensuite le journal Défense de la France et le journal du même nom, dont le tirage atteignait plusieurs centaines

de milliers d'exemplaires et servit de centre de fabrication de faux papiers, puis participe, à vingt-six ans, à la création du Mouvement de libération nationale (MLN), qui regroupait les organisations de résistance non communistes.

Membre de l'Assemblée constituante en 1946, Philippe Viannay, qui aurait pu facilement entamer une brillante carrière d'homme politique, préfère se consacrer à ses passions : la presse et la voile. Avec son ami de résistance Jacques Richet, il crée, en 1945, le Centre de formation internationale dont le but est de fournir une formation aux jeunes résistants à qui la guerre a fait rater leurs études. Le Centre de formation des journalistes (CFJ), créé en 1946 et dont il fut le vice-président jusqu'en 1985, comme le Centre nautique des Glénans (1947) en sont issus. De même l'association des Foyers internationaux et l'association Edu-

cation et échanges fondée avec MM. Michel Debré, Paul Delouvrier et René Seydoux.

Homme de presse, Philippe Viannay lance France-Sol, qui succédait à Défense de la France. Il en partit, lorsque le contrôle du quotidien échappa à l'équipe de fondateurs, pour se lancer ensuite dans l'aventure de France-Observateur, puis dans celle du quotidien Le Matin. Il démissionna du conseil d'administration de ces deux titres en 1984, parce qu'il était en désaccord avec leur gestion. Entre-temps, c'est à lui qu'était revenue, en 1972, la présidence de la commission paritaire chargée de régler le différend surgi entre la rédaction de Paris-Normandie et son nouveau propriétaire, M. Robert Hecant.

Philippe Viannay participa à la création de l'Union de la gauche socialiste, ancêtre du PSU. Il soutint M. Jacques Chaban-Delmas en 1974 puis, au second tour, appela publiquement à voter pour M. François Mitterrand. Ce qui ne l'empêcha pas de participer à la création de la Fondation Auguste-Comte sous le patronat de Valéry Giscard d'Estaing.

Généreux, autoritaire, Philippe Viannay était le père spirituel de quelque mille trois cents anciens élèves du CFJ, pour lesquels sa haute silhouette, son visage aux traits bourboniens, étaient reconnaissables entre tous et son enthousiasme et sa chaleur exemplaires. Comme son courage, le mal qui le terrassait ne l'empêchait pas de sourire et de poursuivre, à soixante-neuf ans, la rédaction de ses Mémoires.

Un passionné de la mer

En 1947, Philippe Viannay, avec d'autres résistants, fonde le Centre nautique des Glénans (CNG), du nom de l'archipel, du même nom, merveilleuse base d'initiation ancrée au large de Concarneau, en Bretagne sud. Il s'y investit totalement pour en faire le premier club nautique de France, qui formera des générations de marins et d'amoureux de la mer. En étroite collaboration avec Jean-Jacques Herbulot et André Stéphan, il contribue largement à la conception et à la fabrication de bateaux de plaisance révolutionnaires : réalisés en contreplaqué : Vaurien, Caravelle, Corsaire, Mousquetaire,

dont des milliers d'exemplaires naviguent toujours.

S'investissant totalement dans le CNG, Philippe Viannay le dirige jusqu'au début des années 80, date à laquelle sa femme Hélène en prend la direction (jusqu'en 1979), mais il en reste l'inspirateur éternel, passionné, décidant des grandes orientations, et participant à toutes les grandes réalisations, notamment le cours de navigation du Centre des Glénans, qui fut en grande partie son œuvre. Orateur brillant, en perpétuel bouillonnement d'idées, il était doté d'un très grand charme, en particulier auprès des jeunes.

FRANÇOIS RENARD.

● La mort de Mary Welsh Hemingway. — La journaliste Mary Welsh Hemingway, veuve de l'écrivain américain, est décédée le 6 novembre des suites d'une longue maladie à l'âge de soixante-deux ans.

C'est à Londres, où elle était correspondante pour Time et Life, qu'elle avait rencontré en 1944 celui qu'elle épousa en troisième noce. C'est elle qui devait découvrir le corps de son mari après son suicide, en juillet 1961.

YVES-MARIE LABÉ.

[Philippe Viannay ad savait souffrir, mais la perspective de la mort prochaine n'avait en rien entamé son dynamisme et son exceptionnel courage. Jusqu'à la dernière minute, il se sera montré ouvert et à l'écoute des journalistes en Europe qui lui demandaient. Les nombreux rédacteurs du Monde qui ont été formés par lui n'oublieront pas de même ses exigences légères. Que la famille de ce vieil ami sache que son décès est aussi le nôtre. — A. F.]

Le sort de la chaîne musicale

TDF dégage discrètement une fréquence sur Paris

Existe-t-il une fréquence disponible pour une télévision parisienne en dehors de celle occupée par la chaîne musicale? Les responsables de TV 6 l'affirment : ceux de Métropole TV le nient et veulent représenter le réseau de TV 6. Les téléopérateurs parisiens peuvent se faire une opinion en explorant la bande III VHF. A quelques tours de bouton de Canal Plus, ils découvriront la mire d'un «réseau spécialisé». Jusqu'à présent, le tiers supérieur de cette image était broyé par la diffusion du magazine télétexte Antiope. Depuis le 26 novembre, ce broilage disparaît progressivement : Télédiffusion de France démantèle discrètement Antiope pour libérer la fréquence.

Il existe donc bien sur le canal 10 une fréquence de qualité, dotée d'un émetteur puissant sur la tour Eiffel et desservant la dizaine de millions d'habitants de la région parisienne. La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) pourrait donc attribuer à une télévision locale, évitant ainsi de démanteler le réseau national de la chaîne musicale. Mais les P et T conviendront eux aussi le canal 10 pour y installer un service de radio-téléphone. L'arbitrage est entre les mains du premier ministre, qui doit décider, ces jours-ci par décret, quelles sont les bandes de fréquences que la CNCL peut attribuer. Un test important pour la Commission, qui pourra mesurer ainsi la marge de manœuvre à l'égard du pouvoir politique. Le projet Métropole TV est en effet piloté par la Lyonnaise des eaux, qui exploite le réseau câblé de la capitale, et le maire de Paris défend activement le couplage entre son câble et une télévision hertzienne locale.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Malgré l'opposition des syndicats

La direction de l'AFP maintient son plan de restructuration

Double événement à l'Agence France-Presse (AFP), jeudi 27 novembre. Son conseil d'administration a adopté, à l'unanimité moins les voix des deux représentants du personnel, le budget 1987. A la suite de ce vote, l'intersyndicale de la rédaction réunissait une conférence de presse, au desk central de l'agence, afin d'expliquer les raisons de l'opposition des journalistes au plan de restructuration proposé le 8 juillet par M. Henri Pigeat, PDG, et adopté par les administrateurs.

Réitérant sa volonté de voir cette restructuration, qui comporte notamment la suppression de trois cents emplois en trois ans, dont cent cinquante postes de rédacteur, et le transfert de desks à l'étranger, exécutée « dans son intégralité », le conseil d'administration de l'AFP a fixé le budget 1987 à 828,7 millions de francs au lieu de 792,4 millions de francs l'année précédente. Selon les administrateurs, les résultats de l'année en cours, tout en restant déficitaires, laissent prévoir une amélioration qui permettrait à l'agence d'être financièrement équilibrée en 1988.

Le conseil a d'ailleurs accepté une augmentation des tarifs des abonnements de 3,4 % à partir du 1^{er} janvier prochain. Toutefois, il a fallu que M. Henri Pigeat mette en jeu implicitement sa démission pour que cette augmentation soit votée. Les patrons de presse membres du conseil d'administration de l'agence, qui en sont aussi ses clients, étaient prêts à admettre une hausse de 2 %, tenant compte de l'inflation, mais pas plus.

Les syndicats, pour leur part, maintiennent leur opposition. Ayant jusqu'à présent mené la bataille sur le terrain juridique, les syndicats de l'AFP (CFDT, SNJ, SNJ-CGT et

FO) ont décidé de la mener désormais dans les médias. « Intéressés au premier chef par la qualité des services offerts par l'AFP », pour eux, le plan du PDG est « bâclé », « incohérent » et se fonde sur des « manipulations comptables » qui « surestiment » le déficit de 63,7 millions de francs en 1985, et la décentralisation des desks, transférés à l'étranger, est « absurde ».

Mais l'annonce, par les syndicats, de nouvelles modalités d'action à venir ne fait pas faiblir la direction. Elle prend acte du fait que cent quarante départs volontaires (dont ceux de cinquante journalistes) sont déjà acquis et maintient ses objectifs de trois cents départs pour 1988. La direction admet pourtant la justesse de certaines remarques : ainsi, le desk Amérique latine, au lieu d'être intégralement transféré à Washington, pourrait conserver une antenne à Paris.

Y.-M. L.

ÉCHECS

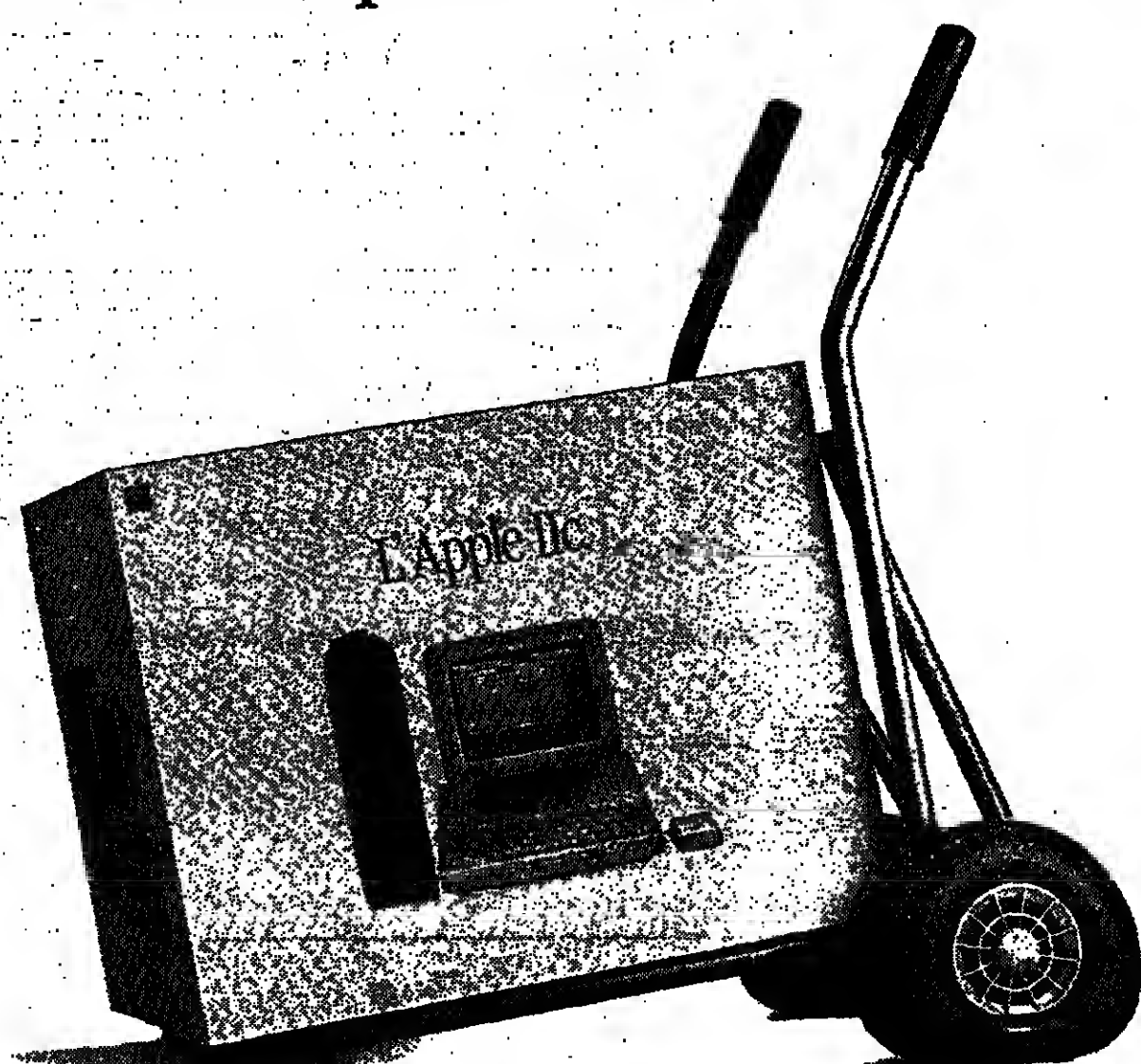
Les JO de Dubaï

Les Etats-Unis prennent la tête

Après deux belles victoires (3-1 contre la Hongrie et 3-1 encore contre l'Espagne), les Etats-Unis mènent, détachés, à trois rounds de la fin des Jeux olympiques d'échecs de Dubaï. L'URSS devra « cartonner » dans ses trois derniers matches si elle veut gagner la médaille d'or que tout le monde lui voyait acquise d'avance.

CLASSEMENT APRES ONZE RONDES. — 1. Etats-Unis, 31 (sur 44) ; 2. Angleterre, 29,2 (une journée) ; 3. URSS, 29,5 ; 4. Hongrie, 28,5 ; 5. Espagne, 28 ; 6. Islande, 27 (une journée) ; 7. Bulgarie et Pologne 27 ; 8. Yougoslavie, Chine, Tchecoslovaquie et Chili, 26,5, etc. (La France, vicieuse des Philippines (3-1), est 18^e avec 23,5).

Pour Noël, le seul effort que vous devrez faire ne sera pas financier.



Par contre vous aurez besoin de toutes vos forces pour profiter du cadeau de Noël Apple. Imaginez que vous devez transporter chez vous le nouvel Apple II avec ses 384K, la souris, le moniteur monochrome et son support, le logiciel AppleWorks qui contient à lui tout seul trois applications : un traitement de texte, une gestion de fichiers et un tableau électronique. Sans oublier le logiciel Mouse Desk qui vous crée sur Apple II les icônes et les menus qui facilitent

tellement le dialogue avec votre ordinateur personnel. Heureusement qu'Apple a prévu aussi un sac de transport. Mais vous oublierez vite ce gros effort en voyant le petit effort financier que cela vous demandera : 6990 F TTC ou 500 F* par mois avec Apple Check (ouverture de crédit en compte Sovac*). Mais si vous êtes prêts à d'autres efforts il existe aussi deux autres offres : un Apple II avec un moniteur en couleurs et deux fantastiques logiciels de création graphique, Extaste et

Fantavision, à 8990 F TTC ou 450 F* par mois ; et une boîte d'outils de communication, qui comprend un modem universel, les logiciels Apple Mail et Access II, ainsi qu'une offre de connexion gratuite à Calvacom, pour 3990 F TTC ou 200 F* par mois.

Et dans chaque boîte d'Apple II, vous trouverez aussi un catalogue de logiciels à prix spéciaux, et des bons de réduction sur l'imprimante ImageWriter II, le lecteur externe 3.5 et le lecteur externe 5.25.



Apple

* Prix maximal, coût et durée en fonction du montant utilisé sous réserve d'acceptation d'ouverture du crédit Apple Check par Sovac : TEG 18,25 % plus perception forfaitaire légale. Du 15 novembre 1986 au 15 janvier 1987.

... ..

هكنا من الحفل

Economie

... Le Monde • Samedi 29 novembre 1986 35

REPÈRES

Commerce extérieur

Moindre déficit aux Etats-Unis...

Le déficit du commerce extérieur américain a été ramené à 12,1 milliards de dollars en octobre (1,8 milliard de francs), contre 12,9 milliards un mois auparavant, annonce le département du commerce. Ce résultat est le meilleur que les Etats-Unis aient connu depuis août 1985 et confirme, selon la Maison Blanche, que la dévaluation du dollar « a commencé » à porter ses fruits. Les analystes restent prudents. L'amélioration de l'excédent des échanges agricoles, qui s'élevait à 676,2 millions de dollars, ne peut faire oublier que le déficit de la balance des produits manufacturés s'est accru pour s'élever à 13,9 milliards.

Le redressement du commerce extérieur restera lent, le déficit, en rythme annuel, frôlant encore 168 milliards de dollars. Tout au moins, la modeste amélioration d'octobre offre-t-elle un argument à l'administration Reagan pour contraindre les sentiments protectionnistes d'un nouveau congrès à majorité démocrate. La Maison Blanche n'attend pas pour autant abandonner une politique offensive envers ses concurrents. L'annonce de l'embargo, banque d'import-export, de l'octroi de lignes de crédit de 100 millions de dollars à l'Indonésie, connue à la Thailandaise, et de conditions hautement préférentielles pour contraindre les financements subventionnés déployés par le Japon et l'Europe, en est la dernière illustration.

et en Grande-Bretagne

La balance commerciale britannique a enregistré un déficit de 836 millions de livres (89,7 millions de francs) en octobre, contre 885 millions un mois auparavant. Les exportations pétrolières se redressent doucement, mais les importations continuent d'être fortes. Ce déficit a été largement compensé par l'excédent des « invisibles », revu en hausse par les pouvoirs publics et qui a permis à la balance des comptes courants d'enregistrer un léger surplus de 65 millions de livres après un déficit de 85 millions en septembre. Cette révision des « invisibles » a provoqué une certaine scepticisme à la City.

Moindre excédent en RFA

Le facteur monétaire commence à jouer, très doucement sur les résultats du commerce extérieur allemand. L'excédent enregistré, en octobre, après une baisse de 10,7 milliards de deutschemarks (3,7 milliards de francs), mais il est inférieur de 200 millions au record mensuel absolu établi en juillet dernier, annonce l'Office statistique fédéral de Wiesbaden. Comptabilisés en

Energie

La facture française en baisse de 48 %

La facture énergétique de la France n'a atteint que 79 milliards de francs au cours des dix premiers mois de l'année, en baisse de 48 % par rapport à l'an passé. Le prix moyen du brut importé au cours de cette période s'est établi à 948 F la tonne, en baisse de 50,4 %, ce qui correspond à 13 dollars par baril (contre 28 dollars le baril il y a un an). Pour la seule année d'octobre, le coût des importations de brut a été de 2,9 milliards de francs, soit 72 % de moins qu'en octobre 1985 (10,4 milliards), avec un prix moyen de 627 F par tonne (contre 1 852 F). En Allemagne fédérale, la baisse du prix d'achat du pétrole a été encore plus accentuée du fait du recul considérable du dollar par rapport au deutschemark. La facture pétrolière, au cours des dix premiers mois, a atteint 14,9 milliards de deutschemarks (48,7 milliards de francs), en baisse de 56,5 % ; et le prix moyen de la tonne importée a diminué de 58,1 % à 266,2 DM (870,5 FF).

Inflation

La RFA creuse l'écart

L'Allemagne fédérale continue de creuser l'écart avec ses partenaires, même avec le Japon, où le prix est baissé de 0,4 % en novembre, soit une hausse de 0,3 % sur douze mois. Selon les estimations publiées par l'Office statistique de Wiesbaden, les prix de détail allemands étaient, en moyenne, inférieurs de 2,1 % à ceux de novembre 1985, après une baisse de 0,9 % sur douze mois en octobre. Durant ce dernier mois, l'inflation a été limitée en France à 0,2 %, selon l'indice définitif de l'INSEE, soit 2,4 % au cours des douze derniers mois. L'INSEE souligne que, si la France se situe dans la bonne moyenne des pays industrialisés, des tensions persistent dans le secteur privé, qui doit retrouver la liberté totale des prix à la fin de l'année. Pour leur part, les Etats-Unis ont, eux aussi, connu une hausse des prix limitée à 0,2 % en octobre, soit 1,5 % sur douze mois, ce qui permet d'espérer une inflation de moins de 2 % pour l'ensemble de 1986, contre 3,8 % en 1985.

SOCIAL

La journée CGT pour la défense de la Sécurité sociale

Des manifestations nombreuses mais d'ampleur limitée

De nombreuses manifestations, mais souvent d'ampleur limitée, ont marqué la journée d'action organisée le jeudi 27 novembre par la CGT pour la « défense de la Sécurité sociale ». Quant aux arrêts de travail, à l'exception de la grève organisée à l'appel du Syndicat du Livre parisien, ils sont restés en général assez brèves. La CGT a décidé de poursuivre son action et de monter d'un cran en prévoyant un rassemblement national le dimanche 25 janvier prochain.

Pour « défendre la Sécurité sociale » et protester, en particulier, contre les mesures d'économies décidées dans le domaine de l'assurance-maladie, la CGT avait en effet choisi la formule des multiples manifestations décentralisées (soixante et onze au total, sous des formes diverses, dont huit pour les départements de la région parisienne).

A Paris, un peu plus de 3 000 personnes (2 000 selon la police, 15 000 selon les organisateurs) ont défilé de la préfecture, au bord de la Seine, à la place de la Bastille, derrière une banderole « Emploi, santé, ils veulent tout casser, il faut les arrêter ».

M. Henri Krasnicki, secrétaire général de la CGT, annonçant, pour le 25 janvier prochain, « un rassemblement national d'une ampleur exceptionnelle », a dénoncé « la Sécurité 4 sous » et « la Sécurité en fonction du portefeuille », aujourd'hui « en route ». Une responsable de l'Union départementale CGT de Paris avait condamné l'attitude des autres confédérations, « qui affirment leur attachement à une protection sociale de haut niveau, mais dont les actes prouvent le contraire ».

Dans la région parisienne, les manifestations ont atteint, selon la CGT, 10 000 personnes à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), avec la présence de nombreux salariés des hôpitaux, 4 000 à Créteil (Val-de-Marne) ; en province, les défilés les plus importants ont eu lieu à Rouen (2 300 manifestants), Nîmes (2 000), Montpellier (1 700) et Toulouse (1 500).

Le tonnerre brûle entre la France et le Canada à propos des droits de pêche. Les eaux canadiennes du Labrador et du golfe du Saint-Laurent sont parmi les plus poissonneuses du monde, et les armateurs français originaires de Fécamp, Bordeaux et surtout Saint-Pierre (sans oublier, évidemment, Saint-Pierre-et-Miquelon) les fréquentent depuis plus de trois cents ans et prétendent y détenir les droits historiques.

L'accord franco-canadien de 1972 sur la pêche dans le golfe du Saint-Laurent a expiré en mai 1986, mais, depuis cette date, aucun accord n'a pu être trouvé entre les pêcheurs français et les autorités canadiennes sur le nouveau régime à mettre en place, les zones de pêche où pourront aller les chalutiers métropolitains et les quotas de capture autorisés. « Les propositions que nous ont faites les Canadiens lors de notre dernière rencontre sont quasiment injurieuses », a déclaré le 26 novembre M. Fernand Leborgne, président de l'Union des armateurs à la grande pêche. « Si un accord n'est

PÊCHE

Le contentieux franco-canadien s'envenime

pas trouvé rapidement, nous serons contraints de déserter quatre ou cinq navires avec pour conséquence la mise au chômage de deux cents à trois cents marins », a-t-il ajouté. Pour le région de Saint-Malo, notamment, le coup serait particulièrement dur.

Récemment, M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a indiqué qu'il défendrait avec énergie les intérêts français et laisse entendre que les négociations sur la pêche posaient sur le climat préparatoire au voyage que M. Chirac envisage de faire au début de l'an prochain au Canada.

Ce qu'il est convenu d'appeler la grande pêche française (neuf navires métropolitains et six à Saint-Pierre-et-Miquelon) tire 70 % de son chiffre d'affaires des captures dans les eaux canadiennes. Les efforts de redéploiement vers les Caraïbes ou dans certains parages d'Afrique de l'Ouest se sont soldés par des échecs.

F. Gr.

CEE

Les ministres des Douze ont arrêté le budget pour 1987

BRUXELLES (Continuons européennes) de notre correspondant

Les ministres du budget de la CEE ont arrêté, le jeudi 27 novembre, les crédits communautaires pour 1987. Ils s'élèvent à 36,2 milliards d'ECU (1 ECU = 6,56 FF), dont 23 milliards seront destinés au financement de la politique agricole commune. Le Parlement européen devra se prononcer le 11 décembre prochain sur le schéma élaboré par les Douze, avant que le plan de dépenses puisse être adopté définitivement.

Le projet des gouvernements membres est en apparence très proche de celui voté un début de ce mois par l'Assemblée de Strasbourg. A peine 200 millions d'ECU séparent les dépenses acceptées par le Conseil au titre des aides sociales et régionales - soutenues au tiers-monde et activités de recherche de la Commission - des chiffres fixés par les députés. Aussi cette différence n'apparaît-elle pas comme une difficulté insurmontable. Mais, la ques-

AFFAIRES

En 1987 La SNCF réduira son déficit et ses effectifs

C'est un budget sévère que le conseil d'administration de la SNCF a adopté, le jeudi 27 novembre, pour l'année 1987. Tous les efforts de la société nationale sont tendus vers le but que lui a fixé le contrat de plan passé avec l'Etat : supprimer tout déficit en 1989. Celui-ci a atteint 4,3 milliards de francs en 1985 ; il devrait être compris, cette année, entre 3 et 3,5 milliards de francs. La SNCF se fixe pour objectif de le réduire à 2,1 milliards de francs en 1987.

La trajectoire est la bonne, mais elle implique un budget « exigeant », selon le mot de M. Philippe Essig, président de la SNCF. L'entreprise essaiera d'abord de stabiliser les recettes en provenance du transport des marchandises. Il était prévu de réaliser 54,3 milliards de tonnes-kilomètres en 1986 ; le résultat n'excédait pas 51,5 milliards. La SNCF compte donc sur 51 milliards pour l'année 1987 et, pour y parvenir, elle a renoncé à augmenter ses tarifs marchandises l'an prochain. Le Sernam, lui, se voit demander d'accroître ses recettes de 74 millions de francs (+ 2 %).

La SNCF espère pouvoir dénicher 48 milliards de voyageurs-kilomètre (47,7 milliards en 1986), soit + 0,6 % dans ses trains rapides

et express. Le tarif de base serait augmenté de 2,3 % au 1^{er} avril, auxquels s'ajouteraient une hausse supplémentaire destinée à compenser la diminution de 200 millions de francs du concours exceptionnel de l'Etat. En banlieue parisienne, le prix du billet en carnet passera à 2,80 F et les cartes « orange » subiront une hausse de 7,1 %.

Les dépenses de personnel baisseront de 0,5 %, soit de 180 millions de francs par rapport à celles de 1986. Ce résultat sera obtenu par une diminution des effectifs qui passeront de 233 600 à 225 400 agents, soit 8 200 emplois de moins. Cette déflation sera réalisée par un non-remplacement des départs.

Ce budget courageux présente deux inconvénients. Les 10,2 milliards de francs d'investissement (TGV-Atlantique, liaison val-de-Meuse-Montmorency-Invalides) se traduiront par un endettement croissant qui atteindra 87 milliards de francs. D'autre part le président, le directeur général et tous les syndicats de cheminots semblent d'accord pour déplorer que la SNCF ne puisse pas voir plus loin que 1989. Des objectifs purement financiers ne font pas un projet d'entreprise.

ALAIN FAUJAS.

Un contrat de 3 milliards de francs

L'Inde confierait à la France la construction d'une centrale hydroélectrique

NEW-DELHI (de notre correspondant)

Le plus gros contrat clé en main jamais signé par l'Inde avec des compagnies étrangères dans le domaine de l'hydroélectricité est sur le point d'être remporté par un consortium de sociétés françaises, conduit par la CGEE-Alsthom.

D'un montant total de 3 milliards de francs, le projet DUL-HASTI prévoit la construction d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 405 mégawatts, à Doda, dans l'Etat du Jammu et Cachemire, situé à environ 150 kilomètres au sud-est de Srinagar sur les contreforts de l'Himalaya. Le barrage, de 70 mètres de haut et 185 mètres de long, serait installé sur la rivière Chenab et un tunnel de 10 kilomètres (8 mètres de diamètre) serait creusé à travers les montagnes. La centrale, qui devrait fonctionner d'ici cinq ans et dont la capacité sera ultérieurement doublée, sera souterraine.

Le génie civil représente environ les deux tiers du contrat. Il sera assuré par Sainat et Brice, Dumez et la SAE. Les turbines seront fournies par la société Neyrpic, tandis qu'Alsthom et Jeumont mettront en place les alternateurs et les transformateurs. Alors que le projet Gazo-

due remporté début avril par SPIE-CAPAG (de l'Inde et de la France) comprenait une participation japonaise majoritaire, le contrat DUL-HASTI est entièrement réalisé et financé par les Français, à l'exception de la part indienne qui s'élèvera à environ 500 millions de francs. Paris a accordé pour ce projet un prêt de 60 millions de francs et un prêt bonifié de 1,3 milliard de francs à 4 % sur vingt-huit ans. Le reste de l'opération, c'est-à-dire environ 1,1 milliard de francs, sera financé par un crédit acheteur sur dix ans à environ 6,5 % d'intérêt annuel dont le chef de file est le CCF.

L'attribution du projet à la CGEE-Alsthom (groupe CGE) consacre le tournant pris par la politique énergétique de l'Inde. Elle permet à la technique française de bien se placer. Notamment insuffisant d'environ un cinquième, la production nationale d'électricité (42 000 MW) devrait être doublée d'ici à 1990. Ce plan est sans doute trop ambitieux, mais la part de l'hydraulique passerait d'environ 35 % actuellement (contre 60 % pour le thermique et 5 % pour le nucléaire) à près de 50 %. Une liste d'une dizaine de barrages à construire dans le nord de l'Inde a été dressée. Avis aux amateurs...

PATRICE CLAUDE.

La Bourse c'est ma vie

La Bourse sur Minitel.
L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVE A QUI PARLER.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
PREFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile - 5^e bureau
Installations classées pour la protection de l'environnement

Une enquête publique est ouverte à Paris, du 1^{er} décembre au 31 décembre 1986 inclus, concernant la demande présentée par la SCI du Front de Seine COGEDIM Ile-de-France, dont le siège social est à Paris-9, 12, rue Rouquie, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à Paris-15, dans le bâtiment n° 16 de l'Îlot Péage, dans le cadre de l'opération Front de Seine, secteur Beaugrenelle, une installation de réfrigération classée sous la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 361 B 1^{re}. Installation de réfrigération fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, utilisant des fluides inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW (924 kW).

Le dossier est déposé au commissariat du quartier Javel, 15, rue Lacroix à Paris-15, et tenu à la disposition du public pendant la durée de l'enquête.

M. Pierre Molé, ingénieur, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recueille les déclarations des tiers au commissariat précité, aux jours et heures suivants :

- Vendredi 5 décembre de 9 heures à 12 heures,
- Vendredi 12 décembre de 9 heures à 12 heures,
- Mardi 16 décembre de 14 heures à 17 heures,
- Lundi 29 décembre de 14 heures à 17 heures.

P. le préfet de police
en par délégation,
Le préfet, directeur de la prévention
et de la protection civile,
Jean RIOTARD.

du 17 novembre au 17 décembre
le mois de la 309
chez NEUBAUER

REPRISE
DE VOTRE VOITURE
7000 F au moins
pour tout achat d'une 309
neuve ou de direction

• vignette gratuite
• financement personnalisé exceptionnel

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudeun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

(Publié)
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile - 5^e bureau
Installations classées pour la protection de l'environnement

Une enquête publique est ouverte à Paris, du 1^{er} décembre au 30 décembre 1986 inclus, concernant la demande présentée par la société SERETE, 86, rue Regnault, 75640 Paris Cedex 13, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à Paris-13^e, 82-88, rue Regnault, 14-34, rue du Château-des-Rentiers, 15-19, rue des Terres-au-Cart, 3 à 7 et 12 à 16, villa Nieuport, les installations relevant des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

331 bis 1^{re}. Parcs de stationnement couverts et garages-bôtels de véhicules à moteur dont la surface est supérieure à 20 000 m².

361 B 1^{re}. Installations de réfrigération ou compression, fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, comprimant ou utilisant des fluides inflammables et non toxiques, si la puissance absorbée est supérieure à 500 kW.

Le dossier est déposé au commissariat de police judiciaire et administrative du 13^e arrondissement (centre de police), 144, boulevard de l'Hôpital, et tenu à la disposition du public pendant la durée de l'enquête.

M. Jean Bougeard, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra les déclarations des tiers au commissariat précité, aux jours et heures suivants :

- Samedi 6 décembre de 9 heures à 12 heures,
- Samedi 13 décembre de 9 heures à 12 heures,
- Samedi 20 décembre de 9 heures à 12 heures,
- Mardi 30 décembre de 9 heures à 12 heures.

P. le préfet de police
et par délégation,
Le préfet, directeur de la prévention
et de la protection civile,
Jean RIGOTARD.

Affaires

Les banques norvégiennes adoptent la carte à mémoire française

OSLO
de notre envoyée spéciale

Les banques norvégiennes font le pari de la carte à mémoire : aux termes d'un accord signé le mercredi 19 novembre, elles viennent de commander au groupe français Balcin cent mille cartes à puce. Un chiffre important quand on le compare à la population du pays : 4 millions d'habitants. La valeur du contrat est de 15 millions de couronnes (13 millions de francs environ).

Avant d'adopter la carte à puce — une technologie française — les banques norvégiennes ont mené pendant dix-huit mois une expérience pilote de paiement électronique dans une petite ville située à 25 kilomètres d'Oslo : Lillestrøm. Considérant que l'opération était un succès, ils

ont décidé de l'étendre à l'ensemble du territoire, district par district.

Banquiers et commerçants y trouvent leur intérêt : les premiers suppriment le risque des chèques en bois, les seconds réduisent leur coût. Certes, depuis deux ans, le chèque est devenu payant en Norvège (3 francs environ au-dessous d'une certaine somme), mais ce tarif reste inférieur au coût supporté par les banques (entre 7 et 7,50 francs).

Avec la carte à mémoire, le consommateur paie à chaque transaction (entre 1 et 2 francs en général), et il devra parfois acquitter un montant annuel (quelques 50 francs) pour obtenir sa carte. Mais, contrairement à ce qu'il peut faire avec un chèque, il ne pourra plus jouer sur les dates de virement puisque son compte sera débité chaque nuit du montant de ses achats de la journée.

FRANÇOISE VAYSSE.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

L'armement américain US Lines en faillite

La grande société maritime américaine US Lines s'effondre. Mc Line Industries, qui est la maison mère d'US Lines, vient de demander à bénéficier du chapitre 11 de la loi sur les faillites pour pouvoir procéder à une restructuration en profondeur de ses activités.

US Lines avait lancé il y a trois ans un monumental programme de construction de douze navires porte-conteneurs géants auprès du constructeur sud-coréen Daewoo. Le dernier navire a été livré l'an dernier. US Lines avait fait le pari d'organiser une ligne maritime autour du monde, avec une norie ininterrompue de navires traversant l'Atlantique et le Pacifique. Or la baisse de taux de fret, la dépression mondiale du transport maritime et une situation critique où les pertes se sont ajoutées aux pertes (237 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1986), alors que les banques avaient consenti des prêts importants pour la construction de navires. Un autre armement — Evergreen de Taiwan — a lancé un service autour du monde comparable. Mais il ne semble pas qu'il éprouve dans l'immédiat des difficultés semblables à celles d'US Lines.

Licenciements chez Gigadisc

L'administrateur provisoire de la société Alcatel-Thomson-Gigadisc (ATG), mise en redressement judiciaire le 6 novembre, a annoncé le 21 novembre le licenciement de 64 des 149 salariés, à-t-on appris auprès du comité d'entreprise. ATG, spécialisée dans l'archivage sur disque optique numérique (DON), est une société à capital risque créée en décembre 1984. Pour 1986, elle devait afficher une perte de 65 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 45 millions. ATG a notamment réalisé le système d'archivage de la bibliothèque du Congrès américain sur Gigadisc.

Borg Warner et Chesebrough Ponds sous le feu des OPA

Le scandale des initiés ne semble pas décourager les candidats aux prises de contrôle sauvages. Coup sur coup, deux grandes entreprises

américaines viennent de faire l'objet d'OPA hostiles. La première est Borg Warner, affaire spécialisée dans la chimie, l'équipement automobile et les services (chiffre d'affaires de 3,33 milliards de dollars). L'initiateur de l'opération est M. Irwin Jacobs, le leader bien connu de Minneapolis (Minnesota). Il offre de racheter le groupe pour 4,3 milliards de dollars (28,4 milliards de francs). Afin de faire échec à M. Jacobs, Borg Warner met en vente sa division services pour se procurer l'argent nécessaire au rachat de ses propres actions.

Le deuxième groupe visé est Chesebrough Ponds (2,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans les cosmétiques, les produits de soins, les produits ménagers, l'alimentation et la chimie). American Braggs, troisième fabricant de tabac des États-Unis, propose de le reprendre pour 2,8 milliard de dollars (18,5 milliards de francs). Les experts de Chesebrough étudient cette offre.

• Dunkin-Sunkin refuse de réintégrer M. Clavaud. — La direction de Dunkin-Sunkin de Montluçon (Allier) a refusé l'accès de son usine, le jeudi 27 novembre, à M. Alain Clavaud, qui, après la décision du conseil des prud'hommes du 24 novembre de déclarer nul son licenciement, venait reprendre son poste. Décidant de « surséoir pour l'instant à la décision de remise en œuvre du contrat de travail », la

direction a affirmé dans un communiqué que « notre conviction sur le bien-fondé des motifs qui nous ont conduit en janvier dernier à prononcer le licenciement de M. Alain Clavaud reste entière ». Ayant fait appel du jugement des prud'hommes, elle réclame cependant les « différentes sommes » qu'il lui a été ordonné de verser. La CGT a demandé au préfet de l'Allier de faire appliquer la décision de justice.

(Publié)
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile - 5^e bureau
Installations classées pour la protection de l'environnement

Une enquête publique est ouverte à Paris, du 1^{er} décembre au 30 décembre 1986 inclus, concernant la demande présentée par la Régie autonome des transports parisiens, dont le siège social est à Paris-6^e, 53 ter, quai des Grande-Angustins, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à Paris-14^e, 38, avenue Reille, ateliers du RER de Montreuil. Les installations relevant des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

288 1^{re}. Traitement électrolytique ou chimique des métaux et matières plastiques pour le dégraisage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation ou la démetalisation, etc., lorsque le volume des cuves de traitement est supérieur à 1 500 litres.

405 B 1^{re}. Application à froid par pulvérisation sur support quelconque de vernis, peintures à base d'alcools ou de liquides inflammables de la première catégorie, la quantité de vernis appliquée journalièrement pouvant dépasser 25 litres.

406 1^{re}. Cuisson ou séchage de vernis, peintures, appliqués sur support quelconque, à base de solvants ou de diluants formés d'alcools ou de liquides inflammables de la première catégorie, le séchage étant effectué dans une enceinte (étuve, tunnel, etc.) dont la température ambiante dépasse 80 °C.

Le dossier est déposé au commissariat du parc Montsouris, 50, rue Rémy-Dumoulin à Paris-14^e, et tenu à la disposition du public pendant la durée de l'enquête.

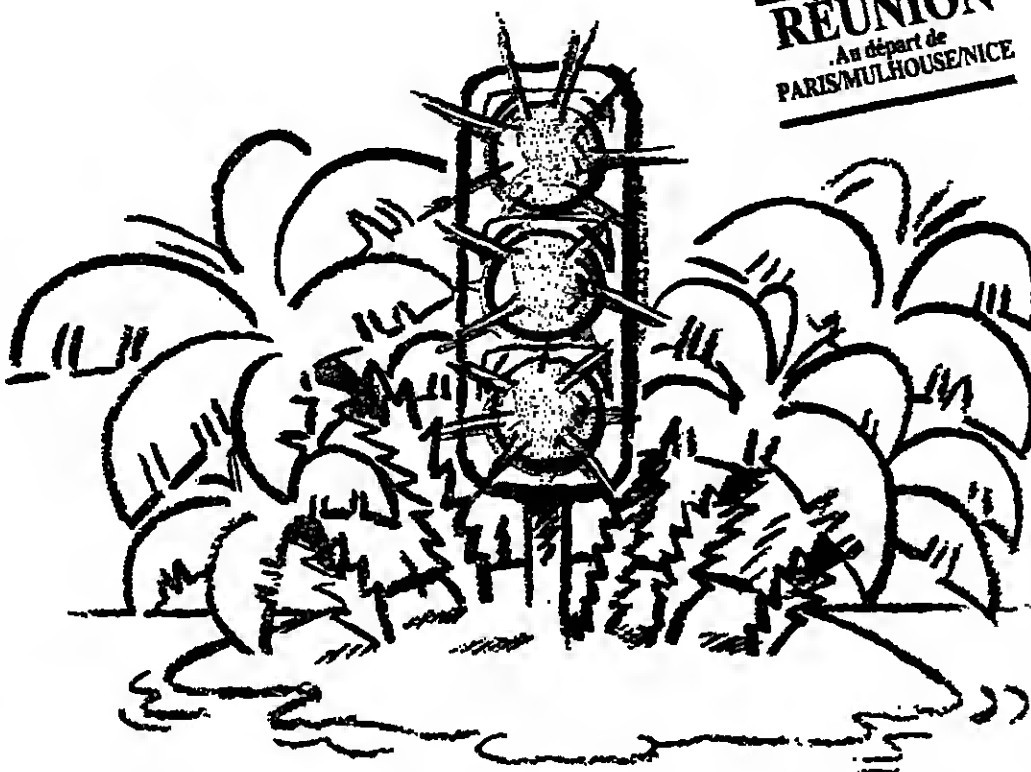
M. Louis Philippon, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra les déclarations des tiers au commissariat précité, aux jours et heures suivants :

- Mercredi 3 décembre de 15 heures à 18 heures,
- Mercredi 10 décembre de 15 heures à 18 heures,
- Samedi 20 décembre de 15 heures à 18 heures,
- Mardi 23 décembre de 15 heures à 18 heures,
- Mardi 30 décembre de 15 heures à 18 heures.

P. le préfet de police
et par délégation,
Le préfet, directeur de la prévention
et de la protection civile,
Jean RIGOTARD.

LE ROUGE EST PLUS VERT

REUNION
Au départ de
PARIS/MULHOUSE/NICE



AU "POINT MULHOUSE"

PARIS 75001, 11, avenue de l'Opéra. Tél. (1) 42.96.63.63 - PARIS 75005, 54, rue des Ecoles. Tél. (1) 46.34.21.17 - PARIS 75017, 2, place Wagram. Tél. (1) 47.63.22.58 - MULHOUSE 68200, 4, rue des Orphelins. Tél. 89.42.44.61 + - NICE 06000, Centre d'information jeunesse Côte d'Azur, 39, rue des Victoires. Tél. 93.26.83.24.

ILE DE LA RÉUNION

Tarifs A/R	Air France	Le Point-Mulhouse
Période verte	4900 F	3800 F
Période orange	6000 F	4800 F
Période rouge	8380 F	5600 F

Tarif en vigueur à partir du 24/11/1986.

APPLICABLE sur les vols à partir du 10/01/1987.

NOTA : Le concours membre - Point Air SARL au capital de 1 000 000 F R.C. Mulhouse 81 81 99



• Le Printemps ouvrira les dimanches 14 et 21 décembre. — Le Printemps-Hausmann ouvrira ses portes les dimanches 14 et 21 décembre. Ainsi en a décidé la préfecture de police de Paris, en accordant au grand magasin parisien l'autorisation exceptionnelle prévue par la réglementation : des dérogations (jusqu'à trois dimanches dans l'année), peuvent être consenties par les pouvoirs publics.

Entreprendre

AVEC LE CONCOURS DE L'ALLIANCE ORGANISMEUR DE TOUS ATELIERS TECHNIQUES RESSOURCES : (1) 45.49.58.58 SOUS L'EGIDE DU COMITÉ NATIONAL DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES

DU 28 NOVEMBRE AU 1^{er} DECEMBRE

86

ISALON DE LA CRÉATION DE L'INNOVATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE

Vous cherchez une idée,
un porteur, un financement,
un emplacement géographique,
vous cherchez à racheter une
entreprise, à vous associer,
à compléter votre formation...
À ENTREPRENDRE 86 VOUS
TROUVEREZ LA RÉPONSE À
TOUTES CES QUESTIONS.

AU CNIT PARIS-LA-DEFENSE

Monnaies

« T'as pas 10 balles ? »

La diffusion des nouvelles monnaies de 10 F a été suspendue par la Banque de France, en attendant des résultats de l'étude concernant son utilisation. « Conscient du problème posé par le lancement de cette nouvelle monnaie », le ministre de l'Économie, des finances et de la consommation a annoncé, le vendredi 26 novembre, sa décision de confier à Charpentier, inspecteur général des finances, une mission d'étude qui établira les difficultés sont dans la période d'acclimatation résultant de la diffusion de la nouvelle pièce ou à l'apparence et la dimension de la pièce elle-même.

Tout pour une petite pièce qui de 10 F, nouvelle venue sur le marché. Un concert de critiques à ne plus avoir où l'on se demande si elle n'est pas trop grosse, trop ronde, trop épaisse, de forme ronde, diamètre 21 millimètres, poids 5 grammes, lisse et cannelée à l'avers, coq gaulois très saillant pour le côté pile et, à l'envers, une carte de France en relief. En résumé, une monnaie dessinée par Joël Quémener, voilà la « République » en pièce de 10 F, qui peut-être amassera mousses. Au moins, elle ne « pochera » pas vestes et pantalons.

Mettez vite fin à la grogne qui risque de virer à la cabale. Le ministre a suspendu provisoirement la nouvelle intruse, qu'il ne la jette pas aux oubliettes : elle préfigure une monnaie plus moderne. Peut-être faut-il plutôt retirer rapidement de la circulation sa rivale, l'actuelle « 1/2 franc » ? L'opération coûterait 500 millions de francs, alors que la mise au rebut de la « République » coûterait cinq fois moins. Entre les « anciens » et les « modernes », la querelle se tranchera sur fond de réalisme... celui des cordons de la bourse publique.

ment l'autorité publique a-t-elle pu, en son âme et conscience, mettre au monde un tel piège dans sa nouvelle « République » de 10 F ?

C'est tout un parcours. Spécialistes et experts répondent tous présents autour du bécasse. Dans ce groupe de travail réuni autour de M. Jacques Campet, directeur des monnaies et médailles, même les usagers ne furent pas absents : l'actuelle pièce de 10 F en cuivre, qui vire au gris sale, pèse lourd, déforme les poches, encombre les portemonnaies. Bref, elle a été condamnée au rebut. Son héritière est en nickel pur, qui reste blanc et brillant malgré l'usure. Au toucher des cannelures, le malvoyant la distingue — ce qu'il ne pouvait faire avec la précédente. Les « vieux » y prêtent la même et prudente attention : un sou reste un sou quand on a peu d'argent. Enfin et surtout, elle a un destin : elle est censée être la première d'une future série métallique adaptée au monde moderne. Car distributeurs automatiques, cabines téléphoniques, parcmètres représentent un marché dont la demande est de plus en plus pressante.

Après avoir palpé, pesé, paré, on finit par vaincre sa peur de l'instantané et se laisse convaincre : elle n'est pas si mal. La petite « 10 F », qui peut-être amassera mousses. Au moins, elle ne « pochera » pas vestes et pantalons.

Mettez vite fin à la grogne qui risque de virer à la cabale. Le ministre a suspendu provisoirement la nouvelle intruse, qu'il ne la jette pas aux oubliettes : elle préfigure une monnaie plus moderne. Peut-être faut-il plutôt retirer rapidement de la circulation sa rivale, l'actuelle « 1/2 franc » ? L'opération coûterait 500 millions de francs, alors que la mise au rebut de la « République » coûterait cinq fois moins. Entre les « anciens » et les « modernes », la querelle se tranchera sur fond de réalisme... celui des cordons de la bourse publique.

DANIELLE ROUARD.

Etranger

Révolte fiscale à l'italienne

Pour calmer la révolte fiscale qui monte en Italie et tenter d'apaiser les dissensions apparues à ce sujet au sein de la coalition gouvernementale, le ministre des finances, M. Bruno Visentini, a annoncé, le 26 novembre lors d'une réunion avec des dirigeants syndicaux, un plan d'allègement fiscal bénéficiant aux revenus moyens et élevés. Il a promis de s'attaquer au problème de l'indexation du barème et d'accroître les déductions pour les ménages ne bénéficiant que d'un salaire.

ROME
de notre correspondant

« Le fisc est le nouvel esclavage » : c'est au nom de tels mots d'ordre que 30 000 personnes ont défilé le 23 novembre dans les rues de Turin pour une « marche pacifique contre les taxes injustes ». L'appel d'un mouvement pour la libération fiscale, créé il y a moins d'un mois par M. Sergio Gobbi, un éditeur turinois, est né totalement en marge des partis et des confédérations syndicales. Il déchaîne de ce fait de violentes polémiques en Italie.

Seuls le MSI (le parti néo-fasciste), le Parti libéral, membre de la coalition gouvernementale du socialiste Bettino Craxi, et les radicaux de Marco Pannella, venu en personne à Turin, ont donné leur soutien à une manifestation de rue dont le caractère reste ambigu, sinon même ouvertement « poujadiste ». « Ceux qui manifestent sont en premier lieu tous ces citoyens qui, de par leurs activités professionnelles, ne peuvent ou ne veulent pas frauder le fisc », affirme M. Gobbi, pour répondre à ceux qui, dans les organisations syndicales ou au PCI, l'accusent de diriger un mouvement de boutiquiers et de membres de professions libérales,

donc de potentiels « fraudeurs de l'impôt ».

Il est vrai qu'en Italie l'évasion fiscale est particulièrement visible. Les salariés paient ainsi à eux seuls plus de 80 % des impôts sur le revenu des personnes physiques. Mais il est tout aussi vrai que l'importance même de la pression fiscale, y compris pour des revenus moyens, est telle qu'elle devient une incitation directe à la fraude.

A en croire le professeur d'économie Antonio Martino, un des chefs de file de la révolte anti-impôts, l'ensemble des contributions et des taxes directes ou indirectes représente désormais en moyenne la moitié du revenu des Italiens. A cela s'ajoute un effet d'alourdissement fiscal du fait que les tranches d'imposition n'ont pas été substantiellement corrigées depuis plus de dix ans pour prendre en compte l'inflation. Le pourcentage représenté par les impôts directs dans l'ensemble des rentrées de l'Etat est ainsi passé entre 1974 et 1984 de 14 à 24,8 %.

Les marcheurs « anti-impôts » de Turin demandent en premier lieu un fisc à la fois allégé et simplifié. Les experts estiment en effet qu'il y a en Italie près de cent taxes et impôts différents régis par quelque douze mille cinq cents circulaires administratives, décrets et lois différents. Une véritable jungle. Même le simple salarié est souvent obligé de recourir aux conseils rémunérés d'un conseiller fiscal pour remplir sa déclaration.

Certains représentants du Parti socialiste de Bettino Craxi comprennent maintenant qu'il serait dangereux de ne pas admettre la réalité des revendications du « mouvement de libération de l'impôt ». Ottaviano del Turco, socialiste et secrétaire général adjoint de la CGIL, la plus importante confédération syndicale italienne, déclarait ainsi au quotidien la Stampa : « Une telle marche, nous aurions dû l'organiser nous-mêmes. J'en vois certes les ambiguïtés. Mais il serait dangereux de dénoncer cette protestation uniquement comme un phénomène réactionnaire. »

(Interim.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MESSIER HISPANO BUGATTI

La firme d'équipement automobile et aéronautique Lucas France SA a pris une participation de 20,5 % dans le capital de Messier Hispano Bugatti, filiale de la SNECMA.

La Banque générale de commerce a initié et mené cette opération à son terme.

BANQUE GÉNÉRALE DU COMMERCE
Siège social : 36, rue Marbeuf, 75008 Paris
Téléphone : 42-56-70-80

GROUPES SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

S.A. DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE FRANÇAISE « CALIF »

Dans sa séance du 25 novembre 1986, le conseil d'administration a examiné l'activité et les résultats de la société au 30 septembre 1986. Les résultats de l'année 1986 devraient être comparables à ceux de l'exercice précédent.

Le conseil a coopté aux fonctions d'administrateur M. Bruno Fichy, en remplacement de M. Bernard Auberger, démissionnaire.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile - 5^e bureau
Installations classées pour la protection de l'environnement

Une enquête publique est ouverte à Paris, du 1^{er} décembre au 30 décembre 1986 inclus, concernant la demande présentée par la Compagnie parisienne de chauffage urbain, 185, rue de Bercy, 75012 Paris, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à Paris-15^e, 25, rue Georges-Pitard, une installation de combustion classée sous la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

153 M. Installation de combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustible représentant un pouvoir calorifique inférieur plus de 3 000 tonnes.

Le dossier est déposé au commissariat du quartier Saint-Lambert, 2, rue Léon-Séché à Paris-15^e, et tenu à la disposition du public pendant la durée de l'enquête.

M. André Decroix, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra les déclarations des tiers au commissariat précité, aux jours et heures suivants :

- Mardi 2 décembre de 9 heures à 12 heures,
- Mardi 9 décembre de 9 heures à 12 heures,
- Samedi 20 décembre de 9 heures à 12 heures,
- Mardi 23 décembre de 9 heures à 12 heures.

P. le préfet de police et par délégation,
Le préfet, directeur de la prévention et de la protection civile,
Jean RIGOTARD.

MONTREUIL IMPLANTE VOTRE AVENIR.



Montreuil, c'est déjà Paris.

Les entreprises qui l'ont choisie pour s'y implanter ne s'y sont pas trompées.

Résolument tournée vers l'avenir et le progrès économique, Montreuil vous fait bénéficier de ses meilleurs atouts : la proximité de la capitale, la facilité d'accès, l'environnement urbain, le dynamisme, l'espace.

Montreuil, ville de pointe, est une base solide de développement pour les entreprises. CAP 1 en est le meilleur exemple : 13 000 m² de locaux d'activités haut de gamme ont déjà rallié de nombreuses entreprises de pointe.

Chefs d'entreprises qui voulez être au cœur de l'action, venez les rejoindre. Venez implanter votre avenir à Montreuil.

MONTREUIL, VILLE DE POINTE.

Service du Développement Économique (1) 48.58.91.49

مكتبة صابون

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

28 NOVEMBRE

Cours relevés
à 14 h 49

Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%						
1549	A.S. 9-1773	1600	1630	1620	+ 1 87	2320	Danvers S.A.	2226	2288	2296	- 0 87	4190	Idar. Windel	422	423	422	0 05	685	Schneider s	674	680	673	0 11	100	Dynastion Cid	98 10	98 20	100	+ 1 83
1550	C.A.E.S. 22	4480	4440	4440	- 0 42	4380	Darcy s	4645	4480	4478	+ 2 64	4180	Idar. Windel	1884	1700	1835	+ 0 58	76	S.C.A.A.	570	580	572	- 0 14	530	De Post-Nam	491	451	480	- 0 86
1187	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1188	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1189	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1190	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1191	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1192	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1193	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1194	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1195	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1196	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1197	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1198	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1199	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1200	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1201	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1202	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1203	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1204	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1205	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1206	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1207	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1208	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1209	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1210	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1211	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1212	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1213	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1214	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1215	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1216	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1217	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1218	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1219	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1220	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1221	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1222	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1223	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1224	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1225	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1226	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1227	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1228	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1229	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0 22	2280	D.M. P.A.C.E. B.	226	226	226	0 00	2280	Idar. Windel	2485	2475	2475	0 00	76	S.C.A.A.	530	530	528	- 0 04	530	Emergen Kodak	490	467	447	- 0 56
1230	A.R.P. T.P.	1218	1244	1244	+ 0																								

Comptant (sélection)

Second marché

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations																	
Chem.			Chem.	580	571	Mont	211	85	ASP, S.A.	1488	1480	Deles	220	204 10	M.M.B.	740	754
Edif. (E.)			Edif. (E.)	1930		Mont. (E.)	35		Assur. (E.)	2435		Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp.			Comp.	618		Mont. (E.)	108	104	Assur. (E.)	2435		Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp.			Comp.	611	611	Comp. (E.)	359	359	B.A.P.	711	700	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. Ind.			Comp. Ind.	3700	3700	Comp. (E.)	188	186	A.L.C.M.	525	521	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. Lyonn.			Comp. Lyonn.	500	500	Comp. (E.)	312	310	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. Lyonn.			Comp. Lyonn.	1145	1145	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
C.A.P.			C.A.P.	21 20	21 20	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)			Comp. (E.)	300	300	Comp. (E.)	300	300	Algerie (E.)	1572	1560	Deles (E.)	220	204 10	M.M.B. (E.)	740	754
Comp. (E.)																	

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

Subscription													
France (100 L)	382 580	382 420	380 500	382 500	Place de St daniel	3710	France	282 06	288 78	Colonne	1450 51	1422 07	a : coupon détaché
Belgium (100 L)	46 370	46 180	81 520	57	Place de St daniel	3195	3170	10136 41	10136 41	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
Switzerland (100 L)	46 510	46 550	42 700	47 440	Place de St daniel	5200	5200	5547 02	5544 98	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
Germany (100 L)	4 180	4 180	4 180	4 180	Place de St daniel	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 384	4 384	4 384	4 384	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 708	4 708	4 708	4 708	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
Japan (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90	363 90	313	313	Colonne	1130 57	1130 48	a : coupon
France (100 L)	4 004	4 004	4 004	4 004	Quai d'Orléans	363 90							

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 La consultation régionale du 30 novembre en Espagne. - Philippines : la cessation du feu provisoire avec les communistes. 3 Les livraisons d'armes à l'Iran. 4 Le report du procès de Jean-Bedel Bokassa.	6 à 8 Le débat sur la réforme des universités à l'Assemblée et les manifestations d'étudiants et de lycéens. 8 « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchard. 10 La préparation du congrès du Parti radical.	11 Le plan gouvernemental de lutte contre la pandémie du SIDA. SPORTS 26 Voile : plaidoyer pour les trimarans. - Football : les hooligans néerlandais.	13 Musique : Alexandre Nevski, par Rostropovitch. - Théâtre : Derniers chapitres, d'après Franz Kafka. 33 Communication : La direction de l'AFP maintient son plan de restructuration. - La mort de Philippe Vianney.	35 La journée d'action de la CGT pour la défense de la sécurité sociale. - Le budget 1987 de la SNCF. 36 Les banques norvégiennes adoptent la carte à mémoire française. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision 15 Annonces classées 38 Carnet 33 Echecs 32 Météorologie 32 Philatélie 32 Loto, Loterie nationale 32 Spectacles 14

URSS

Violente diatribe de la « Pravda » contre le chancelier Kohl

MOSCOU
de notre correspondant

La Pravda a publié, le jeudi 27 novembre, une longue diatribe contre M. Helmut Kohl. « Dans un entretien avec le magazine américain Newsweek, écrit le journal, le chancelier s'est livré à des attaques grossières contre la direction soviétique jusqu'à établir d'adieux parallèles avec l'Allemagne nazie. Ces déclarations sans précédent dans l'histoire des relations soviéto-allemandes (...) suscitent une profonde indignation. Elles sont d'une singulière irresponsabilité ».

Après avoir lu cet article anonyme qui occupe presque la moitié d'une page, le lecteur ignore toujours de quels « odieux parallèles » il s'agit. La Pravda a jugé sans doute sacrilège d'imprimer que M. Kohl avait comparé les talents respectifs de communicateur de M. Gorbatchev et de Joseph Goebbels.

EN BREF

● CENTRAFRIQUE : 91,17 % de voix pour le général Kolingba. — La Commission nationale de contrôle a annoncé, vendredi 28 novembre, que le président Kolingba avait obtenu 91,17 % de voix à l'occasion du référendum du 21 novembre. Il a donc été reconduit dans ses fonctions à la tête de l'Etat, aux termes de la nouvelle Constitution pour un mandat de six ans. — (AFP.)

● ISRAËL : M. Vannunni inculpé d'espionnage. — M. Marechchi Vannunni (trente et un ans), ancien technicien nucléaire israélien, qui avait décliné au Sunday Times qu'il avait possédé un stock d'armes nucléaires, a été inculpé, vendredi 28 novembre, d'espionnage avec circonstances aggravantes, d'aide à un ennemi en temps de guerre et de révélation de secrets d'Etat. Il est passible de la peine de mort ou, au mieux, de la réclusion à perpétuité.

M. Vannunni, qui résidait en Grande-Bretagne, a été rapatrié dans des circonstances demeurées mystérieuses après les révélations faites à l'hébergement britannique en septembre dernier. — (Reuters, AP.)

A B C D E F G

Conformément à une pratique courante ici, les Soviétiques sont donc invités à manifester leur réprobation à propos d'une affaire dont les principaux éléments ne leur sont pas fournis. La Pravda ne dit même pas que M. Gorbatchev a été personnellement mis en cause, et feint de croire que le chancelier Kohl s'en est pris à la « direction » soviétique tout entière. Le chancelier a fait preuve, selon la Pravda d'une mentalité « digne de l'âge des cavernes ».

Une « ombre épaisse » a été jetée, selon la Pravda, sur les relations soviéto-allemandes, et l'on comprend que dans une telle atmosphère, une série de visites prévues n'ait pu avoir lieu.

M. Vsevolod Mourakhovski, premier vice-président du conseil des ministres, a annoncé, il y a quelques jours, le voyage qu'il devait effectuer à Bonn. Un autre vice-président du conseil, M. Alexis Antonov, vient de faire de même, ainsi que le premier vice-ministre de la marine marchande, M. Vladimir Tikhonov.

Moscou entend ainsi montrer que l'affaire aura des conséquences concrètes. La crue de l'« état-major » relaté en termes si allusifs par la Pravda que l'article en devient presque incompréhensible, est-il pour autant le cœur du problème ?

La lourde analyse à laquelle se livre son auteur anonyme semble suggérer que l'insulte elle-même n'est qu'une péripétie et que l'obstacle de fond est l'attitude favorable du chancelier Kohl à l'égard de l'initiative de défense stratégique du président Reagan. Le plus grand péché du chancelier n'est pas de faire des comparaisons injurieuses (les dirigeants soviétiques ont la peau dure quand il le faut) mais de soutenir la « guerre des étoiles ».

L'étoile rouge enfonce le clou, le vendredi 28 novembre, en affirmant que M. Kohl mise sur les « milieux militaristes et revanchards » pour l'emporter aux élections du 25 janvier prochain au Bundestag et manifeste en même temps son « zèle » vis-à-vis de Washington.

L'article de la Pravda n'est donc pas à mettre seulement au compte

Maurice Joffo est condamné à cinq ans d'emprisonnement

Maurice Joffo, le grand coiffeur parisien poursuivi pour recel de vols aggravés, recel de faux documents administratifs falsifiés et escroquerie (le Monde des 11, 13, 18 et 20 octobre), a été condamné, vendredi 28 novembre, à cinq ans d'emprisonnement par la dixième chambre du tribunal correctionnel.

L'épouse de Maurice Joffo a été condamnée, elle, à quatre ans de la même peine, dont quarante-deux mois avec sursis. Deux complices, Roland Capello et François Talouca, ont été condamnés respectivement à deux ans de prison dont un an avec sursis, et à un an de prison dont huit mois avec sursis.

En Une Demi Heure, vos Repas CHEZ VOUS par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40 (Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.34.24.34) Prix nets • Livraison gratuite

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

DANS LE N° 2 D'EXPRESSION: CARAÏBES, LE PARADIS PERDU DES STARS D'HOLLYWOOD.

ET AUSSI: ARCOMBOLD, LE PICASSO DELA RENAISSANCE, JAPON: LA TELEVISION DU XXI^e SIECLE.



d'une susceptibilité blessée mais s'inscrit bien dans le cadre de la campagne électorale à l'est-allemande. Alors qu'on prodigue des encouragements appuyés aux Verts et au SPD, tout ce qui peut affaiblir le chancelier, principal promoteur de la politique de participation des firmes allemandes à l'IDS, sans exploiter ici jusqu'aux élections au Bundestag.

DOMINIQUE DHOMBRES.

TURQUIE

Le premier concert de Théodorakis

ISTANBUL
de notre correspondant

Théodorakis signe les affiches que lui présentent de jeunes Turcs d'Istanbul et des familles grecques venues de Salonique, jeudi 27 novembre, à l'issue du premier des quatre concerts qu'il donne pour la première fois dans l'ancienne capitale doublement impériale. Trois mille personnes pour trois heures de spectacle sans entracte : le public, plongé dans la nostalgie des grandes édifices démocratiques d'antan par les premières chansons, s'échauffe lorsque entre en scène le chanteur turc Zulfu Livaneli, longtemps interdit après le coup d'Etat.

« Nous sommes venus chanter des chansons composées en prison en Grèce sous la dictature et personne ici ne nous en a empêchés ». Rappelant « la tradition de collaboration entre les deux peuples que les gouvernements, tous deux membres de l'OTAN, cherchent à dresser l'un contre l'autre », Mikis Théodorakis s'est montré très critique sur la façon dont le télévison grecque a « dénigré son initiative ». Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a, pour sa part, estimé que « les artistes comme Théodorakis servent le dialogue culturel ». Dimanche sera annoncée la création d'un comité grec et d'un comité turc, pour l'arrêté entre les deux peuples.

MICHEL FARRÈRE.

IRAN

Les autorités arrêtent le député israélien du Majlis pour « turpitude morale »

Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a qualifié, mercredi 26 novembre, de « mensongères » les informations selon lesquelles les livraisons d'armes américaines à l'Iran avaient été effectuées par l'intermédiaire d'Israël. Il a estimé que ces informations s'inscrivaient dans le cadre d'un complot américain destiné à discréditer l'Iran aux yeux des musulmans du monde entier.

Entre-temps, les autorités iraniennes ont arrêté l'unique député juif du Parlement pour « turpitude morale », sur ordre du procureur de Téhéran. Le quotidien d'expression anglaise Téhéran Times cite à ce propos certaines sources faisant état de « relations sexuelles illicites » qu'aurait eues le député juif Manoucher Kalimi Nikrouz avec de jeunes garçons et filles travaillant dans un hospice fondé par lui. Nikrouz, pharmacologue de quarante ans, a été élu il y a deux ans et demi par la communauté israélienne au sein du siège réservé aux juifs au Majlis.

M. ALAIN JUPPÉ invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation, chargé du budget, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 30 novembre de 18 h 15 à 19 h 30. Le conseiller du directeur général de l'émission de Paris, répondra aux questions d'André Fassinon et d'Érik Izuel, de la presse, et de Paul-Jacques Truffaut et Jean-Yves Hallegange, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

A L'ÉTRANGER

Le supplément « Monde cadeaux » est exclusivement diffusé en Belgique, au Luxembourg et en Suisse.

Sur le vif On brade

Ils ont le sens de la formule, nos frères, dits donc ! Bravo pour certains des slogans balancés hier, pendant les manifestations, moi, je trouve ça très marrant. Un de nos lecteurs, un étudiant à Paris-II, lui, il prend pas ça à la blague. Il m'a fait parvenir ce matin le relevé de ses frais.

Scolarité : 378 F ; bibliothèque : 72 F ; contrôle médical : 15 F ; droit aux sports : 30 F ; frais de correspondance : 120 F ; prestations spécifiques : 120 F ; sécurité sociale : 120 F ; Total : 1 285 F. Plus une mensualité de 345 F ou 695 F, au choix, facultative, mais vivement conseillée pour compléter les faibles remboursements de la sécu. Je parle pas des fournitures, des livres, etc.

Si ça doit doubler, la place d'amphitruon va revenir plus cher qu'une place de ciné. Et bon, OK, il n'y a pas de quoi rigoler. Il le fait pourtant, mon correspondant. Il me suggère des slogans publicitaires destinés à ramener, au lendemain de la réforme, la clientèle universitaire : trois diplômes pour le prix de deux à Nanterre... Treize unités de valeur à la douzaine à Dauphine... Ou encore : Grande braderie de licences et de maîtrises à Tolbiac.

Moi, j'ai dans l'idée qu'on en arrive pas à la question fin, mon Jacques n'a pas la main heureuse en ce moment. Ça va faire comme pour la pièce de 10 balles. Si, jeudi prochain, les gosses rédescendent en masse dans la rue, son augmentation, il va la retirer de la circulation pour pas qu'on confonde Assas et Harvard.

CLAUDE SARBAUTE.

Le numéro du « Monde » daté 28 novembre 1986 a été tiré à 530 110 exemplaires.

PROMOTION NOEL

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

Sur tous les instruments en stock du samedi 15 novembre au samedi 6 décembre.

hamm

135-139 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 45.44.38.66. Parking à proximité

LA TROISIEME VOIE

Cette offre, entre un marché du neuf et celui de l'occasion, CITROËN vous propose LA TROISIEME VOIE : des voitures presque neuves au prix de l'occasion. Elles ont appartenu à des cadres ou des ingénieurs de chez CITROËN ou bien étaient immatriculées TT (transit temporaire) et sont garanties 6 mois ou 1 an.

EXCEPTIONNEL

du 21 novembre au 2 décembre

REPRISE 5000 F minimum

de votre ancien véhicule et plus si son état le justifie POUR TOUT ACHAT d'un véhicule d'occasion récent

USINES CITROËN

Département occasion

10, place Edouard-Paillot - 75015 Paris - Tél. 45.31.16.32
50, boulevard Jourdan - 75014 Paris - Tél. 45.88.49.89
59 bis, avenue Jean-Jaurès - 75019 Paris - Tél. 42.08.66.60
Lyon - 72, rue Molère, 69003 - Tél. 78.95.03.88

CANAPES CHEZ CAPELOU

Grand choix de CANAPES-LITS et FAUTEUILS-LITS des meilleures marques : tissu ou cuir toutes dimensions

37 Avenue de la République 75011 PARIS
Tél. (1) 43 57 46 35 - Métro : PASTILLERIE

SOLDES

JIGGER

HABILLE MOI...

• 1 rue de Berri (Champs-Élysées) 75008 • 15-17 bd St-Michel 75005
• 151-159 rue de Rennes 75006 • 56 bis et 66 Chausseée d'Antin 75009
• 80-88 rue Lecourbe 75015 • 58 rue Caumartin 75009
• 30 rue de Rivoli 75004 • 18-19 rue Pierre Lescol 75001

مكتبة الجليل